# REVUE

DES

# DEUX MONDES

---

XXe ANNÉE. — NOUVELLE PÉRIODE

PARIS. — IMPRIMERIE DE GERDÈS,
10, rue Saint-Germain-des-Prés.

# REVUE

# DES

# DEUX MONDES

## TOME SIXIÈME

VINGTIÈME ANNÉE. — NOUVELLE PÉRIODE

PARIS
AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE SAINT-BENOÎT, 20

1850

# LES RÉPUBLIQUES

DE

# L'AMÉRIQUE DU SUD.

## I.

## LA RÉPUBLIQUE PÉRUVIENNE.

Il y a quelques années à peine, pour se rendre d'un port de France dans l'Amérique du Sud, il fallait se résigner aux lenteurs et aux fatigues d'un voyage de long cours. On s'embarquait au Havre ou à Bordeaux, sur un de nos bons, mais modestes bâtimens de commerce, qui, malgré leur titre de *paquebots,* laissent encore beaucoup à désirer. Après une traversée dont la durée dépassait quelquefois cent vingt jours, on atteignait le port de Valparaiso, terme ordinaire d'une navigation dont le calme ou la tempête, les chaleurs de la ligne ou les glaces du cap Horn, avaient seuls varié la monotonie. Aujourd'hui, c'est en quelques semaines qu'on fait le voyage. Un excellent bateau à vapeur part tous les mois de Southampton et va jeter l'ancre dans la baie de Chagres, après avoir salué sur son passage les Bermudes et Porto-Rico, Haïti et la Jamaïque. Les ressources les plus variées du comfort britannique concourent, avec les plus splendides aspects de la nature, pour abréger les heures toujours si longues qu'on passe sur le pont du *steamer* ou dans les rares stations de la côte. A

bord, on retrouve tous les raffinemens du luxe européen; à terre, c'est une végétation luxuriante qui se montre au passager dans l'infinie diversité de ses aspects, jusqu'au jour où le bateau à vapeur s'arrête enfin sur la côte orientale de l'isthme de Panama.

Là pourtant le voyage n'est pas terminé; des canots, faits d'un seul tronc d'arbre et conduits par des Indiens à demi nus, reçoivent le passager au sortir du bâtiment européen dont la gigantesque mâture domine la rade presque déserte. Ces canots vont remonter lentement la petite rivière à laquelle la ville de Chagres a donné son nom. Je ne sais si l'ancien ou le nouveau monde offre rien de comparable aux majestueuses solitudes que l'on découvre en se rendant ainsi de Chagres à Panama. La rivière sur laquelle glisse le frêle canot qui vous porte ne tarde pas à se perdre au milieu des forêts. De tous côtés, ce ne sont qu'immenses profondeurs de verdure encadrées magnifiquement par un ciel chaud et bleu. Des singes, des perruches, mille oiseaux à l'éclatant plumage, se bercent ou se poursuivent sur les branches des grands arbres, mêlant leurs cris bizarres au bruit cadencé de la pagaye des Indiens. Les roseaux, les marécages qui bordent la rivière ont aussi leurs hôtes : ce sont des hérons qui marchent à pas comptés dans la vase humide, puis d'énormes crocodiles qui dorment la gueule entr'ouverte, et ressemblent de loin à des troncs d'arbres morts étendus au soleil. De distance en distance, une hutte indienne s'élève entre les arbres, au milieu d'un petit champ à demi défriché : unique indice qui rappelle au voyageur qu'il n'est pas tout-à-fait seul dans cette vaste enceinte de forêts.

On arrive ainsi au petit village de Cruces, groupe de maisons chétives où l'on quitte le canot pour prendre des mules et franchir par terre, mais toujours au milieu des bois, les quelques lieues qui vous séparent encore de Panama. Cette ville n'est guère aujourd'hui qu'un lieu de passage; mais sa situation sur le point central où doivent s'unir les deux Amériques lui promet de grandes destinées, un avenir immense. Elle s'élève au fond d'une large baie, sur un terrain plat et uni, entrecoupé tristement de grands marais dont les eaux stagnantes, accrues par les pluies torrentielles qui tombent de mai à novembre, corrompent l'air pendant la saison des chaleurs et déterminent souvent des fièvres funestes aux Européens. Aussi ne fait-on en général que traverser Panama : de là partent tous les mois des bateaux à vapeur qui correspondent avec ceux d'Europe, bien que moins grands et moins beaux. Vous pouvez à volonté vous rendre par ces paquebots soit sur les côtes de la Californie, le nouvel Eldorado si long-temps ignoré, soit sur celles du Pérou. L'un de ces pays commence à être connu de l'Europe; l'autre a encore pour nous bien des mystères : c'est peut-être une raison pour nous y arrêter de préférence. Les côtes

sablonneuses du Pérou n'ont pas sans doute pour le voyageur le même attrait que les riantes plaines de San-Francisco : il y a là néanmoins un travail de régénération politique et commerciale que la France doit observer avec sollicitude; et n'est-ce pas, après tout, un spectacle curieux à plus d'un titre que celui d'une société qui passe de l'anarchie la plus complète au déploiement régulier de sa force et de son activité?

Si la France pouvait jamais oublier quel doit être le rôle de l'armée dans un gouvernement libre, l'exemple du Pérou aurait quelque poids, nous le croyons, pour conjurer une pareille erreur. Nous savons quel énergique appui une bonne armée peut prêter aux principes conservateurs; nous ignorons encore, Dieu merci! jusqu'à quel point les passions anarchiques peuvent abuser de la force militaire. L'histoire du Pérou nous l'apprendra : elle nous révélera aussi un autre danger des pays libres, l'absence de principes fixes dans l'autorité qui gouverne. C'est là, au reste, un trait de ressemblance du Pérou avec la plupart des républiques hispano-américaines. Ce qui frappe surtout dans les révolutions de l'Amérique du Sud, c'est l'avilissement où tombe le pouvoir par suite de son instabilité plus encore que de son incapacité. On trouva un matin à Lima ces mots écrits sur la porte du palais présidentiel : *Esta casa se alquila al mes* (cette maison se loue au mois). C'est qu'en effet quelques mois se passaient à peine sans qu'une révolution vînt expulser l'hôte passager de cette demeure. L'avénement des classes moyennes, dont l'influence succéda, dans les états républicains de l'Amérique du Sud, à la domination de l'aristocratie espagnole, fut pour la plupart de ces états un malheur plutôt qu'un bienfait. Ces classes n'étaient pas prêtes au grand rôle qui leur était brusquement échu, et une foule d'intrigans obscurs se disputèrent sous leur bannière, non pas les honneurs, mais les profits du pouvoir. Le règne des médiocrités subalternes fut ainsi inauguré à la faveur des grands mots de *liberté*, de *constitution*, et le nom de *république* servit de prétexte à un impitoyable despotisme. Quelques hommes de désordre se partagèrent une des plus magnifiques, une des plus riches portions du globe; les immenses ressources de ces contrées privilégiées furent gaspillées ou détruites par des mains coupables. Sauf de rares exceptions, les chefs des républiques espagnoles songèrent moins à leur préparer un meilleur avenir qu'à perpétuer par tous les moyens leur dictature éphémère. De là une longue série de guerres civiles, de révolutions militaires, qui, chez plusieurs d'entre elles, se prolonge malheureusement encore; de là ces terribles crises qu'une transition mieux ménagée eût épargnées aux populations sud-américaines, trop brusquement transportées du despotisme à la liberté.

La nécessité de cette transition n'avait pas échappé à l'illustre libé-

rateur de l'Amérique espagnole. Après les batailles de Junin et d'Ayacucho, les anciens sujets de l'Espagne se croyaient libres, parce qu'ils avaient chassé leurs maîtres. Bolivar savait pourtant que son œuvre était loin d'être accomplie; il avait affranchi ses compatriotes, mais il n'avait pas constitué leurs gouvernemens, et là commençait la partie la plus difficile de sa tâche. Dans le premier enthousiasme de la victoire, en haine du despotisme de Madrid, les Américains du sud avaient proclamé la république. Bolivar eût préféré un régime moins contraire aux habitudes et aux souvenirs des sociétés hispano-américaines. Son vœu secret était la fondation d'un vaste empire sud-américain, sur le trône duquel se serait peut-être assis un prince français. Bolivar fut débordé par ses généraux, par ses amis même, et ses rivaux l'accusèrent d'aspirer en secret à cette couronne, dont certes il n'eût pas voulu (1). Cette tactique triompha, et le gouvernement républicain fut inauguré dans toutes les anciennes colonies de l'Espagne. Des présidens furent choisis, des constitutions furent votées et débattues. Dès-lors l'Amérique espagnole entra dans l'ère des aventures politiques, et il fut aisé de prévoir qu'elle n'en sortirait pas sans de longs et douloureux efforts. Vingt-six ans se sont passés depuis la bataille d'Ayacucho, livrée en 1824, et c'est par exception que pendant ce quart de siècle elle a connu quelques jours de repos sous des chefs légalement établis. Pour ne parler ici que du Pérou, l'histoire de ce pays, depuis son émancipation jusqu'à l'avénement du général Castilla, est tristement significative. Nulle part peut-être les causes d'anarchie ne se sont montrées aussi nombreuses, aussi puissantes. Bien que ces causes aient en partie cessé d'agir aujourd'hui, il ne sera pas inutile de jeter quelque lumière sur cet étrange dédale de révolutions et de guerres où l'initiative imprudente de quelques chefs ambitieux avait lancé un des plus florissans états de l'Amérique méridionale. Il est surtout un caractère commun des révolutions péruviennes qu'il importe de noter: c'est la prédominance des questions de personnes sur les questions de principes. Que pouvait être le gouvernement là où les ambitions personnelles s'érigeaient seules en influences politiques? Dignité, autorité, stabilité, tout lui manquait de ce qui fait la réalité du pouvoir. On s'attachait à un chef dès qu'on espérait parvenir avec lui; on l'abandonnait, on le trahissait dès que la fortune penchait vers un rival plus heureux. Quant à la volonté du pays, c'était de quoi les républicains du Pérou s'inquiétaient le moins. L'histoire de ces conflits personnels,

(1) Les derniers jours du *libérateur*, malgré ce beau nom qui lui avait été donné, furent bien tristes et bien amers. Après avoir failli être assassiné plusieurs fois, il mourut, non de vieillesse, mais de chagrin, dans cette Amérique qu'il venait de rendre indépendante.

si mesquins qu'ils paraissent, est donc bonne à connaître, et le tableau des influences de races, de climat, qui l'ont dominée, en forme naturellement le premier chapitre.

## I.

Le Pérou s'étend le long de l'Océan Pacifique, du 3e au 21e degré de latitude sud, entre la rivière de Loa et le désert d'Alcanca, qui, au midi, le séparent du Chili, et la rivière de Tombes, qui, au nord, le sépare de l'Équateur. A l'est, il confine avec la Bolivie, avec le grand lac de Titicaca (1), et atteint aux vastes contrées où vivent, le long du Marañon et de l'Ucayali, des tribus indiennes encore insoumises, bien que le Portugal et l'Espagne se soient disputé long-temps le droit stérile de leur imposer des lois. La capitale du Pérou, Lima, s'était, sous la domination espagnole, élevée à un haut degré de richesse, de luxe et de puissance, que de brillans vestiges attestent encore. Résidence des vice-rois, chef-lieu d'un immense empire qui s'étendait sur toute la côte occidentale de l'Amérique du Sud, Lima comptait jusqu'à quatre-vingt mille habitans, et semblait devoir jouer de tout temps le premier rôle dans l'histoire des colonies espagnoles du Nouveau-Monde. Plusieurs grandes familles s'étaient fixées dans cette ville, dont la population était plus éclairée, plus polie que celle de la plupart des cités sud-américaines. En dépit même du despotisme de Madrid, qui, en comprimant l'essor intellectuel de ses colonies, voulait étouffer leur esprit d'indépendance, une université avait été fondée à Lima dès l'an 1551. On peut voir encore les vastes et beaux bâtimens qu'occupait cette université sur l'ancienne place dite de l'Inquisition, car l'inquisition a pénétré jusqu'à Lima, quoiqu'elle n'y ait pas fait de nombreuses victimes. L'édifice où siégeait le redoutable tribunal s'élevait tout près de l'université; les deux palais, celui de la science comme celui du saint-office, sont aujourd'hui sur le point de tomber en ruines. De l'inquisition on a fait la prison de la ville : les cachots étaient tout prêts; l'université, déserte et abandonnée, n'entend plus guère aujourd'hui d'autres discours que ceux des députés de la république, qui tous les deux ans, à l'époque de la réunion du congrès, s'assemblent dans son ancienne chapelle, au pied d'une chaire transformée en tribune.

La partie du Pérou que baigne l'Océan Pacifique est en général aride et nue. Il n'y faut point chercher cette grandeur, cette puissance de végétation qu'on admire dans d'autres contrées de l'Amérique. Les Cordilières, qui dominent ces côtes sablonneuses, poussent çà et là

(1) C'est là que fut déposé, suivant la légende indienne, le premier des Incas par son père le Soleil.

leurs blocs calcinés jusque dans les flots. Ces montagnes forment un sombre amphithéâtre dont les divers étages font face à l'Océan. Deux chaînes à peu près parallèles courent du sud au nord; une neige éternelle en couvre les tristes sommets, qu'aperçoit de loin le voyageur embarqué sur les nombreux bateaux à vapeur qui longent en toute saison les côtes de l'Amérique du Sud. Quelques petites rivières, coulant de l'est à l'ouest, répandent cependant un peu de fraîcheur sur ce morne paysage. Dans tous les enfoncemens où pénètrent leurs eaux, des orangers, des bananiers, des citronniers, hauts comme de jeunes chênes, forment de fraîches oasis sur le fond grisâtre des rochers. Entre chacun de ces petits vallons règne un véritable désert de sable, et l'espace compris entre les deux chaînes parallèles des Cordilières n'est lui-même qu'une suite de collines, de plateaux arides, où l'on ne rencontre que bien rarement des traces de culture. Sur ces hauteurs stériles, l'Indien mène tristement sa vie pauvre, monotone et insouciante, au milieu des nombreux troupeaux de llamas, d'alpacas, dont les marchands de la côte viennent tous les ans lui acheter les laines. C'est pourtant dans les plus sombres gorges de ces montagnes, dans leurs profondeurs les plus désolées que se cachent des mines d'argent, de fer, de cuivre, de mercure, de plomb, justement célèbres dans le monde entier; c'est là que les Espagnols venaient chercher ces lingots dont ils chargeaient leurs galions; c'est là que le commerce trouve encore l'argent que le Pérou envoie tous les ans à l'Europe en échange des marchandises et des produits de l'ancien continent.

Tel est l'aspect des Cordilières dans la partie occidentale, celle qui avoisine l'Océan. Le versant oriental n'est pas moins digne de l'attention du voyageur. Au pied de ce versant commence le vaste plateau des Amazones, où déjà se révèle la puissante végétation du Brésil. Ces magnifiques contrées ont échappé jusqu'à ce jour à la domination des Européens; quelques Indiens nomades en sont les seuls habitans. Les Chipeos, les Caparachos, les Antis, tels sont les noms des tribus principales auxquelles appartiennent ces tristes descendans des hommes que vainquit Pizarre. Bien que de courageux missionnaires les aient visitées quelquefois et tenté de les instruire, on sait bien peu de chose sur les sauvages habitans des bords de l'Amazone et de ses principaux affluens, l'Ucayali, le Beni, le Montaro. On peut affirmer seulement que, s'ils ont défendu jusqu'à ce jour leur indépendance contre les efforts de la domination européenne, ils n'ont gardé aucune trace de la civilisation des anciens Incas.

Le versant des Cordilières qui avoisine l'Amazone est cependant la plus belle partie du Pérou, celle qui semble appelée au plus brillant avenir, quand nos bateaux à vapeur, remontant les grands fleuves de l'Amérique du Sud, la mettront pour ainsi dire en communication di-

recte avec l'Europe, et iront échanger les produits de notre industrie contre des richesses naturelles trop long-temps négligées. Les Espagnols ne s'étaient guère préoccupés de ces richesses, et les montagnes de la côte convenaient mieux que celles de l'intérieur à ces conquérans installés en si petit nombre dans un pays où les communications étaient d'ailleurs si difficiles. Le Pérou espagnol, si je puis m'exprimer ainsi, ne comprend guère que la langue de terre qui s'étend du Chili à l'Équateur, sur les côtes de l'Océan Pacifique. C'est là que se sont élevées, dans un fouillis inextricable de montagnes et de plateaux, les grandes cités hispano-américaines, presque toutes à portée de la mer, sillonnée incessamment par les galères de la métropole. C'est là que se concentre la vie politique du Pérou. Les diverses phases de cette vie agitée se sont tour à tour déroulées au pied de ces âpres montagnes, tantôt à Aréquipa, tantôt au Cusco, tantôt à Lima. Il convient de nous arrêter un peu sur ce théâtre du drame dont nous avons à retracer les principales scènes.

La configuration même du Pérou suffit presque pour expliquer la multiplicité des révolutions qui s'y sont succédé. Les villes, séparées les unes des autres par de grandes distances, enfouies dans les terres ou perdues sur le bord de l'Océan, ne peuvent y vivre que difficilement d'une vie commune. Ces grands centres de population, chefs-lieux puissans de provinces rivales et jalouses, sont reliés à peine entre eux par de mauvaises voies de communication (1). Plus d'une fois Aréquipa, le Cusco, ont rêvé de s'ériger en capitales indépendantes. Entre ces chefs-lieux de provinces, d'autres villes, moins considérables, servaient de satellites à leur ambition plutôt que d'obstacles à leurs projets : c'étaient Tacna, Puno, le Cerro, et enfin les nombreux ports de l'Océan Pacifique, dont l'importance s'accroît tous les jours : Arica, qui exporte presque tous les produits de la Bolivie; Iquique, qui nous donne ses salpêtres; Islay, d'où s'extraient les laines du Collao; Pisco, devant lequel sont les îles Chincha, où nos navires vont charger le huano; le Callao, qui est le port de Lima; Payta, non loin duquel se récoltent les cotons qu'on demande au Pérou. Ces villes, d'ailleurs, et un faible rayon autour d'elles, sont les seuls points habités du Pérou. Le reste du pays est désert, et, sauf des groupes de cabanes dressées sur le bord des rivières, de petits villages qui ne méritent pas

(1) Il est juste de reconnaître que des améliorations ont été récemment introduites dans le système des voies de communication au Pérou. Ainsi, tous les ports de cette république sont aujourd'hui parfaitement reliés entre eux par un service de bateaux à vapeur, que les Anglais ont établi de Valparaiso à Panama; mais l'époque n'est pas encore bien éloignée où le voyage d'Arica au Callao, contrarié par le vent du sud, durait quelquefois douze ou quinze jours, au lieu de quarante-huit heures, qui suffisent amplement aujourd'hui pour ce trajet.

d'être nommés, on ne rencontre, dans l'ancien empire des Incas, d'autres habitations que des maisons de poste, encore assez rares, où quelques mauvais chevaux suffisent tant bien que mal au service des courriers et aux besoins des voyageurs. C'est à cheval en effet que l'on parcourt l'intérieur du Pérou. N'y cherchez point de chemins battus, contentez-vous de quelques sentiers à peine tracés, suspendus souvent au-dessus de précipices dont le regard n'ose sonder la profondeur, et le long desquels le pied de la mule peut seul s'aventurer. N'espérez point non plus trouver d'autre gîte pour la nuit que de pauvres huttes indiennes qu'on n'est pas même toujours sûr de rencontrer au terme d'une journée de fatigues. Qu'on imagine maintenant ce que peut être une insurrection dans un pays où la capitale et les principales villes sont si complétement isolées, où les rapports de l'autorité centrale avec les provinces sont entravés par de tels obstacles. On peut affirmer que bien des révolutions qui ont agité le Pérou auraient été étouffées ou prévenues sans peine, si le gouvernement avait pu agir avec la rapidité nécessaire. Faute de cette facilité d'action, il a vu souvent se tourner contre lui les chefs militaires qui, sous le nom de préfets, commandent dans chaque département. Ces chefs peuvent, s'ils le veulent, se rendre à peu près indépendans; une foule toujours nombreuse de mécontens est là pour les appuyer. Une fois leur plan bien arrêté, ils lèvent des troupes, frappent des impôts, et, sous le prétexte éternel que *la constitution est violée,* marchent sur la capitale. Voilà une révolution, quelquefois une guerre civile, qui commence, et presque toujours la lutte n'a pour résultat que la substitution d'un chef à un autre.

Telles sont les facilités que prête à l'anarchie la configuration du territoire péruvien. Trois autres causes concourent avec celle-là pour entretenir au Pérou une agitation que la ferme volonté de son président actuel a pu seule contenir : je veux parler des rivalités de villes, des rivalités de races, et enfin de la mauvaise organisation de l'armée.

Antique résidence de l'aristocratie espagnole, Lima, on l'a vu, est la capitale du pays, le centre nécessaire de l'autorité gouvernementale. Deux autres villes lui disputent cependant ce privilége, et offrent aux faiseurs de *pronunciamientos* militaires un point d'appui qu'ils n'ont garde de négliger. Ce sont Aréquipa et le Cusco. Aréquipa est comme la capitale du Pérou méridional. A une vingtaine de lieues de la mer, dont elle est séparée par un désert de sable, cette ville s'élève sur les bords de la petite rivière Chile, au milieu d'une campagne magnifique qui forme une espèce d'oasis entre les plaines sablonneuses de la côte et les plateaux désolés des Cordilières. Un volcan, éteint aujourd'hui, mais dont la lave couvrit jadis une grande étendue de pays, le Misti, domine les maisons d'Aréquipa, et à voir, par une belle nuit, ce cône immense, couronné de neiges éternelles, détacher sa masse puissante

sur le sombre rideau des Cordilières, on dirait quelque géant protecteur de la cité et veillant debout sur sa population endormie. Aréquipa compte environ 25,000 habitans. On y trouve peu de nègres, beaucoup d'Indiens et quelques familles blanches, qui, ici comme partout en Amérique, forment l'aristocratie du pays. En général, le sang y est plus beau, les hommes y sont plus forts, plus robustes qu'à Lima, et si cette dernière ville se vante à juste titre du vernis de civilisation qu'elle doit au contact des étrangers, Aréquipa se prétend bien supérieure à la capitale du Pérou par l'intelligence et l'énergie de sa population.

Une rivalité plus marquée divise le Cusco et Lima. Le Cusco est la ville indienne par excellence, la vieille capitale de l'empire des Incas. Là tout encore est plein de leurs souvenirs. Les ruines de la grande métropole percent de toutes parts sous les constructions neuves de la cité moderne. A quelques pas de son enceinte, sur une montagne qui la surplombe, on voit les débris gigantesques de la forteresse qu'habitaient autrefois les Incas. Il n'est pas jusqu'au fameux temple du Soleil, transformé aujourd'hui en une église chrétienne, qui ne soit debout, comme un dernier témoin de cette grandeur déchue. Secouer le joug de Lima où domine la race blanche, reconstruire l'empire détruit de Manco-Capac, rendre à la capitale des Incas son ancienne gloire, c'est un rêve que les Indiens font quelquefois, et qui s'associe malheureusement dans leur imagination à un vague espoir de vengeance sanglante contre les Européens.

Les rivalités de races sont plus implacables au Pérou que les rivalités de villes; peut-être même celles-ci ne sont-elles que le masque de celles-là. Sous l'antipathie, par exemple, qui divise les hommes de la côte et les hommes de la montagne ou *serranos*, on sent la lutte de la société conquérante et de la société conquise qui se perpétue sourdement. Les montagnes sont peuplées surtout d'Indiens et de métis, tandis que la race blanche se tient de préférence dans le voisinage de la mer. Le *serrano* regarde avec dédain une population qui lui est inférieure en force physique, et les Liméniens de leur côté, fiers de leur civilisation à demi européenne, rougiraient de se comparer à un *serrano*, dont le nom seul dans leur bouche est presque une insulte.

On peut distinguer au Pérou trois races principales, entre lesquelles le travail de fusion d'où pourrait sortir l'unité du peuple péruvien n'a encore fait que bien peu de progrès : les blancs, les métis et Indiens, les nègres. La race blanche est restée jusqu'à ce jour la race supérieure, la race aristocratique, de *sangre asul* (de sang bleu), comme on dit à Lima. En dépit de l'égalité proclamée dans les constitutions républicaines de l'Amérique du Sud, le culte de l'aristocratie y a survécu à toutes les révolutions. Comment pourrait-il en être autrement? L'aris-

tocratie régnante est celle de la couleur, la plus exclusive de toutes par conséquent, et celle qui se mésallie le moins. La race blanche méprise les métis et les Indiens comme les noirs; elle regarde les uns comme un peuple conquis, les autres comme un peuple acheté. La différence, à ses yeux, est peu de chose, et elle maintient avec un orgueil jaloux les barrières qui la séparent du reste de la population.

Cependant les métis, particulièrement ceux de sang indien, les *cholos*, occupent depuis l'émancipation des places importantes dans l'armée et le gouvernement. Un homme qui a joué un grand rôle au Pérou, le général Santa-Cruz, descend par sa mère des anciens caciques ou chefs indiens. Dès l'époque même de la conquête, on avait vu les Espagnols s'allier aux principales familles indigènes, et les comtes de Montezuma, dont le nom indique assez l'origine, donnaient au Mexique un de ses derniers vice-rois. La guerre de l'indépendance exalta l'ambition des métis. Les Péruviens de race blanche, pour s'assurer en eux des auxiliaires, leur firent espérer l'établissement d'un nouvel empire, continuation de l'empire des Incas, dont la grandeur passée vit encore dans la mémoire de tous les Indiens du Pérou. La révolution de Bolivar devint ainsi pour eux comme une réaction armée contre la conquête de Pizarre. Aussi Indiens et fils d'Indiens se levèrent-ils en masse, et sans cette puissante intervention de la race indigène, jamais les Espagnols n'auraient perdu leurs colonies. La récompense de ce concours prêté à la révolution par les métis fut leur admission à la vie politique, dont ils n'avaient jamais connu ni les droits ni les devoirs. On leur confia des postes importans, et un grand nombre des principales familles, particulièrement de Lima, ayant affecté, après la proclamation de l'indépendance, de se tenir à l'écart du nouveau gouvernement, les métis mirent à profit cette indifférence dédaigneuse pour garder les positions qui leur avaient été confiées. Les blancs auraient d'ailleurs eu quelque peine à reprendre ces positions, car la force militaire est tout au Pérou, et c'étaient des Indiens qui formaient alors comme aujourd'hui la majorité de l'armée.

Le *cholo* est fils de l'Indien et du blanc; il est petit et trapu; il a le front bas, la face large et aplatie, les pommettes saillantes, les cheveux noirs, raides et durs, le teint jaune, tous les caractères enfin de la race primitive du pays. Il est paresseux et rusé, doux et insouciant comme l'Indien. Ceux des *cholos* qui n'ont pu se fixer dans les villes mènent une existence misérable dans quelque petite *chacra* (ferme) au milieu des Cordilières. Il en est qui vivent de la pêche le long des côtes, réunis dans de petits villages au fond de quelque anse retirée. Les noirs sont en très petit nombre au Pérou; mais leurs fils, les *sambos*, issus de leur mélange avec les blancs, sont répartis sur tout le littoral. Le

*sambo* est vif, intelligent, actif, mais corrompu et méchant. Il méprise l'Indien, il déteste le blanc. C'est parmi les *sambos* que les cités de la côte recrutent leurs plus adroits ouvriers.

Tels sont les types principaux qui se trouvent en présence dans la société péruvienne. Pour qu'un travail de fusion plus complet s'opérât entre eux, il faudrait que le Pérou jouît d'une de ces longues périodes de calme et de prospérité qui seules peuvent éteindre les haines, amortir les rivalités locales. Malheureusement la lutte des races n'est pas la seule cause de désordre au Pérou, et j'ai dit qu'il en existait une autre : la mauvaise organisation de l'armée.

Il y a bien loin de l'armée péruvienne, telle qu'elle est aujourd'hui, à ce qu'elle était lors de la grande guerre de l'indépendance. A cette époque, les populations soulevées marchaient en masse sous la conduite d'officiers braves et expérimentés, dont plusieurs avaient appris dans les rangs des Espagnols eux-mêmes la discipline et l'art de la guerre. Maintenant il en est bien autrement. Les Indiens, que n'excite plus un intérêt national et américain, ne prennent part au service que contraints par la force. Sans affection pour un gouvernement qui n'est pas celui de leurs pères, ils ne sauraient défendre sa cause avec le courage dont ils firent preuve jadis en face des Espagnols. Les officiers sont plus mauvais encore que les soldats. Créés par l'intrigue et les révolutions, depuis le simple *cadete* jusqu'aux colonels et aux généraux, ignorant quelquefois les premiers élémens de la science militaire, bons seulement à promener dans les rues leurs grands panaches et leurs uniformes dorés, quelle confiance peuvent-ils inspirer à des soldats enrégimentés par surprise ou par force autour d'un drapeau que ces mêmes officiers sont trop souvent, au jour de l'action, les premiers à déserter?

C'est dans les derniers rangs du peuple et par la *presse* que se recrute l'armée péruvienne. Quand on a besoin d'en compléter les cadres, de nombreuses patrouilles sillonnent les rues des villes, ramenant indistinctement tous les Indiens, tous les *sambos* qu'elles rencontrent en état de porter les armes. Conduits immédiatement à la caserne, ces malheureux y sont inscrits et enrôlés. Quelques jours se passent à faire des exercices, à prendre les premières notions du maniement du fusil; puis on les envoie dans les différens corps, où ils ne restent que pour attendre l'occasion de déserter. Cette occasion, c'est ordinairement la bataille qui la leur fournit. Le tumulte et le désordre qui la suivent ou la précèdent servent à merveille les projets des nombreux mécontens que traîne à sa suite toute armée péruvienne. Chacun alors choisit un moment favorable pour jeter bas le lourd équipement du soldat, et s'en aller reprendre la vie du pâtre dans les montagnes ou la vie de l'ouvrier dans les villes. Cela n'empêche pas, après la victoire,

le général en chef de lancer des proclamations magnifiques, des ordres du jour qui laissent bien loin derrière eux toutes les hyperboles de la jactance castillane. Les journées d'Austerlitz et de Marengo sont éclipsées par les hauts faits des Péruviens. Jamais armée n'a accompli ce qu'ils viennent d'accomplir. Aussi est-il fier de les commander. L'Europe entière a les yeux sur eux, et le monde va apprendre avec étonnement et admiration la nouvelle de leur victoire! En même temps, pour combler les vides que la mort, comme je l'ai dit, n'a pas tous faits, on fait entrer les prisonniers dans les rangs de l'armée victorieuse, où ils combattront, si la guerre se prolonge, le parti pour lequel ils allaient se faire tuer la veille. Et qu'importe à l'Indien le drapeau sous lequel il marche? Un chef, pour lui, en vaut un autre; du jour où il est entré sous les drapeaux, il n'est plus qu'un instrument entre les mains des ambitieux. Le *cholo* cependant est bien loin de manquer de courage. Il est robuste, infatigable et sobre. Un peu de maïs, quelques feuilles de *coca* (1), lui suffisent pour une journée. Avec de la discipline et de bons officiers, il n'est pas douteux que l'on pût développer chez lui de précieuses qualités militaires.

Rien n'est plus curieux que le départ d'une armée péruvienne qui entre en campagne. Des femmes et des enfans marchent au milieu de la longue file de soldats qui se déploie confusément dans la direction indiquée par les chefs. Des ânes, des mules chargés de bagages suivent la colonne et se jettent à chaque pas au milieu des rangs. Rien n'a été prévu d'ailleurs; tout manque, les provisions, les soins, la paie même. Aussi vit-on presque toujours aux dépens du pays qu'on traverse, et les compagnes ordinaires du soldat, connues sous le nom de *rabonas*, remplacent pour lui l'administration militaire. L'usage d'emmener les femmes en campagne est d'origine indienne. Si l'on ne s'y soumettait, il serait impossible de retenir un seul homme sous les drapeaux. Épouses ou concubines du soldat, les *rabonas* sont avec lui partout, elles le suivent dans ses marches les plus pénibles, tenant quelquefois un enfant sur les épaules et un autre suspendu à leurs vêtemens. On a vu l'armée péruvienne commandée par le général Santa-Cruz faire jusqu'à vingt lieues par jour dans les montagnes sans que jamais les femmes l'abandonnassent. Cette persévérance est réellement remarquable. La *rabona* est cependant moins la femme que l'esclave du soldat. Battue, maltraitée trop souvent, elle ne touche aux repas qu'elle-même a préparés qu'autant que son rude compagnon veut bien les partager avec elle. Si dure et si fatigante que soit cette vie, la *rabona* semble l'aimer. Quand le soldat rentre dans sa caserne, elle l'y

(1) Plante qui croît au Pérou, et dont l'Indien mâche la feuille à peu près comme nos matelots mâchent le tabac.

suit, et là encore se charge de tous les soins du ménage. Si l'ordre de partir est donné de nouveau, elle se remet gaiement en route. La marche d'une armée péruvienne escortée de ces femmes intrépides ressemble assez à une de ces migrations des anciens peuples indiens chassés de leur territoire par les empiétemens de la race blanche. Ce ne sont pas des régimens, ce sont des populations tout entières qu'un général péruvien traîne derrière lui.

Rivalités de villes, rivalités de races, mauvaise organisation de l'armée, voilà trois grandes causes de désordre. L'histoire du Pérou depuis l'émancipation nous les montrera exerçant tour à tour, et quelquefois simultanément, leur funeste influence. Ce pays serait-il donc condamné à d'éternelles agitations, à des luttes toujours renaissantes? Je ne le crois pas, et, pour répondre à cette question, il me suffira, après avoir raconté ses révolutions, d'indiquer aussi les germes de prospérité, de progrès matériel et moral, qui semblent près de s'y développer.

## II.

Le premier de ces dictateurs éphémères qui se succédèrent si rapidement à la tête de la république péruvienne est le président La Riva-Aguero. La victoire d'Ayacucho venait d'assurer l'indépendance du Pérou, dont les Espagnols se préparaient à quitter le territoire. La Riva-Aguero ne devait faire qu'une courte apparition sur le siége présidentiel. Un colonel Lafuente, qu'on retrouvera dans toutes les agitations de la république naissante, ne se vit pas plus tôt en face d'un pouvoir régulier, qu'il ourdit la première de ces conspirations militaires dont le retour allait si fréquemment désoler le Pérou. La conspiration réussit, et les troupes s'étant prononcées contre La Riva-Aguero, le congrès dut lui donner un successeur. Son choix se porta sur le grand-maréchal Lamar (août 1827). Ce n'était point là le compte du colonel Lafuente, qui avait cru s'emparer de la présidence, et qui ne gagnait à sa victoire que le grade de général de brigade. L'infatigable conspirateur se remit aussitôt à l'œuvre, et une nouvelle intrigue militaire renversa le président Lamar pendant qu'il était occupé à guerroyer contre la Colombie, car à la guerre civile venait déjà se joindre, pour le Pérou, le fléau de ces guerres non moins déplorables que les républiques espagnoles, au lieu de s'unir et de s'entr'aider, se font entre elles, sous les plus misérables prétextes. Cette fois encore, l'ambition de Lafuente fut déçue. On ne le nomma que général de division. Un des deux généraux avec lesquels il s'était uni contre Lamar, le général Gamarra (l'autre était le général Santa-Cruz), fut élu président. De ces

trois hommes, c'était le plus médiocre qui arrivait au pouvoir. Santa-Cruz avait en lui quelques-unes des qualités d'un chef de gouvernement, et il se dédommagea bientôt de cet échec en se faisant nommer président de la Bolivie. Quant à Lafuente, né d'une mulâtresse et d'un Espagnol d'Aréquipa, il offrait en sa personne le type d'un de ces créoles actifs et entreprenans qui suppléent à l'insuffisance de l'éducation première par une rare vivacité d'intelligence. Lieutenant d'abord dans l'armée espagnole, il était devenu capitaine, puis colonel en se ralliant aux patriotes, et général en organisant des *pronunciamientos* militaires. Du reste, officier médiocre, Lafuente avait laissé plus d'une fois soupçonner son courage.

La présidence de Gamarra mécontentait trop d'ambitions pour ne pas attirer sur le Pérou de nouveaux orages. Une insurrection militaire, ayant éclaté, en 1830, au Cusco, ne put être étouffée que dans le sang de son chef, le colonel Escobedo, qui fut pris et fusillé avec les principaux conjurés. Des troubles nombreux éclatèrent sur divers autres points du territoire, et Gamarra n'atteignit le terme légal de son pouvoir (18 décembre 1833) qu'à travers des embarras de toute sorte. Le congrès élut alors le général Orbegoso.

Orbegoso appartenait à une des meilleures familles du Pérou, ce qui lui valut d'abord les sympathies de toute l'ancienne aristocratie espagnole, très puissante encore par ses richesses et son influence morale. Aucun des prédécesseurs d'Orbegoso à la présidence n'avait pu obtenir le concours de cette aristocratie. Jusqu'à ce jour, en effet, la plupart des hommes portés au pouvoir par la révolution n'appartenaient pas même à la race blanche. Jeune encore et doué de toutes les qualités brillantes qui plaisent aux masses, Orbegoso, déjà soutenu par l'aristocratie, se fit dans le peuple même un parti considérable. Sa présidence commença sous de favorables auspices. Une conspiration militaire, ourdie par l'ex-président Gamarra et le général Bermudez, avait intimidé un moment la capitale; mais ce court triomphe ne servit qu'à mieux constater l'influence d'Orbegoso. Bientôt la population montra quel cas elle faisait de la pression des baïonnettes; elle se souleva tout entière, chassa la garnison après une lutte sanglante, et ramena en triomphe le président, qui s'était retiré, pendant le combat, dans la forteresse du Callao (28 janvier 1834).

C'était là, on pouvait le croire, une manifestation significative; ce n'était pourtant que le début de la guerre civile. Gamarra, qui avait organisé la conspiration, se maintenait dans l'intérieur du pays à la tête de forces considérables. La situation demeurait donc, malgré les événemens de Lima, assez grave pour nécessiter des mesures extrêmes. C'est à ce moment qu'un homme, qui devait plus tard jouer le premier rôle au Pérou, essaya de se mêler comme acteur au drame com-

mencé par la conspiration de Gamarra : cet homme était le général Santa-Cruz, devenu président de la Bolivie, et qui offrait à Orbegoso de le soutenir contre Gamarra. L'ambition du général Santa-Cruz n'était pas tout-à-fait une ambition frivole. Il y avait chez lui un talent d'organisation qui semblait répondre à tous les besoins de la société péruvienne. La présidence de la Bolivie ne suffisait pas à Santa-Cruz, il lui fallait un plus vaste théâtre, et Lima seul pouvait le lui offrir.

Orbegoso hésita long-temps avant de répondre aux avances de Santa-Cruz. La guerre civile commença même avant toute intervention des Boliviens. Le lieutenant de Gamarra, le général San-Roman, battit sous les murs d'Aréquipa (2 avril 1834) le général Nieto, qui commandait dans cette place une division pour Orbegoso. Le général Nieto avait imploré, mais trop tard, le secours de Santa-Cruz. Orbegoso, qui était sorti lui-même de Lima à la tête de ses troupes, n'avait guère été plus heureux contre un complice de Gamarra, le général Bermudez. La révolution menaçait donc de triompher sur tous les points, quand il se fit un revirement inattendu, et comme on n'en voit qu'au Pérou. Le corps d'armée que commandait Bermudez, immédiatement après avoir vaincu Orbegoso, se déclara en faveur de celui-ci, et alla même jusqu'à lui livrer son général, qui fut exilé. Un autre corps révolté, sous les ordres du colonel Guillen, suivit cet exemple; la ville du Cusco se soumit à son tour, et Orbegoso, revenu à Lima, put de nouveau croire son pouvoir mieux affermi que jamais. Un décret de bannissement à perpétuité fut lancé contre Gamarra et San-Roman. Santa-Cruz n'avait pas trouvé l'occasion d'intervenir; il se consola aisément, car il savait que cette occasion s'offrirait tôt ou tard.

Orbegoso cependant pouvait se faire quelque illusion sur la portée de son triomphe. Tout, en effet, semblait indiquer un retour à la tranquillité, à la confiance. Le 19 juin 1834, une nouvelle constitution fut proclamée; l'effectif de l'armée fut considérablement réduit. Ce ne fut là qu'une courte trève. La guerre qui devait suivre cet armistice devait avoir, pour le Pérou, des conséquences plus graves qu'aucune des crises précédentes.

Le signal de cette guerre fut donné par une insurrection qui éclata à Puno, et qui obligea le président à réclamer des pouvoirs extraordinaires. Investi de ces pouvoirs, Orbegoso quitta Lima le 10 novembre et se dirigea vers le sud. Le voyage d'Orbegoso ne servit malheureusement qu'à provoquer de nouvelles conspirations. Dès le 1er janvier 1835, la garnison du Callao se soulevait et proclamait le général Lafuente. Ce mouvement, qu'on n'eut pas de peine à réprimer, ne fut que le prélude d'une insurrection plus redoutable. Parmi les lieutenans qu'Orbegoso avait laissés à Lima se trouvait le colonel Salaberry. Cet officier jouissait de toute la confiance du président : il était loin

de la mériter. Jeune, actif, entreprenant, Salaberry aspirait depuis long-temps à la dictature; il avait réussi à se faire un parti dans l'armée. L'insurrection du Callao fut pour lui une occasion qu'il se hâta de saisir. Après avoir repris cette forteresse sur les partisans de Lafuente, il s'y installa lui-même et se munit amplement de vivres, d'armes, de provisions de guerre. Le faible gouvernement de Lima prit sur lui de confirmer à Salaberry un commandement qu'il n'osait pas lui enlever. Reconnu dans ses fonctions usurpées, Salaberry parvint à attirer au Callao, sous divers prétextes, la plus grande partie de la garnison de Lima. Il se l'attacha par de belles promesses, et quand il se vit bien sûr de ses soldats, il leva lui-même l'étendard de la révolte. Il ne faut pas de bien grandes armées au Pérou pour renverser un gouvernement. Salaberry était à la tête de six cents hommes, quand il marcha sur Lima, alors dégarnie de troupes, et y entra sans rencontrer aucune résistance. Il est vrai qu'il fut favorisé en secret par les partisans de Gamarra, qui espéraient trouver en lui un instrument facile pour l'accomplissement de leurs desseins. Leur attitude lui ouvrit bientôt les yeux. Ce n'était pas d'ailleurs un homme avec lequel il fût prudent de se jouer ainsi. Il résolut d'assurer sa domination par la terreur. Un emprunt fut imposé aux principales familles; un décret confisqua les propriétés de tous les émigrés qui ne seraient pas rentrés dans le délai de quinze jours; un autre décret enjoignit, sous les peines les plus sévères, à tous les déserteurs, à tous les officiers réformés, de revenir se ranger sous les drapeaux. Il forma ainsi autour de lui une armée considérable.

Le général Orbegoso, averti de ce qui se passait à Lima, avait envoyé contre Salaberry un corps de cinq cents hommes, qui débarquèrent à Pisco, sous les ordres du général Valle-Riestra. En même temps le général Miller, Anglais de naissance, bon soldat qui avait fait la guerre de l'indépendance, partait du Cusco à la tête d'une seconde division et marchait sur Jauja, où Orbegoso devait réunir toutes ses forces. Salaberry, qui n'avait que quelques centaines d'hommes, semblait perdu, lorsque tout à coup la division Valle-Riestra, qui avait débarqué à Pisco, se soulève et livre son général, qui est lâchement fusillé. En même temps les villes de Puno, Ayacucho, Cusco, abandonnent la cause d'Orbegoso, et déclarent se confédérer entre elles, se séparer de Lima et ne vouloir prendre aucune part à la lutte qui vient de s'engager; les troupes que commandait Miller l'abandonnent elles-mêmes et reconnaissent le nouveau gouvernement fédéral. Le général Nieto, dans le département de la Libertad, soutenait encore la cause d'Orbegoso. Salaberry marche contre lui à la tête de quatre cent cinquante hommes, et ce général lui est encore livré par ses propres soldats. Enfin, les commandans des bâtimens de guerre péruviens pro-

clament à leur tour Salaberry et viennent mettre leurs navires à ses ordres. Toutes ces trahisons, fruit honteux de la politique corruptrice de ce chef audacieux, souillèrent l'histoire de la milice péruvienne, et n'assurèrent pourtant à Salaberry qu'une supériorité passagère.

Aréquipa seul lui résistait. Orbegoso, qui s'y trouvait avec deux mille hommes, trop faible pour lutter contre son ennemi, se vit obligé d'implorer encore le secours de Santa-Cruz. Cette fois les troupes boliviennes étaient prêtes. Le général Santa-Cruz, qui attendait depuis si long-temps le moment d'entrer au Pérou, le saisit avec empressement, et concentra immédiatement ses forces sur la frontière. Gamarra avait été jusque-là retenu en Bolivie, où il s'était réfugié après sa tentative de révolution à Lima. Santa-Cruz chercha en lui un auxiliaire. Lui rendant toute liberté de rentrer dans son pays, où il savait qu'il avait encore de nombreux partisans, il conclut avec lui et Orbegoso une convention par laquelle ils s'unissaient tous les trois contre Salaberry. Aussitôt et avec cette malheureuse versatilité que nous avons déjà remarquée tant de fois, les troupes qui se trouvaient au Cusco se prononcèrent pour le général Gamarra, qui ne tarda pas à en aller prendre le commandement. Une seconde division, sous le colonel Larenas, passa également de son côté, et ces mêmes soldats, qui venaient, quelques jours auparavant, de proclamer Salaberry, l'abandonnèrent comme ils avaient abandonné Orbegoso.

Cependant Salaberry ne se laissa pas abattre. Il répondit aux proclamations de ses ennemis par un décret de *guerre à mort aux Boliviens*, réunit toutes ses troupes dans un camp retranché à peu de distance de Lima, au petit village de Bella-Vista, et se disposa à la plus énergique résistance. Quelque faibles que parussent ses ressources comparées à celles de la coalition, une chance de succès lui restait encore. Il était impossible que la bonne harmonie se maintînt long-temps dans le camp de ses ennemis. L'idée dominante du général Santa-Cruz avait toujours été de réunir la Bolivie et le Pérou par un lien fédératif qui des deux républiques n'en aurait fait qu'une seule, dont il se serait réservé à lui-même la haute direction. Cette idée, qu'il nourrissait depuis l'année 1828, quand il trama avec Lafuente et Gamarra la révolution qui renversa le président Lamar, comptait de nombreux partisans. On doit croire que la position géographique de son pays, qui n'a que le mauvais port de Cobija, et se trouve par là condamné, pour son commerce, à de très grands désavantages, fut ce qui inspira à Santa-Cruz la première idée de cette confédération. En même temps, pour que la Bolivie, ainsi réunie à un état beaucoup plus riche et plus étendu qu'elle, ne pût pas en être considérée comme une simple dépendance, le Pérou devait être divisé en deux républiques dont les

ressources se trouveraient dès-lors à peu près égales à celles de la Bolivie.

Santa-Cruz étant parvenu à faire partager ses projets au général Orbegoso, un nouveau traité fut conclu entre eux dans ce sens. Gamarra n'eut pas plus tôt connaissance de cette convention, qu'il fit secrètement proposer à Salaberry de s'unir à lui pour repousser les Boliviens : ils se seraient ensuite entendus entre eux sur la question de la présidence. Si Salaberry avait accepté, peut-être aurait-il pu résister à Santa-Cruz; mais il n'ignorait pas que plusieurs de ses officiers étaient dévoués à Gamarra : il craignit d'être abandonné, sacrifié par eux; il refusa. Gamarra, qui se trouvait déjà à la tête de forces assez considérables, crut pouvoir se prononcer seul, et se sépara ouvertement de ses anciens alliés. Ainsi trois partis, trois gouvernemens différens se trouvaient en présence et divisaient le Pérou : Orbegoso à Aréquipa, Salaberry à Lima, Gamarra au Cusco : triste état dans lequel ce malheureux pays s'est tant de fois trouvé depuis l'expulsion des Espagnols!

Avant de marcher sur Lima, il importait surtout à Santa-Cruz de détruire Gamarra, qui achevait de consolider son pouvoir dans les départemens du Cusco et de Puno. Les troupes boliviennes, réunies à celles d'Orbegoso, marchèrent en conséquence à sa rencontre. La bataille se livra dans les montagnes, près d'un petit village nommé Yanacocha (13 avril 1835). Gamarra fut entièrement défait, et les départemens qui venaient de le reconnaître obligés de se soumettre au vainqueur. Quant à lui, sans essayer même de réunir les débris de son armée, qu'il savait incapables de résister désormais, il alla chercher un refuge à Lima, où il avait encore des partisans.

Bien que Salaberry eût refusé de s'entendre avec Gamarra pour résister à l'ennemi commun, la ruine d'un chef qui pouvait faire une si puissante diversion en sa faveur n'en fut pas moins un coup terrible pour sa cause. Sans se laisser décourager cependant, et avec une force de caractère que peu de généraux ont montrée au Pérou dans des circonstances aussi difficiles, Salaberry résolut d'aller lui-même au-devant de ses ennemis. Un décret appela sous les drapeaux tous les hommes en état de porter les armes de dix-neuf à quarante ans. Étant parvenu à réunir ainsi quatre mille cinq cents soldats autour de lui, Salaberry leva son camp de Bella-Vista et se dirigea vers les départemens du sud. Soit qu'après la défaite de Yanacocha il crût Gamarra dans l'impossibilité de lui nuire, soit plutôt qu'il sentît la nécessité de le ménager, il l'avait accueilli à Lima avec une sorte de bienveillance, et était même allé jusqu'à lui offrir la présidence du conseil de gouvernement qu'il y laissait à son départ. Gamarra, qui le premier avait trouvé Salaberry rebelle à ses propositions d'alliance, crut devoir refuser à son tour et feignit de vouloir rentrer dans la vie privée. Il

avait parmi ceux mêmes à qui Salaberry avait confié les emplois les plus importans des hommes entièrement dévoués à sa cause, et il attendait; mais il était difficile de cacher long-temps ses desseins à un chef aussi soupçonneux que Salaberry. Quelques semaines s'étaient à peine écoulées qu'un ordre arriva tout à coup d'arrêter Gamarra et cinq de ses plus chauds partisans. Conduits à Pisco, où se trouvait le quartier-général de l'armée, leur cause fut promptement instruite, et leur arrêt n'aurait pas tardé à être prononcé par celui qui avait fait fusiller le malheureux général Valle-Riestra, si Salaberry n'avait encore été retenu par la crainte de s'aliéner une partie de ses soldats. Les détenus furent condamnés à être déportés à Costa-Rica (13 octobre 1835).

Le général Santa-Cruz, de son côté, n'était pas resté oisif. Après avoir fait son entrée au Cusco, dont la défaite de Gamarra lui avait ouvert les portes, il se rendit à Aréquipa, où, toujours fidèle à son idée de fédération du Pérou et de la Bolivie, il voulait présider lui-même à l'érection du nouvel état sud-péruvien. Celui-ci devait comprendre les départemens du Cusco, Ayacucho, Puno et Aréquipa. Une assemblée devait se réunir à Sicuani le 26 octobre, pour poser les bases de la nouvelle constitution, et Santa-Cruz n'était pas fâché d'y faire peser son influence par la présence de son armée.

Pendant ce temps, Lima était en proie aux plus grands désordres. Salaberry, pour grossir les rangs trop faibles de son armée, en avait enlevé, en partant, tous les hommes chargés ordinairement de la police et du maintien de la tranquillité publique. Au milieu des agitations de la guerre civile, il s'était formé, aux environs mêmes de la ville, des bandes de *montoneros*, — espèce de *guerillas* que les troubles soulèvent toujours au Pérou, — qui, sous le prétexte de défendre la cause d'Orbegoso, se livraient à des pillages que nulle force ne pouvait plus arrêter, et menaçaient même le gouvernement. Les choses en vinrent à ce point que le colonel Solar, qui commandait à Lima pour Salaberry, dans la crainte de ne pouvoir leur résister, si la ville était attaquée sérieusement par eux, ordonna à tous les employés de se rendre au Callao, où il voulait établir le siége du gouvernement, pour le mettre à l'abri d'un coup de main hardi, mais possible.

Le Callao est le port de Lima; une distance d'environ deux lieues le sépare de la ville. Il avait alors peu d'importance; mais les Espagnols y avaient construit une forteresse magnifique, dont les feux peuvent balayer, d'un côté, la rade qui s'ouvre devant elle, et, de l'autre, la route entièrement découverte de Lima. C'est là que Solar se retira momentanément avec là famille de Salaberry et le peu de soldats qui lui restaient. Dès-lors Lima, entièrement abandonné par les troupes, fut rempli de *montoneros* (26 décembre), et on aurait pu avoir à déplorer les plus grands excès, si des marins débarqués des bâtimens de guerre

étrangers n'étaient venus assurer par leur présence la tranquillité de la ville. L'arrivée du général Vidal, qui prit le commandement de ces bandes et essaya de les organiser, sembla promettre un peu de calme. En vain le colonel Solar, s'en reposant sur la discipline supérieure de ses soldats, tenta de surprendre Lima : la haine qu'avait inspirée le gouvernement de Salaberry était telle que la population tout entière s'arma, et Solar, honteusement repoussé, fut obligé de se renfermer de nouveau dans sa forteresse. Enfin, le général Orbegoso lui-même revint à Lima, où il fit son entrée le 9 janvier 1836. Son premier soin fut de mettre le siége devant la citadelle du Callao, qui capitula presque immédiatement à des conditions honorables. La famille de Salaberry se retira sur la frégate française *la Flore*, d'où elle se rendit au Chili.

De ce jour, les affaires de Salaberry déclinèrent rapidement. Le général Pardorela, qui commandait pour lui un corps de cinq cents hommes dans le département de la Libertad, abandonna sa cause. Cependant les forces que Salaberry avait amenées de Lima étaient encore intactes, et, bien qu'inférieures en nombre, il comptait sur elles; lui-même il recherchait un combat comme son unique chance de salut. L'action s'engagea entre ses troupes et celles de Santa-Cruz près du petit village de Socobaya, à quelques lieues d'Aréquipa. Salaberry fut complétement défait. Tombé au pouvoir de son ennemi, il fut condamné à mort avec huit de ses principaux officiers et fusillé. La flotte elle-même, à cette nouvelle, ne tarda pas à faire sa soumission.

Ainsi finit la révolution qui, le 23 février, avait renversé à Lima le gouvernement d'Orbegoso, et, dans l'espace de moins d'un an, causé tant de mal au Pérou. De toutes celles qui s'y sont faites, elle a été une des plus désastreuses comme des plus coupables. Et cependant depuis quelques années, c'est-à-dire depuis la chute de Santa-Cruz et l'extinction complète de son parti, on a cherché à grandir la mémoire de Salaberry; on a voulu faire de ce hardi conspirateur comme le héros en même temps que le martyr de l'indépendance péruvienne, un instant opprimée par les Boliviens. Il y avait là deux sentimens distincts : l'un d'amour-propre national blessé, et certes bien facile à comprendre après les défaites de Yanacocha et de Socobaya; l'autre n'est qu'un sentiment de parti, de réaction, si je puis dire, contre Santa-Cruz et les hommes qui l'avaient appelé ou servi, réaction d'autant plus forte, d'autant plus vive que, même après la chute du protecteur, la lutte s'est prolongée entre ces derniers et les *restaurateurs*, qui arrivèrent au pouvoir avec Gamarra. Toutefois, pour juger Salaberry, ce n'est à aucun de ces deux points de vue que se placera l'histoire. Quelque courage personnel qu'il ait montré, de quelque énergie qu'il ait fait preuve pendant la lutte contre les Boliviens, on ne saurait voir en lui qu'un

ambitieux coupable qui, pour saisir le pouvoir, n'a pas craint de se soulever contre son chef légal, contre son bienfaiteur et son ami, de jeter enfin son pays dans la guerre civile et les révolutions dont il se remettait à peine. Le sang du malheureux général Valle-Riestra, que des troupes corrompues lui avaient livré, restera d'ailleurs sur son nom comme une tache ineffaçable.

## III.

La victoire de Socobaya termine une première période de l'histoire du Pérou, celle où des intrigues militaires toujours incessantes ôtent toute efficacité, toute autorité à l'action du pouvoir. Cette victoire ne ferme pas l'ère des révolutions; mais, en livrant le gouvernement du Pérou à des mains plus fermes, elle permet déjà de tenter quelques efforts pour consolider l'édifice chancelant de ses institutions. La présidence du général Santa-Cruz est d'ailleurs marquée par des guerres extérieures avec les républiques voisines plutôt que par des luttes civiles. C'est un progrès.

Au lendemain de la bataille de Socobaya, Santa-Cruz était maître de la situation. L'assemblée de Sicuani, qui n'avait pu se réunir l'année précédente à cause de la guerre, fut aussitôt convoquée pour le 16 mars 1836. Le premier acte de cette assemblée fut de proclamer l'érection des départemens de Moquégua, d'Aréquipa, Puno, le Cusco et Ayacucho en état indépendant, sous le nom d'*état sud-péruvien*. La nouvelle république devait s'unir au Pérou septentrional et à la Bolivie par un lien fédératif, et remettait l'autorité supérieure entre les mains du général Santa-Cruz, nommé *protecteur*.

Fatigués des révoltes militaires dont Lima était sans cesse le théâtre, les départemens du sud, en se détachant du Pérou septentrional, cherchaient un repos dont ils avaient surtout besoin, et qu'ils espéraient trouver dans une administration distincte. La ville du Cusco fut choisie pour être le siége du gouvernement. Capitale de l'ancien empire du Pérou sous les Incas, elle était habitée presque entièrement par les fils des Indiens. En plaçant leur ville à la tête d'un état indépendant, on flattait leur amour-propre. Il leur semblait retrouver par là quelque chose de son glorieux passé, et l'idée d'un nouvel empire indien vint de nouveau se mêler à leurs rêves.

En Bolivie, l'érection de la république sud-péruvienne ne fut pas accueillie moins favorablement. En effet, le pacte qui unissait cette république à la Bolivie, en assurant à celle-ci les ports dont elle avait besoin sur l'Océan, devait doubler son commerce et la valeur de tous ses produits. C'était d'ailleurs son propre président qui allait se trouver

à la tête de la confédération, et l'influence bolivienne y était par conséquent assurée; aussi des cris de joie et d'espérance saluèrent-ils le grand acte proclamé à Sicuani.

Il était difficile pourtant que cet acte fût accueilli de même à Lima et dans le nord du Pérou, qui perdaient de riches départemens à la suite de victoires remportées par des étrangers. Cependant, comme toute résistance était pour le moment au moins impossible, les esprits finirent par se calmer peu à peu, et une autre assemblée fut convoquée à Huaura pour le 15 juillet, à l'effet de constituer aussi le nouvel état composé des provinces du nord. L'influence de Santa-Cruz y fut encore souveraine. Les départemens des Amazones, de Junin, de la Libertad et de Lima furent érigés en république séparée, qui prit le titre d'*état nord-péruvien*. Santa-Cruz fut proclamé protecteur de la confédération, le général Orbegoso président à Lima, et le général Herrera au Cusco. Ces deux derniers n'étaient plus, par le fait, que les lieutenans de Santa-Cruz.

Celui-ci était donc arrivé enfin au terme de ses longs efforts. Il avait réuni dans sa main le gouvernement des deux républiques du Pérou et de la Bolivie. Lima devenait sa capitale; il allait jouer le premier rôle dans l'Amérique du Sud. Son ambition était surtout d'appeler sur lui l'attention de l'Europe, qu'il admirait et qu'il enviait à la fois. Il voulait se poser à ses yeux comme le successeur de Bolivar, l'homme chargé de continuer et de terminer l'œuvre commencée par le *libertador*, en constituant les peuples que Bolivar avait seulement rendus indépendans. Aussi appela-t-il autour de lui un grand nombre d'étrangers auxquels il confia souvent les emplois les plus importans. En même temps, dans ses rapports avec les agens diplomatiques de l'Europe, il affecta des formes et un bon vouloir que ceux-ci n'avaient pas toujours trouvés chez ses prédécesseurs. Enfin, l'administration dirigée par lui prit une marche plus ferme et plus franche, et, malgré les guerres qui entravèrent si souvent ses efforts, qui finirent même par le renverser, le pays fit des progrès rapides. Lima, en particulier, parut recouvrer quelque chose de son ancienne splendeur.

Un reproche grave cependant a été fait avec raison au gouvernement du général Santa-Cruz. Pressé souvent par le besoin d'argent pour résister à ses ennemis, tant intérieurs qu'extérieurs, il prit la fatale résolution d'altérer les monnaies d'argent, dans lesquelles il introduisit près d'un tiers d'alliage. Il espérait sans doute un jour pouvoir retirer aisément ces monnaies de la circulation; mais ce jour, qu'il croyait prochain, n'est jamais venu : il est tombé lui-même sous les efforts de ses ennemis, et la fausse monnaie créée par lui est demeurée au Pérou et en Bolivie, qui en voient la quantité s'accroître encore tous les jours.

La paix intérieure était partout rétablie, et il ne restait plus à Santa-Cruz qu'à consolider son ouvrage. Malheureusement de nouvelles difficultés, auxquelles il ne s'attendait pas, devaient lui venir de l'étranger. Le Chili, qui avait profité des troubles du Pérou pour appeler dans ses ports presque tout le commerce de l'Europe, dont Valparaiso était devenu comme le vaste entrepôt, le Chili craignit de perdre cet avantage, si la tranquillité se rétablissait à Lima. Santa-Cruz venait d'ailleurs de rendre un décret qui l'atteignait directement en soumettant à une forte augmentation de droits les bâtimens qui avaient touché dans l'un de ses ports avant d'entrer dans un port du Pérou. Évidemment, un grand nombre de navires allaient désormais se rendre en droiture au Callao, qui leur offrait le marché du Pérou et de la Bolivie réunis, beaucoup plus riche, beaucoup plus considérable que celui du Chili. C'était là, pour cette dernière république, une question de la plus haute importance. Elle n'y vit d'autre solution que la ruine du gouvernement fédéral et la chute de Santa-Cruz. La guerre fut résolue; les prétextes dès-lors ne pouvaient manquer.

Le général Freyre, ex-président de Santiago, exilé au Pérou, avait armé secrètement au Callao deux navires avec lesquels il avait tenté de débarquer sur les côtes du Chili pour y renverser l'administration du général Prieto. Il est difficile de supposer que le général Santa-Cruz ait ignoré les projets du général Freyre, mais il est certain aussi qu'il ne lui prêta aucun appui. Le Chili n'en crut pas moins devoir user de représailles, et, bien que Freyre eût échoué dans son entreprise, il envoya au Callao un bâtiment de guerre, le brick *l'Achille*. Entré comme navire ami et sans que personne pût avoir le moindre soupçon de ses projets, le brick chilien saisit, pendant la nuit du 21 au 22 août 1836, trois bâtimens de guerre péruviens, qui se laissèrent surprendre dans leur propre rade. Or, non-seulement aucune déclaration de guerre n'avait eu lieu, mais aucune réclamation même n'avait été adressée au Pérou par le gouvernement de Santiago pour l'affaire du général Freyre. Ce ne fut que le lendemain de cet acte de piraterie qu'une note du commandant du brick *l'Achille* fit savoir à Lima que la capture de ces trois navires n'était que le prélude d'hostilités plus sérieuses. On comprend quel effet dut produire cette étrange déclaration. Dans le premier moment de sa colère, le général Santa-Cruz fit arrêter le chargé d'affaires chilien. Celui-ci ne tarda pas, il est vrai, à être remis en liberté; mais il reçut en même temps ses passeports avec l'ordre de quitter immédiatement le territoire de la république.

Cependant le Chili, pour soutenir les menaces du commandant de *l'Achille* et continuer les hostilités, envoya une escadre sous les ordres de l'amiral Blanco, qui ne tarda pas à paraître à l'entrée de la rade du Callao. Il voulait évidemment la guerre; pour garder du moins

quelques dehors de modération. il envoyait avec son escadre un ministre plénipotentiaire, M. Egaña, chargé de proposer un accommodement. C'était le 31 octobre 1836 que l'escadre chilienne arrivait au Callao. Le général Santa-Cruz, qui sentait que son pouvoir ne pourrait s'affermir que par la paix, consentit à recevoir M. Egaña. Les conférences s'ouvrirent; mais on dut bientôt voir qu'il serait impossible de s'entendre. Le Pérou ne pouvait pas accepter les conditions humiliantes que voulait lui imposer le Chili, et M. Egaña se refusait à toute concession. Faisant une dernière tentative pour la conservation de la paix, Santa-Cruz lui proposa alors de soumettre leur différend aux agens diplomatiques étrangers résidant à Lima et de s'en rapporter à leur décision. Cette ouverture fut repoussée comme les autres, et dès-lors la guerre devint inévitable entre les deux républiques. Elle fut déclarée le 28 décembre 1836, et, peu de temps après, le gouvernement argentin s'unit également au Chili pour renverser la confédération.

Les préparatifs de guerre n'empêchèrent pas Santa-Cruz de s'occuper activement de l'organisation définitive des trois républiques unies. Il savait en effet qu'il pouvait avoir bien plus à craindre de ses ennemis intérieurs que de ses ennemis extérieurs. La marine chilienne était sans doute supérieure à la sienne, surtout depuis la capture des trois navires surpris par *l'Achille;* mais le Pérou et la Bolivie pouvaient mettre sur pied une armée considérable et défendre aisément tous les points de leurs côtes ouverts à l'invasion. Toute la question pour lui était donc dans la conservation de la tranquillité intérieure. Aussi le vit-on courir incessamment du nord au sud, du Pérou dans la Bolivie, sur tous les points de l'immense pays qu'il gouvernait, partout où il pensait que sa présence pouvait être nécessaire. En même temps, une assemblée fut convoquée à Tacna pour rédiger la constitution des républiques fédérées. Le général Santa-Cruz s'y rendit tant pour la présider que pour réunir ses forces dans le sud et faire ses préparatifs de défense contre les tentatives d'invasion probables de la part du Chili.

L'assemblée de Tacna confirma à Santa-Cruz le titre de *protecteur de la confédération* que lui avaient donné les assemblées de Sicuani et de Huaura. En laissant du reste à chacun des trois états son gouvernement particulier, elle établit un gouvernement général, composé d'un congrès divisé en deux chambres électives, qui se réunissaient tous les deux ans dans chacune des trois républiques alternativement. La nomination du protecteur suprême appartenait au congrès, et devait être renouvelée tous les dix ans; mais le protecteur sortant pouvait être réélu. Telles étaient les principales dispositions de la constitution votée à Tacna; il ne restait plus qu'à la faire ratifier par chacun des trois états. Malheureusement des difficultés se rencontrèrent là précisément où on devait le moins s'attendre à en trouver. Pendant l'absence de Santa-

Cruz, une forte opposition s'était formée contre lui en Bolivie. Le congrès, assemblé sous la présidence de M. Calvo, renfermait dans son sein un parti puissant qui repoussait le système de la confédération. Ce parti, mécontent des tendances trop favorables à Lima qui se manifestaient chez Santa-Cruz, craignit de voir la Bolivie, absorbée par le Pérou, perdre un jour sa nationalité indépendante et ne plus devenir qu'une province de son heureuse rivale. Le pacte fédéral, à peine conclu, était donc sur le point de se briser. Santa-Cruz crut devoir se rendre immédiatement lui-même en Bolivie; mais il put se convaincre que, dans les circonstances présentes, toute discussion serait dangereuse. Il trancha la difficulté en prorogeant indéfiniment le congrès.

Déjà précédemment il avait été obligé de faire aux embarras de la situation un sacrifice important. Les réformes à apporter à l'administration intérieure avaient, de tout temps, appelé son attention particulière, et une des plus urgentes était, sans contredit, celle de la législation. Aussi, peu de temps après son arrivée à Lima, avait-il promulgué un nouveau code civil, rédigé en grande partie dans l'esprit du code français, et qui devait remplacer le dédale des lois et ordonnances espagnoles qui seules encore avaient régi le Pérou jusqu'à ce jour. L'établissement de ce code rencontra une forte opposition, particulièrement dans la magistrature et dans le barreau, arrachés tout d'un coup à leur routine, et aussi dans le clergé, dont il diminuait les trop nombreux priviléges. Une députation à la tête de laquelle se trouvait l'archevêque de Lima se rendit au palais pour supplier le protecteur de modifier le nouveau code. Santa-Cruz, dont le gouvernement n'était pas encore suffisamment bien établi, crut prudent de céder pour le moment. Une commission fut nommée pour en revoir les dispositions, et l'application en fut suspendue provisoirement. A la chute de Santa-Cruz, ses ennemis, par haine du chef qu'ils venaient de renverser, détruisirent tout ce qu'il avait établi, et le nouveau code, qui ne rencontrait d'ailleurs que trop d'opposition, disparut nécessairement avec celui qui l'avait donné.

Pendant que Santa-Cruz parcourait les provinces du Pérou pour assurer partout la tranquillité intérieure, le Chili avait précipité ses armemens, et au mois d'octobre 1837, sa flotte parut devant le petit port de Hornillos, près de Quilca, où elle débarqua deux mille huit cents hommes d'infanterie et six cents chevaux, qui marchèrent immédiatement sur Aréquipa. Trop faible pour résister, la garnison de cette ville se retira dans les montagnes, où elle attendit l'arrivée de Santa-Cruz, qui se trouvait encore en Bolivie, et qui se hâta de réunir ses troupes pour s'opposer à l'invasion. Il arriva à la tête de forces considérables; mais, pour détruire les Chiliens, il n'avait pas même besoin de leur livrer bataille. J'ai dit déjà quelle est la position d'Aréquipa. Une

immense plaine de sable, qu'il faut traverser pour y arriver, s'étend entre la ville et la côte, distante de plus de vingt lieues. De l'autre côté sont les Cordilières, dont quelques hommes suffiraient seuls pour défendre le passage à une armée. Les Chiliens, qui n'avaient pu pénétrer plus avant, se voyaient par conséquent enfermés entre le désert et les soldats de Santa-Cruz, qui arrivaient bien supérieurs en nombre. Affaiblis d'ailleurs par les maladies, ils étaient tout-à-fait hors d'état de combattre. L'amiral Blanco se trouvait entièrement à la disposition de son ennemi : il comprit qu'il n'avait plus qu'une voie à tenter, celle des négociations.

Santa-Cruz était à Paucarpata, petit village à une lieue d'Aréquipa; c'est là qu'il reçut les ouvertures du général chilien. Il sentait plus que jamais le besoin de la paix; il l'avait toujours désirée; il eut le tort d'écouter ces propositions avec trop d'empressement, et surtout de ne pas exiger des garanties suffisantes pour assurer l'exécution du traité conclu avec Blanco. Une fois l'armée chilienne sortie de l'impasse où elle s'était lancée, le gouvernement de Santiago se croirait-il lié par la parole de son général? Sans se préoccuper assez de cette question, Santa-Cruz signa la paix, le 17 novembre 1837, à des conditions honorables pour les deux partis, mais non aussi avantageuses pour le Pérou que Santa-Cruz aurait pu les imposer. L'amiral Blanco se retira et se rembarqua sans être inquiété. Quatorze mois plus tard, ces mêmes troupes que Santa-Cruz avait épargnées opéraient une nouvelle descente près de Lima et remportaient la victoire de Yungay, qui mit fin à la vie politique du protecteur.

Après le départ de Blanco, Santa-Cruz comprit trop tard la faute qu'il avait commise. Le Chili ne ratifia pas le traité conclu à Paucarpata, et la guerre, un instant suspendue, recommença plus vive que jamais. Le Chili voulait à tout prix détruire la confédération péru-bolivienne. Il craignait la concurrence que le port du Callao pouvait faire à Valparaiso; il redoutait surtout les talens supérieurs du général Santa-Cruz, et, pour conserver sa suprématie commerciale, il ne voyait d'autre moyen que la guerre. Le général Santa-Cruz fut donc obligé de reprendre les armes malgré lui.

L'escadre ennemie, composée de cinq bâtimens, sous les ordres du commandant Postego, ne tarda pas à se montrer devant la rade du Callao (3 mai 1838). Cependant elle était trop faible pour inspirer des craintes sérieuses de débarquement, si la tranquillité intérieure n'était pas troublée. Par malheur, un sourd mécontentement se faisait depuis long-temps pressentir dans l'état nord-péruvien; il n'avait jamais vu avec plaisir la confédération s'établir et les départemens du sud se séparer de lui pour former un état indépendant. Gamarra y avait toujours de nombreux partisans, ennemis par conséquent de

Santa-Cruz et disposés même pour le renverser à tendre la main aux Chiliens. Ceux-ci comptaient sur ces mésintelligences. La présence d'une armée bolivienne dans les environs de Lima, le grand nombre de places importantes occupées dans l'administration par des Boliviens, qu'en dépit du pacte fédéral on continuait à regarder comme des étrangers, avaient froissé l'amour-propre national des Péruviens, et la confédération se trouvait déjà menacée bien plus fortement par ces germes de discorde que par les armes du Chili. Enfin, la guerre, que l'on savait uniquement dirigée contre Santa-Cruz, pesait particulièrement sur les départemens du nord, les moins disposés à le soutenir. La reconnaissance tardive de la confédération par le congrès bolivien, assemblé à Cochabamba (30 mai 1838), n'était pas une compensation aux coups qui lui étaient portés à Lima. Une tentative de révolution y avait eu lieu : elle fut réprimée; mais l'opinion publique ne s'en prononçait pas moins contre le système fédératif, et tous les partisans des gouvernemens déchus, tous les ambitieux qui ne voyaient dans une révolution qu'un moyen d'arriver au pouvoir, travaillaient ardemment à exciter les haines de la population péruvienne contre les Boliviens. Déjà le général Nieto, commandant militaire de l'état du nord, avait des intelligences avec l'amiral chilien. Les généraux Gamarra et Lafuente, réfugiés au Chili, entretenaient des correspondances secrètes avec les mécontens, et animaient le cabinet de Santiago dans ses projets de descente. Ils comptaient pour l'appuyer sur leurs partisans, et pour cela ils cherchaient à présenter la guerre, non plus comme une lutte de nation à nation, mais comme celle d'un parti appuyé sur l'intervention armée du Chili contre un autre parti appuyé sur l'intervention armée de la Bolivie. Pour atténuer autant que possible le mauvais effet d'une invasion étrangère, ils étaient encore parvenus à faire donner à des officiers péruviens, exilés comme eux, plusieurs commandemens importans dans l'armée chilienne, et eux-mêmes devaient prendre place dans ses rangs.

C'est alors que le général Orbegoso, soit qu'il regrettât secrètement de voir son pouvoir borné à l'état nord-péruvien sous le protectorat de Santa-Cruz, soit qu'il crût que les intérêts du pays lui commandaient un changement de conduite, se déclara à son tour contre le système fédératif. Le général Santa-Cruz, obligé de se transporter souvent sur les différens points des deux républiques qu'il gouvernait, était en ce moment dans le sud du Pérou; ses ennemis avaient le champ libre. Les troupes restées fidèles au protecteur se virent contraintes d'abandonner Lima et se retirèrent au Callao. Les Chiliens trouvèrent le moment favorable pour une descente et en profitèrent. Ils venaient de recevoir des renforts. Après avoir croisé encore quelque temps devant le Callao, ils entrèrent dans la petite rade d'Ancon,

à quelques lieues au nord de Lima, et y débarquèrent, sous les ordres du général Bulnes (8 août 1838).

Ici encore se présente une de ces complications si communes dans l'histoire du Pérou. Orbegoso s'était prononcé contre Santa-Cruz et la confédération péru-bolivienne; il n'entendait point cependant accueillir en amie une armée qui envahissait le territoire du Pérou. Lafuente et Gamarra, deux conspirateurs incorrigibles, se trouvaient d'ailleurs dans les rangs des envahisseurs. Il n'en fallut pas davantage pour décider Orbegoso à marcher, à la tête de deux mille cinq cents hommes, contre les Chiliens. Tout en séparant sa cause de celle de la confédération, Orbegoso allait combattre pour son propre compte les ennemis de Santa-Cruz.

Le 17 août, les Chiliens se portèrent sur la route du Callao, à une lieue et demie de Lima. Le 21, un combat décisif se livra sous les murs mêmes de la ville. L'armée péruvienne se battit bien, mais elle était de beaucoup inférieure en nombre; d'ailleurs, un corps considérable, sous les ordres du général Nieto, qui avait des intelligences avec le général Bulnes, ne prit aucune part à l'action; les troupes d'Orbegoso furent entièrement défaites, et Lima tomba au pouvoir des Chiliens. Le général Gamarra se fit immédiatement proclamer président provisoire (24 août) par une assemblée de notables qu'un décret de Bulnes convoqua à cet effet. Orbegoso, après s'être d'abord enfermé dans la forteresse du Callao, se retira à bord de la frégate française *l'Andromède*. Ce ne fut que le 10 novembre que le général Santa-Cruz, après avoir réuni ses troupes, parut devant Lima, à la tête de six mille cinq cents hommes. Bulnes ne crut pas devoir l'y attendre, et rétrograda du côté de Huaras; mais, au lieu de le poursuivre sans relâche dans sa marche et de le rejeter à la mer, Santa-Cruz perdit à Lima un temps précieux qui permit aux Chiliens de se fortifier.

Santa-Cruz, en s'arrêtant à Lima, était préoccupé d'un plan dont malheureusement l'exécution ne répondit pas à ses espérances. Non content de chasser les Chiliens du Pérou, il voulait surtout détruire leur marine; mais, comme il n'en avait lui-même aucune à leur opposer, il favorisa l'armement de corsaires qui se recrutèrent particulièrement parmi les matelots déserteurs de toutes les nations que l'espoir d'un butin facile attira en grand nombre. Des bâtimens de commerce furent achetés et armés en guerre. Munis de lettres de marque, portant d'ailleurs le pavillon péruvien, ils devaient courir sus à tous les navires du Chili et ruiner son commerce maritime. Un Français, M. Blanchet, créé capitaine de vaisseau par Santa-Cruz, reçut le commandement de ces corsaires, et ne tarda pas à sortir du port du Callao. Les premières rencontres furent heureuses; elles enhardirent Blanchet, qui osa alors attaquer l'escadre chilienne réunie. La fortune d'abord sem-

bla vouloir encore le favoriser. Engagé dans une lutte corps à corps avec le navire que montait le commandant chilien, Blanchet était parvenu, par la supériorité de son artillerie, à lui causer des avaries qui allaient lui permettre de tenter l'abordage, quand il tomba frappé à mort. Découragé par la perte de son chef, l'équipage suspendit le combat; les deux navires se séparèrent, en se contentant de s'observer mutuellement et sans recommencer leur feu. Les corsaires péruviens rentrèrent au Callao; mais la mort de Blanchet les avait désorganisés. La discorde se mit parmi ces hommes de nations, de langages différens, que la cupidité avait pu seule réunir un instant; il fallut désarmer les navires qu'ils montaient.

C'était un échec pour Santa-Cruz. Les Chiliens demeuraient maîtres de la mer, et il n'avait plus aucun moyen de les attaquer. Il se résolut enfin à quitter Lima et à marcher sur Bulnes, qui était resté à Huaras. Les forces du protecteur étaient bien supérieures à celles de son ennemi, et tout semblait annoncer que cette fois il allait l'écraser; mais la trahison était depuis long-temps dans le camp péruvien. Les deux armées se rencontrèrent près du petit village de Yungay (20 janvier 1839), lieu devenu célèbre, car de la bataille qui y fut livrée datent la ruine du gouvernement protectoral et la chute du général Santa-Cruz. Celui-ci, au reste, ne fit pas preuve pendant l'action du courage et du sang-froid qu'il aurait dû montrer. Trahi d'ailleurs par ses lieutenans, il fut complétement défait, et, abandonnant les débris de son armée, il courut à Lima porter lui-même la nouvelle de son désastre, en demandant de nouveaux secours. Des trois états qui composaient la confédération, le Nord-Pérou, comme je l'ai dit, lui était le moins favorable, et il fallait que Santa-Cruz se fît une étrange illusion pour compter sur son appui après la défaite qu'il venait d'essuyer. Les agitateurs qu'il avait comprimés un instant ne virent dans sa chute prochaine que l'occasion de se montrer de nouveau, de s'emparer de la scène politique, de dominer à leur tour. Plusieurs aussi étaient d'accord avec les Chiliens; aucun ne pensa à les repousser. Ils affectèrent même de voir en eux non des ennemis qui envahissaient leur territoire, mais des alliés qui venaient les délivrer des Boliviens. On put prévoir que le Pérou célébrerait un jour l'anniversaire de la bataille de Yungay comme une victoire.

Ne pouvant rien obtenir de Lima, Santa-Cruz se rendit à Aréquipa, où il avait laissé un corps de réserve. Il savait le sud mieux disposé pour lui que le nord, et, avec l'appui des provinces méridionales, il se flattait de rétablir bientôt ses affaires. Il allait en effet se voir à la tête d'une nouvelle armée: le Pérou méridional avait conservé toutes ses ressources, et, si les habitans de ces provinces étaient réellement

dévoués à Santa-Cruz, la lutte était loin d'être finie, les Chiliens pouvaient être repoussés; mais en Amérique les amis prêts à se dévouer pour un chef vaincu sont plus rares que partout ailleurs. A Aréquipa comme à Lima, toutes les petites ambitions personnelles étaient déjà en mouvement; chacun ne songeait qu'au parti qu'il pouvait tirer du changement politique qui allait s'accomplir, et la cause du pays envahi par des étrangers disparut là aussi, étouffée sous des intérêts particuliers. Le général Santa-Cruz, trahi de nouveau par ses soldats, obligé de résilier le pouvoir, et bientôt même de fuir et de se cacher, put à peine arriver sain et sauf à bord d'un bâtiment de guerre anglais, où il se réfugia (23 février 1839). Quelques jours après, le général Gamarra rentrait à Lima avec les Chiliens, et les Boliviens lui remettaient la citadelle du Callao, qu'ils occupaient encore.

Ainsi finit la confédération péru-bolivienne. Édifice trop vaste, réunion mal affermie d'états que mille rivalités divisaient, quel que fût le génie de son chef, elle ne devait pas durer, et dès le premier jour on pouvait en annoncer la ruine. Ce n'est pas seulement l'intervention chilienne qui l'a détruite, c'est la force même des choses. L'intervention du Chili n'a été redoutable que par le mécontentement des peuples de la confédération même. Santa-Cruz aurait vaincu à Yungay, qu'il aurait succombé plus tard, ou du moins son successeur aurait succombé. L'édifice ne pouvait avoir de durée, il péchait par la base. Pour réunir dans les mains d'un seul homme des pays aussi étendus, et où les rapports entre les différentes villes sont si difficiles encore, il fallait au protecteur des lieutenans intelligens et fidèles, sur lesquels il pût compter entièrement, et une marine à vapeur pour transporter rapidement ses forces et se transporter lui-même sur les points menacés. Santa-Cruz ne pouvait pas même compter sur sa marine à voile, qui, sentant son infériorité, n'osait plus sortir depuis l'apparition de la flotte chilienne. L'esprit remuant et ambitieux de ses lieutenans ne lui faisait que trop sentir d'ailleurs combien peu ils méritaient sa confiance.

Aux termes de la constitution votée au congrès de Tacna, le gouvernement protectoral devait être transporté alternativement dans chacun des différens états de la confédération; cependant, par le fait, Santa-Cruz avait fait de Lima le siége presque permanent du protectorat. Il semblait qu'il eût besoin d'un grand théâtre, où toute l'Amérique pût le contempler, et, sous ce rapport, sans doute il ne pouvait mieux choisir; mais au point de vue politique il commit une grande faute. Foyer perpétuel d'intrigues et de révolutions, Lima était la dernière ville où il pût espérer d'affermir son pouvoir. Toujours considéré comme un étranger par les Péruviens, Santa-Cruz froissait malgré lui

leur amour-propre national, tandis qu'il s'aliénait aussi, par cette préférence, l'esprit des Boliviens, ses plus chauds partisans. La Bolivie, en effet, n'était-elle pas réduite à un rôle secondaire? Ainsi, de l'un et de l'autre côté, Santa-Cruz avait préparé sa ruine.

## IV.

La chute du gouvernement du général Santa-Cruz fait époque dans l'histoire du Pérou. Malgré ses fautes et ses erreurs, cet homme ne saurait être confondu avec les intrigans de bas étage, les fauteurs de révolutions militaires qui s'étaient succédé dans le gouvernement de ce pays. Supérieur à ces aventuriers par l'intelligence, Santa-Cruz l'était surtout par le sentiment national et américain. Uniquement préoccupé de la grandeur de sa patrie, il sut poursuivre son but, sinon avec toute l'adresse, toute la fermeté désirables, du moins avec une loyauté, une noblesse qu'on ne saurait méconnaître. Aussi a-t-il laissé dans les pays qu'il a gouvernés, et qu'il n'habite plus aujourd'hui, des souvenirs et des regrets qui avaient toujours manqué à ses prédécesseurs. Une période d'anarchie avait précédé la présidence de Santa-Cruz : une période non moins triste la suivit; mais elle aussi devait aboutir à une ère de repos et de progrès. La chute du général Santa-Cruz, décidée, comme on l'a vu, par la perte de la bataille de Yungay, amena au pouvoir le parti dit *restaurateur,* et le général Gamarra fut proclamé président. Ce parti, dont les principaux chefs s'étaient unis un instant pour renverser le gouvernement établi, ne tarda pas à se diviser lui-même, et la seconde présidence du général Gamarra fut encore troublée par plus de désordres et de tentatives insurrectionnelles que la première.

Les amis de Santa-Cruz, bien que déconcertés un instant, étaient nombreux et puissans encore, et, en Bolivie particulièrement, l'ex-protecteur pouvait conserver l'espérance de ressaisir un jour le pouvoir. Dans le courant de 1841, une insurrection ayant renversé le général Velasco, la majeure partie des provinces boliviennes proclamèrent de nouveau le général Santa-Cruz; les autres reconnurent le général Ballivian, son lieutenant et son ami, mais qui ne confondait pas en tous points ses intérêts avec ceux du protecteur. Le gouvernement de Lima, uniquement composé de *restaurateurs,* s'émut nécessairement d'une pareille révolution, accomplie si facilement. Des pouvoirs extraordinaires furent immédiatement donnés au président Gamarra, et l'armée, renforcée par de nombreuses levées, reçut l'ordre d'aller jusque sur l'extrême frontière se placer en observation. C'était pour la Bolivie une menace directe. Gamarra, non content encore de cette

provocation, entra sur le territoire de la république bolivienne, sous le prétexte d'y étouffer la révolution. Il pénétra jusqu'à La Paz, et voulut y dicter la volonté du Pérou, qui, à aucun prix, ne pouvait permettre que Santa-Cruz commandât encore à Chuquisaca (1).

Le sentiment de la nationalité est un des plus vifs chez les Américains. En présence du drapeau péruvien qui flottait sur leur territoire, en face de ces soldats qu'ils avaient vaincus à Yanacocha et à Socobaya, les Boliviens, divisés en deux partis, se réunirent. Ceux qui appelaient Santa-Cruz se joignirent sans hésitation à ceux qui avaient proclamé Ballivian; celui-ci avait l'avantage de se trouver sur les lieux; le commandement en chef de l'armée lui fut donné d'un commun accord, et la bataille d'Ingavi (1841), où périt Gamarra, couronna glorieusement le généreux et patriotique effort des Boliviens en rejetant leurs adversaires vaincus au-delà des frontières de la république.

Fort du prestige de la victoire qu'il venait de remporter avec des forces bien inférieures en nombre à celles de l'ennemi, le général Ballivian n'eut pas de peine à se faire maintenir le pouvoir, que les *santa-crucistes* ne lui avaient cependant confié que momentanément et en raison des circonstances impérieuses où était la Bolivie. Au Pérou, le parti de Santa-Cruz ne se trouva pas davantage en mesure de profiter des chances favorables que la mort de Gamarra paraissait devoir lui offrir. Là, comme en Bolivie, l'éloignement du chef de ce parti compromit sa cause. Santa-Cruz manqua de résolution en ne se hâtant pas de débarquer sur les côtes du Pérou, dans les départemens du midi, qui lui étaient plus particulièrement dévoués. Gamarra avait, il est vrai, avant de quitter Lima, pris ses précautions contre une tentative pareille. Aussitôt que les hostilités avec la Bolivie avaient éclaté, le président du conseil d'état, M. Menendez, avait, aux termes de la constitution, été chargé du pouvoir exécutif. Ce n'étaient point là pourtant des obstacles sérieux pour Santa-Cruz, et on peut s'étonner qu'il n'ait pas cherché plus résolûment à ressaisir le pouvoir confié à de si faibles mains.

Après la défaite d'Ingavi et la mort de Gamarra, le devoir de Menendez était de convoquer immédiatement le congrès pour procéder à la nomination d'un nouveau président de la république. Ce devoir, Menendez hésita à le remplir. Il voulait garder le pouvoir et ne chercha qu'à retarder la réunion du congrès. Il ne comprenait pas qu'il donnait ainsi aux ambitions surexcitées par la mort de Gamarra des armes contre lui-même. Les agitateurs ne désiraient, en effet, qu'un prétexte pour crier à la constitution violée. Après la défaite d'Ingavi, une nouvelle armée péruvienne avait été mise sur pied, et le général

(1) Chuquisaca est la capitale de la Bolivie.

Lafuente en avait reçu le commandement. Menendez ne vit pas ce qu'avaient de redoutable pour lui les menées de ce chef ambitieux. Lafuente se hâta de traiter avec Ballivian au lieu de le combattre, et, à la tête de ses troupes, se disposa alors à jeter le poids de leur influence dans le choix qui allait être fait du nouveau chef du pouvoir. Menendez reconnut enfin la faute qu'il avait commise en confiant à cet infatigable conspirateur le commandement de l'armée du Pérou. Pour parer à ce danger, et, sous le prétexte de quelques craintes de guerre que l'Équateur inspirait, il fit lever immédiatement une seconde armée, et la confia à Torrico, général jeune encore, sans antécédens politiques et connu seulement par une charge de cavalerie qui lui avait donné une grande réputation de valeur. Cet homme peu capable, mais plein de prétentions, se croyait, comme tant d'autres, le seul en état de sauver la république. Le premier soin de Torrico, aussitôt qu'il eut son armée, fut de renverser Menendez, qui dut se retirer au Chili (16 août 1842).

Du reste, rien de plus pacifique, rien de moins révolutionnaire au fond que ces révolutions péruviennes. La conspiration se trame quelque temps dans l'ombre, garantie par le secret le plus profond, la dissimulation la plus impénétrable. Les rôles sont assignés, les proclamations préparées, les emplois distribués, les récompenses promises; puis, le jour venu, un régiment, quelques compagnies font leur *pronunciamiento;* cinq ou six personnes parmi les plus influentes sont arrêtées dans leurs maisons, les autres se cachent; quelques aides-de-camp portant des ordres parcourent les rues au grand galop de leurs chevaux. Aussitôt toutes les portes se ferment, le mot *révolution* court de bouche en bouche; quelques têtes curieuses, insouciantes pour la plupart, se montrent seules aux fenêtres; les proclamations s'affichent, et la révolution est faite. La lie du peuple, à qui on donne quelques pièces de monnaie et de l'eau-de-vie de Pisco, va aussitôt saluer de ses vivats le nouveau chef du pouvoir, afin que le lendemain le journal officiel puisse, suivant l'éternel usage, dire que le gouvernement a été *acclamé par le pays tout entier;* il en avait dit autant du gouvernement tombé, il en dira autant du gouvernement futur. La scène est la même toujours; les noms seuls sont changés.

Pendant que Torrico faisait sa révolution à Lima, Lafuente faisait aussi la sienne dans le midi; seulement il se cachait sous le nom du général Vidal, son lieutenant, deuxième vice-président du conseil d'état, qui, comme tel, se proclamait chef de la nation sous le prétexte que Menendez, dont il ignorait encore la chute, était entièrement sous la dépendance de Torrico et de ses soldats, et que le premier vice-président, M. Figuerola, était incapable, par son âge et le mauvais état de sa santé, de gouverner la république dans les circonstances difficiles où elle se trouvait. Les deux prétendans étaient chacun à la tête d'une

armée; il était évident que le sort des armes devait seul décider entre eux. Ce fut ce qui arriva. Torrico sortit de Lima et alla lui-même au-devant de son ennemi. Il le rencontra près du petit village d'Agua-Santa (octobre 1842); mais, dans ce combat, Torrico, bien que supérieur en force, ne soutint pas la réputation de courage qu'il s'était acquise dans une occasion précédente. Battu complétement, il revint à Lima de toute la vitesse de son cheval, suivi seulement de quelques-uns de ses officiers, traversa la ville sans s'y arrêter, et alla au Callao se jeter éperdu à bord de notre brick de guerre *l'Adonis*. Dans l'Amérique du Sud, les bâtimens de guerre et les maisons des consuls sont le refuge général où se précipitent tous les pouvoirs déchus, les faiseurs de révolutions avortées, les aventuriers politiques de toute sorte, qui croient avoir besoin de mettre momentanément leurs têtes à l'abri. Ils passent de là dans quelque pays voisin où ils se voient, se concertent, s'entendent entre eux, correspondent avec leurs amis, avec leurs partisans demeurés dans leur patrie, et attendent tranquillement et en sûreté que le moment soit venu d'essayer une nouvelle révolution. En l'absence de tout principe politique, de toute idée supérieure à celle d'un simple intérêt personnel, il n'existe trop souvent au Pérou que deux partis : ceux qui sont au pouvoir et ceux qui veulent s'en emparer, les premiers se défendant au nom de la constitution, les autres les attaquant au nom de la constitution, et s'appuyant sur la masse, toujours trop nombreuse, des mécontens de bas étage.

A propos de ces révolutions incessantes, il faut bien dire aussi un mot du rôle qu'y jouent les femmes. Spirituelles, vives, aimant l'intrigue, en général très supérieures à leurs maris, les Liméniennes savent au besoin réagir sur les résolutions les mieux arrêtées, et bien souvent par le fait elles conduisent les affaires les plus importantes. Favorisées par un costume aussi bizarre que gracieux, qui ne laisse voir de leur figure que la prunelle de leur grand œil noir, elles peuvent aller partout sans être reconnues, tout voir, tout visiter, intriguer partout. Aussi ne s'est-il pas fait une révolution, un *pronunciamiento* à Lima, où les femmes n'aient eu la plus large part. Ce sont elles qui excitent leurs maris, les poussent, les animent, réchauffent leurs partisans, déroutent leurs adversaires, prévoient tout, préparent tout pour le triomphe. Libres de tout dire sous la *saya y manto* (c'est le nom de leurs costumes inviolables), sous un masque que l'opinion publique rend sacré en quelque sorte, elles n'ont aucune crainte de compromettre ni elles-mêmes ni leurs familles; tout au plus, si elles échouent, jugent-elles prudent de s'enfermer pour quelques mois dans l'un des nombreux couvens de femmes de Lima. Ces couvens sont l'asile le plus sûr et le plus commode à la fois, car aucun pouvoir n'oserait le violer, et les agitatrices politiques de Lima peuvent y conti-

nuer leurs intrigues par correspondance, quelquefois même en sortir encore à la faveur de la *saya*.

Lafuente, qui avait commandé seul à Agua-Santa, aurait pu facilement, s'il l'avait voulu, s'emparer de la présidence. Il préféra s'abriter sous la légalité bâtarde du général Vidal, et fit procéder aux élections et à la convocation du congrès. Il espérait arriver légalement au pouvoir et se donner ainsi une force morale qu'il n'aurait pas eue autrement; mais l'administration du général Vidal, presque uniquement signalée par des actes de violence et d'incapacité, ne tarda pas à irriter l'opinion publique, et Lafuente, que l'on savait gouverner sous son nom, dut nécessairement subir toutes les conséquences de cette impopularité. Cependant il aurait peut-être encore pu se faire élire, si le parti santa-cruciste, vaincu à Yungay, ne s'était relevé à son tour, et, sans oser mettre en avant l'ex-protecteur, qui se tenait toujours trop prudemment à Guayaquil, n'avait fait proclamer le général Vivanco, alors préfet d'Aréquipa, jeune homme intelligent, mais peu familiarisé avec la conduite des affaires. L'armée elle-même, sous les ordres du général Pezet, reconnut Vivanco, et Vidal se vit obligé de se retirer, sans avoir même essayé de se défendre, en remettant le pouvoir au premier vice-président du conseil d'état, M. Figuerola, vieillard infirme dont il avait lui-même quelques mois auparavant proclamé l'incapacité. Ce gouvernement dérisoire dura trois jours, au bout desquels M. Figuerola fut déposé, et le général Vivanco, reconnu partout, ne tarda pas à faire une entrée triomphale à Lima.

La nouvelle administration commença sous les auspices les plus favorables. Malgré le vice de son origine, on eut confiance en elle. Il semblait qu'on dût attendre beaucoup d'un homme qui se trouvait à peu près étranger aux erremens de tous les anciens gouvernemens, et qui d'ailleurs promettait hautement toutes les réformes que depuis long-temps réclamait le pays. Le mot même de *régénération du Pérou* fut prononcé souvent, et les jeunes gens surtout affectèrent de le répéter avec confiance; mais cette confiance même, que la flatterie entretenait déjà, et à laquelle l'esprit un peu léger du général Vivanco se livra trop aveuglément, fut précisément la cause première des fautes qu'il commit alors, et qui finirent par amener sa ruine. C'est ainsi que, pour faciliter la marche de son administration, le jeune président, qui d'abord avait annoncé n'établir qu'un gouvernement provisoire, et qui s'était contenté du titre modeste de directeur, osa renverser par un simple décret cette même constitution au nom de laquelle il avait levé son drapeau et qu'il avait juré de défendre. Après cette première faute, au lieu de hâter l'installation du congrès, il convoqua de son autorité, devenue tout à coup presque dictatoriale, non le congrès, mais une assemblée constituante. Et cependant, tant il est

vrai que le sens politique finit par s'émousser chez les peuples fatigués de révolutions, ce n'est aucun de ces actes étranges qui devait émouvoir et soulever le pays. Vivanco tomba non pour avoir supprimé d'un mot la constitution, mais pour avoir entrepris une chose utile, nécessaire, pour avoir osé, sans attendre que son pouvoir fût suffisamment bien affermi, s'attaquer à l'armée, dont il voulut opérer la réduction immédiate et la réforme. Cette réforme pourtant était indispensable, et l'opinion publique, qui se prononçait tous les jours davantage contre les militaires, la réclamait hautement; mais elle était difficile, elle était intempestive surtout, et malheureusement, aveuglé par un excès de confiance en lui-même, convaincu que rien ne lui était impossible, Vivanco n'hésita pas à l'entreprendre. Témoin de tout le mal que l'armée avait si souvent fait au pays, il avait eu l'idée de lui substituer une garde nationale bien organisée, idée heureuse peut-être, et à laquelle tout le monde eût applaudi, s'il avait été assez fort pour l'exécuter. Il ne l'était pas encore, et, par sa tentative imprudente, il ne fit que mécontenter inutilement ceux à qui il devait son élévation, et qui dès-lors commencèrent à comploter sa chute.

Un des premiers instigateurs de la révolte fut le général Ballivian; autrefois ami de Santa-Cruz, il occupait maintenant sa place en Bolivie. Ballivian chercha à saper par tous les moyens le pouvoir de Vivanco. L'armée péruvienne était mécontente et paraissait regretter le général Torrico, bien certaine que ce dernier n'aurait jamais entrepris les réformes dont Vivanco la menaçait si imprudemment. Le président de la Bolivie n'eut pas de peine à s'entendre avec le général Torrico. Un assez grand nombre de Péruviens étaient demeurés en Bolivie depuis la bataille d'Ingavi. Ballivian les lui livra; on y joignit quelques nouvelles recrues : Torrico se mit à leur tête, et, précédé de nombreuses proclamations adressées à l'armée, dont il voulait, disait-il, venger les droits méconnus par Vivanco, il passa la frontière, et entra sur le territoire péruvien. Il espérait y relever son ancien parti et appeler en même temps à lui tous les mécontens, en leur présentant un premier noyau auquel ils pussent se rallier. Ce n'est pas autrement que les révolutions se font d'ordinaire en Amérique; mais cette fois la tentative insurrectionnelle avorta complétement, d'abord parce qu'il n'y avait pas de troupes dans les provinces où Torrico pénétra, ensuite à cause du peu d'influence que son nom avait dans le pays. Toutefois cette échauffourée eut des suites fâcheuses pour le gouvernement de Vivanco, car elle absorba son attention au moment où un danger bien plus grave le menaçait sur un autre point du territoire.

La ville de Moquégua n'avait jamais voulu reconnaître le gouvernement directorial. Elle s'était levée avec vigueur au nom de la constitution violée, et ses seuls habitans avaient déjà repoussé plusieurs fois

victorieusement les troupes qui avaient été envoyées pour la soumettre, quand le général Castilla, que Vivanco venait d'exiler au Chili, parvint à s'échapper du navire qui l'y portait, se rendit à Moquégua, prit le commandement des gardes nationales qui s'y battaient, et y installa avec les généraux Nieto et San-Roman, sous le nom de *junte constitutionnelle,* un gouvernement en opposition avec celui de Lima. Ce mouvement, d'abord considéré comme insignifiant, prit bientôt assez d'importance pour que Vivanco envoyât sur les lieux le ministre de la guerre lui-même, le général Guarda, à la tête de trois mille hommes, c'est-à-dire d'une armée très forte pour le Pérou. Une rencontre eut lieu près de la petite ville de San-Antonio, et, soit qu'il y eût trahison dans les troupes de Vivanco, soit qu'il n'y eût qu'ineptie et incapacité chez le général Guarda, celui-ci ne fut pas seulement défait, mais obligé de mettre honteusement bas les armes et de livrer son armée tout entière à un ennemi inférieur en nombre et à peine armé. La question alors changea de face. Ainsi qu'il arrive le plus souvent au Pérou en pareille circonstance, presque tous les prisonniers, c'est-à-dire presque toute l'armée de Guarda, vinrent grossir les rangs de l'armée de Castilla, et ce général se trouva à la tête de forces considérables, possesseur en outre d'armes et de munitions de guerre de toute espèce, qui lui avaient surtout manqué jusqu'à ce jour.

Tel était l'état des choses dans le midi du Pérou, quand un nouvel incident vint fortifier encore l'autorité du général Castilla. On apprit tout à coup que le général Santa-Cruz venait de débarquer dans la petite baie de Mejillones, et qu'il avait été fait prisonnier. Santa-Cruz n'avait jamais perdu l'espérance de revenir au pouvoir. Pendant que son parti faisait proclamer le général Vivanco à Lima, il travaillait non moins activement en Bolivie, où une immense conspiration en faveur de l'ex-protecteur n'attendait plus que sa présence pour éclater; mais, cette fois encore, Santa-Cruz manqua d'énergie ou de résolution : la conspiration fut découverte, et deux de ses neveux, entre autres, payèrent de leur vie leur attachement à sa cause. Cependant le parti santa-cruciste était si fort, que la conspiration, un instant déconcertée, se renoua de nouveau. Honteux d'avoir deux fois manqué par son absence des occasions en apparence infaillibles de ressaisir le pouvoir, Santa-Cruz, qui comptait d'ailleurs sur le gouverneur de Lima, sortit enfin de Guayaquil, et alla débarquer dans le sud du Pérou. Malheureusement les vents contraires avaient retardé son arrivée, et, quand il débarqua, Castilla était déjà presque maître de la situation. Là où Santa-Cruz croyait trouver des amis, il ne rencontra que des adversaires. Tombé entre leurs mains presque immédiatement après avoir débarqué, il fut remis par Castilla au gouvernement chilien, à la suite

d'un traité conclu entre ce gouvernement, la Bolivie et la junte constitutionnelle. Retenu d'abord prisonnier dans la petite ville de Chillian, Santa-Cruz n'obtint la liberté qu'à la condition de quitter pour toujours l'Amérique, où, du reste, il dut comprendre que son rôle politique était à jamais fini.

Depuis la bataille de San-Antonio, tout le midi du Pérou reconnaissait le général Castilla. Aréquipa, Lima et les départemens du nord appartenaient au contraire à Vivanco. Ce dernier y leva une seconde armée, se mit cette fois lui-même à sa tête, et partit pour Aréquipa, dont il fit son quartier-général et le pivot de ses opérations. Ses forces étaient supérieures à celles de son ennemi, mieux payées, mieux équipées surtout; aussi tout le monde s'attendait à une bataille, et les chances, en effet, semblaient devoir être favorables à Vivanco. La fortune pourtant ne tarda pas à se déclarer contre lui. Le président du Pérou, très médiocre général du reste, était surtout extraordinairement indécis. Au lieu d'attaquer Castilla, il se borna pendant plusieurs mois à des marches et à des contre-marches sans but à travers les montagnes. Dans ces opérations inutiles, il perdit par la désertion et les maladies une grande partie de ses soldats, et finit par se voir acculer sous les murs mêmes d'Aréquipa avec des troupes fatiguées, démoralisées, en présence d'un adversaire actif, entreprenant, enhardi par de nombreux succès. Aussi le résultat de la lutte ne semblait-il plus guère être douteux, quand un nouveau *pronunciamiento*, fait à Lima contre Vivanco, vint le rendre plus certain encore.

Lorsque Vivanco avait quitté Lima pour prendre lui-même le commandement de son armée, il y avait laissé, avec le titre de préfet et les pouvoirs les plus étendus, un homme encore inconnu jusque-là dans l'histoire des révolutions de son pays, mais d'une haute capacité et d'une influence plus grande encore, don Domingo Elias, à qui seul il dut pendant long-temps tous les secours d'hommes et d'argent qui lui permettaient de soutenir la lutte. Effrayé sans doute de la position où allait le placer la chute imminente de Vivanco, de la ruine de son commerce et de son immense fortune territoriale qui allait en être la suite, Élias n'hésita pas à porter lui-même au directeur le dernier coup en le déclarant *incapable de répondre plus long-temps aux besoins de la nation*, et en se chargeant provisoirement à sa place du pouvoir exécutif (17 juin 1844).

Vivanco n'avait plus dès-lors qu'un parti à prendre : livrer enfin bataille à Castilla et tenter de rétablir par une victoire ses affaires, tant de fois compromises par ses fautes et ses hésitations; vainqueur, en effet il n'était pas douteux que Lima lui serait revenu. Aréquipa lui était dévoué; son armée restait nombreuse encore malgré ses pertes :

il ne sut jamais se décider, et pendant qu'il perdait un temps précieux à prendre et à quitter des positions sans savoir pourquoi, quelques compagnies ayant été surprises à Yanahuara par les tirailleurs de Castilla et repoussées violemment, d'autres compagnies marchèrent pour les soutenir. Castilla, de son côté, appuya les siens, et, sans que Vivanco eût donné un seul ordre, avant même qu'il eût été prévenu, la lutte s'engagea entre les deux armées, lutte confuse, désordonnée du côté des troupes du directeur, qui, après une courte résistance, se débandèrent et rentrèrent à Aréquipa (22 juillet 1844).

Vaincu presque sans avoir combattu, Vivanco, avec quelques officiers plus particulièrement dévoués ou plus compromis, se retira à Islay. Il avait là trois ou quatre navires sur lesquels il voulait s'embarquer, revenir à Lima et tenter un dernier effort auprès d'Élias pour le ramener à lui; mais, comme il aurait dû s'y attendre, l'escadre refusa de lui obéir, maintenant qu'elle le savait vaincu et impuissant. Elle s'empressa, au contraire, de faire sa soumission à Castilla, entre les mains duquel Vivanco lui-même aurait probablement fini par tomber, s'il n'était parvenu à se jeter à bord d'un des bateaux à vapeur qui font le service mensuel de Valparaiso au Callao. Vivanco put donc atteindre ce dernier port, d'où il fut exilé par Élias dans l'Amérique centrale.

Cependant un des lieutenans de Vivanco, le général Échenique, se trouvait à la tête de dix-huit cents hommes dans le département de Junin; à la nouvelle du *pronunciamiento* d'Élias, il avait marché sur Lima dans l'espoir d'y étouffer ce nouveau parti à sa naissance et de conserver la capitale au directeur; mais Élias s'y était déjà fortement établi. Pendant son administration, il avait su se faire aimer de la population. Ce fut à elle qu'il fit appel pour défendre Lima. S'emparant habilement de l'idée première qu'avait eue Vivanco de remplacer l'armée par la garde nationale, il organisa celle-ci au moyen des armes et des équipemens de toute sorte qu'il avait d'abord préparés contre Castilla, et se mit hardiment à la tête du parti bourgeois contre le despotisme militaire, qui écrasait le pays depuis si long-temps. Quelques centaines d'hommes qu'il fit venir de la province d'Ica, qui lui était entièrement dévouée, formèrent le noyau autour duquel se rallièrent les gardes nationaux. Quand Échenique, qui ne s'attendait à aucune résistance, parut sous les murs de la ville, il dut reconnaître l'impossibilité absolue d'y entrer, et reprendre le chemin des Cordilières, où il perdit, par la misère et la désertion, plus de la moitié de son corps d'armée.

Délivré de ce premier danger, mais sans interrompre pour cela ses préparatifs de défense, Élias, qui, après tout, avait rendu à Castilla le plus grand service qu'il pût lui rendre, lui envoya des commissaires chargés

de traiter avec lui et de l'amener à un arrangement. Il n'avait jamais songé sérieusement à garder lui-même le pouvoir; toute résistance était d'ailleurs impossible après San-Antonio et Yanahuara; les bases de l'accord à intervenir ne furent pas très difficiles à poser. Seulement, comme Castilla avait toujours combattu au nom de la constitution, il exigea, pour s'y conformer, qu'Élias remît le pouvoir à Menendez, comme président du conseil d'état et seul chef légal du gouvernement depuis la mort de Gamarra. Menendez, qui, en vertu d'une amnistie générale donnée par ce même Élias, était déjà de retour à Lima, se trouva ainsi, par un singulier jeu de la fortune, reporté momentanément au pouvoir; mais il était bien clair qu'Élias devait en demeurer le chef réel, au moins jusqu'à l'arrivée de Castilla. C'est ce que Menendez ne voulut pas comprendre. Guidé encore par de mauvais conseils et une présomption que rien chez lui ne justifiait, il essaya, au contraire, de lui faire une opposition impossible, et quelques jours s'étaient à peine écoulés, qu'il était obligé lui-même de se retirer en remettant, sous le prétexte de sa mauvaise santé, le pouvoir entre les mains du vice-président, M. Figuerola. Celui-ci, vieillard presque octogénaire, nomma Élias son ministre général, et ne fut là, en effet, que pour donner sa signature.

Cependant on procédait partout aux élections pour la présidence de la république. Le résultat ne pouvait en être douteux, et si Élias, dont le parti dominait pourtant à Lima et dans les départemens du nord, avait pu se faire un moment quelque illusion, il ne dut pas tarder à être désabusé. En proie d'ailleurs à bien des attaques de la part des amis de Vivanco pour l'opposition qu'il lui avait faite après l'avoir soutenu si long-temps, peu habitué aux luttes ardentes des partis et des intérêts politiques, il se retira, fatigué de son rôle et abreuvé de dégoûts. Avec lui, M. Figuerola se retira également. Menendez put donc, par conséquent, reprendre une troisième fois le pouvoir et le garder jusqu'à la proclamation du général Castilla comme président de la république.

Ici finit l'histoire des dernières révolutions du Pérou; jusqu'à ce jour du moins, la présidence du général Castilla n'a point été troublée par les orages qui avaient agité la république péruvienne sous ses prédécesseurs. Cette tranquillité se maintiendra-t-elle, et par quels moyens sera-t-il donné au Pérou de prévenir le retour des tempêtes politiques dont il a tant souffert? Quelques mots en finissant sur la république et sur les institutions qui la régissent actuellement répondront peut-être à cette question.

## V.

Une ère nouvelle allait enfin s'ouvrir pour le Pérou. Après tant de révolutions, le pays fatigué se repose, depuis quelques années du moins, sous une main plus ferme et une administration plus intelligente. Le général Castilla, qui n'est qu'un brave soldat, a eu la sagesse d'appeler auprès de lui des hommes capables et expérimentés, afin de pouvoir s'aider de leurs conseils et s'entourer de leurs lumières. On n'ose cependant entrevoir sans inquiétude le moment où le président du Pérou, qui, aux termes de la constitution nouvelle, n'est pas rééligible, devra remettre le pouvoir à un successeur moins heureux peut-être que lui. L'Amérique républicaine du Sud devrait pourtant être bien dégoûtée des révolutions. Que lui ont rapporté ces *pronunciamientos* de tous les jours dont le récit attriste les premières pages de son histoire? Du sang répandu, des finances obérées, des existences détruites et la prospérité même du pays compromise; puis des constitutions qu'un congrès improvise et qu'un décret abolit : feuilles inutiles dont le nom peut tout au plus servir de jouet à des peuples enfans qui ne le comprennent même pas. Le Pérou seul a déjà eu tant de constitutions depuis vingt-cinq ans, que lui-même en sait à peine le nombre. Je me bornerai à indiquer les principales dispositions de celle qui le régit aujourd'hui, et qui fut proclamée par le congrès assemblé à Huancayo après la chute de Santa-Cruz.

A la tête de l'état est un président élu pour six ans et chargé du pouvoir exécutif. A côté de lui, un conseil d'état, siégeant en permanence, prépare les lois, et son président remplace le président de la république en cas d'absence ou de maladie.

Le congrès, composé de deux chambres, le sénat et la chambre des députés, est nommé au suffrage universel et s'assemble tous les deux ans. Les sessions durent à peine quelques mois. Le président les ouvre en personne par un court exposé de la situation du pays, que chaque ministre développe plus tard dans un rapport imprimé et soumis aux membres du congrès. Le congrès vote ensuite les lois qui lui sont proposées, ratifie les traités de commerce et de paix, et s'occupe des questions d'intérêt majeur qui lui sont présentées. Pour tout le reste, le pays s'en rapporte au pouvoir exécutif, qui de fait est encore beaucoup plus puissant que la lettre de la constitution ne le laisserait supposer.

La république est divisée en départemens, à la tête desquels est un préfet, chef militaire et administratif à la fois. Il a sous ses ordres le

commandant d'armes (*comandante de armas*), qui est à la tête des troupes du département; les sous-préfets, qui administrent les arrondissemens ou provinces (*provincias*); les alcades ou maires, et en général tous les employés municipaux. Aux principaux chefs-lieux de départemens réside en outre une cour supérieure de justice, à laquelle il est appelé des tribunaux de première instance, et dont les décisions ne peuvent être cassées que par la cour suprême qui siége à Lima.

Les ressources financières du Pérou se bornent à peu près au revenu des douanes, dont les droits sont souvent très élevés, et auxquels s'est ajoutée depuis quelques années la vente du huano des îles Chincha, qui a produit des sommes très considérables. Ces revenus devraient suffire et auraient suffi en effet aux besoins du pays, si les révolutions et les désordres qu'elles entraînent à leur suite n'étaient venus si souvent bouleverser la république naissante et lui imposer des charges sous lesquelles ses finances ont dû plier plus d'une fois. Parmi ces charges, la plus pesante est celle des militaires de tout grade et des employés de toute sorte que chaque révolution improvise, casse ou reprend tour à tour, et à qui il faut payer toujours des soldes de non-activité, ou *monte pio*, qui absorbent le plus clair des revenus de l'état. Il y a peu de pays en effet où la manie des places soit aussi grande qu'en Amérique, où on arrive plus rapidement à des emplois publics, et où on les perde avec plus de facilité. Une révolution vous élève, une autre vous renverse : la conséquence est forcée; mais aussi il s'ensuit trop souvent que des hommes arrivés de la sorte, prévoyant, dès le jour de leur élévation, le jour de leur chute, songent plutôt à leurs intérêts propres qu'à ceux de l'administration qui leur a été confiée. La fidélité et l'intégrité, il faut bien le dire, ne sont pas toujours les premières vertus des fonctionnaires péruviens.

Un tel état de choses réclame assurément bien des réformes, et n'explique que trop les épreuves qu'a traversées le Pérou depuis l'indépendance. Malheureusement il y a des réformes que le temps seul peut accomplir. Ce ne sont pas les institutions qu'il faudrait changer au Pérou, ce sont les mœurs. J'ai dit, par exemple, ce que c'est que l'armée péruvienne. On a vu ses chefs arriver au pouvoir par l'intrigue et les conspirations pour tomber par d'autres intrigues et d'autres conspirations. Plus que toute autre cause peut-être, cet avilissement de l'autorité militaire a contribué à démoraliser le pays. Instrumens de révolutions dont ils deviennent tour à tour les héros, les jouets ou les victimes, les chefs de l'armée péruvienne ne savent même pas racheter par le courage le vice de leur élévation ou la honte de leur chute. Il est triste d'avoir à porter un jugement tout aussi sévère sur d'autres corps qui, non moins que l'armée, devraient être jaloux de

leur dignité, de leur influence morale : je veux parler du clergé et de la magistrature. Là encore la réforme est urgente, indispensable, et personne au Pérou ne l'ignore. Avant que le gouvernement puisse agir efficacement lui-même, peut-être la presse américaine pourrait-elle contribuer fortement à préparer cette réforme, si la presse à Lima, au lieu de se prêter à des récriminations personnelles qui finissent le plus souvent par tomber dans de grossières injures, comprenait mieux le grand rôle qu'elle pourrait jouer.

Malgré tant de mauvaises influences qui pèsent sur ses destinées, il n'est pas douteux cependant que, depuis quelques années surtout, le Pérou est en voie de progrès. Que leur faut-il, en effet, à ces beaux pays de l'Amérique pour devenir chaque jour plus riches et plus florissans? La paix, la tranquillité surtout. Bien différens de notre vieille Europe, où l'homme qui travaille n'est pas toujours sûr de gagner le pain de sa famille, les jeunes états de l'Amérique du Sud appellent au contraire les travailleurs et offrent à l'activité de l'homme un champ illimité. Là, ce n'est pas la terre qui manque aux bras, ce sont les bras qui manquent à la terre. Les gouvernemens, s'ils entendaient mieux leurs véritables intérêts, devraient donc s'efforcer d'y appeler les émigrans européens de tout leur pouvoir. Malgré la distance, l'émigration ne tarderait pas à se porter dans un pays où un ouvrier peut facilement gagner 8, 10 francs par jour et davantage. Par malheur il existe, il a toujours existé dans la race espagnole une prévention hostile contre les étrangers, et cette prévention domine encore au Pérou comme dans toute l'Amérique du Sud. Il y a là une tendance fâcheuse que le rôle d'un gouvernement éclairé serait de combattre.

Cette prévention, qui est faite pour décourager les émigrans, ne s'étend pas, j'ai hâte de le dire, aux voyageurs isolés : ceux-ci sont parfaitement reçus, ils trouvent partout un accueil bienveillant, parfois même une hospitalité que bien peu d'autres pays pourraient leur offrir; mais, pris en masse, Anglais, Français, Italiens, hommes de l'Europe enfin, de quelque pays, de quelque nation qu'ils soient, sont cordialement détestés du gros de la population, qui les subit comme une nécessité, et qui ne demanderait pas mieux que de les chasser tous du sol américain, si l'occasion s'en présentait jamais. Je sais que les étrangers ont parfois d'assez graves torts à se reprocher vis-à-vis des Américains; mais ce ne sont pas ceux que les Américains leur supposent. Les Américains sont persuadés que les Européens ne viennent chez eux que pour les dépouiller; que cet argent que nous exportons de leur pays en échange de nos étoffes, de nos tissus, de nos produits de toute espèce, nous le prenons à leur détriment, et qu'ils seraient beaucoup plus riches, s'ils ne nous connaissaient pas. Ils oublient ce

que nous leur donnons, ils ne voient que le métal que nous allons chercher chez eux, et le métal, or ou argent, est encore aux yeux d'un grand nombre la seule, l'unique richesse d'un pays.

Ces idées absurdes, et les préventions contre l'Europe qui en sont la suite naturelle, doivent tendre nécessairement à disparaître peu à peu. L'Amérique, en s'éclairant, comprendra qu'elle a besoin de l'Europe, comme l'Europe a besoin d'elle. Dieu n'a pas fait les peuples pour s'isoler, mais pour s'entr'aider mutuellement. L'Amérique a ce que nous n'avons pas : les matières premières qui alimentent nos fabriques, et que nos bâtimens vont lui demander; elle a besoin, en retour, des produits de ces mêmes fabriques, qu'elle ne peut pas créer encore, qu'elle n'aura même pas intérêt à créer de bien long-temps. L'Amérique et l'Europe doivent se tendre la main, si elles veulent prospérer l'une et l'autre. Il est d'ailleurs pour la race espagnole de l'Amérique du Sud un ennemi bien autrement envahisseur, bien autrement redoutable que les hommes de l'Europe : c'est la race anglo-saxonne des États-Unis. Elle vient de s'emparer de la moitié du Mexique; elle dit déjà tout haut qu'avant trente ans elle sera à Panama, et qui sait si elle s'y arrêtera? Ce danger vaut la peine que les Hispano-Américains y réfléchissent. S'ils ne se fortifient pas par les immigrations européennes, quelle barrière opposeront-ils aux Anglo-Américains?

La politique à suivre pour les républiques hispano-américaines peut donc être résumée en quelques mots : prospérité matérielle, progrès intellectuel. Ce double but, que, depuis son émancipation, l'Amérique espagnole ne devrait jamais perdre de vue, elle ne l'atteindra que par le concours des émigrans d'Europe : c'est à elle de voir si elle préfère s'obstiner dans la voie funeste au bout de laquelle l'attend la ruine, ou si elle veut encourager le mouvement d'immigration qui seul peut lui donner la grandeur commerciale aussi bien que l'indépendance politique.

A. DE BOTMILIAU.

# BELLAH.[1]

## IX.

Bois ton sang, Beaumanoir : ta soif se passera.
(Ancienne Ballade.)

Le lendemain, à la même heure avancée du jour, le commandant Pelven, en petite tenue militaire, parcourait la route de Plélan à Ploermel, et il essayait, en pressant le pas de son cheval, de gagner cette dernière ville avant que l'orage qui menaçait dans le ciel eût éclaté. Une nuée sombre, s'étendant jusqu'à l'horizon, s'abaissait peu à peu vers la cime des grands arbres au feuillage immobile. Par intervalles, la poussière du chemin se mouchetait de larges gouttes d'eau. Aux alentours, dans la campagne, régnait ce silence inquiet, ce calme solennel où la nature tout entière semble se recueillir à l'approche du danger. Soudain un éclair déchira profondément les flancs du nuage; une double détonation éclatante fit trembler le sol; en même temps, un déluge de grêle et de pluie se précipitait du ciel entr'ouvert, obscurcissant le jour d'une brume épaisse. Le cheval du voyageur, ébloui par la foudre, aveuglé par la pluie, fit un bond de côté, s'arrêta court, puis repartit tout à coup au galop avec un emportement impétueux que son maître ne put réussir à dompter.

Pelven avait fini par s'abandonner sans résistance, et non sans une sorte de sensation agréable, à cette course furieuse à travers les élémens déchaînés, quand, à un détour de la route, il faillit être renversé par le choc d'une vingtaine de cavaliers qui venaient à sa rencontre, et

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 mars.

qui passèrent, comme un tourbillon, à ses côtés. Hervé n'eut que le temps de reconnaître des dragons de la république et de leur demander ce qui les pressait si fort; mais la rapidité avec laquelle il continuait d'être entraîné et les bruits formidables de la tempête ne lui permirent pas d'entendre la réponse. Il vit seulement un des soldats se retourner en lui faisant un geste de la main comme pour l'engager à ne pas poursuivre son chemin. A une demi-lieue de là, Pelven aperçut une nouvelle troupe de cavaliers qui accourait sur lui avec la même apparence de hâte et de désordre. Le jeune commandant, qui s'était enfin rendu maître de son cheval, se plaça en travers de la route et fit signe aux fuyards, — car ces gens n'avaient guère la mine de marcher à l'ennemi, — qu'ils eussent à s'arrêter. Le torrent d'hommes et de chevaux n'essaya pas de lutter contre la faible digue qui lui était opposée; il se divisa humblement en deux courans qui, laissant Hervé maître absolu de sa position, se furent bientôt rejoints derrière lui : — Bandits! cria le jeune homme indigné. En même temps, il lançait son cheval sur les traces de la colonne, et, saisissant un dragon par le ceinturon, il lui dit avec une colère que la figure éplorée du captif changea aussitôt en une forte envie de rire : — Où vas-tu si vite, drôle ?

— A Plélan, mon officier, au premier cantonnement républicain.

— Est-ce que vous êtes poursuivis ?

— Je n'en sais rien, mon officier. On disait à Ploermel que les chouans arrivaient. Je ne le crois pas; mais j'ai suivi les camarades.

— Et d'où diable venez-vous ?

— Nous sommes de la division Humbert, qui doit être à Quimper maintenant; mais nous avons été coupés de notre brigade dans la déroute....

— Comment! la déroute, coquin!

— Ah! dame, mon officier, ça y est! Je ne vous conseille pas d'aller vous promener pour votre agrément passé Ploermel. Il y a là un bout de pays que c'est comme dans le tropique, qui s'y frotte s'y pique.

— Et qui est-ce qui commande les chouans?

— Ah! c'est un solide, et qui n'a pas peur de se démancher le poignet. Joli comme un amour avec ça!

— Mais qui est-il, animal?

— Eh! c'est le ci-devant prince, leur dieu, leur idole, quoi! On dit que c'est un officier des nôtres qui l'a aidé à se débarquer. Mon compliment à celui-là!

— Et dis-moi, interrompit Hervé avec une certaine vivacité, où avons-nous été battus?

— A Pluvigner, et puis plus haut, à Camors, mais sans faire honte au drapeau, mon officier; il leur venait des recrues de partout... A

Camors, où c'est une enfilade de bois, le général nous avait démontés pour faire le coup de feu; nous avons tenu douze heures d'arbre en arbre,... même que leur prince était là... j'ai eu la chance de le dévisager tout à mon aise... — Eh! général, a-t-il dit au citoyen Humbert de derrière son arbre, où il mangeait tranquillement un morceau sur le pouce en attendant qu'on reprît la danse,... eh! général, dit-il,... vu qu'on était convenu de cesser le feu pendant une demi-heure pour faire visite à la cantine...

— Et finalement, qu'est-ce qu'il lui dit? demanda Hervé, sécouant son manteau, qui ruisselait de pluie.

— Eh! général, dit-il, sans compliment vous avez là les plus braves grenadiers, dragons et autres que j'aie jamais vus en ligne. — J'en ai autant à vous offrir, monsieur que je ne connais pas, a répondu le citoyen Humbert; vous avez vous-même des gars soignés, et vous n'en êtes pas le plus dédaigneux.

— C'était bien parlé de part et d'autre, dit gravement Hervé; mais où est l'armée des bleus dans ce moment-ci?

— Ah! où est-elle? voilà! reprit le dragon. Imaginez-vous, mon officier, que tout a disparu : infanterie, cavalerie, les canons qu'ils nous ont pris, les munitions, tout est rentré sous terre. Ni vu ni connu. On n'en a pas de nouvelles. Le pays a l'air tranquille comme Baptiste, d'autant qu'il n'y a plus personne; mais ça sonne creux sous le pied, comme si on marchait sur un caveau. Est-ce que vous ne revenez pas avec nous, mon officier?

— Non, dit Hervé. Va, mon ami, va te sécher.

Le dragon, portant une main à son casque, prit de l'autre la rareté que lui offrait Pelven sous la forme d'une pièce d'argent, et repartit au galop.

Une demi-heure après, le jeune commandant descendait de cheval devant le seuil d'une auberge qui présentait sur le bord du chemin, à une portée de fusil de Ploermel, sa façade modeste, embellie toutefois par le bouchon traditionnel de gui de pommier. Confiant sa monture à un petit gars en sabots qui le contemplait avec un air de timidité défiante, Pelven entra dans la cuisine de l'auberge, où trois paysans, assis dans l'intérieur d'une vaste cheminée, causaient à demi-voix avec l'apparence d'une vive animation. Ils se levèrent aussitôt comme par respect et cessèrent de parler; puis, se rapprochant de la porte par une série d'évolutions savantes, tandis que Hervé adressait quelques questions indifférentes à l'hôtesse, ils disparurent l'un après l'autre en jetant sur l'uniforme du républicain un regard qui n'avait rien d'amical. L'hôtesse, femme d'une quarantaine d'années, fortement bâtie et haute en couleur, n'avait pas semblé au premier abord voir d'un œil beaucoup plus bienveillant l'honorable pratique que le ciel et

l'orage lui envoyaient; mais, frappée de la bonne mine du jeune homme et de la politesse avec laquelle il s'exprimait, elle laissa peu à peu les lignes de son visage circonspect se détendre jusqu'au sourire, et répondit qu'assurément elle ferait son possible pour que le jeune gentilhomme, — elle voulait dire le digne citoyen, — ne regrettât point d'être entré chez elle.

Pendant que cette femme lui préparait à souper, Hervé prit place sur un des bancs qui meublaient le réduit de la cheminée, et, tout en faisant sécher ses bottes et son manteau à la chaleur d'une attisée d'ajoncs, il s'informa de ce qui se disait dans le pays : à quoi la discrète matrone répondit qu'il ne s'y disait rien de bien neuf ni qui valût la peine d'être répété, que chacun savait d'ailleurs ce qu'il avait à dire ou à taire, que trop gratter cuit et trop parler nuit, que quant à elle, le bon Dieu aidant, on n'ignorait pas qu'elle avait toujours eu plus de propension à se coudre la bouche qu'à se dépendre la langue. — Se gardant bien de lui contester ce point, contestable pourtant, Hervé répliqua qu'il la priait de voir en lui un simple voyageur qui était loin de prétendre lui arracher ses secrets, qu'il désirait seulement savoir s'il était question de l'arrivée des bandes royalistes à Ploermel. A en croire l'hôtesse, il n'y avait rien de semblable dans l'air, et les cavaliers républicains, qu'il avait sans doute rencontrés, s'étaient alarmés de leur ombre; ce que le jeune commandant n'eut pas de peine à se persuader, ayant vu souvent les meilleurs soldats céder à ces paniques inexplicables.

Pendant qu'il soupait, Hervé essaya de renouer l'entretien avec sa prudente hôtesse; il commença par la complimenter sur son mérite culinaire et sur la propreté du service, après quoi il se jugea en assez bonne posture auprès d'elle pour lui demander des détails plus explicites sur l'état du pays et sur les chances qu'il pouvait avoir d'y voyager avec sécurité. L'hôtesse lui riposta que, Dieu merci, elle n'avait pas coutume d'empoisonner les gens qui mangeaient chez elle, et que si le jeune gentilhomme, — elle voulait dire le citoyen officier, — restait à coucher dans son auberge, il verrait que les draps étaient aussi propres que la nappe et la vaisselle, en quoi elle ne disait que la stricte vérité, comme Hervé eut l'ennui de s'en convaincre un peu plus tard. La bonne femme ajouta que pour ce qui était de l'état du pays au-delà de Ploermel, n'y ayant point mis les pieds depuis une dizaine d'années, elle n'en pouvait rien dire avec certitude, sinon qu'il avait pu s'y passer bien des choses qu'elle ignorait; que, du reste, le jeune gentilhomme, — elle entendait dire le noble officier, — ne pourrait manquer de savoir pertinemment à quoi s'en tenir, s'il continuait son voyage, ce qu'elle ne lui conseillait pas, bien qu'elle n'eût aucune raison de l'en détourner.

Hervé dut se contenter de ces renseignemens, dont nous n'avons donné au lecteur que la substance; il se leva de table, et, voyant que la nuit était tout-à-fait tombée, il dit à l'hôtesse qu'il allait faire un tour à la ville et qu'il désirait trouver sa chambre prête à son retour. Une heure après, il rentra, portant sous son bras un assez gros paquet enveloppé de serge; il paya sa dépense en annonçant qu'il comptait partir le lendemain de bonne heure, et se retira dans sa chambre, dont l'hôtesse lui détailla minutieusement tous les agrémens, laissant à l'expérience le soin de l'édifier sur le reste.

Le lendemain, comme le riant soleil d'une matinée de juin faisait étinceler à l'extrémité des feuilles les diamans liquides qu'avait semés l'orage de la veille, un voyageur solitaire suivait au petit trot de son cheval la route qui s'étend à l'ouest de Ploermel. C'était un homme au printemps de la vie : un chapeau à larges bords voilait en partie des traits d'une distinction peu commune, qui formaient un contraste peut-être trop frappant avec la rude étoffe de laine, la chemise de toile grossière et les lourdes guêtres dont se composait le reste de son costume. Sa main était armée, en guise de cravache, d'un bâton de houx à cordon de cuir. En somme, l'extérieur du cavalier, sauf quelques détails dont un observateur particulièrement méfiant se fût seul préoccupé, était celui d'un maquignon campagnard en tournée.

A la sortie de Ploermel, le maquignon avait fait la rencontre de quelques paysannes qui allaient porter du lait à la ville et qui s'étaient retournées, après lui avoir rendu son bonjour, pour le considérer avec un air d'étonnement naïf; mais, depuis qu'il avait dépassé une lande plate, célèbre dans les souvenirs héroïques du pays, aucun être vivant ne s'était trouvé sur son chemin : le petit nombre d'habitations qu'il apercevait étaient closes et muettes, comme si la peste en eût muré les portes. Dans cette solitude étrange, au milieu d'une nature qui montrait partout l'empreinte de la main des hommes, le voyageur éprouvait quelque chose de l'impression triste et solennelle que l'on ressent en parcourant un cimetière. A ce sentiment se mêlait un peu d'alarme, car de temps à autre le jeune homme se soulevait sur ses étriers pour plonger un regard dans les champs, au-dessus des bouquets d'ajoncs aux fleurs jaunes qui hérissaient le revers des fossés. Cependant, bien qu'une ou deux fois il eût cru voir des formes humaines se glisser entre des buissons éloignés, il avait toujours reconnu que son œil était dupe des illusions de l'habitude.

Sa surprise s'accrut et lui serra le cœur d'une étreinte plus glaciale, lorsqu'en entrant dans une petite ville assise sur les bords d'une rivière, il la trouva déserte. Les maisons étaient debout et intactes; mais aucune trace de fumée au-dessus des toits, aucun visage aux fenêtres, aucun bruit dans l'intérieur des habitations. Le voyageur n'entendait

que le retentissement sonore du fer de son cheval sur le mauvais pavé des rues. Il se demandait où étaient les malades, les vieillards, les enfans, et il songeait en frémissant à la terrible énergie des convictions ou des sentimens qui avaient commandé et obtenu un sacrifice si violent et si unanime; ses yeux interrogeaient avec une curiosité douloureuse, à travers les portes béantes, tous ces foyers désolés, ces magasins et ces ateliers silencieux, le berceau de l'enfant vide à côté du siége de l'aïeule et du rouet abandonné, tous les doux symboles de la paix du ménage détruite, toutes les traces du bonheur domestique anéanti. Il lui semblait qu'il était le jouet d'un rêve sinistre, ou qu'il traversait une de ces cités prises toutes vivantes par la mort, et dont, après des siècles, le linceul de cendres vient d'être soulevé.

Le cavalier s'empressa de quitter la ville veuve; il traversa le pont, dont un des parapets portait une croix de pierre, dernier signe d'espérance qui console toutes les ruines. Il ne mit pied à terre que lorsqu'il eut perdu de vue les tours antiques d'un château dont le charme pittoresque l'eût sans doute arrêté en des temps meilleurs. Débarrassant son cheval de la bride, il le laissa paître en liberté le gazon humide et frais qui tapissait le bord du chemin, sous un bouquet de chênes touffus; puis, s'asseyant près d'une source vive qui courait sur la lisière du petit bois, le jeune maquignon tira de son porte-manteau quelques provisions, et commença un repas d'écolier qu'il interrompit souvent pour prêter l'oreille aux confuses rumeurs de la solitude. Une demi-heure après, il se remit en selle, et, jetant tour à tour ses regards sur deux chemins qui se croisaient en face du petit bois, il demeura quelques instans comme incertain de la direction qu'il devait prendre. Enfin, il poussa son cheval dans le chemin qui conduisait vers le sud.

Environ deux lieues plus loin, le voyageur aperçut sur sa droite les ruines d'un village incendié : remarquant un nuage épais de fumée qui s'élevait d'un champ voisin, il s'en approcha, malgré la résistance opiniâtre de son cheval, et, écartant du bout de son bâton les branches d'une haie d'épine chargée de fleurs, il vit, sous un amas de paille à demi consumée, un hideux entassement de cadavres d'hommes et de chevaux. Ce spectacle lui arracha une exclamation d'horreur et de dégoût, et il s'éloigna avec hâte de ce lieu funeste.

Cependant les heures s'écoulaient; le soleil était déjà haut dans le ciel, et la chaleur devenait accablante. En quittant les odieux vestiges qui attestaient le voisinage de l'homme, le voyageur avait d'abord marché avec plus de précaution, s'arrêtant même par intervalles pour écouter; mais, autour de lui, le silence n'était troublé que par les vagues bruissemens des plantes et des insectes sur les landes desséchées, ou quelquefois par les tristes coassemens qui s'élevaient d'un marécage. S'habituant par degrés à la singularité presque fantastique de

cet isolement prolongé au milieu d'une contrée civilisée, il cessa de s'en préoccuper et tomba peu à peu dans une profonde rêverie. Comme il achevait de gravir une côte longue et rapide, un bruit pareil au craquement d'une branche le tira brusquement de sa distraction et attira ses yeux du côté d'un groupe de grands hêtres qui dominait la hauteur et qu'il venait de dépasser. Ne voyant rien de suspect sous ces arbres ni dans la masse de verdure que formaient leurs branches rapprochées, il reprit tranquillement sa marche; mais, au bout d'une dizaine de pas, un mouvement à peine réfléchi lui ayant fait de nouveau retourner la tête, il aperçut quelque chose de surprenant : c'était, dans un encadrement de feuillage, le visage d'un homme, un œil fermé et l'autre luisant d'un éclat farouche; puis, au-dessous, le canon d'un fusil braqué entre deux branches avec une précision effrayante.

— Eh! le gars! cria le cavalier, est-ce qu'on fusille les Vendéens par ici?

— Ah! ah! c'est différent, dit l'homme du hêtre, relevant un peu son fusil et rouvrant à demi son œil; et, s'il vous plaît, quelle heure est-il?

Cette question, toute simple qu'elle était, ne parut pas embarrasser médiocrement l'aventureux maquignon : il croyait comprendre, en effet, qu'on lui demandait un mot d'ordre qu'il n'avait point, et ce soupçon se changea en une affligeante certitude, quand il vit, après ce moment d'hésitation, l'œil du questionneur se refermer et le fusil reprendre sa position horizontale.

— Tu vas faire un malheur, mon gars, dit-il alors avec cette froide intrépidité que l'extrême péril donne aux ames généreuses, et un malheur dont tu te repentiras dans cette vie et dans l'autre. Je viens de l'Anjou : comment veux-tu que j'aie votre passe? Allons! poursuivit-il d'un ton d'autorité, descends, et je te vais montrer une passe qui vaut bien la tienne. En achevant ces mots, il tirait d'une poche de sa veste un morceau de papier qu'il agita d'un geste impérieux.

Le mystérieux habitant du hêtre se rendit à cette invitation avec un empressement tempéré par la prudence. Il se dégagea du fourré de verdure où il était tapi, et, montrant au voyageur le costume d'un paysan breton en tenue de guerre, il se laissa glisser en bas de l'arbre; puis, après avoir de nouveau armé son fusil qu'il avait mis en bandoulière pour opérer sa descente, il s'approcha du cavalier et prit à distance le papier que celui-ci lui présentait. Il lut avec attention, et nòn sans quelque difficulté apparente, les deux lignes qui y étaient tracées. L'expression de sauvage défiance qui n'avait pas cessé d'assombrir ses traits fit place aussitôt à une sorte de joyeuse grimace; il cligna de l'œil d'un air d'intelligence en rendant le papier au maqui-

gnon, ôta son chapeau et dit en pliant les genoux plusieurs fois coup sur coup : — Et il va bien, M. Charette, mon maître?

— Le mieux du monde, mon enfant. Tu me prenais pour un espion des bleus, pas vrai?

— En bonne foi de Dieu, oui.

— Et qu'est-ce que tu fais sur ton arbre, toi?

Le paysan branla la tête; un sourire d'astuce dilata sa bouche jusqu'aux oreilles, et il répondit à demi-voix : Hé! je les guette venir.

— Mais les bleus sont bien loin, mon garçon : je les ai laissés à Vitré avant-hier.

— Ils en sont partis, mon maître, et ils arrivent grand train. Ceux de là-bas, — le paysan étendait la main vers le nord, — ont appris ça hier, et ils ont déménagé dans la nuit. Et où va le gentilhomme, sans lui commander? à Vannes?

— Non, à Pluvigner; je compte y trouver les chefs à qui j'apporte un message du général.

— Quels chefs donc?

— Mais... lui..., répondit le maquignon en posant affectueusement une main sur l'épaule du chouan.

— Fleur-de-Lys?

— Sans doute.

— Ah ben, joliment! Vous lui tournez le dos.

— Est-ce qu'il est à Kergant, Fleur-de-Lys? reprit le voyageur en retirant sa main avec vivacité.

— Eh oui, et M. George aussi, et tous nos messieurs, tantôt l'un, tantôt l'autre.

— Il faut alors que je retourne sur mes pas. On m'avait dit que vous aviez occupé Pluvigner.

— Oui d'abord; mais c'est changé, et ça vaut mieux comme ça est, répliqua le paysan en plissant son front d'un air entendu. On vous contera tout ça là-bas.

— Et vous en êtes contens de Fleur-de-Lys, hé! les gars?

— Sainte Vierge! dit le Breton, qui éleva son chapeau au-dessus de sa tête par un élan d'enthousiasme naïf, si nous en sommes contens! C'est un ange du ciel! Vous le verrez, mon maître : il ressemble au saint George qui est au-dessus du maître-autel de notre paroisse. Mon Dieu! qu'il est donc brave! Les balles des bleus n'y peuvent rien. Il les cueille avec sa main comme des fleurs de haie. Il y a aussi son grand cheval noir qui mange de la poudre comme les autres de l'avoine. Quand les bleus les voient venir, blanc sur noir, comme ils disent, ils crient : Voilà le diable qui arrive! parce que c'est comme ça qu'ils appellent le bon Dieu. Et puis il faut les voir courir : il en est encore

passé une cinquantaine par ici hier matin, et même, ajouta le paysan avec un sourire d'une expression sinistre, il y en a sept à huit qui se reposent dans le champ de Marie Brech, à une lieue d'ici. Le gentilhomme a peut-être senti le rôti en passant?

A cette question, le voyageur tressaillit; un éclair jaillit de ses yeux, et ses doigts serrèrent convulsivement la poignée de son bâton. Ces signes équivoques n'échappèrent pas au chouan, qui, reculant aussitôt de deux pas, attacha un regard de soupçon sur le visage ému du cavalier.

— Tu me donnes des regrets, mon garçon, reprit aussitôt celui-ci. J'aurais voulu être là pour dire deux mots de plus à ces vauriens. Tu ne peux croire combien j'aurais eu de plaisir à jouer du sabre pour la bonne cause.

— Ah! mon maître, là où vous allez, vous le trouverez sous peu, le plaisir, répliqua le paysan en riant.

— C'est sur quoi je compte, mon enfant, et j'espère que nous nous reverrons. Allons, bonsoir, car je ne peux marcher vite avec un cheval éreinté, et je ne veux pas arriver trop tard à Kergant.

— Ah! dame, vous n'y serez guère avant la nuit, et encore il faudra prendre à travers le pays. Après le champ de Marie Brech, vous trouverez un petit chemin sur votre gauche, et puis vous n'aurez plus qu'à suivre tout droit.

— Merci, mon garçon. Je me souviendrai de ta figure, va.

— Et tenez, reprit le chouan en cassant le bout d'une branche de hêtre; mettez ce brin de verdure-là à votre chapeau, car il y a dehors plus de fusils qu'on n'en voit.

Le maquignon obéit à cette prudente recommandation, remercia encore une fois son dangereux ami, et commença à redescendre la côte au haut de laquelle il avait fait cette rencontre, qui heureusement n'avait pas tenu tout ce qu'elle promettait. A l'angle du champ qui servait de tombeau aux malheureux dragons, il trouva en effet un chemin étroit, profondément encaissé entre deux fossés, et tellement propre aux embuscades qu'il eût fort hésité à s'y engager, si la branche de hêtre ne lui eût paru une sauvegarde suffisante contre les surprises de cette nature. Le reste de son voyage ne fut marqué par aucun incident particulier : il traversa deux ou trois villages ruinés et abandonnés; il entendit souvent, dans les buissons qui bordaient le chemin, des mouvemens et des murmures de voix qui ne laissaient pas de lui causer un peu d'inquiétude, malgré le signe protecteur qui ombrageait son chapeau; enfin, deux fois il eut l'occasion d'adresser un salut amical à des paysans qui paraissaient s'occuper de travaux agricoles avec un intérêt auquel l'état de la terre ne répondait point; mais, à part les difficultés d'une route à peine tracée, aucun obstacl

n'entrava sa marche. Toutefois le crépuscule faisait déjà place aux ténèbres, lorsque le cavalier entra dans la longue avenue d'arbres séculaires qui servait d'accès au manoir de Kergant.

Vers le milieu de l'avenue, il mit pied à terre et attacha son cheval au poteau d'une barrière qui s'ouvrait sur une prairie. Il franchit ensuite la barrière, traversa la prairie dans une direction diagonale, et, après avoir escaladé un fossé dont il paraissait parfaitement connaître le côté faible, il se trouva dans un vaste jardin qui s'étendait parallèlement à l'aile gauche du château. Plusieurs fenêtres éclairées projetaient une lueur assez vive sur les allées étroites que des bordures de buis dessinaient entre les plates-bandes. Le jeune homme s'arrêta et parut hésiter; bientôt cependant il reprit sa marche, en ayant soin de se tenir en dehors de la zone lumineuse, mais son allure était plus lente : elle avait pris l'incertitude d'une promenade sans but. Ses regards semblaient percer l'obscurité et découvrir presque à chaque pas des objets dont ils avaient peine ensuite à se détacher : c'était un arbre, un banc, le piédestal d'une statue, ou le socle d'un vase gigantesque; il s'en approchait, il les touchait, et n'en retirait sa main que pour la porter à ses yeux. Il semblait que chaque coin lui fût un souvenir, et chaque souvenir un ami.

Une pente rapide le mena, à travers un dédale de charmilles, dans une partie du jardin qu'on appelait le bois, et où la nature avait été à peu près abandonnée à elle-même. De place en place cependant, des clairières ménagées entre les masses noires des sapins laissaient pénétrer sur des pelouses la douteuse lumière d'une nuit étoilée. Cette retraite était animée par le murmure d'une eau courante, qui, tombant de cascade en cascade, s'allait perdre au pied du bois dans les grandes herbes d'un marais. Le jeune homme suivait depuis quelques instans un des sentiers qui serpentaient sous les voûtes de feuillage, et il venait de traverser un petit pont jeté sur le ruisseau, quand un bruit de voix arriva à son oreille, si distinct, si rapproché, que ceux qui parlaient ne devaient pas être à dix pas du promeneur. Il s'arrêta soudain; puis, se courbant vers le taillis, il put apercevoir, sur un banc de gazon circulaire auquel le sentier aboutissait après un brusque détour, la silhouette élégante d'une femme enveloppée d'une mante à capuchon. Près d'elle, appuyé contre un arbre, se tenait un homme de petite taille qui se penchait un peu en avant pour parler : — C'est de la déraison et de l'ingratitude, disait l'inconnu avec un accent d'une douceur caressante; vous savez combien ma vie est occupée, et de quelle façon; j'ai de grands, de terribles devoirs; si je les négligeais, vous seriez la première à me le reprocher, ou vous êtes bien changée... Et comment voulez-vous que je ne sois pas par instans distrait, avec de pareilles choses dans la tête?...

— Oui, interrompit la jeune femme d'une voix étouffée par l'émotion ou par la prudence; oui, mais il ne faut pas me tromper, n'est-ce pas? Vous ne savez pas, vous ne pouvez pas savoir ce que je souffre quand cette pensée me vient, et tout ce qui me passe alors par l'esprit...

— Voyons, reprit l'inconnu, ce sont là des misères vraiment. Cela est sans motif... Je ne vous reconnais pas; vous, le cœur intrépide, l'ame vaillante, vous vous laissez abattre ainsi par des pressentimens puérils!

— Vous me reconnaîtriez, si vous me trompiez jamais, Fleur-de-Lys!

— A la bonne heure. C'est pour cela que je vous aime, ma fière enfant, que je vous aime tendrement.

Ces mots et le ton dont ils furent prononcés semblèrent avoir rendu un peu de confiance à la jeune femme; elle abandonna sa main à celui qu'elle avait appelé Fleur-de-Lys, et commença de lui parler avec une vivacité passionnée, mais d'un ton si bas, qu'elle ne pouvait être entendue que de lui. A un mouvement qui se fit dans le taillis, elle se leva brusquement, et, saisissant le bras de son compagnon, elle murmura d'une voix que la terreur rendait sifflante : — Mon père! — Au même instant, un nouveau son frappa leurs oreilles attentives; c'était comme le bruit sec que fait le ressort d'une arme à feu. La jeune femme ne put retenir un nouveau geste d'alarme : elle éleva ses mains jointes devant son visage et ne respira plus.

Après quelques secondes de cette anxiété : — Venez, chère enfant, dit Fleur-de-Lys; ce n'est rien. La nuit et les bois sont pleins de ces bruits inexplicables, — et, tout en parlant, il remontait avec la jeune femme les détours du sentier. — Dès qu'ils eurent passé le petit pont du ruisseau, l'étranger que le hasard avait fait assister à cette scène mystérieuse quitta le refuge qu'il avait cherché derrière le tronc colossal d'un sapin, et, remettant au repos la batterie d'un pistolet qu'il tenait à la main : — Ce n'est pas ma sœur! dit-il. C'est elle! — Il faut attendre.

## X.

Vite, une chaise et un couvert.... A la santé du commandeur!

(MOLIÈRE, *le Festin de Pierre.*)

Dans la même soirée, la salle à manger du château de Kergant, vaste pièce lambrissée de chêne jusqu'au plafond, réunissait autour d'un souper somptueux une vingtaine de convives. Mlle Andrée de Pel-

ven occupait, avec plus de grace que de majesté, la droite du marquis de Kergant, tandis que la chanoinesse tenait la gauche de son frère avec plus de majesté que de grace. M[lle] Bellah de Kergant, sévère et souriante comme une jeune reine, était assise au centre de la table, en face du marquis, parcourant de l'œil avec une sollicitude discrète le cercle des convives et résumant de temps à autre ses observations par des ordres jetés *sotto voce* à des laquais en livrée ponceau qui s'empressaient derrière elle.

Les laquais, aussi bien que leur livrée ponceau, sembleront peut-être inattendus, sinon dérisoires, au milieu d'une guerre civile flagrante; mais la chanoinesse Éléonore était pour que l'on gardât jusqu'au bout sa qualité : elle avait beaucoup reproché à la reine des écarts d'étiquette qui avaient été, suivant sa manière de voir, la cause principale de la révolution française; elle admirait fort les sénateurs romains attendant l'ennemi sur leurs chaises d'ivoire, et la livrée ponceau de ses laquais, obstinément conservée aux dépens de sa cassette particulière, lui paraissait devoir former une sorte de pendant honorable à ce beau trait des anciens. M. de Kergant, tout en reconnaissant ce qu'il pouvait y avoir de puéril dans cette fanfaronnade, y donnait les mains de bonne grace à cause d'une certaine hauteur d'ame qui s'y montrait et à laquelle il était sensible. On remarquait dans le reste du service le même décorum et le même apprêt : la table, éclairée avec luxe, était couverte d'orfévrerie et de porcelaine précieuse; elle était servie avec cette abondance excessive qui était alors, comme aujourd'hui, particulière à la province.

Si le marquis et sa sœur étaient parvenus à flatter leurs souvenirs et à tromper leurs regrets par cet appareil emprunté à de meilleures années, leur succès s'arrêtait à la mise en scène matérielle du repas; les acteurs ne secondaient point l'illusion; plus d'un, parmi eux, portait la veste grossière du paysan : des mains durcies à la charrue maniaient l'argenterie blasonnée. Le marquis appelait des héros, et il avait raison, ces hôtes rustiques, que peu d'années auparavant il reconnaissait à peine pour des hommes; mais il avait vu couler leur sang et l'avait trouvé pareil au sien. Ainsi cette révolution que le vieux gentilhomme combattait au dehors avec désespoir, elle avait un pied sur son foyer domestique; il la traitait noblement à sa table de famille; elle y faisait régner le premier de ses bienfaits, la seule égalité sociale qui ne soit pas une chimère d'illuminés ou un rêve ignoble de l'envie, celle qui fait asseoir au même banquet d'honneur toutes les vertus, tous les talens et tous les courages. La coiffe plébéienne d'Alix, la fille du garde-chasse, brillait à une des extrémités de la table et ajoutait un détail gracieux à tous ces contrastes. M. de Kergant, esprit généreux quand la passion n'en altérait point le naturel, avait voulu ré-

compenser par cette faveur le dévouement que la jeune fille avait montré à ses compagnes d'exil. La pointilleuse chanoinesse ne pouvait se dissimuler tout ce qu'une semblable bigarrure de mœurs et de costumes avait de fatal pour les pures traditions classiques; elle sentait au fond du cœur le coup qu'une telle discordance portait à ses laquais ponceau, mais elle se consolait en prêtant à cette mortification une couleur religieuse : elle comparait ces réunions mélangées aux repas libres des premiers chrétiens.

Le hasard nous procura, il y a peu d'années, l'avantage de connaître un des rares survivans de la grande chouannerie : par goût de jeunesse, à ce qu'il nous semblait, plutôt que par une bien forte conviction, il avait pris une part active aux intrigues comme aux guerres de la Bretagne royaliste; il y avait même trouvé tant de plaisir qu'il était, je crois, tout prêt à recommencer, quand il mourut, fort heureusement, le printemps dernier. Ce bon vieillard, qui avait tué beaucoup d'hommes autrefois, nous étonnait souvent en nous contant avec quel appétit il prenait ses repas et avec quelle tranquillité il suivait la routine de sa vie au milieu des mortelles et incessantes appréhensions de la guerre civile. — Quand le péril, disait-il, nous assiége du matin au soir et du soir au matin, il a le sort d'une maîtresse maladroite, il perd sur nous son empire. Il ajoutait qu'à son avis Damoclès devait être un étrange poltron, pour ne point s'être habitué à une chose aussi simple que d'avoir une épée suspendue sur la tête. Il comprenait que cela fût gênant le premier jour, mais il déclarait que, dès le second, il n'en aurait pas, quant à lui, perdu un coup de dent, et que l'épée en eût été pour ses frais. Il allait plus loin; il se sentait capable, sous la menace de quelque péril que ce pût être, pourvu qu'il fût un peu prolongé, de soutenir avec une entière liberté d'esprit la thèse la plus légère, sinon la plus galante. A l'appui de cette déclamation, il nous citait de véritables tours de force que nous avons le regret de ne pouvoir faire figurer dans cette histoire; mais l'obligeance, parfois un peu avantageuse peut-être, du vieux partisan nous permet au moins de faire connaître au lecteur quelle espèce de conversation pouvait remplir les courts intermèdes d'un drame sanglant, quel sujet d'entretien pouvait défrayer un souper de chouans, entre deux de ces combats où l'on ne faisait point de prisonniers et à huit jours de Quiberon.

— Ah çà ! mais, véritablement, c'est un souper de noces, cela, mon cher hôte, et de noces royales, disait en riant un jeune homme qui occupait la place d'honneur à côté de M<sup>lle</sup> de Kergant, et dont toutes les paroles étaient accueillies avec un respect extraordinaire : je vous soupçonne d'avoir ouvert un refuge dans votre château à tous les cuisiniers illustres que la révolution a cassés aux gages, et ce souper m'a tout l'air d'être le produit de la reconnaissance combinée de ces mes-

sieurs. En tout cas, un tel souper vaut seul un long poème, voilà ma façon de penser, d'autant plus qu'en fait de poèmes, les plus courts m'ont toujours paru les meilleurs..... Ah! mon Dieu! M^lle^ de Kergant a froncé le sourcil..... J'ai eu le malheur de professer quelque hérésie.

— Vous vous êtes simplement enferré jusqu'à la garde vis-à-vis de M^lle^ Bellah, monsieur le duc, dit un jeune abbé à l'œil fin et à la mine déliée, qui était placé près de la chanoinesse.

— Ma fille, monsieur le duc, ajouta M. de Kergant, a le travers d'aimer la poésie avec passion.

— Eh bien! reprit celui qu'on appelait M. le duc, je n'ai pas dit de mal de la poésie, moi; j'ai parlé des poèmes.

— Mais, monsieur, demanda Bellah en souriant, qu'entendez-vous donc par poème?

— Par poème, mademoiselle, j'entends... mais dame! j'entends *la Henriade*, que je n'ai jamais lue, mais qui est bien ennuyeuse.

— Outre que l'auteur était un polisson, fit observer la chanoinesse. Je n'ai jamais lu non plus sa *Henriade*, mais on dit que Jeanne d'Arc y est indignement traitée.

— Vous me l'apprenez, madame, reprit le jeune duc, et j'ajoute ce grief à ceux que j'avais déjà contre cette épopée. Quant à la poésie, j'ai le bonheur de partager le goût passionné qu'elle inspire à M^lle^ de Kergant; mais je suis loin d'honorer indifféremment sous ce titre toutes les lignes d'écriture d'inégale longueur. On n'est pas poète, à mon avis, parce qu'on évite d'appeler les choses par leur nom et parce qu'on mesure des syllabes avec plus ou moins d'habileté, suivant un rhythme convenu. La naïveté, le naturel, la bonne foi, qui sont les caractères de la poésie telle que je l'entends, n'appartiennent qu'aux premiers âges des peuples comme aux premières années de l'homme. Les imaginations, les sentimens, les rêves d'un enfant sont de la poésie; un jeune homme qui aime est encore un poète; mais, sous peine d'affectation et de ridicule, il faut renoncer, après la première moitié de la vie, à des formes de sensibilité et de langage qui cessent d'être sincères et touchantes. Vous avez, mademoiselle, des trésors de vraie poésie dans vos vieilles ballades bretonnes..... Ah! je suis ravi de voir votre front s'éclaircir.... C'est mon pardon, n'est-ce pas? Eh bien! messieurs, j'offense peut-être ici quelque barde inconnu, mais c'est mon sentiment: une civilisation qui commence est poétique, car l'enfant pleure, rit et chante avant de parler.... Un peuple mûr, à plus forte raison un vieux peuple, n'est poète que par artifice.... C'est un barbon avec une guitare.... Un art poétique chez une nation signifie que l'ère de la poésie est close.... Aussi depuis Boileau, et je dirais volontiers inclusivement, je ne vois pas un poète en France.... Vous souriez, chevalier?

Si vous en connaissez un, quand ce serait vous-même, je suis prêt à lui rendre hommage, sur des pièces probantes, s'entend.

Celui à qui le jeune duc adressait ces paroles était un homme d'une cinquantaine d'années, long de taille, sec et jaune de visage et poudré avec soin. Il était assis près de Mlle Andrée, à laquelle il paraissait conter, de l'air le plus sérieux du monde, des choses fort plaisantes, si l'on en jugeait par les éclats de rire de la jeune demoiselle.

— Votre théorie, monsieur le duc, dit-il avec gravité, me blesse, je vous l'avoue, dans mes plus chères affections. Elle refuse le titre de poète à un homme qui fut mon ami et dont Apollon taillait la plume lui-même, à ce que je crois. Il sut d'ailleurs faire entrer dans la poésie un élément qui n'y figure point d'ordinaire, bien à tort selon moi, je veux dire l'utilité.

— Et le nom de ce beau génie? demanda le duc.

— Son nom, monsieur le duc, est écrit au Parnasse, je n'en doute point, comme il l'est dans mon cœur; mais je confesse à regret que ses contemporains n'ont pas eu la curiosité de percer l'anonyme dont il aimait à voiler sa muse.

— Voyons ses vers en ce cas.

Le chevalier médita un instant et passa la main sur son front; puis il reprit : — Je m'en rappelle fort heureusement quelques-uns. Ce grand homme, messieurs, n'était pas seulement mon ami, il était encore celui de l'humanité. Il se plaisait, tout en la charmant, à lui donner de salutaires avis. C'est ainsi qu'il a dit :

Aux gens que pas à pas conduit vers le tombeau
La phthisie ou la fièvre lente,
Je conseille le lait de chèvre ou de chameau,
Ou celui de jument, comme chose excellente.

Les convives n'entendirent point cette belle pièce sans donner des signes d'une vive gaieté; Andrée surtout applaudit en battant des mains avec la folle joie d'un enfant. — Encore, chevalier! encore, je vous en prie! s'écria-t-elle.

— Volontiers, mademoiselle, reprit l'imperturbable chevalier; c'est encore mon ami qui a dit spirituellement de l'oie, considérée comme aliment :

L'oie est un animal stupide,
Qui doit être sans cesse en un séjour humide;
Il la faut abreuver; l'axiome est certain :
Vive, elle veut de l'eau; morte, elle veut du vin.

C'est toujours mon ami, messieurs, qui a révélé au monde un certain nombre de vérités neuves dans le goût de celle-ci :

Laver ses mains est une propreté
Qui contribue à la santé.

Quand l'admiration expansive que ne pouvaient manquer d'exciter de pareils chefs-d'œuvre se fut un peu calmée : — Ma foi! messieurs, dit M. de Kergant, ce sont là assurément de fortes platitudes; mais je crois que je les préfère encore à ces madrigaux, à ces impromptus et à toutes les fadeurs pastorales dont nous inondaient, il y a vingt ans, une foule de petits vagabonds...

— Tout beau! mon frère, interrompit la chanoinesse; les poéticules dont vous parlez étaient, j'en conviens, des impertinens à fouetter en place publique; mais ils avaient bien de l'esprit! Vous n'avez pas toujours eu vous-même pour le genre de leurs productions le dédain que vous professez aujourd'hui. Je suis fâchée de rappeler publiquement des vers que fit, en l'an de grace 1775, un certain marquis dont je me borne à taire le nom. Les voici, ajouta la chanoinesse en donnant à ses lèvres un tour précieux et enfantin : *A une dame qui avait un chien sur ses genoux...*

— Ma sœur!... dit vivement le marquis.

— Mon frère, je ne nomme personne, reprit la chanoinesse.

A UNE DAME QUI AVAIT UN CHIEN SUR SES GENOUX.

Grace à vous, cruelle beauté,
Malgré leur peu de ressemblance,
Nous voyons la fidélité
Sur les genoux de l'inconstance.

— Ah! monsieur! dit Bellah en jetant à son père un regard charmant de tendre reproche et de pudeur filiale.

— Eh bien! mais c'était fort joli, cela, marquis! dit le brillant jeune homme, qui semblait être le roi de la fête. Je comprends, au reste, que M^me^ la chanoinesse défende un genre littéraire qui a produit le gracieux rondeau que je vais vous dire, lequel, je pense, a été fait pour elle :

A UNE DAME QUI DEMANDAIT UN RONDEAU.

On n'en fait plus, ma chère Éléonore,

C'est votre nom, je crois, madame,

On ne fait plus de ces jolis rondeaux
Dont la cadence agréable et sonore
Droit au refrain marchait à pas égaux.
Dans ce siècle plus sage ou plus froid que les autres,

Il faudrait que nos cœurs fussent toujours émus
Par des yeux aussi vifs, aussi beaux que les vôtres :
On n'en fait plus!

Les complimens sont le fard du poète :
J'en ai fait mille, ils étaient superflus;
Mais, dès l'instant où l'on vous les répète,
On n'en fait plus!

— Dites donc que cela n'est pas adorable! s'écria la chanoinesse; et ceux-ci, monsieur le duc :

A ÉGLÉ.

Vous accusez l'Amour, l'Amour en rit tout bas;
Car, en le décriant, vous augmentez sa gloire.
Quand vous niez ce dieu, vous nous forcez d'y croire,
Et vous le faites naître en disant qu'il n'est pas.

— Voilà qui est sans doute fort bien filé, dit le jeune abbé, mais il me semble que je trouve dans ma mémoire quelque chose de plus vif encore. Jugez-en, madame :

— A ce bouquet charmant que pour toi l'on a fait,
Je vois, gentille Églé, qu'aujourd'hui c'est ta fête!
— Non, me répondit-elle avec un air honnête,
C'est moi qui l'ai cueilli pour orner mon corset.
— C'est donc, lui dis-je alors, la fête du bouquet!

— Ah! mon Dieu! s'écria le duc avec un air d'enthousiasme exagéré, que celui-là me plaît! Véritablement, mesdames, c'est comme qui ferait une chute sur un lit de roses!...

— Moi, dit M. de Kergant, je voudrais qu'on nourrît les auteurs de ces choses-là avec de la pommade!

— Tenez, notre hôte, quand on a fait en personne un quatrain à une dame qui avait un chien sur ses genoux, on est mal venu...

— Permettez, monsieur le duc, interrompit en riant le vieux marquis, il faut savoir l'histoire de ce quatrain : je l'ai fait, c'est vrai...

— Ah! ah! dit le duc, nous vous tenons!

— Mais c'était un défi; ma parole était engagée, il fallait le faire... ou mourir.

— Parbleu! marquis, vous teniez donc bien à la vie dans ce temps-là?

M. de Kergant se préparait à répondre sur le même ton de légèreté, quand tout à coup il vit sa fille se lever, puis demeurer droite et immobile, les yeux pâles et l'œil fixé avec une expression de stupeur vers l'angle de la salle où s'ouvrait la porte d'entrée. La moitié des

convives avaient en même temps porté leurs regards dans cette direction avec un air d'extrême surprise et même d'alarme. M. de Kergant se retourna avec précipitation et aperçut près de la porte le commandant Hervé en uniforme républicain, la tête nue et sans épée. Le marquis se leva. Andrée avait poussé un cri.

— Monsieur le marquis, dit aussitôt Pelven, dont le visage doux et grave était un peu altéré par la fatigue et par l'émotion, je viens vous demander l'hospitalité. Pour des motifs qu'il vous est aisé de deviner, il n'y a plus de sûreté pour moi dans les rangs républicains. Averti à temps du sort qui m'attendait, j'ai cru qu'il y aurait plus de folie que de courage à ne pas m'y soustraire. Puisque je suis un proscrit, je viens parmi les proscrits. Si j'ai trop compté, monsieur, sur votre ancienne amitié, j'irai traîner ailleurs une vie malheureuse, dont ne veut plus cette cause terrible à laquelle j'avais tant sacrifié.

Tous les convives avaient écouté dans un silence morne les paroles du jeune officier; tous les yeux étaient attachés sur le marquis, dont les traits avaient perdu leur expression passagère de bonhomie enjouée pour reprendre le caractère de noble sévérité qui leur était habituel. — Monsieur de Pelven... dit-il en faisant un pas vers son hôte inattendu; mais, au lieu de poursuivre la phrase solennelle que ce début annonçait, il saisit tout à coup le jeune homme par la main, et, l'attirant brusquement sur sa poitrine: — Hervé! s'écria-t-il d'une voix attendrie, mon fils, mon enfant, soyez le bienvenu!

Cet accueil, que Hervé n'avait pas espéré, le troubla jusqu'au fond du cœur. En recevant l'embrassement chaleureux du vieillard, il sentit passer dans ses veines un frisson glacial. La pensée du double rôle qu'il jouait pour la première fois de sa vie lui traversa l'esprit comme un remords, et, tandis qu'il balbutiait les mots de reconnaissance et de dévouement, une teinte plus vive nuança ses joues brunies; mais, son œil ayant rencontré soudain le regard étincelant du personnage que M^lle^ de Kergant avait à sa droite, il recouvra à l'instant toute la fermeté de sa résolution.

Cependant le marquis s'était retourné vers ses convives: — Messieurs, leur dit-il, voici le fils du comte de Pelven. Il a été entraîné aux idées révolutionnaires par l'enthousiasme de jeunesse qui égara nos plus grands noms à l'aurore trompeuse de ces jours de deuil. Je ne doute pas qu'il n'eût reconnu dès long-temps et déploré ses illusions. Des circonstances que vous connaissez viennent de briser les chaînes qu'un point d'honneur exagéré lui avait forgées. Je vous prie de l'accueillir comme un homme de cœur et comme le fils de mon affection.

Les convives répondirent par une vive acclamation accompagnée du choc bruyant des verres; un seul, celui qui, malgré sa jeunesse, pa-

raissait être le premier parmi eux, se contenta d'incliner la tête avec une gravité polie.

Hervé, sur l'invitation du marquis, avait pris place à côté d'Andrée, qui lui faisait fête par ses transports mêlés de rires et de larmes. M^lle^ de Kergant, plus réservée ou plus pénétrante, n'avait accordé au compagnon de son enfance d'autre témoignage de bienvenue qu'un sourire triste et froid; les regards qu'elle jetait sur lui à la dérobée paraissaient empreints d'un sentiment de doute et d'inquiétude.

Un silence embarrassé succédait peu à peu au mouvement tumultueux dont l'arrivée du républicain avait été l'occasion. Le remarquable voisin de M^lle^ de Kergant avait seul conservé son air d'aisance supérieure; il essayait, avec une sollicitude pleine de bon goût, de ranimer l'entretien que la présence d'un uniforme exécré semblait avoir glacé sur les lèvres des assistans. Le timbre de sa voix, d'une sonorité mélodieuse et doucement métallique, frappa Hervé comme un souvenir. Le jeune commandant ne doutait pas qu'il n'eût devant lui ce chef mystérieux, l'ennemi et le rival qu'il était venu chercher, le héros royaliste qui, en si peu de jours, avait porté si haut l'éclat de son nom de guerre. Il l'étudiait avec une curiosité émue et sombre. C'était un homme de la plus petite taille qui se puisse concilier avec la beauté mâle et avec la grace: il pouvait avoir de vingt-cinq à trente ans, des cheveux noirs encadraient son front élevé et large, sa bouche était dessinée avec une délicatesse un peu molle; mais ce détail, d'un charme à peine digne d'un homme, était racheté par la fierté du front, par les lignes hardies d'un nez aquilin aux ailes un peu ouvertes, et surtout par le rayonnement presque insoutenable du regard.

Pelven crut retrouver dans la physionomie de l'inconnu quelques-uns des traits caractéristiques d'une famille illustre; mais il devait à son éducation patricienne des renseignemens trop précis et trop minutieux sur le personnel de la maison de Bourbon, pour ne pas reconnaître sur-le-champ qu'aucun des noms attribués par l'opinion publique au jeune chef qu'il avait devant les yeux ne lui appartenait réellement. Quel qu'il fût toutefois, son attitude et ses façons étaient souveraines : nul ne paraissait lui contester le droit d'agir en prince, et il en usait avec une assurance tempérée par la plus exquise politesse. Sa parole courait comme une flamme à travers le cercle des convives, rapide, affable, entraînante, pénétrant dans les esprits les plus rudes comme dans les plus cultivés, appropriant la plaisanterie ou l'éloge au goût et aux habitudes de chacun avec une flexibilité surprenante de ton et de langage. Toutes les séductions et tous les genres de victoire semblaient promis à cette nature comblée de tous les dons, qui alliait une sorte de grace voluptueuse à l'attrait imposant de la force, et qui parlait avec la même éloquence aux soldats et aux femmes. Toutefois

cette riche médaille ne pouvait manquer d'avoir son revers : un appréciateur délicat eût été choqué par l'éclat même de tant de ressources et de qualités jetées en dehors, pour ainsi dire, sans réserve, et qui pouvaient faire douter s'il restait quelque chose au fond. Il paraissait plus naturel d'accepter ce jeune homme pour maître que de le prendre pour ami.

Hervé ne put s'empêcher de tressaillir quand il s'entendit nommer par celui qui était l'objet de son avide attention, et à qui nous donnerons désormais son surnom de Fleur-de-Lys : — Monsieur de Pelven, disait-il en le saluant de son verre, souffrirez-vous que je boive à l'heureux accident qui nous vaut l'avantage, très apprécié par nous, de vous posséder ?

— Monsieur, répondit Hervé en s'efforçant de sourire, ou je me trompe fort, ou c'est vous qu'on en doit remercier, s'il y a lieu toutefois à des remerciemens.

— Mon Dieu ! monsieur le comte, reprit Fleur-de-Lys avec un accent pénétré et affectueux, ou je me trompe fort moi-même, ou vous ne me pardonnez pas, mais là, bien chrétiennement, la liberté que j'ai prise de disposer de vos services à votre insu.

— Ma foi, monsieur, dit gaiement Hervé, je vous avoue que j'ai encore sur la conscience un certain coup d'assommoir...

— Ah ! Dieu merci ! je ne l'ai pas sur la conscience, moi. George, je vous en prie, mon ami, revendiquez vos actes... Je ne veux pas que votre poing reste entre M. de Pelven et moi... Voici l'assommeur, mon cher comte, ajouta le jeune homme en montrant à Hervé une espèce de paysan aux épaules carrées, à la tête ronde, dont la cravate flottante laissait voir un cou d'Hercule... Vous pardonnerez à George quand vous l'aurez vu au feu, j'en suis sûr.

— Excusez, monsieur le comte, dit George en faisant entendre un gros rire, mais il s'agissait de nous sauver tous, et puis un coup de poing ne déshonore pas.

— Je ne dis pas qu'il m'ait déshonoré, répliqua Hervé, mais il m'a fait mal. Je suppose, monsieur George, que vous étiez une des dames qui lavaient leur linge cette nuit-là dans la vallée de la Groach ? Puis-je vous demander sans indiscrétion le motif de cette mascarade, tout aimable d'ailleurs ?

— Ah ! ne m'en parlez pas ! dit Fleur-de-Lys ; ces Bretons sont si braves, qu'ils en sont fous ! Ils voulaient me faire accueil par cette drôlerie qui nous causa tout l'embarras du monde.

— Et ne puis-je savoir, monsieur George, reprit Hervé, en vertu de quelle sorcellerie vous avez pu essuyer notre feu impunément ?

— Ah ! monsieur, répondit George, c'est que mes gars ont de l'aplomb, voyez-vous ! Je les ai habitués à courir sur l'artillerie en se

jetant à plat ventre de temps en temps pour laisser passer la mitraille... Vous avez pu juger vous-même avec quelle précision ils font cette manœuvre.

M^lle de Kergant se leva de table comme l'intrépide partisan achevait de parler; elle prit la main que lui offrait Fleur-de-Lys, et tous les convives passèrent à leur suite dans un salon voisin, que décoraient des portraits de famille. Hervé, en revoyant ces graves figures d'ancêtres, témoins vénérés de son enfance, protecteurs domestiques de ses paisibles années, ne put se défendre d'un retour amer sur les chagrins et les agitations de l'heure présente. Tandis que la société, dispersée par groupes dans le salon, se livrait à une de ces conversations expansives auxquelles dispose un bon repas, il se retira dans l'embrasure profonde d'une fenêtre. Il y était à peine, qu'il vit Bellah s'approcher avec une apparence souriante et distraite, en lançant quelques mots derrière elle aux personnes voisines; puis, changeant de ton et de visage dès qu'elle fut tout près de lui : — Hervé, que venez-vous faire ici? dit-elle rapidement et à demi-voix.

— Dieu m'est témoin, répondit le jeune homme, que j'aurais souffert la mort la plus ignominieuse plutôt que d'y mettre les pieds, si j'avais pu soupçonner ce que j'y devais voir, ce que j'y devais entendre.

— C'est une énigme, monsieur de Pelven? demanda Bellah avec cette hauteur tranquille qui était une de ses graces.

— J'étais, il y a une heure, dans le bois de sapins, Bellah.

— Dans le bois de sapins? répéta M^lle de Kergant en répondant au coup d'œil accusateur de Hervé par un regard d'une limpidité virginale. La voix de son père qui l'appelait coupa court à cette explication; la jeune fille haussa légèrement les épaules, leva ses beaux yeux vers le ciel, et s'éloigna d'un air pensif.

Quand on s'étonne de la facilité avec laquelle un homme d'esprit se laisse tromper par la femme qu'il aime, on oublie le penchant naturel de notre cœur à l'espérance. La perspective du malheureux est pleine d'illusions; il est le complice empressé des ruses dans lesquelles on l'enveloppe : ce sont nos faibles mains qui présentent à une femme le voile dont elle nous aveugle. Un seul mot, un geste de surprise, avaient suffi pour combattre et pour vaincre à demi dans l'esprit de Hervé des témoignages qui, l'instant d'auparavant, lui semblaient irrécusables. Il se rappelait l'ame fière et innocente de sa sœur d'adoption, il voyait encore briller la pure lumière de ses yeux, il oubliait la perfection d'hypocrisie qui peut ceindre un front pervers de cette auréole décevante, et il se reprochait déjà d'avoir outragé, sur de vagues soupçons, une créature digne de son respect. Cependant cette scène du bois de sapins était bien réelle. Au moment où ce souvenir plongeait Hervé

dans de nouvelles anxiétés, une femme frôla en passant le rideau derrière lequel il était à moitié caché; il leva la tête et reconnut la figure pâle et énergique d'Alix. Quelque invraisemblable que pût être l'idée qu'éveilla soudain cette vision dans l'esprit du jeune homme, il ne laissa pas de l'accueillir comme un renfort pour ses doutes et pour ses espérances; mais, en reportant son attention vers un groupe animé où figuraient Bellah et Fleur-de-Lys, Hervé put se convaincre que le jeune héros royaliste, s'il n'avait pas encore à sa haine tous les titres qu'il lui avait supposés, ne négligeait rien du moins pour les obtenir. On voyait que la présence de Bellah l'élevait au-dessus de lui-même et qu'il prétendait lui plaire : c'était à elle que ses yeux dédiaient chacune de ses paroles; il faisait étinceler devant elle toutes ses richesses, il l'environnait de tous ses prestiges, comme d'un cercle magique. Bellah, quelle que fût la profondeur de ses impressions, était évidemment sous le charme de cette fascination; Hervé put même lire dans les yeux de la jeune fille une sorte d'admiration passionnée, qui fit aussitôt renaître tous ses doutes et toute sa colère. Se rappelant le but véritable de son voyage à Kergant, il s'accusa de n'être pas encore sorti de son rôle emprunté et de garder son masque plus long-temps qu'il n'était nécessaire. Il se rapprocha sans affectation de son redoutable rival, et, saisissant un moment où celui-ci cessait de parler : — Monsieur, lui dit-il, me serait-il permis de vous entretenir un instant avant de me lier pour jamais à la cause que vous représentez si bien? Je ne suis pas assurément dans une situation à mettre un prix à mes services; mais mon caractère parmi vous a besoin d'être clairement défini pour votre satisfaction comme pour la mienne, j'ajoute pour mon honneur. Je ne crois pas me tromper, monsieur, en vous attribuant toute l'autorité qu'il faut pour prononcer sans appel dans tout ce qui me regarde.

L'œil perçant du jeune royaliste n'avait pas cessé, pendant ces paroles, d'étudier attentivement le visage de celui qui les prononçait; un sourire d'une expression singulière apparut sur ses lèvres, quand il répondit : — Je suis tout à vos ordres, monsieur de Pelven, et vous ne faites que prévenir mes vœux... La soirée est belle, je crois... une promenade au jardin vous agrée-t-elle?... Nous causerons là tout à notre aise. — Hervé s'inclina. — Mais, mon Dieu! mon cher hôte, reprit Fleur-de-Lys en s'adressant au marquis de Kergant, est-ce que nous traitons M. de Pelven en prisonnier? Je remarque qu'il n'a point d'épée : c'est, pour un brave militaire comme lui, une mortification bien imméritée, qui ne se prolongera pas une minute de plus, si vous avez un peu d'égard à ma prière.

— Vous me faites souvenir, monsieur le duc, dit le marquis, que le moment est venu de restituer à Hervé une partie de son héritage dont

je l'ai frustré jusqu'ici. — Tout en parlant, le marquis s'était approché d'une console; il y prit une épée qui reposait sur un carreau de velours, et la présentant à Hervé : — Mon cher enfant, reprit-il, ceci est à vous; l'épée de votre père ne pouvait armer qu'une main fidèle. Je vous la remets avec la confiance qu'elle ne sera jamais tournée contre notre croix sainte ni contre nos saintes fleurs de lys.

A ces mots, le jeune duc sourit encore. — Je me porte garant pour M. de Pelven, dit-il, que cette confiance est bien placée,... et qu'elle vient fort à point, ajouta-t-il plus bas en tournant sur ses talons et en se dirigeant vers la porte. — Pelven ceignit l'épée en remerciant M. de Kergant avec cette réserve un peu froide qui avait marqué depuis son arrivée toute sa conduite vis-à-vis du vieux gentilhomme, et que celui-ci expliquait par l'embarras naturel de ce retour obligé. Puis il suivit Fleur-de-Lys hors du salon.

Les deux jeunes gens traversèrent un vestibule pavoisé de vieilles armures, passèrent un pont jeté sur les fossés et se trouvèrent bientôt dans le jardin du château. Par un accord tacite, ils continuèrent de marcher rapidement, comme s'ils ne trouvaient pas de lieu assez solitaire pour l'explication qui se préparait, et dont chacun d'eux semblait également avoir mesuré la portée. Comme ils approchaient du bois de sapins, un bruit de pas précipités se fit entendre derrière eux. Ils s'arrêtèrent; l'instant d'après, M<sup>lle</sup> de Kergant les rejoignit. — Pardon, messieurs, dit-elle d'une voix haletante; monsieur Hervé, il faut que je vous parle.

Hervé ne put réprimer un geste de violent dépit. — Mademoiselle, veuillez m'excuser, dit-il; mais vous avez entendu la requête que j'ai adressée à monsieur.... à monsieur le duc; il a bien voulu me l'accorder, et il serait en droit d'accuser ma courtoisie, si je différais...

— Monsieur le duc, interrompit Bellah avec vivacité, est trop courtois lui-même pour ne pas me céder son tour d'audience.

— Assurément, dit Fleur-de-Lys sur un ton contraint qui ne lui était pas ordinaire, mademoiselle de Kergant ne peut attendre de moi qu'une absolue soumission à ses moindres désirs; mais monsieur de Pelven serait injuste envers moi s'il croyait être le seul que ce délai afflige. — S'inclinant profondément sur ces paroles, le jeune chef quitta la place et disparut dans l'épaisseur du bois.

M<sup>lle</sup> de Kergant remonta de quelques pas dans le jardin, jusqu'à ce qu'elle fût certaine de n'être entendue que de celui à qui elle s'adressait : — Hervé, dit-elle alors en s'arrêtant et en lui touchant le bras, cela ne sera pas.... cela ne peut pas être!

— Que voulez-vous dire? répliqua Hervé; vous vous méprenez certainement sur mes desseins.

— Pas plus qu'il ne s'y est trompé lui-même; mais cela ne sera pas,

non! quand je devrais aller chercher mon père et lui dire tout. Hervé, ne me réduisez pas à cette extrémité horrible, je vous en supplie.

— Cette extrémité est bien inutile, puisqu'il vous suffit d'un mot pour m'ôter tout désir et tout prétexte raisonnable de pousser plus loin cette affaire; mais écoutez-moi bien : si vous refusez de dire ce mot, il ne vous restera, je vous le jure, qu'à me livrer de vos propres mains à la mort, car vous connaissez votre père. Bellah, la femme que j'ai vue, il y a une heure, près d'ici, dans les bras de ce jeune homme.... cette femme, voyons, parlez!

M[lle] de Kergant chancela; elle vint s'appuyer contre le piédestal d'une statue et demeura quelque temps la tête baissée sans répondre; sa respiration était pressée et douloureuse; enfin, elle parla sans lever les yeux. — Cette femme, dit-elle d'un accent étouffé, c'était moi.

— Vous! vous! puissances du ciel! s'écria Hervé en reculant de deux pas avec une sorte d'épouvante. — Ainsi, reprit-il après un court silence... oui, je veux encore cet aveu de vos lèvres... ainsi, il est votre amant?

Bellah, dont l'attitude était brisée, cacha sa tête dans ses deux mains, et sa voix, faible comme un souffle, murmura : — Mon amant, oui.

— C'est bien. Adieu, dit Hervé.

— Où allez-vous? reprit M[lle] de Kergant en saisissant par un geste d'égarement la main de Hervé; qu'allez-vous devenir?.... que voulez-vous?... que vais-je dire à mon père?

— Dites-lui que j'étais venu ici comme espion; chargez-moi des noms les plus vils; peu m'importe : votre bouche ne peut plus flétrir personne. Adieu.

En achevant ces mots, Hervé secoua doucement la main qui s'attachait à la sienne et s'éloigna d'un pas rapide, tandis que la jeune fille éperdue tombait à genoux devant le piédestal, les cheveux épars et la poitrine agitée de sanglots, image d'une suppliante au pied d'un autel antique.

## XI.

Vous m'êtes, en dormant, un peu triste apparu :
J'ai craint qu'il ne fût vrai; je suis vite accouru.
(LA FONTAINE, *Les Deux Amis.*)

Pelven franchit la brèche du fossé qui séparait le jardin de la prairie voisine, et rentra dans la sombre avenue par la barrière à laquelle son cheval était encore attaché. Le pauvre animal, oublié au milieu de tant de préoccupations, fit entendre un faible hennissement en reconnaissant son maître, et allongea sa tête fatiguée pour implorer une ca-

resse. Il n'y a pas d'homme dont la vie n'ait compté une de ces heures, marquées par la trahison et l'ingratitude, où un témoignage d'attachement de la part de l'être le plus humble nous pénètre l'ame et nous rend plus vive l'idée de notre abandon. Quand notre cœur est plein, il faut peu de chose pour le faire déborder. Hervé, murmurant quelques mots confus, flatta de la main son vieux compagnon de périls et de batailles, puis il s'assit sur le revers de la haie, et deux larmes tombèrent de ses yeux.

Après quelques minutes données à d'amères méditations, le jeune homme se leva et redressa le front avec énergie, comme pour faire face à la destinée. Il y a du moins cela de bon dans la certitude d'un malheur, qu'elle ôte tout prétexte à ces alternatives de crainte et d'espoir qui énervent l'ame. De quelque côté que Hervé tournât sa pensée, elle ne rencontrait que des douleurs, des obstacles et une sorte d'impossibilité de vivre. En même temps que le passé, l'avenir manquait sous ses pieds : les rêves de noble activité, de services rendus, de gloire acquise, toutes les mâles consolations auxquelles un homme peut demander l'oubli d'une faiblesse inutile et le repos d'un cœur dédaigné, tout lui était refusé. Contre toute prévision, sa folle entreprise n'avait sauvé ni son amour ni son honneur, et elle lui laissait la vie. Seul, dans ce pays ennemi, quel espoir lui restait maintenant de reconquérir par une action d'éclat l'estime des siens? Où irait-il, également suspect aux deux partis, traître aux yeux de l'un et de l'autre? Sous quelle tente ou sous quelle chaumière abriter, même pour une nuit, sa tête, dévouée aux vengeances des deux camps?

Perdu dans ces réflexions sans issue, le jeune homme était arrivé, dans sa promenade distraite, à l'extrémité de l'avenue la plus éloignée du château, quand son oreille fut frappée soudain par le bruit mesuré d'une marche militaire; avant qu'il eût pu se mettre sur ses gardes, il se vit entouré de baïonnettes et sentit la pointe d'un sabre sur sa poitrine : — Rends-toi, qui que tu sois, dit une voix brève et impérieuse.

— Francis! s'écria Pelven.

— Hervé! répondit le petit lieutenant en abaissant son sabre et en saisissant la main de son ami, Hervé! que Dieu soit loué! Je n'espérais pas vous revoir vivant!

— Francis! répéta Hervé au comble de la surprise, que signifie cela? D'où venez-vous?... Comment avez-vous pu?... qui avez-vous là?

— C'est nous autres, dit une voix rauque, les sans-peur, Colibri et moi, qui venons chercher notre commandant ou la mort, à cause de l'effet moral.

— Ah! mon vieux Bruidoux! reprit Hervé; tu ne crois donc pas que j'aie trahi, toi?

— Allons donc, mon commandant! est-ce que nous n'avons pas tous avalé la couleuvre de l'Écossaise? Il n'y a que Colibri, qui a un nez étonnant pour son âge...

— Mais, au nom du ciel, Francis, interrompit Hervé, comment avez-vous pu me suivre si promptement et parvenir jusqu'ici?... Où est l'armée?... où est le général?

— Un peu plus loin que je ne voudrais, commandant... Mais, avant tout, dites-moi où vous en êtes de l'aventure : êtes-vous entré au château?

— J'y suis entré et j'y ai trouvé tous ceux que j'y cherchais. Pour le reste, j'ai échoué complétement et cruellement. Ne m'en demandez pas davantage. Maintenant mettez-moi au courant de ce qui s'est passé, car je ne sais encore si je dois me féliciter de cette rencontre.

Francis, ayant alors emmené le commandant un peu à l'écart, lui conta que, dans la nuit même qui avait suivi son départ, l'armée républicaine avait quitté ses quartiers : le corps principal était déjà à Ploermel; trois bataillons, parmi lesquels se trouvait celui de Hervé, avaient même poussé une reconnaissance jusqu'à la petite ville déserte que Pelven avait traversée le matin. Le bruit courait que les forces des blancs étaient concentrées un peu plus vers le nord, à Pontivy. Le général, inquiet du sort de Hervé, avait recommandé à Francis de faire, pour le salut de leur ami commun, si l'occasion s'en présentait, tout ce qui pourrait être tenté sans une trop forte imprudence. Francis, se voyant à trois petites lieues de Kergant, avait résolu de s'avancer jusque-là par une marche de nuit : il s'était fait accompagner d'une soixantaine d'hommes, parmi lesquels avaient été admis, sur leur demande expresse, tous ceux qui avaient figuré dans l'escorte des émigrées. Au milieu d'un pays qui paraissait complétement abandonné, la petite troupe, protégée d'ailleurs par l'obscurité, n'avait rencontré aucun obstacle. Francis demanda ensuite au jeune commandant si le château avait une garnison nombreuse, et s'ils ne risquaient pas d'être enveloppés. Hervé lui répondit qu'il n'avait vu trace de garnison ni dans le château ni aux environs, qu'on ne semblait pas s'y douter encore de l'approche de l'armée républicaine, et qu'une quinzaine d'officiers royalistes y venaient de souper fort tranquillement. Il ajouta quelques détails sur la personne de Fleur-de-Lys, dont il ne croyait pas que le véritable nom justifiât toutes les appréhensions du général en chef. — Et que comptez-vous faire maintenant? poursuivit Hervé.

— Mais, en vérité, s'il en est ainsi, commandant, nous ne pouvons nous dispenser de mettre la main sur cette nichée de rebelles. La capture de Fleur-de-Lys vaut une victoire.

— Cela est impossible! dit vivement Hervé.

— Impossible? pourquoi? Rien n'est plus simple, au contraire, d'a-

près les renseignemens que vous venez de me donner vous-même; si je ne m'abuse, ce serait manquer à tous nos devoirs que de n'en pas profiter.

— Est-ce vous qui prétendez m'apprendre mes devoirs, monsieur? s'écria Pelven.

— Monsieur Hervé! dit le jeune lieutenant sur le ton d'une pénible surprise.

— Eh bien! oui... oui... j'ai tort, j'ai tort mille fois, cela est vrai, reprit Hervé dont l'agitation était excessive : le devoir ici est, en effet, évident, incontestable;... mais comment voulez-vous que moi, moi, je prête les mains à cette violence, sanglante peut-être, contre qui? contre l'ami de mon père, contre le protecteur de mon enfance! que j'aille prendre ce vieillard au collet dans sa propre maison, dans la maison même où il m'a traité si long-temps comme un fils? C'est impossible, Francis! Et ces femmes, vais-je les arrêter aussi? Et ce jeune homme lui-même, quel qu'il soit, est-ce à moi de le livrer? Non, tout cela est odieux, impossible, je vous le répète... et, au péril de ma tête, je ne le ferai ni le souffrirai.

— J'espère, commandant, répliqua Francis, vous faire envisager avec moins de répugnance la nécessité où nous nous trouvons. Le général a prévu qu'elle pourrait se présenter, si je vous rencontrais à Kergant; ses instructions vont au-devant de vos scrupules. Il m'a prescrit d'abord de n'arrêter aucune femme : pour M. de Kergant, comme son nom n'est pas encore ouvertement compromis dans les actes hostiles qui ont brisé les traités, le général le laissera libre de passer en Angleterre. Vous voyez qu'en usant de l'avantage considérable que la fortune nous livre, loin de nuire réellement à M. de Kergant, nous l'empêchons de consommer sa ruine; car cette guerre désespérée ne peut que l'engloutir un jour ou l'autre, lui et les siens. — Hervé fit un signe d'assentiment. — Et, quant à Fleur-de-Lys, reprit Francis, ce n'est pas un Bourbon, dites-vous?

— J'en suis convaincu.

— En ce cas, quel qu'il puisse être, il rentre dans la classe des autres prisonniers que nous pourrons faire. Le général s'engage à les traiter comme s'ils s'étaient rendus volontairement : ils seront simplement détenus jusqu'à la fin de la guerre.

— Je ne puis que vous croire, Francis, dit Hervé, et, cela étant, je dois souhaiter votre succès dans l'intérêt de ceux que j'ai tant aimés. Allez donc et faites; mais, dans la situation où je suis, je n'ai aucun droit de commander à vos hommes, quand même je le voudrais. Faites votre devoir, vous dis-je; quant à moi, que je fasse le mien ou non, je ne vous suivrai pas.

Francis, quoique évidemment contrarié de cette résolution, craignit

que de nouvelles objections ne parussent lui être dictées par une arrière-pensée indigne de lui, et, sans ajouter un mot, il fit reprendre les rangs à ses soldats; mais Hervé changea tout à coup d'avis : il lui sembla qu'en s'abstenant de prendre un rôle dans le drame qui se préparait, il obéissait à un sentiment de faiblesse plutôt qu'à un véritable point d'honneur. Sa présence pouvait au moins adoucir les effets d'une catastrophe devenue inévitable; son âge et son rang inspireraient une confiance qui pourrait être refusée au jeune lieutenant; peut-être dépendait-il de lui d'empêcher que des scènes de sang ne désolassent cette demeure presque paternelle, l'asile de sa sœur. Faisant part à Francis de ces réflexions, Hervé lui déclara qu'il l'accompagnerait, mais qu'il lui laissait le commandement et toute la direction de l'entreprise, voulant se borner lui-même à n'être pas absent.

La petite troupe se remit alors en marche. Elle fit une courte halte devant la barrière latérale qui marquait le milieu de l'avenue : grace aux confidences amicales de Pelven, le jeune lieutenant avait dès long-temps dans l'esprit un plan détaillé de Kergant; il ordonna à Bruidoux de traverser la prairie avec vingt grenadiers, d'escalader le jardin par la brèche et d'occuper de ce côté l'entrée du château. Le vieux bâtiment, entouré d'eau de toutes parts, n'avait d'autres communications avec le dehors que les deux ponts remplaçant des ponts-levis, dont l'un donnait accès sur le jardin et l'autre dans la cour. Tout moyen d'évasion était donc fermé dès ce moment au marquis et à ses hôtes. Pendant ce temps, Pelven avait débarrassé son cheval de la selle et de la bride, et l'avait laissé en liberté dans la prairie.

Réduite à une cinquantaine d'hommes, la colonne républicaine continua de s'avancer avec précaution vers le château. Le bruit des pas était étouffé. Par intervalles, le nom de Fleur-de-Lys était prononcé à voix basse dans les rangs. Pendant le reste du trajet, les deux jeunes officiers n'échangèrent pas une parole; tous deux étaient émus et tristes : les devoirs du soldat ont besoin de l'éblouissement du danger. Hervé surtout éprouvait, avec une sorte d'étonnement, que son cœur n'avait pas encore usé toutes les angoisses. Jamais l'horreur des guerres civiles et les combinaisons douloureuses qu'elles enfantent ne lui étaient apparues sous un jour aussi lugubre; c'était en vain qu'il appelait sa raison au secours de ses instincts révoltés, qu'il invoquait à l'appui de sa fermeté défaillante sa conscience et sa loyauté irréprochables : quand il aperçut les tourelles du vieux manoir, quand il mit le pied dans l'enceinte de la cour, il ne put retenir un gémissement, et, saisissant d'un geste convulsif le bras de son ami : Francis, dit-il d'une voix sourde, voilà un moment terrible. — Le jeune lieutenant lui serra la main sans répondre et fit hâter le pas à sa troupe.

Telle était la sécurité où s'endormaient les habitans du château, que

le détachement républicain parvint à l'entrée du pont sans avoir été aperçu. La porte était ouverte; une dizaine de degrés intérieurs conduisaient du seuil dans le vestibule. Francis, laissant la moitié de ses hommes dans la cour, gravit l'escalier à la hâte, accompagné de Pelven et suivi par le reste des grenadiers.

Deux ou trois domestiques qui se trouvaient dans le vestibule, frappés de stupeur par cette invasion subite, n'essayèrent point de faire résistance. Francis, s'étant assuré que Bruidoux occupait le poste qui lui avait été assigné, recommanda de n'exercer aucune violence, mais de ne laisser sortir personne; il s'engagea ensuite, escorté de quelques soldats, dans les pièces qui précédaient le salon, dont il avait remarqué du dehors les fenêtres éclairées. Le jeune lieutenant, par un scrupule qu'il n'est pas nécessaire d'expliquer, prenait toutes ses mesures sans adresser une seule question à Hervé : celui-ci continuait de marcher à ses côtés, pareil à une ombre. Dans la grande salle où avait eu lieu le souper, ils rencontrèrent le garde-chasse Kado, qui, à la vue des baïonnettes, demeura comme pétrifié, les lèvres béantes et muettes.

— Kado, dit Hervé, sortant alors du silence morne qu'il avait gardé jusque-là et contenant sa voix, point de bruit, pas de lutte inutile. On est maître du château.

— Seigneur! murmura Kado, est-ce possible, monsieur Hervé! vous! c'est vous qui...

— Silence! joignez-vous à moi pour prévenir de plus grands désastres. Tout le monde aura la vie sauve. Qui avons-nous là? — Hervé indiquait le salon voisin.

— Toutes les dames, les pauvres dames... et M. le marquis...

— Les autres?

— Tous sont partis..., excepté M. George et... Seigneur! monsieur Hervé, est-ce possible!

— Et Fleur-de-Lys? dit Hervé. — Le garde-chasse tordit ses mains avec désespoir.

— Si le lieutenant le permet, reprit Hervé, Kado va nous précéder, par égard pour de malheureuses femmes.

— Entrez, Kado, répondit Francis.

Kado parut hésiter; puis, sur un signe expressif de Hervé, il ouvrit la porte du salon. Près du seuil, il s'arrêta, promenant ses yeux vagues sur le cercle des femmes effrayées, comme s'il ne trouvait point de paroles; enfin, de la voix d'un juge qui prononce un arrêt de mort : — Les bleus! dit-il.

A ce mot répondit un faible cri de terreur, qui vint retentir dans l'ame de Hervé : c'était la voix plaintive d'Andrée. Les autres femmes comprimèrent l'épouvante qui avait pâli leurs visages. Fleur-de-Lys et George, qui étaient, en effet, les seuls convives encore présens,

portèrent avec précipitation la main à leur poitrine; M. de Kergant, saisissant son sabre posé dans l'angle de la cheminée, s'élança en avant; mais déjà la porte était murée par un rempart de soldats, et les deux officiers républicains, le sabre au fourreau et la tête découverte, étaient entrés dans le salon.

— Messieurs, dit Francis, le château est cerné. Vous êtes mes prisonniers. — Un moment de silence suivit cette déclaration. Andrée, en apercevant son frère, avait étendu les bras avec une expression déchirante; sa tête décolorée se pencha sur son épaule; puis l'innocente victime s'affaissa doucement comme une fleur que la faux a brisée dans le pied. Hervé accourut pour la soutenir; mais Bellah le prévint: avec l'aide d'Alix, elle avait reçu dans un fauteuil le corps inanimé de sa sœur adoptive, et elle l'approcha d'une fenêtre qu'elle entr'ouvrit.

Pelven se retournant alors vers le marquis : — Monsieur, lui dit-il, ce malheur n'est pas mon œuvre; je n'ai pu ni le prévoir ni l'empêcher. Je n'espère pas que vous puissiez rendre justice au sentiment qui m'a fait affronter les épreuves poignantes auxquelles je m'attendais. Je veux vous dire seulement que je n'ai aucun pouvoir, aucun droit ici que celui de la prière. Je vous supplie, monsieur, de ne pas aggraver, par une résistance impossible, le coup qui vous frappe. Comptez sur la parole de ce jeune officier, qui a toute la confiance du général en chef.

— Et qui m'assurera de votre parole, à vous qui m'assurez de la sienne ? dit le marquis.

— Parlez, monsieur Francis, reprit Hervé, respectez surtout ceux qui ne peuvent répondre à un outrage. — Pelven alors se retira un peu à l'écart et se tint immobile, appuyé contre la muraille, comme résolu de ne plus prendre aucune part à ce qui se passait.

— Messieurs, dit à son tour Francis, après avoir fait signe aux soldats de quitter le salon, j'aurais hésité à me charger de cette mission, si la générosité du général en chef ne m'en avait allégé le fardeau. Voici les conditions qu'il m'a permis de vous offrir. — Le jeune lieutenant informa alors les chefs royalistes, qui ne l'écoutèrent point sans témoigner quelque surprise, des égards qui lui avaient été recommandés vis-à-vis des femmes, et de la modération avec laquelle Hoche prétendait traiter ses prisonniers.

— Cependant, messieurs, ajouta Francis, je dois vous prévenir que notre général n'a pas les pouvoirs nécessaires pour disposer à son gré d'un membre de la famille royale déchue : si cette restriction menace l'un de vous, vous seuls pouvez le savoir.

Francis ayant cessé de parler, le marquis commença à voix basse avec ses deux hôtes une conférence qui fut courte. Ce fut Fleur-de-Lys qui répondit ensuite à l'officier républicain : — De la part de votre

général, monsieur, aucun trait magnanime ne peut surprendre. Ses engagemens valent des faits, nous le savons. Par malheur nous savons aussi qu'il y a au-dessus de lui une puissance qui peut lui faire ouvrir les mains, quoique liées par sa parole, et lui arracher ses captifs. Or c'est une chance que ces messieurs et moi nous refusons décidément de courir. A nous, Kado! — Le garde-chasse, se rendant à cet appel, vint se placer près de son maître.

— Dois-je comprendre, monsieur, dit Francis, que vous avez la folle pensée!...

— De nous défendre, oui, monsieur! La lutte est inégale, nous le savons; mais aussi des soldats privés de leurs chefs font de triste besogne. — En parlant ainsi, Fleur-de-Lys, mit posément son épée nue sous son bras gauche, et tira de son sein un pistolet qu'il arma. Ses trois compagnons l'imitèrent aussitôt. A ce mouvement menaçant, Mlle de Kergant et la fille du garde-chasse tombèrent à genoux près du fauteuil où reposait Andrée toujours évanouie. Francis recula d'un pas, en saisissant un des pistolets qui étaient passés dans sa ceinture; un pli de sombre inquiétude contracta son front, et il jeta un regard furtif sur Hervé : mais celui-ci, adossé au mur, les bras croisés sur la poitrine, conservait son attitude calme et comme indifférente.

Cependant les grenadiers, qui étaient dans la salle voisine, attirés par le bruit de l'acier, avaient de nouveau encombré la porte.

— Rangez-vous, mon lieutenant, cria un des soldats, vous nous empêcherez de tirer.

— Messieurs, reprit Francis d'une voix altérée, je vous conjure encore une fois, si vous avez quelque humanité, quelque sentiment de pitié pour ces femmes infortunées!...

— George, interrompit Fleur-de-Lys avec une vivacité terrible, vous allez répondre à monsieur!— Puis, se postant brusquement lui-même en face de Hervé : — Commandant Pelven! poursuivit-il, gardez-vous, au nom de Dieu!

Hervé secoua lentement la tête, et ne bougea point. Fleur-de-Lys s'écarta de quelques pas; un étrange sourire retroussa ses lèvres, laissant voir ses dents blanches et fines, et prêtant à sa physionomie une expression presque féroce : il leva son pistolet avec décision; mais tout à coup sa main s'abaissa comme frappée d'inertie, et laissa tomber l'arme sur le parquet. Un bruit inexplicable à cette heure mortelle, le bruit d'un éclat de rire sonore et prolongé, avait au même instant suspendu toutes les menaces et glacé tous les cœurs.

— C'est ma sœur! dit à demi-voix M. de Kergant au milieu du silence profond qui avait remplacé le tumulte des apprêts du combat. — Tous les yeux suivirent avec anxiété la direction qu'indiquait la

main tremblante du vieillard : la chanoinesse, debout dans l'embrasure de la fenêtre qu'on avait ouverte pour porter secours à Andrée, semblait regarder fixement au dehors; elle continuait de rire, mais par intervalles son rire se brisait en sanglots. Soudain elle se retourna vers les assistans, et faisant quelques pas au-devant de son frère, d'une démarche saccadée : — Pourquoi ne riez-vous pas? dit-elle. Vous êtes singuliers. N'avez-vous jamais vu une noce?... Dès que les violons seront venus, nous danserons... ils ne tarderont pas... car le fiancé vient de partir; il n'y a pas loin, et il est jeune... Ces messieurs sont invités sans doute?... Des parens, j'imagine... nos parentés de Bretagne sont longues... je le dirai au roi... Jean, donnez des siéges... Messieurs, je n'ai pas voulu vous offenser..... La belle nuit..... il me semble que dehors on serait mieux pour danser... et puis l'air manque ici... l'air... oui... je ne sais pas... qu'est-ce que c'est! mon Dieu!... — La voix de la vieille dame s'éteignit dans un râle effrayant; sa tête se renversa en arrière; elle poussa un cri aigu, et tomba toute raide dans les bras de son frère.

Comme paralysés par l'impression de cette scène cruelle, républicains et royalistes en suivaient tous les détails d'un œil de pitié, oubliant leur querelle et leurs dangers. L'énergique figure de George lui-même portait les marques de l'irrésolution et de l'abattement. Fleur-de-Lys échangea avec le rude partisan quelques paroles rapides; puis, haussant les épaules d'un air de résignation, il s'avança vers Francis : — Voici mes armes, monsieur, lui dit-il. C'est assez d'affliction pour une nuit. Nous sommes prêts à vous suivre. M. de Kergant ne me démentira pas, j'en suis certain. — Le marquis, détournant un peu la tête, fit un signe d'approbation. Francis exprima avec politesse le chagrin qu'il éprouvait d'avoir été l'occasion d'un malheur de famille : c'était un véritable désespoir pour lui de l'accroître encore en arrachant M. de Kergant à des soins si légitimes; mais il ne pouvait différer son départ d'un seul instant sans oublier son devoir. Il annonça en même temps que Fleur-de-Lys, George et le marquis seraient seuls contraints de l'accompagner, que les autres habitans du château auraient la liberté d'y demeurer, mais qu'ils y seraient prisonniers pendant quelques heures, car il ferait rompre les ponts des fossés après la sortie du détachement, pour empêcher qu'on ne répandît l'alarme dans le pays. Le jeune lieutenant ordonna dès ce moment aux soldats d'abattre le pont du jardin.

Durant ces explications, la chanoinesse était revenue à la vie; mais ses réponses bizarres et sans suite aux questions inquiètes de son frère témoignaient que le désordre de son cerveau se prolongeait. La tranquillité même de sa démence pouvait faire appréhender qu'elle ne fût

durable. Dans une autre partie du salon, Andrée était suspendue au cou de Hervé, et, la tête appuyée sur la poitrine du jeune homme, elle donnait un libre cours à sa douleur silencieuse.

S'apercevant que Fleur-de-Lys et George étaient déjà dans la pièce voisine, M. de Kergant se tourna avec précipitation vers Francis : — Me sera-t-il permis de voir ma famille, monsieur? dit-il.

— Je n'en doute pas, monsieur.

— Eh bien! donc, reprit le marquis, point d'adieux. — Et il sortit à la hâte du salon. Pelven, sans prononcer un seul mot, avait soulevé Andrée dans ses bras et l'avait couchée sur le canapé près duquel se tenait Bellah. Avant de sortir, il attacha son regard sur M^lle^ de Kergant en lui montrant le corps brisé de sa jeune sœur; puis il alla rejoindre Francis, qui avait rassemblé tous ses hommes dans le vestibule.

Kado ne voulut pas abandonner son maître et suivit le détachement hors du château avec les trois autres prisonniers. Pendant que les soldats jetaient dans les fossés les planches dont le pont était formé, Francis demanda à Fleur-de-Lys de lui donner sa parole qu'il ne tenterait pas de fuir. Fleur-de-Lys lui répliqua en riant qu'il la lui donnait au contraire de faire tout ce qu'il pourrait pour cela.

— Tant pis, monsieur, reprit Francis; vous me forcez à une surveillance impitoyable. La double haie des grenadiers se referma aussitôt sur les captifs, et, pour surcroît de précaution, chacun d'eux fut placé sous la garde spéciale d'un soldat qui reçut les ordres les plus rigoureux. Après ces dispositions, le signal du départ fut donné, et la colonne entra dans l'avenue.

Le lieutenant Francis, un peu glorieux dans son cœur du succès de son expédition et soulagé de la plus grande part des inquiétudes qu'elle lui avait causées, ouvrait la marche d'un pas allègre, respirant avec sérénité l'air frais de la nuit et fouettant les buissons de son sabre. Hervé, enveloppé dans son manteau, s'avançait à ses côtés d'une allure plus réfléchie. Au bout d'une demi-heure, on arriva au bord d'une rivière qui coulait de l'ouest à l'est, sur la gauche du chemin que suivait le détachement. — Si je ne m'abuse, commandant, dit Francis, rompant un silence qui lui pesait, cette rivière est celle qui traverse le gros bourg où sont logés nos bataillons d'avant-garde. Vous devez connaître tout ce pays sur le bout de votre doigt? — Hervé lui répondit qu'il ne se trompait pas, que la route qui côtoyait la rivière les menait directement à la petite ville où il avait passé lui-même le matin, et qu'effectivement les souvenirs de son enfance lui rendaient présens les moindres détails de cette contrée. — Mais, dit Francis, il me semble que vous pourriez reprendre le commandement à présent?

— Non, en vérité, mon cher Francis, vous vous en acquittez trop

bien. Vous avez conduit toute cette affaire de la façon la plus honorable.

— Mon Dieu! commandant, le hasard m'a servi beaucoup plus..... beaucoup plus que.... Enfin, Dieu merci! tout est terminé aussi heureusement que possible.

— Je le souhaite, dit Pelven.

— Comment! avez-vous remarqué quelque chose de suspect?

— Que pensez-vous, Francis, de la folie subite de la vieille dame?

— Elle était jouée, vous croyez? s'écria Francis.

— Peut-être était-elle jouée à moitié et à moitié réelle : les femmes ont ce don singulier; mais, jusqu'à ce que nous soyons arrivés, je craindrai que cette crise n'ait servi de prétexte à quelque avis mystérieux.....

Hervé s'interrompit en voyant tout à coup passer sur les feuilles des arbres qui avoisinaient la route une lueur faible et fugitive.

— Qu'est-ce là? dit Francis en se rapprochant des soldats.

— Rien, mon lieutenant, répondit Bruidoux; les prisonniers qui allument leurs pipes.

Francis reconnut en effet que cette interruption n'avait pas eu de cause plus sérieuse : George et Kado, toujours enfermés dans les rangs de l'escorte, se donnaient l'innocente distraction de fumer. Dans l'épaisseur des ténèbres, les deux petits fourneaux incandescens répandaient sur le groupe des captifs une lumière intermittente.

Le jeune lieutenant rejoignit Pelven. Le chemin que la colonne gravissait péniblement depuis quelques minutes tournait, en montant, au pied d'un amphithéâtre de collines chargées d'arbres et de genêts; à gauche, il était coupé par les bords de plus en plus escarpés de la rivière. — Je suis fâché, reprit Francis en jetant autour de lui un regard inquiet, de n'avoir pas suivi l'autre rive, comme en venant, quitte à allonger le voyage. Ce défilé prend un air de coupe-gorge. Cette montagne, à droite, est sombre comme l'enfer. Et puis, je ne sais si les oreilles me tintent, si c'est le bruit de la rivière ou le souffle du vent; mais n'entendez-vous pas une espèce d'agitation?...

— Défendez aux prisonniers de fumer, dit vivement Hervé.

Francis se retourna pour donner cet ordre; mais, avant qu'il eût fait un pas, une triple détonation illumina d'un éclair subit les collines et la route : en même temps, une immense clameur s'élevait des hauteurs qui dominaient le défilé. Trois des hommes qui gardaient les captifs étaient tombés; George étendit le quatrième à terre d'un coup de poing, et se précipita, la tête basse comme un taureau furieux, du côté de la colline, rompant la haie des grenadiers et ouvrant le passage à ses compagnons, qui disparurent à sa suite dans l'obscurité du

taillis. Une nouvelle tempête de cris retentit, puis s'éteignit aussitôt. Quelques coups de feu tirés au hasard par les républicains n'avaient eu aucun résultat.

Le théâtre de cette attaque imprévue avait été choisi avec un sûr discernement. C'était le point le plus élevé du défilé : en avant, à quelque distance, la voie était fermée par une masse noire et mouvante qui était descendue du coteau comme un torrent; en même temps le sourd murmure qui venait des collines, pareil au bruit d'une mer houleuse, annonçait qu'elles continuaient d'être occupées par des forces considérables. Les républicains se voyaient perdus, s'ils faisaient un seul pas en arrière, sous la menace de cette double ligne ennemie. La première pensée de Hervé fut de marcher en avant et de forcer à la baïonnette la barrière vivante qui coupait le passage; mais il réfléchit qu'avant d'avoir pu la joindre, il aurait perdu les deux tiers de ses hommes sous le feu plongeant des collines, et l'ordre ne fut point donné.

Du côté opposé aux bois, la route s'élargissait en demi-cercle, formant une sorte de promontoire étroit sur une falaise de rochers dont le talus à pic allait plonger dans la rivière à une trentaine de pieds plus bas. Sur ce petit cap, quelques arbres touffus et un fouillis de buissons épineux ajoutaient leurs ombres à celles de la nuit. C'était à l'abri de ces ténèbres impénétrables que les grenadiers s'étaient réfugiés en désordre dans le premier moment de leur surprise. Adossés à l'abîme et parqués dans ce petit espace, vis-à-vis de l'ennemi invisible, ils attendaient en silence.

— Lieutenant Francis, dit Hervé assez haut pour être entendu des soldats, je reprends le commandement.

— Bon! murmura Bruidoux. Je m'en réjouis. Ce n'est pas pour faire affront au lieutenant, qui est un fameux bout d'homme; mais ici, mille z'yeux, il faut un homme tout entier, ou jamais.

Hervé ordonna aux soldats de se placer sur trois rangs, faisant face au coteau; puis, s'approchant du bord extrême de la falaise, et se penchant sur le gouffre au fond duquel bouillonnait la rivière, il parut examiner avec une attention extraordinaire la pente raide du talus. Il revint ensuite se poster à côté de Francis, sur le flanc du détachement.

— Noyés ou fusillés, n'est-ce pas? demanda laconiquement Francis.

— Silence! écoutez, dit Hervé. — La voix vibrante de Fleur-de-Lys venait de s'élever du milieu du taillis. — Commandant Pelven, dit-il, vous m'entendez, n'est-il pas vrai?

— Oui, monsieur, répondit Hervé en s'avançant à découvert dans le chemin, devant le front de son peloton.

— Vous êtes enveloppés, monsieur, reprit Fleur-de-Lys. Avec les forces dont je dispose, je puis vous détruire jusqu'au dernier sans qu'une seule goutte de sang coule de notre côté. Je le ferai certainement si vous m'y contraignez. Nous connaissons votre bravoure et votre attachement au devoir; mais le devoir s'arrête à l'impossible. Rendez-vous prisonniers.

— Dans la position particulière où je suis, monsieur, répliqua Hervé, je ne puis vous répondre qu'après avoir pris l'avis de mon lieutenant : m'en laissez-vous le loisir?

— Faites, monsieur, dit Fleur-de-Lys. Rien ne nous presse.

Hervé se rapprocha du jeune lieutenant, et, l'emmenant à la hâte sur le bord de l'escarpement : — Écoutez-moi bien, dit-il au milieu de l'attention religieuse des soldats : il faut rendre à ces gens-là leur plaisanterie des lavandières; il ne s'agit que de faire, pour sauver notre honneur et notre vie, ce que j'ai fait vingt fois en ce lieu même par pure bravade de jeunesse. Grace à la nuit et à ces arbres, tous nos mouvemens sur ce coin de terrain sont perdus pour l'ennemi. Vous voyez cet angle rentrant dans les rochers; jusqu'aux deux tiers du talus, ce n'est qu'un escalier un peu malaisé avec une rampe de racines; arrivé là, vous ne trouverez plus qu'une surface perpendiculaire unie comme une table; laissez-vous glisser hardiment; vous tomberez sur une étroite langue de sable au pied de la falaise : entrez dans la rivière vis-à-vis du rocher vertical, et traversez-la : il y a un gué; vous n'aurez de l'eau qu'à mi-jambes, — ou à la ceinture, si la rivière est haute. Que chacun garde son rang jusqu'à ce que son tour vienne. Le sergent veillera à ce qu'aucun homme ne commence à descendre avant que le précédent soit hors de vue. Moi, je parlementerai le plus qu'il sera possible pour gagner du temps. Allons, mes enfans, du sang-froid. Le lieutenant va vous montrer le chemin. Tenez-vous aux racines, Francis.

Francis voulut répliquer. Hervé lui ordonna sèchement d'obéir. L'instant d'après, le jeune garçon avait disparu sur le versant du précipice. Un des soldats le suivit aussitôt. Cette étrange opération et cette perspective soudaine de salut avaient réveillé la gaieté parmi les grenadiers. Bruidoux, agenouillé sur la corniche du rocher, accompagnait chaque départ d'un mot d'adieu burlesque : — Bon voyage! bien des choses chez toi, mon petit!... Rappelle-moi à son souvenir, mon enfant!... Ne flâne pas en route, toi!... Prends garde de te crotter, citoyen!... Écris-nous, hein, Colibri?

Quoique ce plan singulier, pour être expliqué et pour recevoir un commencement d'exécution, n'eût demandé que peu d'instans, Hervé craignit de provoquer la méfiance par un plus long délai; il recom-

manda à Bruidoux de l'avertir quand le premier rang resterait seul sur l'esplanade; puis il retourna se poster au milieu du chemin.

— Monsieur, dit-il en haussant la voix, voici ce que je puis vous proposer; je me rendrai à merci, et mon lieutenant avec ses soldats rejoindra son corps sans être inquiété.

— Cela n'est pas sérieux, commandant, dit Fleur-de-Lys. Quand le tout est dans nos mains, nous ne pouvons nous contenter d'une partie, si importante, si précieuse qu'elle puisse être.

— Je vous remercie, monsieur, dit Hervé, qui ne demandait pas mieux que de prolonger les cérémonies, je vous remercie pour mon compte personnel; mais, si vous montrez trop d'exigence, vous n'aurez pas aussi bon marché de nous que vous semblez le croire. Il n'est pas sage de réduire un ennemi au désespoir, si faible qu'il soit.

— Je vous répète, monsieur, répliqua Fleur-de-Lys d'une voix plus brève et plus menaçante, que cela n'est pas sérieux. N'avez-vous rien de plus à dire?

— Quelles conditions nous assurez-vous, si nous nous rendons?

— La vie, pourvu que vous vous engagiez à servir sous les drapeaux du roi.

— C'est du propre, ton roi, murmura Bruidoux qui venait de toucher le bras de Hervé. Mon commandant, ajouta-t-il, il n'y a plus que le premier rang.

— Qu'on s'apprête à répondre à leur feu, dit Hervé. Et, se retirant de quelques pas : — Monsieur Fleur-de-Lys, reprit-il, cela est déshonorant, nous refusons.

— Eh! les gars! cria aussitôt Fleur-de-Lys d'une voix tonnante, feu sur l'esplanade!

La colline s'éclaira d'une ceinture de flamme, et une explosion formidable alla frapper l'écho des vallées. A la lueur rapide de cette décharge, les chouans aperçurent la première ligne des républicains l'arme au bras, et ils ne purent soupçonner la disparition des autres. Pelven avait prévu cette chance terrible; mais, comptant sur l'incertitude du tir dans l'obscurité et sur l'éparpillement des soldats derrière les arbres, il avait préféré courir ce risque que de laisser deviner trop tôt à l'ennemi le secret de l'évasion. Trois grenadiers seulement étaient tombés.

— Feu! mes enfans, dit Hervé, et sauvez-vous. — Le peloton républicain riposta et gagna ensuite le revers de la falaise avec une vivacité facile à concevoir. Bruidoux s'obstinait à ne pas quitter le commandant; mais il reçut l'ordre impérieux de suivre ses camarades.

Hervé, demeuré seul au milieu d'une fumée qui épaississait encore les ténèbres, se retourna vers le coteau et éleva la voix : — Messieurs

les royalistes, dit-il, mon lieutenant et moi, nous nous rendrons sans condition...

— Criez vive le roi! répondit Fleur-de-Lys; criez, je vous en prie, car vous êtes un brave, après tout.

Hervé jeta un rapide regard derrière lui; croyant voir encore deux ou trois ombres debout sur le bord du rocher, l'intrépide jeune homme fit de nouveau face à l'ennemi, et essaya de parler encore : — Pour sauver le reste de mes hommes, dit-il...

— Criez vive le roi! répéta Fleur-de-Lys. Non! eh bien! feu! — Une nouvelle détonation retentit. Pelven entendit siffler autour de lui l'ouragan sinistre; mais les balles respectèrent ce sein généreux. Cependant l'éclair avait passé sur l'esplanade vide : — Qu'est-ce là! dit Fleur-de-Lys avec éclat. Par tous les saints! ils nous échappent!

— Oui, monsieur, et vive la république! dit Pelven en agitant son épée dans l'exaltation du danger et du triomphe, et il s'élança sur la pente de l'abîme qui avait englouti tous ses compagnons. Avant qu'il fût au bas des rochers, des coups de feu éclatèrent au-dessus de sa tête, et des éclaboussures de pierre jaillirent autour de lui; mais il tomba sain et sauf sur la lisière sablonneuse qui bordait la rivière. Quelques minutes plus tard, une acclamation bruyante et joyeuse, partant de la berge opposée, annonça aux chouans, qui couronnaient alors la crête de la falaise, que le commandant Hervé était en sûreté au milieu des siens.

Avant même que Pelven eût mis le pied sur le rivage, Francis s'était jeté à son cou; les deux jeunes gens s'embrassèrent avec effusion. Après un moment d'attente, la petite troupe républicaine fut assurée que les blancs, effrayés de la difficulté du passage, renonçaient à la poursuite, et elle s'éloigna d'un pas rapide à travers la campagne.

Octave Feuillet.

*(La quatrième partie au prochain n°.)*

# LES QUAKERS.

## GEORGE FOX ET LES PREMIERS PROPHÈTES.

I. *A Popular Life of George Fox* (*Biographie populaire de George Fox*), par Josiah Marsh; 1 vol. in-8o, London, C. Gilpin.
II. *A History of the Society of Friends* (*Histoire de la Société des Amis*), par W. R. Wagstaff; 1 vol. London, Wiley and Putnam.
III. *Observations on the distinguishing Views and Practices of the Society of Friends* (*Observations sur les Doctrines et Usages particuliers de la Société des Amis*), par J.-J. Gurney; 1 vol. Norwich, Josiah Fletcher.
IV. *A Memoir of the Life of Elisabeth Fry* (*Mémoires d'Élisabeth Fry*); 2 vol. in-8o, London, C. Gilpin.
V. *Life of William Allen* (*Vie de W. Allen*), 3 vol. London, C. Gilpin.

La mort a récemment enlevé deux bienfaiteurs de l'humanité, tous deux membres de la *Société des Amis*, et leurs mémoires, livrés à la publicité, sont comme un appel interjeté devant notre époque pour réclamer la réparation d'une longue injustice. Pendant long-temps, catholiques, anglicans et calvinistes s'étaient accordés à représenter la secte des quakers « comme une mauvaise herbe engendrée par le mépris et la négation de la raison humaine. » La logique s'était prononcée (1); elle avait déclaré que leurs principes ne pouvaient engendrer que fanatisme ou inertie. A l'heure qu'il est, deux siècles ont passé sur

(1) Je ne fais pas d'exception pour Voltaire, Raynal et autres encyclopédistes. Leur admiration tant soit peu railleuse pour les quakers n'était qu'une manière indirecte de faire l'apologie du déisme, et de dénigrer les croyances, les sacremens et les raffinemens de civilisation rejetés par les coreligionnaires de Guillaume Penn.

la Société des Amis; nous sommes à même de la juger d'après ses œuvres, et il se trouve que ces hommes, dont les principes ne pouvaient engendrer que fanatisme ou inertie, ont été dans leur vie privée des commerçans actifs et honnêtes, dans leur vie publique des promoteurs dévoués de toutes les idées de paix et de charité; il se trouve qu'entre toutes les communions religieuses de l'Europe, celle des quakers a été la première à reconnaître comme vraies toutes les églises chrétiennes; et si leur philanthropie n'a pas été exempte d'illusions, au moins n'a-t-elle jamais cessé de regarder du bon côté, en prêchant le respect de la loi et en cherchant un remède pratique aux souffrances du pauvre, non dans les révolutions et l'intervention de l'état, mais dans les institutions de prévoyance, la moralisation et l'éducation des classes indigentes.

Devant des prévisions aussi énergiquement démenties par les faits, il y a lieu, ce me semble, d'ouvrir une nouvelle enquête; jetons donc un regard sur l'origine et les dogmes de cette société si longtemps méprisée. Pour les retrouver, il nous faudra marcher dans la poussière du passé, réveiller des questions théologiques bien oubliées maintenant: que cela ne nous effraie point. Si, dans les doctrines qui ont remué l'Europe pendant plus de deux siècles, on veut voir seulement ce qu'elles affirmaient, les définitions qu'elles donnaient de Dieu et du devoir, elles peuvent apparaître à juste titre comme des subtilités surannées. Si, au contraire, on envisage en elles ce qu'elles exprimaient, — les conceptions, les caractères, les tendances dont elles n'étaient que des manifestations, — tout change soudain, et on s'aperçoit qu'elles sont encore toutes vivantes. Entre ces systèmes théologiques et nos systèmes politiques, on découvre d'intimes relations. Le but des spéculateurs a changé; mais on reconnaît vite que, si nos penseurs donnent telle ou telle solution au *problème social*, c'est uniquement parce qu'ils ont telle ou telle manière de concevoir l'homme, telle ou telle *théorie*, dont quelque vieille opinion religieuse était simplement aussi la conséquence et l'application dans un autre sens. Bien plus, les troubles au milieu desquels le quakérisme a pris naissance ne font pas seulement passer sous nos yeux des pensées sœurs de nos pensées; ils nous présentent, sur un autre terrain, la lutte des forces vives qui se disputent à cette heure le gouvernement de la société. Tous les combattans de la France actuelle sont là, avec leurs projets et leurs illusions; ils y sont avec le jugement de Dieu écrit sur leur front. On peut comparer la moisson sur laquelle ils avaient compté et la moisson que la force des choses a fait sortir de leurs semailles. La révolution d'Angleterre a consulté l'oracle pour l'instruction de tous, et je ne sache pas une autre page de l'histoire où il y ait autant d'indications à recueillir sur ce que nous pouvons attendre de nos réformateurs.

## I. — GEORGE FOX.

Certes, c'était un triste spectacle que celui de la société anglaise au commencement du XVIIe siècle. On a accusé les Stuarts d'avoir été la cause de la révolution. Ils en furent sans doute l'occasion, mais était-il en leur pouvoir de conjurer l'orage? Cela est fort douteux, car l'esprit de système était alors déchaîné au milieu d'un amas de convictions divergentes. Si les partis n'étaient point encore aigris comme ils le furent plus tard, ils n'en formaient pas moins des sectes dogmatiques aveuglément résolues à attaquer quand même tout ce qui ne découlait pas de leurs principes; et, comme ils partaient tous de principes opposés, ils ne pouvaient manquer tôt ou tard de se heurter. La confusion datait de loin, et tout semblait s'être réuni pour la rendre irrémédiable. Un beau jour, Henri VIII, tout en se piquant d'orthodoxie, avait défendu à toutes les consciences de son royaume de reconnaître la suprématie du pape, et le statut 32 de son règne avait décidé que « tout ce que sa majesté ordonnerait en matière de religion serait obligatoire pour tous ses sujets. » Après Henri VIII, qui avait ordonné à l'Angleterre de rester à demi catholique, Édouard VI était venu lui enjoindre de se faire calviniste; puis Marie l'avait sommée de redevenir catholique, et Élisabeth lui avait commandé de reprendre les croyances protestantes d'Édouard. A leur tour, les Stuarts ne se firent pas faute d'user des mêmes priviléges. Par des amendes, des emprisonnemens et des décrets, ils essayèrent successivement de faire prévaloir une foi et une discipline plus ou moins arminiennes, plus ou moins favorables à la hiérarchie épiscopale. En réalité, depuis Henri VIII jusqu'à l'ouverture du long-parlement, le pays avait donc traversé sept ou huit révolutions religieuses, et il en était résulté ce qui résulte en politique des procédés de pareille nature. En appelant sans cesse l'attention générale sur les mêmes questions, ces violentes secousses avaient changé toutes les têtes en autant d'alambics constamment occupés à élaborer des vérités incontestables. On ne saurait mieux se faire une idée des exaltations de l'époque qu'en se rappelant l'état moral de la France après février, alors que de la Manche à la Méditerranée il n'y avait pas un homme, avocat, tailleur ou cuisinier, qui n'employât toutes ses heures à sauver l'humanité, pas un qui n'eût sa façon à lui de comprendre les droits immuables, les principes éternels et tout ce qui s'ensuit. En Angleterre seulement, c'était le problème religieux que les oracles travaillaient à résoudre, et la liberté de la chaire remplaçait alors nos clubs et nos journaux. Du reste, chacune des sectes rivales croyait, comme chez nous, que son système était de droit divin et que son devoir était de subjuguer tous les autres. Bref, c'était le chaos, et le chaos sans une lueur d'espérance. S'il était évi-

dent (s'il l'eût été du moins pour quiconque eût su voir) que les diverses méthodes employées jusque-là pour établir l'ordre n'avaient plus cette fois la puissance de triompher des dissensions, il ne l'était pas moins que les sages du jour n'avaient encore imaginé aucun nouveau talisman pour construire une société. « J'entends, avait dit Jacques Ier, qu'il n'y ait qu'une seule doctrine, une seule discipline, une seule religion comme substance et comme forme. » Son successeur n'avait pas eu d'autre politique, et, quand une révolution eut répondu à ses prétentions, le parlement ne sut que l'imiter, décréter, comme lui, une orthodoxie, en substituant l'absolutisme d'une convention à celui d'un roi.

Dès ses premières séances (1er décembre 1641), le parlement déclarait « qu'il n'entendait pas permettre aux individus et aux congrégations particulières d'adopter telle forme de culte qui pourrait leur plaire, » et un de ses derniers actes, en 1648, fut de voter une longue liste d'hérésies et d'erreurs, qu'il était défendu de professer, les premières sous peine de mort, les secondes sous peine d'emprisonnement jusqu'à rétractation. Cette liste embrassait à peu près toutes les opinions des sectes opposées au calvinisme. Quant aux presbytériens, aux Écossais surtout, leur intolérance furibonde est proverbiale. De fait, dans la lutte engagée, il ne s'était pas agi un seul instant de liberté jusqu'au coup d'état de Cromwell. Le parti royaliste prétendait que c'était à la couronne et aux évêques qu'appartenait exclusivement le droit de déterminer ce que tous devaient être tenus de croire et pratiquer; les presbytériens réclamaient précisément le même droit pour leurs synodes, et le parlement, de son côté, le disputait au presbytériat et à la royauté pour se le réserver à lui seul. Tous d'ailleurs étaient d'accord pour proclamer que la première nécessité était de punir sans pitié les hérésies; tous croyaient, comme nos communistes le croient encore, que l'art d'organiser une nation était simplement l'art d'organiser l'absolutisme d'une doctrine, d'un système unique. La sagesse du passé n'était pas allée plus loin. Une autorité pour formuler des principes généraux, la théorie abstraite du légitime et de l'illégitime, une force publique pour l'imposer à tous dans toutes ses conséquences, tel était le seul moyen qui eût encore été mis en usage pour associer entre eux des hommes. L'empire universel des Romains, la monarchie absolue, les monastères, le catholicisme papal, la religion du renoncement, n'étaient qu'autant de variations d'un même type, autant de combinaisons destinées à empêcher les individus de s'entre-choquer en les empêchant de différer d'opinions et de se diriger eux-mêmes. On avait rêvé autre chose; on n'avait rien pu faire de mieux, sans doute parce que les hommes n'étaient point encore en état de différer d'opinions sans se mépriser et s'attaquer l'un l'autre.

Une nouvelle ère cependant allait s'ouvrir. Ce qui avait été possible jusque-là ne l'était plus. Face à face s'étaient rencontrées des personnalités trop tenaces et trop tranchées pour pouvoir accepter en commun une même manière de voir. Le jour où elles se heurtèrent eût pu être le commencement de la décadence de l'Angleterre; il l'eût été, si les convictions incapables de se convertir l'une l'autre fussent restées incapables de vivre côte à côte sans renoncer à s'assaillir; ce jour de décadence ne se leva point pour la Grande-Bretagne. Chose remarquable! c'était au sein de la race la plus impérieuse, mais en même temps la mieux douée de l'instinct d'observation, que devait naître l'idée appelée, je l'espère, à écraser la tête du serpent. Bien entendu que je ne parle pas de la théorie des droits de l'homme, de l'idée que chacun est libre de penser et de faire ce qu'il veut. Ce dogme-là n'avait pas besoin d'être inventé, et ce n'est pas lui assurément qui est le père de la liberté. Toutes les déclarations, réclamations et tentatives qui n'ont pour base que *le droit, la justice, ce qui doit être,* ne fonderont jamais rien, tant que le désir ne sera pas la puissance d'obtenir. Ce qui enfante un progrès, c'est ce qui le rend possible; ce qui donne aux hommes la liberté des cultes religieux ou politiques, c'est ce qui les rend aptes à ne point menacer l'indépendance d'autrui; c'est la sagesse qui comprend que le premier des devoirs est de ne point combattre l'erreur, de ne point descendre dans l'arène pour obliger l'univers à se faire calviniste ou à vivre sous le régime de la communauté. Or, ce devoir, nul, avant le XVII[e] siècle, ne l'avait seulement entrevu, pas plus Luther que Calvin. Eux aussi se proposaient encore de convertir toute l'humanité à la vérité, c'est-à-dire à un même système, alors qu'ils annonçaient comme la règle souveraine des actes et des croyances, l'un la foi qui vient de la grace, l'autre le texte de la Bible. Ainsi que nos radicaux, s'ils demandaient la liberté, c'était simplement parce qu'ils prenaient leurs conceptions pour la vérité éternelle et incontestable et parce qu'ils avaient la ferme conviction que les hommes, une fois émancipés de la dictature de Rome, ne pourraient manquer d'adopter unanimement leur doctrine. Avant de comprendre qu'il était sage et nécessaire de respecter les convictions individuelles, justes ou erronées, il fallait que les intelligences eussent d'abord bien compris qu'il était impossible, même aux *principes incontestables*, de plier de force tous les esprits sous le joug d'une même théorie. Dieu sait que les diverses sectes de l'Angleterre ne se résignèrent pas sans de longues hésitations à reconnaître une pareille monstruosité. Les raisons ne leur manquèrent pas pour expliquer comment telle ou telle confession de foi n'avait pu réussir à conquérir toute la nation. Évidemment cela prouvait uniquement que cette confession n'était pas la vérité, dont le caractère est l'évidence, et chacune des autres théologies ne s'en croyait

pas moins parfaitement de force à accomplir elle-même la grande œuvre, absolument comme le fouriérisme, le communisme et le radicalisme se font forts chez nous de convaincre toute la France de leur excellence, pour peu qu'on leur permette de la contraindre d'abord à subir leur empire.

A la fin, cependant, il se rencontra des penseurs assez audacieux pour admettre ce qui résultait des faits plutôt que ce qui résultait de leurs systèmes. Roger Williams fut un des plus prompts à profiter des révélations de l'expérience. Puritain lui-même et victime de l'intolérance, il osa, dès 1630, soutenir, au nom de la sainteté de la conscience, que le magistrat civil avait mission de réprimer le crime, mais que ni lui ni personne n'était jamais autorisé à contrôler les croyances. Exilé du Massachusets pour avoir avancé des opinions si malsonnantes, il alla fonder dans le Rhode-Island la première société qui ait reconnu la liberté de conscience à une époque de foi, la première association qui n'ait point exigé que ses membres acceptassent tous une même loi. En 1645, un pamphlet, écrit en réponse aux ministres puritains de Londres, reprenait la thèse de Roger Williams à un point de vue plus pratique et plus utilitaire. Il s'appliquait à montrer que l'état ne devait point avoir de principes, et que le secret d'établir l'harmonie était de laisser chacun disposer de ses convictions en chargeant uniquement le pouvoir civil de veiller à ce que les diverses convictions ne se tyrannisassent point entre elles. Parmi les sectes dont l'influence était alors prépondérante, il en existait même une qui avait à peu près inscrit ces dogmes en tête de son *credo*. Cette secte, c'était celle à laquelle appartenait Olivier Cromwell. Issus des brownistes, que les persécutions avaient forcés à se réfugier en Hollande, les indépendans voulaient que chaque congrégation ne relevât que d'elle seule, et formât ainsi une église à part avec pleine liberté de choisir et de renvoyer ses ministres ou ses diacres, en un mot de s'administrer elle-même sans que ni le pouvoir civil, ni aucun synode eût autorité pour la régenter. Réclamer un semblable gouvernement ecclésiastique, c'était assurément émanciper les congrégations et établir le régime de la liberté dans la discipline. Toutefois les indépendans n'avaient attaqué, si je puis ainsi parler, que les branches du principe de toute tyrannie. Pour sa racine, ils n'y avaient point touché. A tout prendre, ils étaient encore des dogmatiques; à leurs yeux, leur *système* était le meilleur, parce qu'il était *de droit divin*, parce qu'il était conforme aux prescriptions de la Bible. Comme les presbytériens, d'ailleurs, ils croyaient fermement que la vérité est une, que le devoir est de se guider quand même d'après les Écritures sans s'inquiéter des résultats, et pratiquement leur doctrine revenait à dire aux hommes : Regardez tous ceux qui pensent autrement que vous comme des ennemis de

Dieu; seulement ne leur faites pas violence, laissez-les prêcher en paix Satan. Restait à savoir si les croyans pourraient contenir leur indignation. Malgré leur profession de foi, les indépendans eux-mêmes ne furent pas toujours capables d'un tel héroïsme. Ils votèrent en Angleterre pour une tolérance limitée dont les bénéfices ne s'étendraient pas aux papistes, et en Amérique ils punirent même de mort les opinions contraires à ce qu'ils nommaient les dogmes fondamentaux du christianisme.

Une secte nouvelle, fondée par un simple berger, était destinée à faire un pas de plus et à saper les bases mêmes de tout dogmatisme.

George Fox, le fondateur de la Société des Amis, était né, en 1624, à Drayton, dans le comté de Lancastre. Lui-même nous a laissé un récit de sa vie (*Fox's Journal*), dont sir James Mackintosh a parlé comme d'une « œuvre des plus extraordinaires et des plus instructives, que nul lecteur compétent ne peut parcourir sans admirer et révérer la vertu de son auteur. » Peut-être l'admiration du docte historien s'est-elle laissé entraîner bien loin par le souvenir des injustes dénigremens du XVIIIe siècle. En tout cas, la naïve biographie de Fox est certainement un livre plein d'intérêt. Malgré l'ignorance de l'apôtre quaker, les angoisses et les épreuves dont il est sorti avec la conviction qu'il avait reçu une mission divine offrent plus d'un point de ressemblance avec celles qu'ont traversées saint Augustin, Luther et saint François d'Assise.

Fils d'un tisserand, et n'ayant appris qu'à lire et à écrire, Fox avait fait preuve, dès son plus bas âge, d'un tempérament grave, doux et mélancolique. Au lieu de jouer, son bonheur était de lire la Bible. Frappés de sa piété, ses parens avaient eu l'idée de le destiner à l'église; mais il se refusa à leurs désirs, et à douze ans il fut placé en apprentissage chez un cordonnier, qui faisait également le commerce des bestiaux. Déjà l'esprit volontaire de la jeunesse se tournait chez lui vers la dévotion. Les propos impies des autres apprentis lui étaient si pénibles à entendre, qu'il se réfugiait pour travailler dans quelque coin solitaire. Bientôt même il quitta l'établi, et prit soin comme berger des troupeaux de son maître. Sa nature inquiète toutefois ne lui permit pas de s'en tenir à cette nouvelle existence, et, ayant quelques ressources du côté de sa famille, il ne tarda pas à renoncer à toute profession. Un jour qu'il errait seul à travers champs (il avait alors dix-neuf ans), des pensées plus fortes que lui s'emparèrent de son esprit; il se prit à songer à l'aveuglement avec lequel les hommes s'abandonnaient à l'impiété, à la débauche, au mensonge, aux blasphèmes, à l'ivrognerie, et, dans sa douleur, il demanda à Dieu avec larmes et prières comment il était possible d'arracher les impies à leurs iniquités, comment surtout il devait faire, lui, jeune homme perdu au

milieu de ce monde pervers, pour échapper aux dangers qui l'enveloppaient. Alors il entendit une voix qui lui répondait : « Tu vois comment la jeunesse tombe dans les vanités : à mesure qu'elle croît en années, elle croît en mensonges et en légèretés; la vieillesse arrive, et, endurcie dans des habitudes de perversité, elle tombe dans la mort. En conséquence, il faut que tu t'éloignes de tous les hommes vieux et jeunes, et que tu sois pour eux comme un étranger. »

Fox quitta donc sa famille et ses amis pour errer de côté et d'autre comme une ame en peine. A partir de ce moment, il abandonna son ancien costume, et, pendant de longues années, on ne le vit plus que vêtu de cuir de la tête aux pieds. Tantôt renfermé dans sa chambre, tantôt passant des journées entières accroupi dans le creux d'un vieil arbre, toujours jeûnant, priant et méditant les Écritures, il fut assailli de tentations et de découragemens. Plusieurs fois, il vint demander conseil à des ministres dont il avait entendu vanter la science et la vertu. L'un d'eux lui recommanda de « prendre du tabac et de chanter des psaumes; » un autre lui prescrivit « des saignées et des purgations; » un troisième enfin le mit à la porte de chez lui. De tous, il s'éloigna avec un sentiment d'indignation, en s'apercevant qu'ils ne pratiquaient pas ce qu'ils professaient. Si grands étaient alors son abattement et son chagrin, nous apprend-il, qu'il formait souvent le souhait « de n'être jamais venu au monde ou d'être né aveugle pour ne pas voir la malice des hommes, sourd pour ne pas entendre leurs vaines paroles et leurs blasphèmes. »

Vers cette époque, il eut plusieurs révélations qui le frappèrent d'étonnement. Il lui *fut ouvert* que tous les chrétiens, protestans ou papistes, étaient des *croyans*, des *fils de Dieu*, qu'ils le devenaient du moins en passant de la mort à la vie, mais que la simple profession d'une croyance ne donnait pas la qualité de *croyant*. Il lui fut manifesté encore que l'éducation des universités n'était pas suffisante pour faire d'un homme un ministre de l'esprit, et que Dieu, qui avait créé l'univers, n'habitait pas dans les temples construits de main d'homme. Désormais Fox ne donna plus aux églises de pierre que le nom de *maisons à clocher*. Les tentations cependant ne cessaient de l'obséder. Effrayé et désolé de ne trouver d'appui nulle part, il fut enfin consolé par une voix qui disait dans son cœur : « Il y a quelqu'un qui peut te comprendre et t'aider, c'est Christ lui-même. » Soudain son ame tressaillit de joie. Il sentit « qu'il ne devait rien attendre des hommes, parce que toute sa confiance devait être dans le Seigneur, qui seul est capable de sauver. » Il sentit que « la mort, par Adam, s'était répandue sur toute la création, mais que par Christ, qui était mort pour tous, tous pouvaient être délivrés; que Christ apparaissait dans le cœur de tous, et qu'un discernement spirituel lui était donné à lui-même, par

lequel il voyait ce qui voilait son esprit et ce qui l'ouvrait, et comment tout ce qui ne pouvait se résigner à mourir sur la croix et à accepter la volonté de Dieu était de la chair. »

A peine âgé de vingt-deux ans (1646), Fox commença à prêcher le repentir et les bonnes œuvres; néanmoins il ne semble pas que sa vocation fût alors tout-à-fait arrêtée, et lui-même ne fait remonter qu'à l'année suivante le début de son apostolat. Ainsi que saint François d'Assise, ce fut durant une vision qu'il reçut la consécration de l'esprit. Pendant quatorze jours, il resta plongé dans une sorte de léthargie, et, tandis que son corps était comme mort, « son regard plongea dans ce qui était sans fin et dans des choses que la langue ne peut exprimer. » — « Je vis, ajoute-t-il, la grandeur, l'infinitude et l'amour de Dieu, qui ne sauraient être rendus par des mots, car j'avais traversé et franchi l'océan même de ténèbres et de mort, le pouvoir de Satan; oui, par l'éternelle et glorieuse puissance du Christ, un passage m'avait été ouvert à travers toutes ces ténèbres qui couvraient l'univers entier, et qui retenaient tout enchaîné et enfermé dans la mort... Alors pouvais-je dire que j'étais sorti de la Babylone et de l'Égypte spirituelles... et j'apercevais la moisson blanche, la semence de Dieu gisant à terre aussi épaisse que le fut jamais la semence du grain semé extérieurement, — et personne pour la recueillir, — et, à cause de cela, je me désolais avec larmes. »

Peu après, il se retira dans la vallée de Bevor, et là, « sans l'aide d'aucun homme et d'aucun livre, par les seules manifestations de la lumière, la mission qu'il avait à accomplir lui fut nettement indiquée... Tout ce qui m'avait été ouvert (écrit-il), je ne savais pas alors où le trouver dans les Écritures, quoique plus tard, en cherchant dans les Écritures, je l'y aie découvert; car j'avais vu par la lumière et l'esprit qui étaient avant que les Écritures fussent publiées, par cette même lumière et ce même esprit qui les avaient inspirées aux saints hommes de Dieu. » Ce qui lui avait été révélé, c'est que les psalmodies, les communions et les cérémonies étaient des formes sans puissance, des pratiques païennes; c'est que Dieu défendait à l'homme de jurer et de verser le sang, que les dîmes et les traitemens des professeurs qui vendaient l'Évangile à tant par an étaient des inventions de la cupidité et de l'orgueil, que les ergotages et les arguties des docteurs patentés n'étaient que vent et mensonge, et que la règle du chrétien, la puissance qui sauve et purifie, ne résidait point dans les vains systèmes des discoureurs ni dans le texte de la Bible même, mais dans la révélation intérieure qui brille au fond du cœur, comme le feu du raffineur; car « le Seigneur lui avait montré comment chaque homme est éclairé par la divine lumière du Christ : cette lumière, il l'avait vue briller à travers tous les vivans, et il *savait infailliblement qu'elle ne tromperait*

*jamais personne,* et que tous ceux qui y croyaient passaient de la réprobation à la vie, mais que ceux qui la haïssaient et n'y croyaient pas étaient condamnés par elle, quoiqu'ils fissent profession de Christ.»

Et lui, Fox, il était appelé à détacher les hommes de leurs images, leurs signes de croix, leurs aspersions d'enfans, leurs saints jours et toutes leurs traditions judaïques. Il était envoyé pour les enlever à leurs misérables livres, aux inventions et aux opinions humaines, aux écoles où se fabriquent des ministres du Christ, qui ne sont que des docteurs de leur propre façon. Par la puissance divine, il devait leur faire abjurer toutes les religions du monde pour les ramener au *Christ intérieur,* à l'esprit même qui a dicté les Écritures, afin qu'ils pussent ainsi avoir la vraie religion, visiter l'orphelin, la veuve et l'étranger, et se tenir purs eux-mêmes de la contagion. Bien plus, il lui avait été enjoint d'arracher les hommes à la vanité, au mensonge, à la violence et à ses causes, au glaive du magistrat comme à tout ce qui le rend nécessaire, et, alors qu'il avait reçu mission de porter témoignage contre toutes ces choses, le Seigneur lui avait ordonné de dire *tu* et *toi* à tout homme et à toute femme riche ou pauvre, « de ne jamais souhaiter le bonjour ou le bonsoir, ni tirer la jambe devant personne, ni ôter son chapeau enfin à qui que ce fût, parce que l'honneur du chapeau était un honneur d'en bas que Dieu traînerait dans la poussière, un honneur que les orgueilleux exigeaient de leurs semblables, sans chercher l'honneur qui vient de Dieu seul. »

Tout le reste de sa vie, — et il vécut jusqu'à soixante-sept ans, — George Fox le consacra scrupuleusement à accomplir ce qu'il regardait comme son devoir. Insensible aux fatigues et sans cesse absorbé dans son idée fixe, il allait de village en village, de ville en ville, confessant intrépidement sa foi partout où il y avait des hommes pour l'écouter. Tour à tour et à diverses reprises, il visita ainsi les divers comtés de l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande, la Hollande et l'Amérique du Nord. Dans les marchés, il venait dénoncer les faux poids, les marchandises de mauvaise qualité, les fraudes et les escroqueries, sommant les marchands d'être honnêtes, d'avoir des *oui* qui fussent des *oui,* des *non* qui fussent des *non,* et rappelant à tous le terrible jour du Seigneur auquel nul ne pouvait échapper. Entrant dans les tavernes, il prêchait contre l'ivrognerie, les rixes et les blasphèmes, et il exhortait les cabaretiers à ne point servir à leurs visiteurs « plus de boisson qu'il ne leur en fallait pour leur bien. » Il allait avertir les douaniers et les collecteurs d'impôts que Dieu défend d'opprimer le pauvre. Il se présentait dans les écoles, les ateliers, les maisons particulières, pour recommander aux instituteurs et aux chefs de famille de donner eux-mêmes l'exemple des vertus aux enfans confiés à leurs soins et de les élever dans la crainte du Seigneur et la sobriété. Dans le pays de Cor-

nouailles, il parcourait le littoral en menaçant du courroux céleste ceux qui pillaient les vaisseaux naufragés. Entendait-il parler d'une foire ou d'une fête, il y accourait, « afin d'élever la voix contre toute espèce de musique, contre les danses et les vanités, contre les baladins faisant des tours sur leurs tréteaux; » mais « ce qui l'indignait surtout, c'était l'esprit mondain et ténébreux des prêtres, » et, quand il entendait les cloches sonner pour convoquer les fidèles dans les *maisons à clocher*, cela « le blessait au cœur de sa vie, car les cloches étaient comme une cloche de marché appelant les chalands, afin que le prêtre pût étaler sa marchandise. » A l'heure du service, Fox se rendait souvent dans les églises, et, quand le ministre avait achevé son sermon, il s'adressait lui-même à la congrégation : on le battait, on le chassait; il attendait à la porte de la maison à clocher que l'office fût terminé, et, du haut d'un mur ou d'un arbre, il adressait à la foule de longues allocutions; il tonnait avec passion contre les dîmes, les taxes ecclésiastiques, les imposteurs qui faisaient payer ce que le Christ avait ordonné de donner librement. Il engageait ses auditeurs à abandonner comme des pharisiens tous les professeurs qui parlaient du Christ, discutaient du Christ, maudissaient au nom du Christ, et n'oubliaient qu'une chose, de pratiquer la charité, la tolérance, l'humilité, en un mot tout ce qu'ordonnait le Christ.

Un dimanche, en 1649, « il se sentit appelé à entrer dans la cathédrale de Nottingham, afin d'y porter témoignage contre la grande idole. » Le ministre venait de monter en chaire, et, s'appuyant sur un texte de saint Pierre : *Nous avons aussi une parole de prophétie par laquelle vous ferez bien de vous laisser guider*, il s'appliquait à montrer que les saintes Écritures étaient la pierre de touche infaillible dont l'apôtre avait voulu parler. « Non, non, s'écria tout à coup la voix de Fox, ce n'est point l'Écriture qui est la règle et la mesure, c'est la révélation intérieure. Les Juifs avaient la Bible, et cependant ils ont rejeté le Sauveur. » Pour avoir ainsi interrompu le service, il fut jeté en prison.

Les prisons devaient être les auberges de sa route; neuf fois dans sa vie il y fit de longues stations, et c'étaient de terribles lieux que les maisons de force de cette époque, des lieux où les détenus étaient abandonnés à toute la brutalité des geôliers et trop souvent retenus au gré de la haine des juges. L'imagination aurait peine à concevoir rien d'aussi horrible que le donjon de Launceston où l'apôtre fut plus tard enfermé. Comment il survécut à sa captivité, il est difficile de le comprendre, car son cachot n'était rien moins qu'une sentine servant d'égout, un cul de basse-fosse où les excrémens des prisonniers s'étaient accumulés depuis des années, et, dans cet infect cloaque, il eut à attendre les prochaines assises, sans pouvoir obtenir un botte de

paille pour se coucher, sans avoir une pierre où se reposer. Son seul crime cependant, cette fois, était d'avoir offensé un certain major Ceely, qui l'avait abordé en lui disant : Votre serviteur, maître Fox. « Major Ceely, s'était écrié l'enthousiaste, prends garde à l'hypocrisie et à la corruption du cœur; quand ai-je été ton maître et quand as-tu été mon serviteur ? » Blessé de cette réponse, le major l'avait accusé de conspirer contre le parlement, et, quoique l'accusateur eût été convaincu de faux témoignage, Fox avait été emprisonné pour avoir refusé de se découvrir devant le juge.

Que les calomnies de tout genre ne lui aient pas été épargnées, qui s'en étonnera ? Il soulevait les passions des masses contre leurs ministres; il venait dire aux hommes de guerre que leur cœur était plein de haine et que leur métier était un crime devant Dieu; il reprochait aux hommes d'état d'être des instrumens de Satan; il niait les sacremens, il niait tout ce que la foi de son temps était accoutumée à respecter; il bafouait la sagesse et traitait la raison d'autrui de folie. Naturellement les haines qu'il avait soulevées lui attribuèrent toutes les abominations. On l'accusa de se donner pour un dieu, on l'accusa d'être un *ranter* et de soutenir que le mal moral n'était pas un péché. Pour expliquer toutes ces injustes imputations, il n'est nul besoin de suspecter la bonne foi de ses ennemis, comme l'ont fait certains écrivains quakers.

Peu importaient du reste les motifs au nom desquels l'enthousiaste était traîné à la barre des tribunaux. Il refusait d'ôter son chapeau ou de prêter les sermens qui lui étaient demandés, et, comme il se faisait un devoir de ne jamais acquitter les amendes dont on le frappait, presque toutes ses arrestations se terminaient par un emprisonnement. Vaine sévérité, violences inutiles. Pendant que le geôlier le frappait, l'apôtre « chantait des psaumes, et son cœur était plein d'allégresse. » — Était-il arrêté, il annonçait aux soldats de son escorte la parole de Dieu. Amené devant ses juges, il les jugeait lui-même et distribuait des écrits dans l'auditoire. Durant ses captivités, il convertissait les prisonniers et les porte-clés; il écrivait aux magistrats, aux ministres des diverses communions, au parlement, à l'assemblée de Westminster, aux princes de l'Europe et au pape lui-même. Il rédigeait des pamphlets, il adressait des épîtres même aux carillonneurs des églises pour leur faire savoir que l'usage de sonner les cloches en signe de fête était une pratique impie qui n'engendrait que vanité et immoralité. A peine libre, il recommençait ses courses et ses prédications au milieu des avanies et des mauvais traitemens de toute nature. Pour lui, c'était chose ordinaire d'être accablé de coups. Les femmes l'accusaient d'ensorceler leurs maris, les prêtres déchaînaient contre lui la populace, et jamais il ne se défendait. Au lieu de résister, il levait les

bras au ciel en s'écriant : Voici mes mains, ma tête et mon corps. S'il entendait dire que des menaces de mort eussent été proférées quelque part contre lui, il y courait aussitôt. Presque toujours son exaltation et sa patience fascinaient ou épouvantaient ses assaillans : plus tard, ils revoyaient en esprit le prophète qu'ils avaient outragé, et les malheurs qui leur arrivaient devenaient, à leurs yeux, des punitions du ciel.

Ainsi vécut-il, sinon jusqu'à son dernier jour, au moins jusqu'à l'avénement de Charles II. Soit que les changemens survenus dans l'état de la société eussent rendu impossibles d'aussi fougueuses prédications, soit que l'âge eût quelque peu tempéré son insatiable besoin de mettre en accusation l'univers entier, les dernières années de sa vie, furent plus calmes; il les employa à organiser son église avec le concours de ses principaux disciples. Sa parole avait fructifié. Les habitans des campagnes surtout avaient embrassé avec enthousiasme sa doctrine. Les quakers formaient déjà une véritable population.

En racontant la vie de Fox, j'ai raconté celle des premiers apôtres qui se levèrent à sa voix pour aller porter témoignage contre les superstitions, la vanité, la violence et le mensonge. Comme lui, tous étaient profondément convaincus de leur infaillibilité, tous se regardaient comme des saints délivrés de tout péché, tous étaient doués du don de prophétie; mais tous aussi avaient en eux un certain héroïsme, le mépris du danger et la passion de la sincérité.

Qu'étaient-ce donc que ces hommes étranges? quel sens devons-nous attacher à ce berger-prophète? Ne nous hâtons pas trop de sourire; ne nous exagérons pas surtout ce qu'il pouvait y avoir de personnellement exceptionnel dans le réformateur lui-même. Ce qu'il avait vraiment de particulier resterait insaisissable pour nous, si nous ne distinguions pas bien d'abord ce qu'il devait à son temps et aux faiblesses communes à tous les temps. Qu'un homme exalté et ignorant se soit cru capable de régénérer l'humanité, il n'y a rien là d'insolite. Nous aussi nous n'avons pas manqué de prophètes, qui, sans rien savoir, ont crié malheur sur la société, et qui, avec des mots, n'ont pas douté de pouvoir renverser les lois naturelles de l'univers. Nous aussi nous avons vu nos sages, nos mathématiciens et nos philosophes écouter gravement de semblables entrepreneurs de miracles, et dans deux siècles je ne sais trop ce qui paraîtra le plus fabuleux, de l'Angleterre qui produisait des Fox, ou de la France qui s'applaudissait de ses clubs comme d'un réveil de l'humanité. La présomption a pris un autre cours, et le langage n'est plus le même, voilà tout. En 1848, on parle de principes incontestables d'où découlent des conséquences nécessaires; en 1648, au lieu d'attribuer ses convictions à l'évidence de la vérité, on les attribuait à une révélation. « La religion était la

mode du jour, » a dit un écrivain des plus religieux (Daniel Neal, l'historien des puritains). Ceci encore, il ne faut pas l'oublier. Les officiers prêchaient, les femmes montaient en chaire, les enfans recevaient les prénoms de *Dieu soit loué par...* ou le *Seigneur a pour serviteur...* Chacun expliquait les volontés du Très Haut comme s'il eût eu en main le registre des décisions divines. Le parlement et l'assemblée de Westminster décrétaient des jeûnes en spécifiant avec une exactitude de teneurs de livres comment c'était pour tels ou tels motifs et non pour d'autres que le courroux céleste était déchaîné contre l'Angleterre. Dans un pareil milieu, l'enthousiasme religieux de George Fox paraissait si peu une anomalie, qu'en 1651, durant sa captivité à Derby, le parlement lui fit offrir le grade de capitaine dans les troupes qu'il levait alors pour combattre le roi (1). Je ne citerai point toutes les autres marques d'estime que lui donnèrent de hautes intelligences. Un seul fait en dit assez. Lors de sa première entrevue avec Cromwell, le protecteur lui prit affectueusement la main, et lui adressa, les yeux humides, ces paroles d'adieu : « Reviens me voir; si chaque jour nous passons une heure ensemble, nous nous rapprocherons de plus en plus l'un de l'autre. » Qu'est-ce à dire? que Fox, loin d'être une anomalie, était, sous plus d'un rapport, le contraire même d'une anomalie : à savoir un prophète populaire, ou, si l'on veut, une exagération de son temps. Le siècle lui avait donné sa direction, et l'ignorance avait poussé

(1) Fox répondit à ces avances qu'il ne voulait prendre les armes ni pour ni contre le roi et qu'il foulait aux pieds l'honneur qui lui était fait. Néanmoins il ne semble pas qu'il eût encore eu aucune révélation positive contre la guerre, car l'armée de Cromwell compta des quakers dans ses rangs jusqu'en 1651, époque à laquelle ils furent congédiés pour avoir refusé de prêter un serment de fidélité, et, en 1659, Fox se plaignait dans une lettre « de ce que tant de vaillans capitaines et soldats, dont chacun, disait-on, valait plus de sept hommes, avaient été renvoyés en raison de leur fidélité envers le Seigneur. » En cette même année si féconde en complots, le comité de sûreté invita George Fox à prendre les armes, et ce fut alors seulement, il paraîtrait, qu'il lui fut enjoint d'engager son peuple à n'appuyer aucun des partis « qui s'étaient tournés contre le juste, et que le juste en conséquence déchaînait l'un contre l'autre, de peur que les enfans du Seigneur ne succombassent au milieu des incirconcis. » Peu après, il présenta au roi une renonciation à toute guerre et violence de la part des chrétiens appelés quakers. (Voir *Edinburg Review*, avril 1848.) Qu'il ait cru, comme il le dit dans cette déclaration, que ses principes avaient toujours été les mêmes, cela ne saurait faire doute; mais il y a lieu de penser que les quakers modernes, en se prononçant même contre la légitime défense, n'ont peut-être pas interprété avec justesse l'esprit de ses paroles. Comme il est facile de le voir, d'après une lettre fort étrange qu'il adressa à Cromwell, le mépris des querelles humaines et de leurs causes entrait pour beaucoup dans son témoignage contre la guerre. « Mes armes ne sont pas charnelles, mais spirituelles, écrivait-il; je suis mort à toutes ces choses, et je suis prêt à sceller cet aveu de mon sang, moi que le monde nomme George Fox, et qui suis envoyé pour déposer contre toute violence et pour convertir les hommes des ténèbres à la lumière et pour les arracher aux occasions de toute guerre. » Fox protestait contre le métier des armes, parce qu'il croyait pouvoir rendre les hommes parfaits.

ses idées fixes jusqu'au donquichottisme en lui faisant prendre ce qu'il désirait pour ce qu'il pouvait. Ce fut là une des principales causes de ses extravagances, ce fut là aussi une des causes de l'action puissante qu'il exerça sur le monde par lui-même et par ses successeurs; car, s'il avait en lui les illusions de ses contemporains, il avait également en lui presque toutes les tendances vivaces de sa race. Il était venu au moment où allait s'écrouler une ancienne civilisation, et dans sa nature se trouvaient entassés pêle-mêle une infinité de besoins qui n'avaient pas été satisfaits, et d'où devait sortir l'avenir, une infinité d'instincts qui déjà étaient développés et qui n'avaient point encore été définis et formulés. Les faits mêmes ont prouvé que sous son exaltation se cachait quelque chose de profondément vrai, de profondément humain. Le don qu'il avait d'entraîner les masses n'est point, je le sais, un argument à invoquer. Il avait foi en lui-même, il se faisait fort d'accomplir l'impossible, et de tout temps les fanatiques qui ont promis de faire disparaître la misère ou le péché, en un mot de métamorphoser la terre en un paradis, n'ont jamais eu peine à passionner la foule; mais Fox n'a pas seulement soulevé des passions pour qu'elles allassent bientôt se briser contre la nécessité : son œuvre à lui n'a pas été une fièvre suivie de mort. Après avoir séduit les ignorans par ce qu'elle avait de mensonger, la doctrine du berger de Drayton a su se faire adopter par des raisons clairvoyantes. Le quakérisme, pour tout dire, a survécu; il avait donc un principe de vie.

## II. — PRINCIPE DU QUAKÉRISME. — LES PREMIERS PROPHÈTES.

Ce principe, quel était-il? Assurément ce n'étaient point les idées de Fox. On a beaucoup discuté sur son intelligence (1). Bunyan, Prynne, Ch. Leslie, Bennet, et maints autres docteurs, ont écrit de gros livres pour démontrer qu'il n'était qu'un déiste, un hérétique néo-platonicien. A mon sens, ceux qui dans ses écrits ont ainsi cherché des *opi-*

(1) Jusqu'à quel point ses nombreux écrits, épîtres et traités, ont-ils été rédigés par lui ou ses secrétaires, il est difficile de le dire. D'un côté, Guillaume Penn et Thomas Elwood, l'ami de Milton, portent aux nues le berger du Lancashire comme un homme d'une haute capacité et d'une inépuisable bonté; de l'autre, Gérard Croes, le consciencieux auteur de l'*Historia Quakeriana* (Amsterdam M.DC.IVC.), et avec lui presque tous les écrivains contemporains, le représentent comme un enthousiaste mélancolique qui n'était pas capable d'écrire une lettre sans le secours d'un secrétaire. A l'égard de son style, le fait est que plusieurs fragmens qui semblent avoir été conservés tels qu'ils étaient sortis de sa plume sont tout enchevêtrés de phrases sans commencement ni fin. Ce qui paraît également hors de doute, c'est que ses œuvres, comme les *Lettres des premiers Amis*, n'ont été imprimées qu'après avoir subi de grandes modifications. Toutefois, si la forme de ses écrits a été changée, je ne doute pas que leur esprit n'ait été fidèlement conservé.

*nions,* pour les opposer ou les reprocher à la Société des Amis, ont voulu y découvrir ce qui ne s'y rencontrait nullement. Bien qu'il fût loin d'être sans capacité, bien qu'il y eût même dans son esprit beaucoup plus de choses que dans les idées des savans discoureurs de son siècle, tout ce qui composait son être ne s'y trouvait qu'à l'état embryonnaire, à l'état d'impressions, d'antipathies surtout. Ses phénomènes intérieurs étaient à un système d'idées arrêtées ce qu'une nébuleuse est à un monde. Ce qui était le plus clair pour lui, ce qui lui avait été réellement *ouvert,* c'est qu'il éprouvait une invincible répulsion pour la vanité des mondains et le dogmatisme hargneux des dévots qui l'entouraient. Pour avoir l'explication du caractère de Fox et de son influence, il faut, avant tout, se rappeler où en étaient les hommes de son temps.

Depuis Luther, le sens attaché au fameux axiome : *c'est la foi seule qui sauve,* avait étrangement varié. Par la foi, le moine saxon avait entendu la ferveur, l'amour, et, persuadé comme il l'était que cette foi-là était un don direct et gratuit de la grace, il avait conclu que tous les hommes, pourvu qu'ils désespérassent d'eux-mêmes afin de laisser faire la grace auraient infailliblement la même sainteté et la même croyance. L'événement avait tristement répondu à ces prévisions du rêveur : au lieu de faire de l'humanité une communauté de saints, le sentiment n'avait enfanté que schismes et fanatismes. Alors était venu Calvin, qui, à son tour, avait cru accomplir par la logique ce que le sentiment n'avait pu réaliser. «La Bible, toute la Bible, rien que la Bible,» avait-il dit, et il s'imaginait avoir ainsi résolu le problème et rendu tout dissentiment impossible désormais. Malheureusement il s'était trouvé que les hommes n'avaient point interprété de même les Écritures, et le protestantisme, à force de discuter, d'argumenter et de prouver quelle était la véritable signification des textes, était à peu près revenu à l'état où se trouvait le catholicisme avant Luther. De nouveau, il avait réduit la foi en recettes et transformé le devoir religieux en une sorte d'art. Le moyen de se sauver, *l'art du salut,* ne consistait plus, il est vrai, à porter des cilices, à allumer des cierges, à monter à genoux des escaliers, mais il consistait à tirer les vraies conséquences du Nouveau-Testament, à entendre des sermons un jour donné, à communier assis plutôt que debout, et, par-dessus tout, à damner et à exterminer ceux qui n'expliquaient pas logiquement la Bible, et qui ne regardaient pas une certaine forme de discipline comme prescrite par une épître des apôtres. Toutes les parties de la doctrine luthérienne avaient été ainsi défigurées. En annonçant que *le Christ seul peut éclairer et sauver,* ce n'était pas l'homme que le réformateur allemand avait accusé d'impuissance; c'étaient les procédés inventés par l'école pour arriver mécaniquement à la vérité et à la sainteté. Fils de son époque, Luther était sans cesse préoccupé des prétentions d'un sacerdoce qui

avait répété au chrétien que, par lui-même, il ne pouvait rien, et que, pour échapper à l'enfer, il avait besoin d'un médiateur, d'une église qui offrît pour lui des sacrifices, qui lui remît ses péchés, et qui, à force de méditations, découvrît ce qu'il devait croire. Quel que soit le sens apparent de certaines paroles du moine protestant, au fond l'esprit qui l'animait n'avait rien de décourageant pour l'individu. La voix qui sortait de Wittenberg n'avait qu'un refrain : « Aie bon courage, compte sur toi seul, ne tremble pas; tu n'as besoin de personne. Aime; tu as Christ, avec lui tu peux te suffire. »

A ces rassurantes paroles, Calvin avait fait succéder de moroses amplifications sur la perversité de la nature humaine. Il était logicien; comme tous les logiciens qui commencent par prendre leurs maximes pour des vérités incontestables, il ne voyait qu'anomalie et monstruosité dans l'humanité, qui ne s'empressait pas de les admettre. Son œuvre à lui avait été de parler de saints qui naissent impeccables, de réprouvés qui naissent incapables de se sauver, et d'un Dieu qui, dans sa justice, donne le ciel aux premiers, l'enfer aux seconds. En résumé, le pape avait été supprimé, sans que la liberté spirituelle y eût rien gagné. Au lieu d'être esclaves d'un dictateur infaillible, les esprits étaient soumis à un système, à un catéchisme infaillible, dont toutes leurs idées ne devaient être que des applications. La morale n'était guère mieux traitée que la liberté. Tandis que, sur les lèvres de Luther, la formule que *la foi seule sauve* avait été une noble glorification de la sincérité, un hommage rendu au parfait accord de l'action avec l'intention, — sur les lèvres de Calvin, la même formule n'avait plus guère eu qu'un sens : c'est que, pour être sauvé, il fallait professer la doctrine presbytérienne, c'est-à-dire croire en particulier que tout ce qui venait de l'homme était radicalement mauvais. De fait, sinon d'intention, le calvinisme allait droit à étouffer tout effort vertueux sous la conviction que l'homme ne peut rien d'agréable au ciel.

Voilà où en était la religion de l'époque, la science des théologiens, celle que Fox avait entendu bruire à ses oreilles. Sa seule science à lui, je le répète, était de savoir que le langage des docteurs l'avait indigné, et que quelque chose d'irrésistible le forçait à leur répondre : « Ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai, l'homme n'est pas sur la terre pour discuter et tirer les conséquences de la Bible ! » Ce *quelque chose d'irrésistible*, Fox le prit pour une révélation. Il fit comme on faisait alors. Son dogme du Christ était simplement la meilleure raison qu'il eût pu imaginer pour s'expliquer comment il n'était pas forcé d'accepter les doctrines qu'il jugeait inacceptables. L'explication était naïve, cela est certain; elle était dangereuse, nous le verrons; elle n'était au fond qu'une négation, je l'ai déjà dit : toujours est-il que cette négation-là était de nature à avoir de l'écho, et qu'elle répondait bien à un besoin

fort enraciné dans l'Angleterre de tous les temps. Le berger avait beau n'être qu'un ignorant, il reprenait la tentative de Luther étouffée par Calvin. Ce qu'il venait dire, c'était encore ce que la race germanique, avec la ténacité de ses convictions individuelles, a toujours dit à la race gallo-romaine, ce que les Anglais et les Américains de nos jours redisent en glorifiant le *self-reliance* (l'esprit qui s'appuie sur lui-même), ce que Bacon enfin avait exprimé sous une autre forme, et que nous pourrions ainsi traduire : « Finis-en avec les arts du raisonnement, les mécaniques de la déduction, les initiations de l'école et les traitemens orthopédiques des médecins de l'entendement; oublie les pratiques sacramentelles de la dialectique, les mortifications disciplinaires de l'intelligence et tous les arts et procédés que l'on t'enseigne pour arriver à la vérité absolue en violentant la nature. Étudie, observe, regarde, laisse faire en toi les influences de la réalité, laisse tes impressions se combiner librement suivant leurs lois, et tiens ce qu'elles écriront en toi pour un oracle. »

Par un point déjà, par son mépris pour les formules, Fox était donc comme le champion des répugnances et des sympathies de sa race. A bien d'autres égards encore, il avait avec lui et les instincts de l'Angleterre et l'avenir. Si la vanité et le bon ton des hommes du monde lui étaient odieux, tant s'en fallait qu'il fût seul de son avis. Le grand siècle, il faut bien le reconnaître, n'avait su donner d'autre mobile à l'homme que l'amour de l'approbation. Le but de la politique et de la vie publique, c'était la gloire; le but de la vie privée, c'étaient les sourires des belles ou la réputation de bel-esprit. Le savoir-vivre consistait à avoir les manières réputées de bon goût, et à déguiser sa pensée sous les complimens érigés en devoirs; la pensée, la littérature, la philosophie, étaient l'art d'employer les locutions reconnues comme poétiques, d'éviter les mots proscrits comme des vulgarités et d'exprimer les jugemens qui passaient pour le vrai. L'idéal en un mot, c'était le brillant Richelieu, habile aux doux mensonges, et, en fin de compte, avec toutes ces élégances, on était arrivé au plus dur des esclavages. Le suffrage universel des médiocrités et des caprices avait statué comment chacun devait marcher, parler, s'habiller, aimer sa femme, et, pour faire respecter ses statuts, la raillerie exerçait une police non moins terrible que l'inquisition.

A tout cela, Fox ne répondait encore que par une négation; mais ici encore sa négation renfermait bien des choses, car elle revenait à annoncer la mâle sincérité comme la ***noblesse des noblesses***, la morale comme le premier des devoirs religieux. Tandis que Luther lui-même n'avait mis la charité qu'en sous-ordre, après l'adoration, le berger de Drayton avait osé croire et prêcher que la grande chose était de bien user de la vie; tandis que l'idéal des mondains était le vice élégant

et dissimulé, l'idéal du berger, c'était l'esprit sérieux et sincère qui examine de son mieux, qui tâche virilement de vouloir ce qui est juste, de penser ce qui est le plus raisonnable, et qui, ne pensant et ne voulant jamais que par lui-même, ne dit jamais que ce qu'il pense et ne fait que ce qu'il a besoin de faire. De l'idéal de Fox ou de celui des mondains, on sait lequel a triomphé.

Fox était-il donc un génie? Il faudrait bien l'admettre, si le génie, comme on l'a dit, consistait seulement à exprimer le premier les vagues idées de tous. Malheureusement le génie, quoi qu'on en ait dit, est quelque chose de plus élevé, de plus rare encore; il consiste surtout à ne vouloir que le possible, à tenir compte de toutes les nécessités, et l'ignorance est prédestinée de sa nature au culte de l'impossible. Quand Fox niait de par son instinct ce qui blessait son sens propre, il pouvait être un prophète, car c'étaient bien des lois de droit divin et d'origine divine qui se révoltaient en lui; mais quand il prétendait révéler ensuite comment le monde devait être reconstruit, quand il annonçait comme la vérité et la justice absolues les idées et les volontés qui étaient simplement l'expression de son individualité, il n'était plus qu'un visionnaire. Prenant sa propre organisation pour le seul type normal, il voulait réduire l'humanité aux seules facultés qui étaient développées chez lui-même. Il était parfaitement décidé à ne point permettre que toutes les forces jetées par la main de Dieu dans l'univers travaillassent à y réaliser l'idéal de Dieu. Dans son idée, c'était l'univers de Dieu qui devait se conformer à l'idéal de George Fox. Comme les fondateurs des ordres monastiques, il s'était d'ailleurs proposé d'établir une communauté d'*êtres sans péchés*, une *église de saints* où ne seraient admis que des *saints*. Bref, il avait le germe de tout fanatisme. Il croyait à la possibilité de la perfection, c'est-à-dire à la possibilité de ce qui lui semblait à lui la perfection, de ce qu'il rêvait et désirait. Son secret pour rendre l'humanité parfaite était le grand moyen des idéalistes : la destruction, l'anéantissement de toutes les inventions de l'expérience. Lui aussi pensait que, « l'église du Christ étant une assemblée de régénérés, elle devait être exempte de toutes les institutions que la prudence humaine suggère pour contenir les passions dangereuses (1). » Cet idéal, remarquons-le, est une rêverie de tous les temps, une conclusion à laquelle ont abouti tous les utopistes religieux ou politiques, socialistes, quinto-monarchiens, proudhonistes, antinomiens, anabaptistes et radicaux. Sous prétexte que l'homme, parfait, n'a pas besoin de telles ou telles entraves pour l'empêcher d'abuser de sa liberté, les uns et les autres ont décidé qu'il fallait supprimer toutes ces entraves, comme si les précautions nécessitées par les im-

(1) Remarque du docteur Mosheim à propos des anabaptistes.

perfections humaines en étaient la cause. Tous, dans la pratique, ont déclaré que la première chose à faire était de tout briser, de tout déblayer, pour préparer l'avénement du Christ ou le règne des principes éternels. Entre Fox et les autres rêveurs, il y avait une importante différence, cela est certain : il repoussait l'emploi de toute violence, de toute force matérielle, et cela seul le place très haut pour nous; mais après tout que faisait-il, sinon démolir par la parole, supprimer tout enseignement, prêcher l'abolition des rites, des cérémonies et du sacerdoce? Parce que des ministres parfaits devaient être des inspirés de l'esprit saint, il condamnait les universités et toutes les combinaisons mises en usage pour empêcher les grossières ignorances d'égarer les masses; parce que des chrétiens parfaits devaient adorer Dieu en esprit, il abrogeait les sacremens et tous les autres moyens de dévotion nécessités par l'imperfection humaine, qui ne permet d'arriver à l'ame que par des signes, des emblêmes extérieurs. Lui Fox, il *savait infailliblement* que la voix qu'il avait entendue était celle d'un oracle permanent, d'un Christ mystérieux que chacun portait au fond de son cœur. Lui Fox, il savait infailliblement que cet oracle ne pouvait jamais tromper personne, et qu'il suffisait de s'y abandonner pour s'élever à la pureté d'Adam avant son péché, bien plus « à la haute stature de la perfection infinie du Christ. » En conséquence, pour diviniser l'humanité entière, il s'agissait seulement d'émanciper l'homme de toute obligation, de toute règle, de toute convention sociale.

Ce n'était pas une idée nouvelle que cette croyance en une révélation immédiate, et bien avant Luther, qui, dans son *Traité sur la liberté du chrétien*, était allé tout aussi loin que Fox, elle avait souvent remué le monde, en marquant chaque fois son passage par d'assez tristes résultats. Barclay s'applique à prouver par des extraits que les principaux pères de l'église primitive avaient tous présenté Christ comme pouvant seul instruire et diriger. Barclay eût pu aussi bien dire qu'il y avait eu des quakers de tous les temps et dans toutes les branches de l'activité humaine, en philosophie et en politique comme en théologie. De même que les sociétés n'avaient trouvé qu'un moyen d'ordre, de même les adversaires de l'ordre établi n'avaient trouvé qu'un moyen de progrès. Les choses s'étaient passées partout à peu près de la même manière. Pour se garder contre les écarts des tendances individuelles, les communautés, ai-je dit, décrétaient une règle ou statut destiné à fixer pour tous le vrai ou le juste; puis, avec le temps, la règle, qui d'abord n'avait fait qu'ériger en vérité et en justice éternelles les idées que les intelligens du moment se formaient de la réalité et de l'ordre, finissait toujours par ne plus être en harmonie avec la raison et la conscience générale. Un jour venait où des individus, plus dominés que d'autres par leurs impressions, se révoltaient

contre une autorité qui les sommait d'accepter comme le vrai et le juste ce qui contredisait leur conception de la justice et de la vérité. Évidemment tous ces protestans ne pouvaient accuser la loi d'erreur qu'au nom de leur sens propre. Leurs croyances étaient pour eux incontestables, parce qu'elles étaient irrésistibles, et si quelques-uns s'étaient donnés pour des prophètes chargés de révéler une fois pour toutes la science suprême, le plus grand nombre avait simplement glorifié le sentiment intime comme le guide suprême et le maître infaillible. Pour ne nous occuper que du christianisme, à chaque siècle de son histoire on avait vu la même protestation successivement reprise par l'église primitive contre les gnostiques et la philosophie de l'Orient, par saint Augustin contre Pélasge, par les mystiques, les *beghards*, les turlupins, les ordres mendians, les premiers luthériens, les anabaptistes, etc., contre l'église établie. Avec un langage différent, les uns et les autres plaidaient la même cause que les quakers; seulement leur manière à eux de revendiquer les droits du sens propre, c'était de soutenir que l'homme n'est pas libre, que sa foi et ses volontés ne viennent pas de lui, et que nulle loi comme nulle doctrine n'a puissance pour régenter la divine fatalité qui pense et veut dans l'être humain.

Si nombreuses qu'elles eussent été, toutes ces tentatives d'émancipation s'étaient heurtées au même écueil : à l'idée que la vérité est une, que le législateur intérieur, puisqu'il est infaillible, ne peut manquer de prononcer chez tous les mêmes oracles, et qu'en conséquence toute autorité, tout enseignement, sont ou superflus ou coupables : superflus s'ils confirment ce qui est manifesté à chacun, coupables s'ils contredisent cette révélation intérieure. Au bout de ces illusions était l'anarchie, le déchaînement des instincts aveugles, et les novateurs avaient toujours fini par être écrasés ou par se renier eux-mêmes. Les uns s'étaient perdus dans leurs propres excès, en persistant à enseigner, comme Fox et nos socialistes, que l'individu devait rejeter toute règle, nier toute expérience, s'insurger contre toute convention sociale. Les autres n'avaient échappé au naufrage qu'en arrêtant de nouveau, comme Luther, une confession de foi, c'est-à-dire en déterminant ce que tous étaient tenus d'admettre, bien qu'ils eussent commencé par proclamer que chacun ne devait s'en rapporter qu'à sa lumière intérieure.

Pendant quelque temps, on put croire que les disciples de Fox partageraient le sort des premiers. Ils étaient sans doute en progrès sur leurs devanciers : ainsi ils ne prêchaient point la communauté des femmes et la légitimité de toute immoralité, comme l'avaient fait les *beghards;* loin de là, ils étaient honnêtes, chastes, inoffensifs, scrupuleux observateurs de la justice. Toujours est-il que l'idée fixe d'une

communication immédiate avec le ciel faisait d'étranges dégâts dans les cerveaux trop faibles. Le nom de quakers ou trembleurs, qui leur fut donné par dérision, rappelle à lui seul bien des exaltations désordonnées. Le dogme fondamental de la Société des Amis obligeait tout quaker à se croire doué du don de prophétie, et aux premiers jours de fièvre elle compta dans son sein nombre de prophètes convulsionnaires chez qui les visites de l'esprit s'annonçaient par des tremblemens, des soupirs, d'indicibles épouvantes. Trop souvent aussi l'oracle infaillible avait de bizarres caprices. Une prophétesse se rua toute nue dans la chapelle de Whitehall, en présence du protecteur (1); une autre quakeresse reçut du ciel l'ordre de se présenter devant le parlement une cruche en main et de la briser à terre en s'écriant : « Ainsi serez-vous mis en pièces. » Certain fanatique d'humeur plus sombre avait été appelé à tuer tous les représentans des trois royaumes, et, armé d'un sabre, il blessa plusieurs personnes avant qu'on eût pu l'arrêter. L'enthousiasme religieux se manifestait de bien d'autres façons. Fox lui-même s'était dit délivré de tout péché. James Nayler s'adora ou se laissa adorer comme « l'éternel fils de la justice, le prince de la paix, » et, à l'imitation de l'entrée du Christ à Jérusalem, il fit sa propre entrée à Bristol, au milieu d'une troupe d'hommes et de femmes qui étendaient leurs vêtemens sous les pieds de son cheval et allaient criant devant lui : « Saint, saint, saint est le Seigneur Dieu des armées; hosannah au plus haut des cieux! » En Hollande, des quakers poussèrent si loin la haine des distinctions et le fanatisme niveleur, qu'ils publièrent des livres sans lettres majuscules.

On peut dire, et jusqu'à un certain point on a droit de dire, que c'étaient là des aberrations individuelles; mais ce qui n'était nullement une exception, et ce qui n'en dépassait pas moins toutes les limites admissibles, c'était l'esprit de prosélytisme de la secte naissante et son parti pris de porter témoignage contre tout ce qu'elle désapprouvait. Les quakers se regardaient comme un peuple choisi par le Seigneur pour le service de celui dont le royaume n'est pas de ce monde, et autant ils dédaignaient de prendre part aux vaines agitations des hommes, autant ils se faisaient un devoir de mépriser les usages et les convenances, de se refuser à payer les dîmes et à se découvrir devant les magistrats, de dénoncer aux masses, comme des

(1) La passion des symboles et figures était presque universelle chez les premiers quakers. Fox lui-même écrivait : « Plusieurs ont été poussés par le ciel à aller nus par les rues et sous ce règne et sous l'autre pouvoir, en signe de la nudité des hommes du jour, et ils ont déclaré à leur face que Dieu les dépouillerait de leurs dehors hypocrites pour les laisser aussi nus qu'eux-mêmes; mais les hommes du jour, au lieu de tenir compte des avertissemens des prophètes, les ont fréquemment fouettés ou accablés d'autres outrages. »

abominations, et le culte établi et les croyances de toutes les autres communions. Ce n'était pas seulement une noble conviction, c'était encore une folie résolue à ne pas tenir compte de l'impossible, qui poussait une prédicante quakeresse à aller jusqu'à Andrinople catéchiser le sultan Mahomet IV, ou qui excitait un ministre important de la société, Samuel Fisher, à faire entendre au parlement un pareil langage : « Le poids de la parole du Seigneur Dieu du ciel et de la terre, tel qu'il est tombé sur moi le vingt-deuxième jour du mois dernier, et tel qu'il m'oppresse encore, m'oblige à te parler en son nom, à toi, Olivier Cromwell,... à vous tous, députés de l'Angleterre, de l'Écosse et de l'Irlande... Comme vous n'êtes ni trop élevés, ni trop grands, ni trop saints pour que le Seigneur vous adresse la parole, et comme vous ne voulez pas vous exposer au crime de dire aux voyans : Ne voyez pas, — aux prophètes : Ne prophétisez pas, ne nous prophétisez pas la justice et la vérité; mais prophétisez-nous les choses agréables, prophétisez-nous le mensonge... vous tous, je vous somme, au nom du Dieu vivant, que cela vous plaise ou vous déplaise, d'écouter sans interruption et sans opposition la parole du Seigneur. »

Que les persécuteurs eussent plus ou moins contribué à exaspérer ces ardeurs, il n'en fallait pas moins que les quakers s'amendassent ou fussent anéantis, car les nécessités, plus fortes que toute volonté, ne pouvaient s'arranger d'une secte aussi convaincue de son infaillibilité et aussi résolue à ne souffrir aucune contradiction, à ne laisser personne en paix.

Les fautes et les illusions des premiers quakers retombèrent en tout cas lourdement sur leur tête : l'obstination de leurs adversaires répondit à leur obstination. Jusqu'au protectorat, les haines implacables qu'ils avaient soulevées trouvèrent contre eux un arsenal d'armes terribles dans les lois décrétées par le long-parlement. La liberté de conscience établie par Cromwell ne diminua en rien le nombre des martyrs. Au lieu de poursuivre les disciples de Fox comme hérétiques, on les poursuivit comme perturbateurs. Adressaient-ils une exhortation à quelque congrégation, ils étaient arrêtés pour avoir interrompu le culte public; portaient-ils témoignage dans la rue, ils étaient accusés d'avoir excité des tumultes; pour avoir gardé leur chapeau en présence des magistrats, on les condamnait à des emprisonnemens, à des saisies, à des amendes exorbitantes. Les lois contre le vagabondage et la profanation du sabbat servaient d'ailleurs à leurs ennemis pour les faire incarcérer et fouetter en place publique. Il en fut à peu près de même au retour de Charles II, ou du moins la liberté des cultes promise par sa déclaration de Bréda ne leur valut qu'un court répit. Comme ils avaient été accusés de vouloir renverser la république, on les accusa de vouloir renverser le trône, eux qui, loin de conspirer, étaient plutôt coupa-

bles de la grande erreur des quiétistes, d'un souverain mépris pour les choses de ce monde et pour la tâche que Dieu y a donnée aux hommes. Lors du complot des quinto-monarchiens (1660), une ordonnance royale défendit aux quakers et aux anabaptistes de tenir aucune assemblée, et, par suite de ce décret, les Amis virent leurs réunions brutalement dispersées par la force armée, leurs personnes outragées par la populace, leurs maisons livrées au pillage. A Bristol, 190 d'entre eux furent jetés en prison. Dans le comté de Lancastre, les emprisonnemens s'élevèrent à 270; dans le Yorkshire, à 355; dans le Westmoreland, à 116. On sait comment, sous Charles II, la politique du parlement et de la couronne fut alternativement dominée par le désir de rétablir une religion d'état et par celui d'émanciper les consciences. L'ordonnance lancée contre les quakers n'avait été qu'un premier pas vers le rétablissement d'une orthodoxie obligatoire. Quand ils se furent justifiés de toute intention de complot, on exhuma contre eux les vieilles lois d'Élisabeth et de Jacques, qui punissaient de lourdes amendes et d'autres peines quiconque négligeait d'assister le dimanche au service de sa paroisse, ou refusait de prêter les sermens de suprématie et d'allégeance. En 1662, quatre mille deux cents membres de la Société des Amis encombraient les cachots. Les prétextes seuls variaient. L'acte contre les conciliabules (*conventicle act*) s'appesantit sur eux plus lourdement que sur tous les autres dissidens et mit à la disposition des juges un nouveau genre de vengeance. La déportation étant la punition fixée en cas de seconde récidive, on se bornait à infliger quelques jours de prison aux contrevenans lors de leurs deux premières arrestations, et de la sorte on était sûr d'arriver plus vite à une sentence d'exil, car rien ne pouvait les détourner de s'assembler pour prier; d'ailleurs, une visite faite à un malade était qualifiée de conciliabule. Les juges s'inquiétaient peu de la loi, et plusieurs fois des jurés furent frappés d'amende pour avoir prononcé des acquittemens.

Dans les dernières années du règne de Charles II, les souffrances des malheureux quakers ne firent qu'augmenter. A diverses reprises, il est vrai, le roi se montra personnellement favorable à leurs requêtes, et ordonna même l'élargissement de quelques Amis; mais aux captifs délivrés d'autres succédaient bientôt. En 1683, il n'y en avait pas moins de sept cents dans les diverses maisons de force. Des documens de la même année portent à 16,400 livres sterling les sommes enlevées aux Amis en vertu du seul statut d'Élisabeth, qui défendait, sous peine de 20 livres d'amende par mois, de s'absenter des offices. Qu'on juge par là de ce que leur coûta l'invincible obstination qu'ils mettaient à ne point acquitter les dîmes. Pour une dette de 15 livres, le montant des saisies et frais de procédure s'éleva dans un cas jusqu'à 800 livres. La justice ne se bornait pas à faire vendre les marchandises

de leurs magasins et les récoltes de leurs champs, elle ne respectait pas même les lits des malades et des infirmes.

Je n'ai rien dit encore des mauvais traitemens que tout venant était libre de faire subir à ces nouveaux juifs. Quand leurs lieux de réunion n'étaient point démolis par ordre de l'autorité, c'était la populace qui se chargeait d'en briser les fenêtres à coups de pierres, et de les couvrir eux-mêmes d'ordures ou de les traîner dans les ruisseaux. A l'accession de Jacques II, treize cent quatre-vingt-trois quakers étaient encore détenus dans les prisons, et, depuis l'année 1660, trois cent cinquante de leurs coreligionnaires étaient morts au fond des cachots.

Ce n'étaient pas les quakers pourtant qui devaient se lasser les premiers. Les lois pénales, qui étaient à peu près parvenues à étouffer les autres sectes, n'avaient pu empêcher leur société de prendre un rapide développement. Barclay avait lieu de le dire avec orgueil dans sa dédicace à Charles II : « Jamais on ne les a vus se cacher dans des coins obscurs, ni tenir leurs assemblées en secret comme l'ont fait tous les autres dissidens... Pour les découvrir, on n'a pas eu besoin d'espions ni de délateurs, car chaque jour, à l'heure fixée et au lieu convenu, on était assuré de les trouver publiquement réunis pour rendre leur témoignage à Dieu. » Un hiver où le froid fut assez vif pour faire geler la Tamise, ils s'assemblèrent trois mois en plein air sur les ruines de leur salle de réunion. Quand les hommes étaient emprisonnés, les femmes venaient seules prier; quand elles étaient arrêtées, les enfans prenaient leur place. Assurément, il y a quelque chose de grandiose et d'héroïque dans la ténacité surhumaine avec laquelle les convictions de ces hommes réussirent à conquérir droit de cité, et cela sans menaces, sans émeutes, sans même user du droit de légitime défense. C'est là ce qui établit une profonde différence entre les quakers et tous les autres exaltés du passé. Tous leurs principaux ministres, Fox, Whitehead, Burrough, Hubberton, Penn, se sont invariablement prononcés contre tout recours à la violence. La non-résistance absolue n'a pas eu d'avocats plus infatigables. L'histoire ne mentionne pas un seul quaker qui se soit cru autorisé à employer la force, même pour résister à l'illégalité et à l'injustice. Je ne sache pas qu'elle en cite plus d'un qui ait rendu coup pour coup. A Colchester, la lame du sabre d'un soldat s'étant détachée de sa garde tandis qu'il frappait un quaker, le quaker la ramassa et la lui rendit en disant : « Je désire que le Seigneur ne mette pas à ta charge l'œuvre de cette journée. » Toute la société était prête à agir de même.

La déclaration d'indulgence, qui fut cause de la chute de Jacques, vint enfin arrêter ces rigueurs. A la suite de la révolution de 1688, le parlement ne tarda pas à abroger, à l'égard des Amis, les lois pénales qui n'avaient été suspendues qu'arbitrairement par le roi déchu, et, à

partir de ce moment, les quakers, loin d'être persécutés, ont obtenu divers priviléges refusés aux autres sujets anglais, en particulier, celui d'être dispensés de tout serment juridique. Les dîmes, qu'ils n'ont jamais consenti à payer, les exposent seules maintenant à des poursuites qui, du reste, se dénouent le plus souvent par la simple saisie de la somme légalement due.

Ce sont donc les prétentions de l'orthodoxie qui ont été vaincues. En se brisant contre les disciples de Fox, elles n'ont servi qu'à faire ressortir un utile enseignement : c'est que la contrainte et les décrets sont impuissans à anéantir les croyances sincères, et que les convictions sont certaines de se faire accepter quand, pour obtenir que la force ne soit pas tournée contre elle, elles commencent par renoncer elles-mêmes à la violence. Toutes les légitimes prétentions des quakers ont triomphé : la loi n'a pu leur enlever la liberté de croire personnellement ce qu'ils avaient besoin de croire. Toutes leurs dangereuses présomptions ont été écrasées, la loi a su les forcer à s'abstenir de tous les écarts d'enthousiasme qui pouvaient attenter à la liberté d'autrui. A l'heure qu'il est, la Société des Amis peut avouer sans honte son passé; je crois qu'elle doit aussi se le rappeler sans colère; ses épreuves lui ont été utiles. Durant une des extases de Fox, « il lui avait été clairement *ouvert* par l'éternelle lumière que tout s'accomplit en Christ et par Christ, et que tous ses troubles étaient pour son bien; » peut-être était-ce aussi pour le bien de ses disciples que tant de souffrances leur étaient mesurées; peut-être, afin d'être à même de vivre parmi les hommes, avaient-ils besoin d'apprendre ce que tout enfant doit apprendre : *Abjurer l'esprit volontaire de la jeunesse et laisser chacun faire à sa guise.* Si les colères qui se sont acharnées contre eux ont été désordonnées, souvent odieuses, c'est à elles cependant qu'ils doivent d'avoir survécu, non moins qu'à la persistance de leurs propres convictions, et à ce conflit d'opiniâtretés nous devons nous-mêmes d'avoir vu la cause des anciens mystiques faire un pas de plus.

Il n'est que juste de l'ajouter : quelles que fussent les illusions des quakers, leurs adversaires n'avaient pas moins de choses à apprendre qu'eux-mêmes; ils avaient surtout à s'accoutumer au respect de la légalité, comme à l'idée que, même avec des lois, on ne peut pas l'impossible, et qu'en conséquence, au lieu de ne consulter que ses désirs et ses systèmes, il est bon, avant de voter des décrets, d'examiner ce que l'on peut. Les quakers se chargèrent de donner ces leçons aux hommes qui ne partageaient pas leurs croyances, et ils le firent avec une noble audace. Devant les tribunaux ou dans les cachots, dans leurs requêtes ou leurs écrits, ils parlèrent et agirent toujours en hommes; jamais ils ne voulurent accepter de grace. A l'illégalité, ils répondaient en citant la

loi; aux violences légales, ils répondaient en dénonçant la loi comme illégitime et funeste, en adressant des pétitions au parlement, en s'adressant à l'opinion publique et surtout en réclamant pour tous, sans exception, la tolérance qu'ils demandaient pour eux-mêmes. Ce terrain, ils ne l'ont pas abandonné un seul jour. Au plus fort de la tourmente, en même temps qu'ils sollicitaient de Charles II l'élargissement de leurs amis détenus, ils sollicitaient également celui des prisonniers des autres communions. Dans le même écrit, Guillaume Penn réfutait les doctrines des catholiques et revendiquait pour eux la liberté. Pendant sa première captivité à la Tour (car il fut emprisonné trois fois), il écrivait un traité : *England's present Interest*, dans lequel il s'appliquait à montrer qu'une liberté illimitée de conscience était parfaitement compatible avec la paix publique, et que « pour calmer l'aigreur des intérêts opposés, le meilleur spécifique était une législation impartiale assurant à chacun ses droits d'Anglais, et un gouvernement aussi zélé à se maintenir en équilibre entre les divers intérêts religieux qu'à développer la religion pratique. » Défendre ainsi les droits de la conscience au nom des avantages pratiques de la tolérance, c'était un grand symptôme de progrès.

La société entière des Amis commençait à partager cette sagesse. En remerciant Jacques II de sa déclaration d'indulgence, elle exprimait l'espérance « que les effets salutaires qui en résulteraient pour le commerce, la prospérité et la paix du royaume engageraient le parlement à assurer ce bienfait à leur postérité. » De telles paroles ne ressemblaient guère aux déclamations de Samuel Fisher. En réalité, l'église fondée par Fox était entrée dans une nouvelle phase. L'ère des miracles et des prophéties s'était fermée pour elle. En 1666, le fils de l'amiral Penn avait mis au service de la société sa haute intelligence. En 1675, Robert Barclay, l'élégant écrivain, issu d'une famille où la vocation littéraire n'était qu'un héritage, dépossédait l'enthousiasme au profit de la raison en publiant son *Apologie*. Le quakérisme, tel que nous le connaissons, tel qu'il nous occupera encore prochainement, remonte à deux hommes, Penn et Barclay. Le premier a donné aux Amis leurs tendances, le second leur a donné leur doctrine et leur dogmatisme. Par une curieuse analogie, ce fut un penseur de race celtique, un Écossais du moins, qui réduisit en système les impressions de l'Anglais Fox, comme un autre Celte, Calvin, avait systématisé la protestation de Luther. L'esprit de théorie semble être le privilége ou le malheur de notre race.

J. MILSAND.

# LES QUESTIONS

# POLITIQUES ET SOCIALES.

## II.

### DES CONDITIONS DE LA PAIX SOCIALE.

S'il y a un fait menaçant dans la situation politique et sociale de la France et de la majeure partie du continent européen, c'est la division qui partage la société en deux camps : d'un côté, les classes riches ou aisées; de l'autre, le grand nombre qui vit d'un labeur manuel dans les villes et dans les campagnes. Les ouvriers comparent leur condition à celle des classes mieux pourvues : c'est la maladie du siècle, une épidémie qui a envahi toute la société du haut en bas, de ne regarder qu'au-dessus de soi, pour y prendre ses termes de comparaison. Moins dénué que ses devanciers, l'ouvrier est bien plus privé et plus mécontent, parce que le contentement résulte de l'équilibre entre les désirs et les jouissances, équilibre rompu désormais. L'ouvrier est persuadé que la misère qui le serre de près et qui saisit son voisin, sinon lui-même, est la faute de la société, le crime des riches. Les démagogues le lui ont dit avec le langage de la passion, et ils ont été écoutés, parce que le cœur de l'ouvrier était, à l'image de celui du riche, vide de toute croyance et par conséquent de sympathies larges et franches. L'ame de l'homme qui a cessé de croire est comme un

lieu inoccupé; il est facile à la haine et à l'égoïsme d'y pénétrer et de s'y établir en maîtres.

Voilà où en est la société française, je devrais dire la société de l'occident de l'Europe continentale. Le mal est si grand, que je sais plus d'une personne d'une grande intelligence dont l'opinion est que notre civilisation y succombera. Ne nous laissons pas aller à ces défaillances, ne désespérons point de l'avenir, quelque sombre que soit le présent. La civilisation doit sortir triomphante de cette rude épreuve, mais c'est à la condition de beaucoup d'efforts sur nous-mêmes et sur les autres, et d'un peu d'assistance d'en haut, ce qu'on nomme communément du bonheur.

La maladie aiguë dont est prise la société est double : la misère matérielle et la misère morale, l'absence des élémens du bien-être, la présence de passions haineuses sans cesse au moment de faire explosion. Chacun de ces maux réclame un traitement spécial qui y soit bien approprié.

Pour ce qui est de la misère matérielle, la bienfaisance publique et privée n'y saurait remédier que d'une façon restreinte, parce que, prise collectivement, la société française est pauvre, et l'on a beau déplacer, par le libre arbitre de ceux qui possèdent (c'est la seule méthode qui puisse avoir de bons effets), une partie de ce qu'a celui-ci pour le transmettre à celui-là : de la pauvreté collective il n'y a pas moyen de faire sortir l'aisance générale. Le superflu d'une toute petite minorité, quelque abondant qu'il semble, disparaît dans le gouffre de la détresse publique, comme l'eau d'un ruisseau dans le lit large et profond d'un fleuve immense. La société française est pauvre, cela signifie que le revenu brut de la société, ce fonds sur lequel elle vit en le régénérant sans cesse par son travail, et qui se compose d'objets de toute sorte en rapport avec nos besoins, alimens, vêtemens et le reste, est insuffisant pour donner un bien-être élémentaire à trente-six millions d'hommes; mais ce fonds peut augmenter. Il augmente à mesure du progrès de la civilisation, parce qu'en vertu de ce progrès, lorsque celui-ci est réel et non imaginaire, la puissance productive du travail humain va toujours croissant, et ainsi le travail d'une même quantité d'hommes produit une quantité d'objets divers de plus en plus grande. De ce point de vue, la question de restreindre la misère et de la parquer dans une enceinte de plus en plus étroite se présente en ces termes : — qu'est-ce qu'il est possible de faire pour augmenter la puissance productive du travail de la nation française?

Pour donner sur ce sujet les développemens que j'entrevois, je remets à un autre jour. Pour aujourd'hui, j'aurai fort à faire en essayant de traiter, même sous un seul de ses aspects, de la misère morale. De nos deux maladies, c'est celle qui gagne le plus, celle qui gangrène le

plus profondément la société; mais aussi bien c'est celle dont les progrès peuvent être le mieux surmontés dans un court espace de temps, si tous ceux qui y peuvent quelque chose s'y prêtent, et si la Providence, qui dispose des événemens généraux, est propice aux hommes de bonne volonté.

Contre la misère morale, la bienfaisance recouvre la puissance que le raisonnement conduit à lui dénier envers la misère matérielle. Quand la bienveillance ne se lasse pas, il n'est point de mauvais sentimens dont elle ne triomphe. La reconnaissance est dans le cœur de l'homme comme l'herbe dans les prairies : elle y germe spontanément. Il n'est pas au pouvoir de l'homme de la tenir refoulée indéfiniment sous la pression de la colère ou de l'envie. Il est à souhaiter que la bienfaisance publique et la bienfaisance privée s'exercent à l'envi l'une de l'autre, tantôt combinant leurs efforts, tantôt les séparant pour le plus grand succès de l'œuvre. En ce temps-ci, ce n'est pas seulement la religion ou le sentiment d'humanité inné chez les honnêtes gens qui dit à la charité de se déployer. La politique en fait une loi. Nous sommes engagés dans un passage très difficile : pour en sortir noblement, la charité nous offre un point d'appui; mais ce n'est pas la politique, c'est la religion seule qui pourra donner une vive impulsion aux œuvres de la charité. Celui qui règne dans les cieux est la seule autorité au nom de laquelle il soit permis de faire entendre des paroles rudes et menaçantes au riche qui oublie qu'on souffre auprès de lui pendant qu'il se livre au plaisir, parce que le Seigneur, qui ordonne la charité à qui peut la faire, commande en même temps la résignation à qui vit de privations et d'amertume, et qu'il réserve sa plus inexorable sévérité pour l'homme emporté et violent.

Toutes les manifestations de la charité ne sont pas également efficaces, je veux dire ne soulagent pas une égale somme de souffrances matérielles pour une égale somme de sacrifices. Dans l'organisation de la charité, il faut redoubler d'attention afin de choisir entre tous les moyens les plus puissans. Cependant, quelque importante que soit cette règle, elle est primée par une autre. Notre plaie la plus cruelle et la plus dangereuse, c'est, avons-nous dit, la haine qu'on a infusée au pauvre contre le riche, et à laquelle celui-ci répond par une stupeur au moins méfiante. Les institutions publiques ou particulières ou les pratiques individuelles qui sont de nature à préparer la réconciliation sont celles qui méritent la préférence; c'est là ce qui appelle la sollicitude toute spéciale des ames bien placées, des esprits prévoyans et des pouvoirs de l'état.

Les sociétés de secours mutuels, telles que le gouvernement les avait officiellement proposées à l'assemblée, par les bons rapports qu'elles tendraient à établir entre les classes aisées et les ouvriers,

sans contrainte pour personne, en ménageant la dignité de tous, en flattant l'amour-propre de l'ouvrier sans abaisser le riche, étaient dignes de l'appui de tous les bons citoyens. Par quelle fatalité les commissions de l'assemblée nationale y ont-elles refusé leur approbation?

Quand on étudie la société anglaise et qu'on se demande comment elle a pu s'exempter des secousses qui ont ébranlé depuis soixante ans la France, et après celle-ci tous les autres peuples continentaux de l'Europe, à l'exception de la Russie, on ne tarde pas à reconnaître que, de toutes les sociétés européennes, c'est la seule (1) où des relations fréquentes, dignes pour tous, soient organisées entre les différentes classes de la société par le moyen d'institutions multipliées et d'usages divers qui sont fixés dans les mœurs. Un écrivain, qui a fait, il y a plus de vingt ans, un livre intéressant sur l'esprit d'association, a figuré avec bonheur la différence qui existait, avant 1789, entre l'Angleterre et la plupart des autres nations européennes (2). « Je me représente, dit-il, la société sous la forme d'une échelle divisée en compartimens de plusieurs nuances, marquant chacune les conditions et les rangs. La dernière, formant la base, sera le peuple, l'ouvrier, le cultivateur; plus haut viendra la bourgeoisie, le commerce, la finance; au-dessus, la magistrature; enfin, la noblesse, le haut clergé et la maison souveraine. Si vous considérez cette échelle par ses divisions horizontales, vous aurez le système d'isolement ou de corporation, comme jadis en France et dans la plupart des états de l'Europe, c'est-à-dire une suite de rangs marqués qui s'excluent mutuellement ou dont les couleurs paraîtraient se ternir en se mêlant; si, au contraire, vous tracez des lignes perpendiculaires sur tous les compartimens et que vous preniez la division du sommet à la base, vous aurez alors le système complet d'association ou d'union tel qu'il est en Angleterre, en Hollande et en Suisse, c'est-à-dire un peu de noblesse, de magistrature, de finance et de bourgeoisie (3) réunies dans presque toutes les institutions, les rangs se croisant sans cesse et se prêtant un mutuel appui qui les garantit de tout trouble et de toute atteinte. »

Depuis 1789, à peu près tous les corps et toutes les associations qui existaient dans la société française ont été détruits. Sous prétexte qu'il personnifiait en lui l'unité nationale, l'état a successivement confisqué et absorbé tous les pouvoirs et toutes les attributions qui formaient le domaine des corps de toute espèce, si bien qu'il n'y a plus rien qui

(1) Je devrais nommer aussi un peuple extrêmement estimable, à qui il n'a manqué qu'un plus vaste territoire pour arriver aux plus imposantes destinées, la Hollande.

(2) Alexandre de Laborde, *de l'Esprit d'Association*, page 25.

(3) M. de Laborde ici, dans ce mot de bourgeoisie, comprenait sans doute les artisans et les ouvriers, qu'il a soin de nommer dans son énumération précédente.

vive de soi-même en France que l'individu solitaire, universellement dépouillé du prestige qui jadis entourait au moins les grandes existences, et un colosse dominateur insatiable, l'état. Entre les deux, pas d'intermédiaire. Les différens peuples de l'Europe continentale se sont de plus en plus rapprochés de ce modèle. L'Angleterre est demeurée fidèle à son ancienne donnée d'associations fortement constituées, robustes, n'ayant à demander à personne la permission d'exister, et tenant à toutes les classes de la société par leur composition même. Au lieu de porter atteinte à leur existence, le législateur britannique l'a consacrée par des témoignages nouveaux de son respect. Cette différence entre la politique française et la politique anglaise depuis 1789 a peut-être été commandée par l'esprit différent qui autrefois animait les ordres divers dans les deux pays, ce que M. de Laborde a dépeint par la figure que nous lui avons empruntée : esprit de caste de ce côté-ci du détroit, esprit national de l'autre, ce n'est pas ce que j'ai à examiner ici. Aujourd'hui voici les résultats de ces systèmes opposés : l'Angleterre est un corps dont les membres bien proportionnés et bien nourris s'assistent les uns les autres; la France est une tête énorme, unie à des membres grêles et chétifs, dont aucun ne peut grand'chose pour le salut ou le bien-être du reste. Ou, pour choisir une comparaison qui réponde à notre crainte des bouleversemens, l'Angleterre est comme une construction vaste et diverse, dont toutes les parties reposent sur des fondations faites de matériaux massifs, durables et bien liés; la France est un édifice qui peut séduire les regards par sa régularité savante, mais qui repose sur un amas de grains de sable. Sur sa base mouvante, il penche tantôt d'un côté, tantôt de l'autre; il est sujet à se lézarder dans tous les sens, et menace de crouler subitement alors qu'on croit avoir le mieux réparé les dommages causés par les ébranlemens antérieurs.

Les hommes qui ont étudié l'Angleterre dans ces derniers temps ont été frappés de ce penchant qui y rapproche tout naturellement, en certaines circonstances, les personnes des diverses classes de la société. Les observateurs les plus intelligens n'ont pas manqué de remarquer que, dans les rapports entre des personnes de positions si différentes, on n'apercevait rien de cette égalité farouche dont en France on mettrait volontiers l'empreinte sur toutes les relations sociales, et cependant la dignité de chacun y est parfaitement respectée. Les Anglais y apportent un sentiment que je ne crains pas de qualifier de patriotique, car l'estime des concitoyens les uns pour les autres, la satisfaction qu'ils éprouvent à se retrouver, l'absence complète dans le contact, de morgue chez celui-ci, de bassesse chez celui-là, ce n'est rien de moins qu'une haute expression du patriotisme en même temps

que de la civilisation. La charité fournit beaucoup d'occasions de ces bons rapports. La *Revue des Deux Mondes* donnait, il y a quelques mois, un morceau de M. Nisard sur *les classes moyennes en Angleterre*, où, à propos de la charité même, cette habitude de rapprochement entre les riches et les pauvres est ingénieusement dépeinte. Les femmes, en pareil cas, ont leur rôle tout indiqué. C'est, par exemple, une femme jeune, élégante, qui tous les samedis se fait institutrice, dans une des salles de sa belle demeure, pour les jeunes ouvrières de la fabrique voisine. « Ces pauvres filles viennent dans cette maison, un moment la leur, dit M. Nisard, entendre une lecture religieuse que la maîtresse accompagne d'interprétations familières (1). » Beaucoup d'écoles du dimanche sont tenues de même, en Angleterre, par les fils et les filles des manufacturiers ou des nobles. Ainsi les relations d'estime et de sympathie entre les classes les plus fortunées et les ouvriers commencent dès l'enfance. On s'accoutume ainsi à avoir confiance les uns dans les autres; c'est déjà une grande raison pour qu'on fasse une nation qui soit forte et heureuse, et où aucun intérêt respectable ne soit sacrifié.

Je ne tracerai jamais une ligne d'où l'on puisse inférer que je conteste l'excellence ou l'autorité de la charité. De tout temps ce fut et jusqu'à la fin des siècles ce sera une admirable vertu que celle qui fait ouvrir la main du riche, afin qu'il y ait du pain dans celle du pauvre, du baume sur ses plaies. Les sentimens bienveillans sont nécessaires à l'harmonie de la société, comme l'attraction universelle l'est au maintien du système du monde. Les pratiques charitables nous seront du plus grand secours pour franchir le défilé où nous nous trouvons engagés. Il faut pourtant le dire : il n'y a pas lieu d'attendre de la charité toute seule la fin de nos discordes.

On s'abuserait extrêmement sur les sentimens des classes ouvrières, si l'on supposait qu'elles soient avides de ce qu'elles savent être de la charité. Individuellement ou en masse, elles sont certainement sensi-

(1) « Tout plaisir, toute distraction cesse, ajoute M. Nisard, dès que l'heure du devoir envers le pauvre a sonné. Des prix sont distribués, à certaines époques de l'année, aux plus attentives, sans que celles qui l'ont été moins s'en retournent les mains vides. C'est encore de la charité aimable, là où les mérites sont inégaux et où les besoins sont les mêmes, de savoir récompenser les mérites sans paraître frustrer les besoins. Les prix sont des objets d'habillement. Plusieurs de ces jeunes filles doivent à l'intelligence et à l'attention qu'elles ont montrées dans ces exercices une toilette décente qui contribue à les relever à leurs propres yeux.

« Ailleurs on reçoit les petites économies qu'elles font sur le prix de leurs journées; on les fait valoir, on le leur dit du moins, et aux approches de la mauvaise saison on leur achète des habillemens qu'elles croient avoir payés. On leur cache ce que la charité de leurs banquiers ajoute au capital et aux intérêts; on risque qu'elles soient moins reconnaissantes pour qu'elles soient plus prévoyantes. » (*Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1849.)

bles aux bons procédés, à tout ce qui atteste, chez les personnes plus fortunées, de la sympathie et de la confiance; mais désormais elles ont très peu de goût pour le patronage, et il y a en elles une fierté, excessive peut-être, qui les indispose contre la charité, du moment que celle-ci devient aumônière. Dès-lors elles en sont blessées. Je ne parle pas seulement de ceux des ouvriers qui, dans les temps agités, jouent le rôle de meneurs; ceux-là sont souvent des exaltés, des paresseux ou des hommes dissipés, dont l'influence cesse avec les circonstances révolutionnaires qui l'avaient fait naître. J'ai en vue ici la partie des ouvriers qui a l'habitude de réfléchir et de raisonner, qui est la véritable élite des classes ouvrières, et qui dans les temps réguliers conduit le reste. Les personnes qui sont le mieux placées pour connaître la vérité en ont fait l'observation, les ouvriers attendent l'amélioration définitive de leur sort, non de la bienfaisance des classes aisées, non d'un patronage dont je n'aperçois guère les élémens chez nous, sur une grande échelle du moins, mais bien de l'application qui leur serait faite plus complétement des indications de la raison et de la justice. Ils sont peu éclairés, et comment le seraient-ils davantage? C'est pourquoi, depuis la révolution de février, ils se sont grandement trompés sur ce que c'est que la justice et la raison. En avril, mai et juin 1848, ils croyaient, ou la plupart d'entre eux croyaient, que le système de l'*organisation du travail* de M. Louis Blanc et toutes les folies débitées au Luxembourg étaient l'expression de la justice et de la raison pures. Le *droit au travail* leur semblait un principe parfaitement équitable d'économie sociale, et il est vraisemblable que le nombre de ceux qui conservent cette illusion reste fort grand. Cependant, quelles que soient les doctrines qu'ils ont aimées et auxquelles beaucoup d'entre eux malheureusement restent fidèles, tenons pour certain qu'ils ne veulent être traités que comme des hommes libres et justes. Donnons-leur de bonnes notions sur la liberté et l'égalité, sur le juste et l'injuste, et ils y feront bon accueil; ils le feront avec empressement, pourvu qu'ils nous croient bienveillans, pleins du sentiment de leur dignité. S'ils se sont montrés ardens pour des maximes ou des systèmes où la spoliation est pourtant flagrante, c'est qu'ils ne l'y voyaient pas.

Nous avons donc à traiter avec les ouvriers comme il convient avec des hommes qui sont placés désormais sur le terrain du droit. Le temps est passé où, toute seule, la bienveillance des classes aisées ou riches aurait suffi à conserver l'harmonie dans la société; il est passé depuis que, sur le cadran de l'histoire de France, la main de la bourgeoisie elle-même a placé l'aiguille sur l'heure des révolutions. Depuis 1789, il n'était plus possible de douter qu'à un moment plus ou moins prochain, les ouvriers des champs et des villes voudraient des droits politiques et prétendraient être une force reconnue dans l'état.

Nous sommes, je ne puis dire le plus raisonnable des peuples, mais le plus raisonneur et le plus logicien; il était donc impossible que les ouvriers ne se réclamassent pas du principe de l'égalité devant la loi, afin qu'il eût pour eux spécialement des conséquences politiques plus ou moins semblables à celles qu'il a eues pour la bourgeoisie de 1814 à 1848.

Quand la loi a dit à un homme qu'il est arrivé à l'âge de majorité, le tuteur ne saurait indéfiniment le retenir sous sa direction étroite. A force de ménagemens et de bons procédés, il peut bien déterminer le ci-devant pupille à accepter, quelques mois, quelques années, des conseils officieux : il peut en obtenir, tout le reste de ses jours, des témoignages de reconnaissance et de respect; mais le pupille n'en est pas moins son maître, et bientôt il tient à ce que ce soit constaté pour tout le monde. L'oiseau, dès qu'il a ses plumes, ne peut demeurer dans le nid et part à tire d'aile; il reste à la nature humaine quelque chose de cet instinct.

Si la noblesse, au lieu de blesser le tiers-état par l'exclusif et le hautain de ses prétentions, lui avait témoigné de l'estime et de la condescendance, et qu'elle lui eût cédé sur quelques-uns des points où c'était de la plus palpable justice, l'esprit de réforme n'eût probablement pas éclaté avec la fureur dévastatrice qui caractérisa la révolution française; mais des actes du genre de l'ordonnance, intervenue sous Louis XVI, qui enjoignait, avec une recrudescence de rigueurs, que nul qu'un noble ne fût officier dans l'armée; mais la résistance anti-patriotique de la noblesse à porter sa part proportionnelle de l'impôt; mais les mille détails par lesquels les privilégiés s'obstinaient à faire sentir leur esprit de caste, tout cela avait comblé la mesure : le vase devait déborder, et dès qu'il fut constaté que le prince qui occupait le trône était un esprit sans portée, un caractère sans force ni volonté, une révolution fut inévitable. On s'aventurerait même fort en disant que, si la noblesse avait eu d'autres allures envers le tiers, la révolution eût pu en être reculée; on pourrait plutôt soutenir qu'elle en eût été avancée. Les événemens, pareils à la marée montante, poussaient le tiers-état. Les tardives concessions de la noblesse n'eussent probablement servi qu'à accélérer cette marche ascendante. Seulement on peut croire que, dans ce cas, la révolution n'eût pas laissé dans nos annales la trace de ruines et de sang qui marque la place de la première république. L'unité de loi et l'égalité de droits n'en fussent pas moins devenues les principes fondamentaux de la constitution française.

A bien plus forte raison aujourd'hui, après les révolutions antérieures qui ont tracé la voie en conquérant à la bourgeoisie des positions politiques, après la révolution de 1848 qui a conféré la domination au

grand nombre, ce serait s'abuser que de croire à la bienveillance, aux bons procédés, au patronage, aux diverses formes de la charité enfin, sans rien de plus, la puissance de satisfaire les classes qu'on nomme le peuple. On l'a bercé de tant de promesses, que le peuple ne renoncera pas sans de sérieuses compensations aux rêves qu'il caresse et qu'on a soin d'entretenir chez lui. Il veut des garanties politiques, afin d'être certain que ses intérêts seront désormais pris davantage en considération; il ne cessera pas de les vouloir. Je ne m'occupe pas en ce moment de savoir s'il se fait une idée juste de ce que ces garanties doivent être, et si la constitution de 1848 est viable. Ce sont des questions différentes que pour aujourd'hui je laisse de côté.

J'entends d'ici le lecteur se récrier contre cette opinion, que les bons procédés, le patronage, le ban et l'arrière-ban des manifestations de la charité ne suffiront pas à combler définitivement les vœux des classes ouvrières, et que l'on n'accomplira point avec ce seul secours le grand œuvre de la pacification de la société. Rien n'est plus vrai pourtant, et c'est notre vanité bourgeoise qui, nous mettant un bandeau devant les yeux, nous a empêchés de nous en apercevoir. Qu'on veuille bien y réfléchir : la charité, réduite à être seule, est du même ordre que le *bon plaisir* considéré comme la base unique du gouvernement. Eh! sans doute, il est d'une grande utilité que la charité se montre intelligente, active, infatigable, de même qu'il est avantageux dans une monarchie que le prince ou ses conseillers soient distingués par leurs lumières et d'un naturel bienveillant. L'un cependant ne suffit pas plus que l'autre. Nous n'avons voulu du *bon plaisir* à aucun prix; une charte octroyée n'a pas été assez pour nos exigences. L'ouvrier n'acceptera pas davantage la charité pure et simple, tant publique que privée, sous quelque figure que ce soit, pour garantie de l'amélioration de sa condition.

Je suis peiné de détruire le rêve de certains hommes, qui se flattent que la fougueuse démocratie, semblable à un fleuve débordé, ne pourra faire autrement que de rentrer tôt ou tard dans son lit pour couler doucement entre les rives, et qui, en retour de la soumission qu'ils espèrent, se promettent d'être d'excellens princes, toujours affables et gracieux. C'est un idéal qui sourit vivement aux imaginations romanesques et auquel se prennent même des personnes sensées que les bouleversemens périodiques ont dégoûtées de la liberté. On nous a tant parlé du moyen-âge, de ses châtelains chevaleresques et de ses châtelaines modèles d'amour ou de piété; on nous a fait sur la toile et en marbre, comme en prose et en vers, des représentations si élégantes des vertus propres à ce temps-là, que cette perspective se présente à nous pour ainsi dire d'elle-même, quand nous nous détachons du présent, qui nous afflige ou nous épouvante, pour songer à l'ave-

nir. Pourtant ce n'est là qu'un vain songe. Nul d'entre nous n'aura le bonheur de posséder des vassaux ou d'être un chef de clan comme Mac-Callum More. Nous ne rendrons pas la justice au pied d'un chêne, assistés de notre bailli; faisons-en notre deuil : tout cela est fini pour la France, irrévocablement fini. Et quand on se met à y regarder d'un peu près, en s'aidant de l'histoire plus que des récits pittoresques des romanciers, on reconnaît que le moyen-âge, avec les relations sociales qu'il comportait, n'était beau qu'en peinture pour le commun des hommes, à peu près comme les magnifiques armures en fer ciselé de ce temps-là que l'on conserve dans nos musées; c'est agréable à voir sur la scène : pour celui qui s'en affuble, c'est une prison et une torture.

Je ne conteste pas que l'organisation du moyen-âge, ou celle des clans écossais, comme celle plus ancienne du patriarcat, dont nous trouvons le type sous la tente d'Abraham ou de Melchisédech, ne mît en jeu d'admirables sentimens. La protection affectueuse quelquefois, communément vigilante et active, de chefs résolus et courageux inspirait à l'inférieur une juste reconnaissance et un profond dévouement, échange de pensées généreuses et touchantes. C'est un ordre de choses où le pathétique a une grande place, et je ne m'étonne pas que nos romanciers s'y soient attachés. D'où vient cependant l'intérêt des scènes du moyen-âge? pourquoi ce dramatique et ce pathétique dont quelques personnes d'un cœur excellent se sont éprises au point de penser que, pour le bien du genre humain, des relations sociales de même nature devraient se renouer? Le secret de ce déploiement de vertus attendrissantes et de nobles sentimens dans les rapports entre l'inférieur et le supérieur, c'est que, sous un autre aspect, la société d'alors offrait d'une manière continue le spectacle d'un horrible brigandage. Le faible, dans ce *bon vieux temps*, était exposé à toute espèce de méfaits, d'excès et de violences de la part d'hommes audacieux que l'action de la loi ne pouvait atteindre, parce qu'il n'y avait de loi que la volonté du vainqueur. La protection du seigneur était si nécessaire, qu'elle était accueillie avec transport, à quelque condition qu'elle s'exerçât. Le faible ne se plaignait pas de ce que la dépendance fût complète : il n'en était que plus assuré d'être défendu. Les rapports sociaux du moyen-âge entre le chef et l'inférieur, avec les caractères qui en font le charme dans les romans, naissaient donc des crimes et des maux de l'époque. La cause a disparu pour toujours, je l'espère; l'effet ne peut reparaître. Un philosophe contemporain, M. J. Stuart Mill, qui a écrit quelques excellentes pages sur ce sujet, remarque avec un grand sens qu'aujourd'hui les hommes ont la protection de la loi, qui manquait entièrement aux populations du moyen-âge; que c'est le patronage qu'ils préfèrent désormais, le seul dont ils veuillent;

que la relation de dépendance envers un protecteur leur pèse pour peu qu'elle se fasse sentir. L'émancipation est consommée en droit; elle est dans l'esprit des institutions; on s'en imbibe dans le courant de la vie; on la respire avec l'air. Rétablir la dépendance dans les faits et les lois est la plus chimérique des espérances. Toute tentative de coercition à cet effet dans l'Europe occidentale y serait le signal d'épouvantables orages (1).

M. Mill insiste sur ce que, quand bien même les classes ouvrières n'y seraient pas rebelles, le rétablissement d'un ordre social fondé sur le patronage serait matériellement impossible. « Parmi les populations agricoles, dit-il, des comtés méridionaux de l'Angleterre, qui sont plus passives, moins imbues de l'esprit moderne que celles des comtés septentrionaux et de l'Écosse, il ne serait pas impossible aux riches de maintenir quelque temps les liens de l'antique déférence et de la soumission d'autrefois par l'appât de salaires élevés, qui ne fissent jamais défaut, et par une condescendance extrême en toute chose; mais ce sont des clauses à l'observation desquelles les riches ne pourraient s'astreindre indéfiniment. (M. Mill aurait pu ajouter qu'il n'en était pas question dans le patronage du *bon vieux temps*.) Pour avoir le moyen de maintenir aux cultivateurs cette douce existence, il faudrait pouvoir les assujettir à un travail productif, qui fût soutenu, et les empêcher de pulluler au-delà des besoins de la culture. C'est là que les admirateurs du bon vieux temps trouveraient que leur entreprise est impossible et leur rêve insensé. Tout l'échafaudage de relations sociales à l'image de la féodalité ou du patriarcat, qu'on aurait essayé de fonder sur une condescendance sentimentale envers l'ouvrier, serait renversé de fond en comble par la nécessité de restrictions sur le modèle de notre loi des pauvres. »

Après les personnes qui rêvent naïvement comme remède à nos maux le rétablissement d'un système de patronage plus ou moins imité du moyen-âge, et où, bien entendu, elles auraient le rôle de seigneurs, dont elles ne manqueraient pas, c'est convenu, de s'acquitter avec une grace toute parfaite, il y a la catégorie des hommes plus positifs, qui sont partisans de la toute-puissance de l'état plus que de celle d'une aristocratie, et dont la formule moins poétique, mais plus précise, est celle-ci : *Tout pour le peuple, rien par le peuple*. Certainement l'histoire signale des positions où le gouvernement a observé avec une remarquable fidélité les deux termes de ce programme : tels Manco Capac au Pérou et Moïse avec les Hébreux dans le désert, tels les jésuites au Paraguay; mais ces dictatures, dans lesquelles une personnalité prodigieusement douée ou bien une agglomération d'hommes intelligens et

(1) J. S. Mill, *Principles of Political Economy*, livre IV, chap. VII, § 1.

actifs, qui, par la vigueur de leur discipline, composent à peu près un homme de génie, entreprend l'éducation d'un peuple dans l'enfance et le façonne par des moyens héroïques, ne sont plus de mise parmi nous. Ce ne fut jamais bon nulle part que pour un court intervalle de temps, après quoi, si on l'eût maintenu, c'eût été une intolérable tyrannie, dont la formule eût été rien *pour* le peuple aussi bien que rien *par* le peuple. Telle est l'inévitable issue de ce système, parce qu'il est dans la nature des choses que les classes qui n'ont en elles-mêmes aucun moyen de se protéger et de se défendre soient sacrifiées. L'*exploitation de l'homme par l'homme*, comme on dit dans la langue du jour, est certaine après quelque temps, si la dépendance est complète. Pour conquérir une condition passable ou pour la conserver, le faible a dû devenir fort et constater sa force.

Ceci n'est pas l'appel à la force brutale comme à la suprême raison; quand le serf et l'esclave s'affranchissent, quand les inférieurs en général parviennent à une condition meilleure, c'est, avant tout, que leurs idées et leurs sentimens se sont améliorés, purifiés, élevés. Hors de là pas de progrès possible; mais sur le chemin du progrès il y a des obstacles matériels, et on est sujet à y rencontrer des forces qui barrent le chemin. Il faut de la vigueur pour ouvrir la voie, ou pour déterminer à se tenir à l'écart ceux qui auraient songé à l'obstruer. On l'a dit justement, la civilisation est un composé de lumières et de forces.

L'histoire de la liberté ou de la civilisation (c'est la même chose) peut se résumer ainsi : des classes jusque-là déshéritées trouvent en dehors d'elles une assistance morale; à la faveur de cette assistance et par un pénible labeur, elles éprouvent un double agrandissement : l'un est de l'ordre moral, l'autre est l'acquisition des attributs visibles de la puissance. Dès qu'elles se sentent grandes et fortes, elles aspirent à prendre en main leurs propres affaires. Ainsi se sont passées les choses à l'égard des communes et du tiers-état, en France, en Angleterre, dans toute l'Europe, depuis les beaux jours de la féodalité jusqu'à nous. Ainsi elles s'accompliront toujours. Supposer qu'il puisse en être autrement, c'est nier que l'homme porte en lui le ressort de la personnalité; c'est le réduire à un état passif que démentent la religion et la philosophie, et contre lequel les annales tout entières du genre humain sont une longue protestation.

Le système *tout pour le peuple, rien par le peuple*, a été tenté de nos jours par plusieurs gouvernemens, surtout par M. de Metternich en Autriche et par le roi Frédéric-Guillaume III en Prusse. Dans ces deux états, l'expérience a été soutenue : elle a duré un tiers de siècle en Autriche; elle a été menée avec conscience et habileté de part et d'autre. L'idée faisait école sous le titre de *despotisme éclairé*, et l'on pensait à en faire son profit dans d'autres états, lorsque tout à coup

l'appareil a éclaté, non sans meurtrir les gouvernemens qui auraient voulu le perpétuer, et un système représentatif, qui fait une part à toutes les classes sans exception, en a pris la place. En cela, les soins empressés et intelligens du feu roi de Prusse et de M. de Metternich ont porté les seuls fruits qu'ils pussent produire. Si, comme on le dit, l'illustre chancelier de l'empire d'Autriche a été saisi d'étonnement quand l'explosion l'a renversé du pouvoir et l'a lancé jusque par-delà la Manche, il est injuste envers lui-même. Quoi! en Prusse et en Autriche, le gouvernement avait tout fait pour répandre l'instruction et les habitudes d'un travail intelligent parmi les populations; on leur avait donné la force morale; on avait favorisé l'acquisition par la bourgeoisie d'un grand capital, c'est-à-dire de ce qui constitue la puissance matérielle dans une société civilisée; on avait détruit toutes les illusions au sujet de l'antique ordre social, en retirant à peu près tous les priviléges nobiliaires; on avait mis les roturiers en position d'affirmer que même le métier de la guerre, autrefois l'apanage tout spécial de la noblesse, ils l'entendaient aussi bien qu'elle; on avait formé des citoyens, et on a été surpris de rencontrer autour de soi des hommes revendiquant leurs droits de cité, le pouvoir de s'immiscer dans le gouvernement! C'est votre étonnement même qui est fait pour exciter la surprise.

En Prusse, les choses avaient pris, depuis 1840, un tour particulier qui mérite d'être noté. Frédéric-Guillaume III mourut au bon moment. Le respect et la reconnaissance de la nation prussienne tout entière ont escorté son cercueil. Son fils, un des princes les plus instruits et les plus spirituels de l'Europe, vit bien que le temps du despotisme éclairé était passé, et il consentit à donner une constitution, tout en maugréant contre les *feuilles de papier;* mais son érudition lui porta malheur : il avait dans l'esprit trop de réminiscences du moyen-âge; il voulut en reproduire quelques traits, et, parmi les hommes qui ont le coup d'œil politique, personne ne doutait de l'avortement de cette tentative de restauration archéologique, quand la révolution de février ébranla toute l'Europe et détermina l'écroulement de cet édifice bizarre. Nos admirateurs du moyen-âge devraient faire comme le roi de Prusse, profiter de la leçon.

Il pourra être objecté que les révolutions de Prusse et d'Autriche n'ont rien à faire ici, que ce ne sont que des événemens fortuits, un contre-coup accidentel de la révolution de février, car il y a des gens qui en sont là; il n'en manque pas qui considèrent 1830 et même 1789 comme des émeutes. La révolution de février n'a pas été étrangère aux révolutions de la Prusse et de l'Autriche; néanmoins elle n'a fait que précipiter le changement par l'audace qu'elle a inspirée aux novateurs. Par l'ascendant qu'elle a momentanément donné à des doc-

trines exagérées et à des passions subversives, elle a rendu la crise violente et très douloureuse; toutefois, avant la révolution de février, il n'y avait pas de force humaine qui pût empêcher désormais la Prusse et l'Autriche de faire l'expérience complète du système représentatif. Ce serait grandement se méprendre sur ces deux puissantes nations, ce serait leur manquer de respect que de ne voir dans leurs révolutions qu'un misérable plagiat. La preuve que ce ne sont pas simplement des orgies d'étudians répétant les scènes de Paris, à peu près comme à Valenciennes on fait en carnaval une mascarade à l'instar de Bruxelles ou de Gand, c'est que les souverains eux-mêmes de la Prusse et de l'Autriche, lorsqu'ils ont eu secoué le joug des émeutiers et la tutelle des exaltés, se sont inclinés devant la démocratie, et l'ont admise à partager l'empire avec eux. Restituons aux événemens du dehors leur véritable sens, c'est le moyen d'éviter de fâcheuses erreurs dans l'appréciation des nôtres.

Les adversaires de l'admission des classes populaires à l'exercice de la liberté politique essaieront peut-être de soutenir que la révolution de Prusse et surtout celle d'Autriche ne prouvent rien contre l'idée d'appliquer en France le *despotisme éclairé* aux ouvriers, attendu qu'en Prusse les réminiscences classiques du prince en faveur du moyen-âge avaient inquiété la bourgeoisie, et qu'en Autriche M. de Metternich exerçait le *despotisme éclairé* envers toutes les classes de la nation, tandis qu'en France la bourgeoisie et en général les classes riches et aisées continueraient de participer au gouvernement. Il me semble au contraire que les événemens de Prusse et d'Autriche prouvent beaucoup par leur résultat final, qui a été d'investir toutes les classes sans exception d'une part d'influence directe dans le gouvernement, au moyen du droit de suffrage; mais allons au fond de la question. Pour que, chez nous, le système du *despotisme éclairé* fût mis en vigueur à l'égard des ouvriers, pendant que la bourgeoisie resterait nantie de la liberté politique, il faudrait qu'il fût établi que la bourgeoisie et en général les classes aisées ont le sens politique à un degré remarquable, et que les ouvriers en sont complétement dépourvus. Examinons donc. Est-ce bien la noblesse qui possède un sens politique si distingué? Sans remonter jusqu'à l'émigration, ce qui me donnerait trop d'avantages, la conduite du parti légitimiste pendant les dix-huit années du gouvernement de juillet est un fait sur lequel on peut se former une conviction, je suppose. Est-ce la classe moyenne qui brille tant par l'intelligence politique? L'absence de sens politique dans une partie notable de la bourgeoisie est au contraire un des symptômes les plus tristes de notre temps. La garde nationale, la bourgeoisie armée, a eu si peu le sentiment de l'ordre public, qui est l'un des élémens principaux du sens politique, que, peu d'années après la révo-

lution de juillet, il a fallu la dissoudre dans presque toutes les grandes villes, parce qu'elle eût prêté main-forte à l'esprit de désordre. A Paris, elle s'est associée aux manœuvres séditieuses qui ont précédé la révolution de février; elle a été la dupe et l'instrument des sociétés secrètes : on lui a insinué de crier vive la réforme! et elle a crié à tue-tête. Elle ne voulait pas la révolution, et elle l'a faite. Elle avait alors la république en horreur, et elle a livré les clés de la place aux républicains. Une portion assez considérable de la bourgeoisie, celle qui est signalée pour avoir fourni beaucoup de voix à la liste rouge aux élections du 10 mars 1850, a et doit garder, plus que le populaire, deux sentimens qui oblitèrent le sens politique : l'envie contre toute supériorité et la passion de contrecarrer le gouvernement. L'envie envers le riche est, je le crois, fort développée aujourd'hui chez l'ouvrier; mais il ne paraît point impossible de l'y amoindrir. Envers l'autorité, l'ouvrier n'a pas une malveillance systématique, parce qu'à chaque instant il a lieu de s'apercevoir qu'il faut du commandement en toute chose. Enfin, jusqu'à présent, ce n'est que par exception ou par hasard qu'on a pu faire suivre à la bourgeoisie une certaine discipline en politique, tandis que les ouvriers se montrent admirablement disciplinés dans les circonstances où ils en ont besoin. C'est donc une assertion hasardée que de représenter l'ouvrier comme inférieur à toutes les autres classes en intelligence politique.

Eh bien! reprend-on, nous élèverons assez le cens pour qu'il n'y ait d'électeurs que ceux qui sont au-dessus d'un certain niveau; nous laisserons à l'écart non-seulement tous les ouvriers, mais une bonne partie des bourgeois. Ceux qui ont *in petto* ce plan de régénération politique de la France devraient dire comment ils s'y prendront pour le mettre à exécution. Les événemens nous aideront, disent-ils; les dures leçons de l'expérience détermineront la nation à renoncer à toutes les chimères du jour. — Je ne garantis pas que l'expérience ne nous réserve point de sévères leçons; mais, quoi qu'il arrive, quand même on serait parvenu à faire accepter un régime électoral analogue à ce qu'était, par exemple, celui de la restauration, où il fallait payer cent écus de contributions directes pour être électeur, on n'aurait pas fait dix ans de ce régime, que déjà l'opinion l'aurait miné. L'intelligence revendiquerait ses droits, et il faudrait les lui reconnaître, parce que la civilisation moderne n'admet pas qu'ils soient long-temps foulés aux pieds, et, quand une brèche aurait été faite au système, il croulerait. La donnée des électeurs gros censitaires a fait son temps.

Il faut pourtant, en toute chose, s'inspirer de l'esprit général de la civilisation. Une nation peut se tromper, et même dix nations à la fois peuvent se laisser séduire par une combinaison vicieuse, déception éphémère, condamnée à périr presque aussitôt qu'elle est née. Cependant,

quand une tendance se remarque chez toutes ou presque toutes les nations à la fois, il est presque certain, non qu'elle est parfaite, mais qu'elle recèle au moins un bon germe destiné à croître et à se perpétuer. De ce point de vue, l'idée de constituer chez nous un corps électoral sur la base d'un cens, je ne dis pas de 200 francs (c'est une cote jugée, je l'imagine), mais de 300 ou de 400 francs, de manière à exclure les classes ouvrières en bloc et une partie considérable de la bourgeoisie, me paraît n'avoir aucune chance d'avenir. Je remarque, en effet, chez tous les peuples qui ont le représentatif, qu'on modifie de temps en temps la loi électorale de manière à abaisser le cens, quand il y en a un, à admettre à l'électorat un nombre toujours croissant de citoyens, et à en ouvrir enfin les rangs aux classes ouvrières des champs et des villes. Depuis soixante ans, ce mouvement est à peu près continu et universel : c'est notoire pour les États-Unis, où les nouveaux états confèrent le droit de suffrage à tout homme blanc de vingt-et-un ans, et où les anciens états ont graduellement modifié leur constitution de manière à se rapprocher plus ou moins de ce type radical, que certes je n'entends pas glorifier. Les états allemands sont à peu près sous la loi du suffrage universel; de même la Suisse. L'Angleterre n'en est pas là; sa loi électorale est complexe, elle varie selon les lieux. Il est à remarquer qu'en 1832, quand fut votée la grande loi de la réforme parlementaire, on retira à certaines catégories dans les villes, mais pour l'avenir seulement, je veux dire pour les générations suivantes, la franchise électorale dont elles jouissaient sans avoir à justifier d'aucun cens ni de rien de plus que d'être des habitans de l'endroit. Il y eut un petit nombre d'autres restrictions; mais il ne faut pas oublier que les conditions de cens sont restées très libérales : dans les comtés, par exemple, il suffit d'être fermier d'un coin de terre rapportant 40 shellings ou 50 francs de revenu; dans les villes, quiconque a un loyer de 250 francs a aussi droit de suffrage; il y a même des classes d'électeurs qui sont astreintes à infiniment moins, indépendamment des catégories qui, comme je viens de le dire, sont destinées à disparaître (1). Enfin, il est à présumer que les conditions mises au droit de suffrage en 1832 seront bientôt adoucies en Angleterre. De toutes parts donc, c'est une tendance marquée, et même un fait accompli, d'admettre les classes ouvrières à l'exercice des fonctions électorales dans une certaine mesure. Ainsi, autant que le présent et un passé déjà imposant autorisent à juger de l'avenir, il n'y a pas lieu de croire qu'on puisse rétrograder jusqu'à un système électif qui aurait pour base un cens élevé.

(1) M. J. Lemoinne a résumé le système électoral de l'Angleterre dans un petit volume publié en 1841, *les Élections en Angleterre;* on y voit à quel point les ouvriers ont leur part dans la distribution du droit de suffrage.

Les adversaires de l'admission des masses populaires au droit politique résistent à ces observations. Ils citent la révolution française comme la preuve de la nécessité qu'ils signalent de revenir sur les franchises électorales quand on n'a pu éviter de les accorder aux classes ouvrières. D'après la constitution de 1791, et plus tard sous la constitution de l'an III, le droit de suffrage était reconnu à une multitude de personnes. Sous l'empire, le droit de suffrage fut illusoire, et puis, pendant la période florissante qui sépare 1815 de 1848, le droit de suffrage a été limité à ce qu'on a appelé une oligarchie de cent mille ou deux cent mille électeurs. Je n'éprouve aucune difficulté à admettre que toutes les fois que les populations abuseront des droits politiques, comme sous la première république, le despotisme sera la conséquence obligée de l'abus. La dictature de Napoléon est le fruit légitime des horreurs de 1793 et des désordres du directoire. Si le grand nombre aujourd'hui abusait du droit de suffrage de manière à renouveler la terreur et l'anarchie, nous aurions à nous prosterner encore devant un sabre : mêmes causes, mêmes effets; mais la dictature n'est que pour un temps. Quand la nation a recueilli ses esprits, elle se prend à vouloir de nouveau de la liberté. Après le despotisme impérial, nous eûmes le régime constitutionnel. Sans la charte, Louis XVIII était impossible. Après la charte de 1814 vint celle de 1830, qui doubla le nombre des électeurs, et en 1848 le gouvernement lui-même admettait qu'il fallait, comme l'opinion le demandait, agrandir le cercle électoral. Quand même la révolution de février n'aurait pas éclaté, la loi électorale aurait été remaniée; de proche en proche, il était inévitable qu'elle le fût de fond en comble : on n'eût pas empêché les classes ouvrières de s'y faire jour après un peu de temps. Ainsi, après une période despotique une période représentative où successivement le droit de suffrage est de plus en plus élargi, forcément, tout comme on est forcé de descendre quand on s'est placé sur une pente rapide. Si la nation ne supporte pas le régime représentatif ainsi plus ou moins généralisé, elle retourne au despotisme une fois de plus, pour recommencer le même cercle. Elle consume dans une rotation stérile le plus pur de sa substance; elle dépérit pendant que les autres, qui ont su s'accommoder de la liberté politique, avancent dans la carrière sans jamais revenir sur leurs pas. Le sceptre de la civilisation est désormais aux nations qui sauront conserver la liberté.

Dans nos nations homogènes, on ne concevrait même pas que les classes ouvrières fussent absolument impropres à jouir, dans une certaine mesure, des franchises politiques, à moins que les classes bourgeoises elles-mêmes n'y fussent à très peu près impropres pour leur compte, car c'est le même sang et le même tempérament. Il y a chez l'ouvrier le plus souvent une moindre culture intellectuelle; mais dans

les états modernes tous les individus reçoivent quelque éducation, ou se la donnent à eux-mêmes, lorsqu'on a le tort de la leur refuser ou de la leur mesurer à trop petite dose. La différence des degrés d'instruction n'est pas assez grande pour justifier une distinction aussi tranchée et aussi rigoureuse que celle qui consisterait à attribuer à la bourgeoisie la franchise électorale et à la refuser aux ouvriers. Il y a aujourd'hui chez la plupart des ouvriers un grand désir de s'instruire, et, chez ceux de certaines professions, on rencontre des connaissances plus solides peut-être que celles qui existent habituellement parmi certaines fractions de la bourgeoisie.

Il ne s'agit donc pas de pleurer sur les ruines du passé, ni d'épancher nos regrets sur les bons sentimens du temps ancien, sur les beaux traits qui distinguaient le système où le patronage d'un homme puissant était le seul refuge du grand nombre. Il ne s'agit pas davantage de s'attendrir sur les résultats avantageux qu'a eus récemment dans certaines contrées le système du despotisme éclairé, et sur les merveilles qu'il allait produire quand il a éclaté dans la main de ceux qui s'en servaient; c'est comme Aladin, qui est toujours au moment de devenir le plus heureux des hommes quand il perd sa lampe miraculeuse. Vite essuyons nos larmes et coupons court à nos soupirs. Nous n'avons plus le loisir de nous répandre en sanglots et en regrets. Le flot de la démocratie nous presse; la vague mugissante blanchit de son écume nos derniers remparts. Notre seule chance est que nous réussissions à développer chez les populations ouvrières les vertus propres à l'indépendance, puisque la dépendance a fini son temps. Les habitudes de soumission et de déférence ne sont pas encore tellement effacées en elles, que nous ne puissions utiliser ce qui en reste en nous y prenant bien, je veux dire avec intelligence, avec loyauté, avec bienveillance, et aussi avec courage et fermeté, car malheur à nous, si nous étions pusillanimes! mais nous ne pouvons en attendre qu'un service passager. Il faut nous proposer pour idéal, non de leur retirer les droits politiques, mais de les leur administrer selon la dose qu'elles en peuvent porter, en n'épargnant rien pour agrandir à cet égard leur capacité; car le danger est que, cédant à l'impatience qui est native chez la race française, elles n'en veuillent avoir à chaque instant au-delà de ce que leur avancement comportera. Et si l'un de ces jours il était démontré, ce qu'à Dieu ne plaise, que le salut de la société exige la suppression momentanée de la liberté politique, en supposant que nous eussions découvert l'homme de génie et d'autorité qui pourrait, sans ployer sous le fardeau, être investi de la magistrature dictatoriale, il faudrait que, pendant ce sommeil temporaire de la souveraineté nationale, l'exercice de la liberté politique fût uniformément retiré à

tout le monde; la reprendre aux ouvriers seuls ne serait pas juste et serait une imprudence extrême.

Il est au moins fort douteux qu'il soit possible de rétablir chez nous la déférence du pauvre envers le riche, non à l'imitation du moyen-âge, mais même au degré où elle existe encore en Angleterre. Il est trop tard. Des liens de ce genre, une fois qu'ils ont été rompus, ne se renouent pas solidement. Les Anglais n'ont pas eu, certes, une politique immobile, à beaucoup près : ils ont eu le culte du progrès autant que d'autres; mais ils l'ont entendu d'une autre façon que nous. Ils ont considéré qu'une nation ne devait pas répudier son passé et secouer la tradition; de même qu'une génération est le fruit de celles qui précèdent, ils ont pensé qu'en politique les institutions d'une époque devaient naturellement et régulièrement procéder des âges antérieurs. Ils ont fait des modifications graduelles à leurs lois, ils ont évité les changemens à vue, ils ont en horreur les transformations brusques par le procédé révolutionnaire. C'est ainsi que la société anglaise, telle qu'elle est aujourd'hui, dérive, par une filiation continue, de la vieille société anglaise d'il y a plusieurs siècles, tout en lui ressemblant fort peu, et que les relations de patronage ont pu se conserver jusqu'à un certain point dans la Grande-Bretagne, sans que la liberté et la dignité du commun des hommes cessassent d'y recevoir de nouvelles garanties. Nous, au contraire, nous avons subitement entrepris de faire *ab ovo* une société nouvelle. Nous démolîmes l'ordre social tout entier en 1789 et pendant les années suivantes. La constituante rompit tous les liens sociaux, et les événemens qui se sont passés depuis n'ont pas été de nature à rattacher ce qui était séparé. La manœuvre fut-elle judicieuse? Fîmes-nous bien de céder à l'impatience de notre tempérament dans la poursuite du progrès social et politique? Tout ce qui se passe ne montre-t-il pas que la tâche assumée par nous en 1789 est infiniment plus lourde que nous ne l'avions pensé? Les Anglais, qui ont eu des allures moins précipitées, et qui, au lieu de nos révolutions périodiques, se livrent à une évolution graduée et régulière, ne sont-ils pas pour le moins aussi avancés que nous? Quoi qu'il en soit, il ne nous est plus possible de quitter notre méthode pour prendre celle de nos voisins. Nous ne pouvons faire que ce qui est accompli ne le soit pas, que les coutumes que nous avons secouées subsistent encore. Quelque effort que nous fassions pour développer parmi nous la pratique de la bienfaisance, je ne crois donc pas que nous réussissions à restaurer chez nous les mœurs du patronage au point où les Anglais les ont gardées. Supposons cependant que ce soit praticable, serait-ce à dire que les ouvriers n'auraient rien à attendre de plus, et qu'ils devraient, en retour, renoncer à l'exercice des droits

politiques? C'est l'Angleterre qui répondra à cette question. Le patronage exercé envers les classes ouvrières chez le peuple anglais implique si peu leur renonciation aux droits politiques, que, dans la Grande-Bretagne même, les ouvriers des champs et des villes ne laissent pas que de participer au droit de suffrage. La Grande-Bretagne, avec son système de patronage, n'en est pas moins un foyer d'où le vote à peu près universel rayonne dans le monde entier. Les essaims que la Grande-Bretagne envoie dans toutes les parties habitables de la planète pour y fonder de nouveaux empires ne manquent jamais de se constituer conformément au système représentatif, en admettant tous ou presque tous les citoyens actifs au droit de suffrage. Au Canada, dans l'Australie, partout c'est de même, et c'est de l'Angleterre que les États-Unis ont emporté le germe qui n'a pas eu à se développer infiniment pour devenir le suffrage universel des blancs.

On pourrait contester aux classes ouvrières le droit de suffrage, s'il était démontré qu'en l'absence de libertés politiques leurs intérêts seraient suffisamment défendus, et que leur avancement graduel n'en souffrirait pas; mais c'est trop souvent le contraire qui arrive. On peut consulter l'expérience des dix-huit années de la monarchie de juillet: ce fut le règne des classes moyennes encore plus que celui du prince qui avait été porté au trône en 1830 et des ministres dont il s'entoura. Ce serait une grande injustice de prétendre que dans cet intervalle de dix-huit ans il n'a rien été fait pour l'amélioration populaire. Cependant, pour être dans le vrai, il faut avouer que presque tout ce qui a été réalisé en ce genre est émané du gouvernement beaucoup plus que de la chambre qui personnifiait les classes moyennes, la seule des deux chambres qui eût de l'autorité. La loi de 1833 sur l'instruction primaire, un des *actes* les plus insignes qui recommandent à la reconnaissance populaire le gouvernement de juillet, fut votée par la majorité avec un certain empressement; mais pendant les quinze années florissantes de 1833 à 1848, alors que nos finances étaient dans une prospérité jusque-là sans exemple, on ne put obtenir qu'il fût fait aux instituteurs un sort moins indigne de leurs fonctions. A mesure qu'on s'était éloigné du point de départ, cette loi de 1833 avait excité dans une partie des classes riches ou aisées une animadversion qui, sans l'insistance du gouvernement du 10 décembre, eût laissé dans la loi toute récente sur l'instruction publique des traces bien regrettables pour l'honneur de notre nation.

Sous le gouvernement de juillet, il a existé, parmi les classes moyennes, une sorte de parti qui ne pouvait revendiquer comme sien aucun des hommes politiques les plus éminens, mais qui, suppléant au nombre et au talent par l'activité et par l'intrigue, jouissait d'un grand crédit. Ces deux ou trois coteries, car ce n'était guère plus, pro-

fitaient des embarras parlementaires du gouvernement pour lui imposer leurs idées mesquines, leurs petites passions et leur sot esprit de caste. Elles se mettaient à peu près systématiquement en travers de tout ce qui était de nature à donner quelque relief aux classes populaires. Toute chose qui eût tendu à élever la position de celles-ci était signalée par cette poignée d'égoïstes et de peureux comme un acheminement à un nouveau 1793. Quiconque nourrissait quelque projet d'amélioration populaire leur était suspect et était dénoncé comme un révolutionnaire; je sais là-dessus quelques traits assez curieux. L'apathie, l'absence d'initiative et de prévoyance dont, pour le malheur de la patrie, est affectée la masse des classes moyennes aussitôt que les temps sont calmes ou semblent l'être, donnait beau jeu à ces médiocrités retardataires. Il en est résulté que si les classes ouvrières ont pris part au mouvement d'amélioration qu'a éprouvé la France de 1833 à 1848, le plus souvent ce n'a pas été en vertu d'une sollicitude spéciale dont elles fussent l'objet de la part des pouvoirs dominans, c'était seulement en vertu de l'action générale qu'exerçaient les principes de 1789, tels qu'ils étaient formulés dans les lois. Après une révolution comme celle de 1830, qui, accomplie par le bras populaire, à la face d'une armée pleine de bravoure et de discipline, avait révélé aux classes ouvrières toute l'étendue de leur force, éveillé en elles de très grandes espérances, de très grandes prétentions, la prudence la plus vulgaire commandait d'adopter, en faveur des ouvriers, toutes les mesures d'amélioration qui seraient à la fois conformes aux principes fondamentaux des sociétés et compatibles avec l'état des mœurs et les nécessités publiques. Il eût été sage d'initier peu à peu l'élite des ouvriers à la vie politique, dont on pouvait prévoir qu'à la première occasion les masses forceraient l'entrée, et pour cette initiation même on avait quelques occasions exemptes de péril; j'en signalerai bientôt un exemple. Ces satisfactions diverses auraient eu un grand effet; mais il était écrit que la fausse sagesse des coteries à courte vue auxquelles j'ai fait allusion devait prévaloir!

Citons des faits précis. Il y a un vaste programme d'amélioration populaire qui se résume nettement en ces simples paroles : *la vie à bon marché*, et dont la réalisation implique la refonte d'un certain nombre de lois fiscales et commerciales. Le beau idéal de ce programme peut se voir aujourd'hui, à peu de chose près, complet en Angleterre. Il y a été réalisé par une série de réformes législatives depuis 1824 jusqu'à ce jour, mais surtout depuis 1842. Tout ce que la loi pouvait afin que le pauvre eût à bas prix les articles de première nécessité, alimens, vêtemens, combustibles, le législateur anglais l'a voté sur la proposition du gouvernement. Les réformes de ce genre, pour s'accomplir avec succès sans qu'aucun intérêt considérable en soit com-

promis, réclament des temps prospères. Qu'est-ce qu'on a fait dans ce genre chez nous pendant la période d'une si remarquable prospérité qui de 1833 s'étend à 1847? Rien. Et voici pourquoi : si le gouvernement avait nourri de pareils desseins, s'il eût tenté de se rapprocher du système fiscal et commercial qui triomphe en Angleterre (il y a lieu de penser que sa propre inclination l'y portait), le ministère qui en eût fait la proposition à la chambre des députés eût été foudroyé par la majorité et par l'opposition coalisées. Je n'ai pas à rechercher s'il n'eût pas été beau de braver ces foudres; je constate que les hommes d'état les entendaient toujours gronder au-dessus de leurs têtes.

Autre exemple. La conscription militaire est un impôt que je crois peu conforme au principe fondamental de l'égalité devant la loi. Il est extrêmement onéreux pour les classes ouvrières; pour le riche, il se réduit à une contribution insignifiante. Ce système a d'ailleurs toute sorte d'inconvéniens. En Angleterre, la conscription n'existe pas; c'est toujours dans ce pays, qu'on nous dépeint comme essentiellement aristocratique, qu'il faut aller chercher les institutions essentiellement populaires. L'armée anglaise ne se recrute que par l'enrôlement volontaire. L'abolition de la conscription a été promise chez nous depuis 1814; ce ne serait que revenir à l'ancien régime, qui, sur ce point, était meilleur ménager de l'intérêt populaire que nous. Les classes ouvrières, celles des campagnes surtout, seraient infiniment sensibles à cette amélioration. Or, qu'a-t-on fait dans ce sens pendant la domination des classes moyennes? Rien encore. Les propositions qui eussent allégé cet impôt sans rien coûter au trésor public n'ont cependant pas manqué. Elles se sont produites quelquefois sous le patronage de noms illustres; mais les meneurs des classes moyennes n'ont pas jugé le sujet digne d'eux. Ils avaient bien d'autres affaires! Ceux qui se montraient les plus ardens pour les principes de liberté et d'égalité s'occupaient d'émouvoir la nation à l'occasion d'un missionnaire obscur du nom de Pritchard, qui, sur une petite île de l'Océan Pacifique, où flotte notre pavillon on ne sait pourquoi, s'était fait malmener par nos marins pour son prosélytisme acrimonieux, et que le gouvernement, par un sentiment de probité, indemnisait des pertes matérielles qu'il avait subies. Chose pénible à avouer, les classes moyennes se laissaient persuader que cet incident misérable était la grande affaire du temps. On sait que ce fut le mot d'ordre aux élections générales de 1842, et que le ministère y fut battu (1).

(1) La majorité se trouva cependant acquise au ministère, parce que la mort du duc d'Orléans, qui suivit de quelques jours les élections, fit une vive impression dans le public, et retourna quelques députés. Sans ce fatal événement, le ministère était renversé pour le fait de l'indemnité Pritchard.

Dans leur désir de s'élever, les classes ouvrières eussent été ravies d'exercer dans Paris, pour leur part, une magistrature à laquelle l'ouvrier est appelé par décret impérial depuis 1806, celle des prud'-hommes. Les conseils des prud'hommes, par leur composition mixte de chefs d'industrie et d'ouvriers, sont des institutions très recommandables, très utiles, propres même à concourir à la tranquillité de la société. Ils ont dépassé l'attente de leur glorieux fondateur. Il n'en existait pas à Paris, lorsqu'après 1840 le gouvernement de juillet, sollicité par les chefs d'industrie et par quelques personnes honorables (1), se montra disposé à déférer à ce vœu. Le projet, dès qu'il fut ébruité, causa une grande émotion chez les personnes officieuses qui s'agitaient en se donnant pour les représentans et les gardiens des intérêts de la bourgeoisie. Elles allèrent chez les ministres remontrer que la société était compromise, si les ouvriers de Paris recevaient à un titre quelconque, et avec quelque précaution que ce fût, un droit de suffrage. C'est ainsi que fut retardée pendant quelque temps la constitution des conseils de prud'hommes à Paris. Comment veut-on que les classes ouvrières se croient convenablement et équitablement représentées, si, dans les conseils de la nation, il n'y a place que pour les classes au nom desquelles, sans être désavoués hautement, de prétendus amis de l'ordre public élevaient ces prétentions exclusives?

Dans le débat entre les classes aisées et les ouvriers, la solution conciliatrice doit être bien moins embarrassante à découvrir que dans le conflit qui éclata, il y a soixante ans, entre la noblesse et le tiers. Les prétentions de la noblesse étaient incompatibles avec celles de l'autre ordre. La noblesse avait des priviléges qu'elle voulait perpétuer, et le tiers-état voulait l'abolition des priviléges de toute espèce, de ceux même qui existaient dans son sein en faveur des corporations d'arts et métiers. Il prit pour devise l'égalité de droits et l'unité de loi, c'était la négation de l'ordre nobiliaire même. Il est vrai que le tiers avait engagé une autre lutte contre la royauté, afin d'obtenir pour tous la liberté, qui n'existait pour personne. La noblesse devait ainsi profiter individuellement des efforts du tiers; mais, à l'exception d'une minorité, elle n'envisagea pas assez ce que, pour une classe qui était encore nantie de la majeure partie de la richesse, qui avait l'ascendant d'une éducation distinguée, d'un savoir-vivre exquis, cette compensation, mince en apparence, avait de large au fond. Elle s'absorba dans le regret des priviléges dont il fallait se démettre. On sait la fin.

Entre les classes aisées et les ouvriers, il ne s'agit de priviléges à

(1) L'une des personnes qui travaillèrent le plus à éclairer l'opinion et l'autorité sur ce qu'il convenait de faire en cette circonstance fut M. Mollot, actuellement juge au tribunal civil à Paris.

ravir à personne; des priviléges, à proprement parler, il n'y en a plus, ou, s'il en subsiste quelques restes, ils sont condamnés virtuellement, et chaque jour le courant en emporte un lambeau. L'égalité de droits et l'unité de loi sont des conquêtes faites en commun par le corps entier du tiers-état, bourgeois et ouvriers. Il n'y a plus de principe neuf qu'il s'agisse sérieusement d'introduire dans la société. Il est bien vrai qu'au gré de quelques insensés, pour accomplir l'amélioration populaire, il faudrait inaugurer de prétendus principes, destruction ou affaiblissement de notions sacrées et éternelles telles que la propriété et la famille; mais ce ne sont pas des principes, ce sont des erreurs grossières, devant la pratique desquelles on reculera toujours, quand bien même ceux qui les préconisent deviendraient pour un instant les maîtres. La clameur du genre humain proteste contre ces extravagances; sans la propriété et la famille, il n'y a plus rien de possible en faveur de l'ouvrier; la société en masse rétrograde jusqu'à la barbarie, jusqu'à la vie sauvage. Les principes dont l'ouvrier doit attendre l'amélioration de son sort sont acquis. Il ne peut plus être question que de faire de ces principes souverains, au fur et à mesure du progrès des mœurs, une application toujours plus étendue et plus équitable, où l'ouvrier trouverait son avantage, mais où, par la nature même des choses, ce qu'il obtiendra ne sera pris à personne, si bien que ce sera l'avancement général de la société en même temps que le sien.

Le peuple, dira-t-on, a des prétentions fort exagérées. — Il n'est que trop vrai; mais il y a des exagérations que je redoute autant que les siennes, ce sont les nôtres. Ce sont celles-ci qui nous feront le plus de tort; elles contribuent à le rendre de plus en plus outré dans ses erreurs et de plus en plus obstiné. En politique, on succombe pour ses propres fautes et non pour celles de ses adversaires. Soyons modérés dans la véritable acception du mot, si nous voulons qu'on le soit envers nous. Reconnaissons les droits d'autrui, c'est ainsi qu'on obtient le respect pour les siens. Nous possédons plus de lumières que les ouvriers, nous sommes persuadés que nous leur sommes bien supérieurs en sagesse et en patriotisme : de par les événemens, nous sommes mis en demeure d'en administrer la preuve, en faisant, à ce titre, les premiers pas dans la voie de la conciliation; c'est pour la patrie la voie de salut. Pour les classes qui représentent particulièrement les forces conservatrices de la société, c'est à la fois aussi la voie de l'honneur, celle du devoir et celle de l'intérêt.

Je me résume : les classes ouvrières constituent-elles dans la société une force distincte? — Oui. — Cette force est-elle imposante? — Évidemment. — S'ignore-t-elle, ou au contraire a-t-elle pleine conscience d'elle-même? — Elle est remplie du sentiment de ses droits, son pen-

chant est même en ce moment de se les exagérer. Est-elle reconnue par la loi? — Incontestablement; la constitution de 1848 fait plus que de la reconnaître : elle lui accorde une influence excessive, elle lui décerne la domination dans l'état. — Cette force, qui n'est pas seulement imposante, qui a le sentiment outré de ce qu'elle mérite et de ce qu'elle peut, qui a la sanction de la loi, est-elle en elle-même digne de respect? — Oui, pourvu que, comme toute autre force sociale, elle ne réclame rien que ce qui est conforme aux principes fondamentaux de liberté et de justice pour tous, et que ce qui est humainement possible. — Les droits politiques qui seraient reconnus aux classes ouvrières sont-ils nécessaires à la protection des intérêts légitimes de ces classes? — Il n'est plus permis d'en douter. Il ressort de là l'indication d'une ligne de conduite pour les classes riches ou aisées, et cette ligne serait différente de celle qui est suivie depuis plusieurs mois, depuis la réunion de l'assemblée.

Puisse-t-on donc se hâter, par des actes formels, d'effacer de l'esprit des classes ouvrières l'opinion qu'elles ont pu se former, que nous n'adhérions pas franchement à un régime où l'amélioration de leur sort fût la tâche principale du gouvernement, et où elles en eussent la garantie par une équitable participation aux droits politiques!

Cette adhésion loyale et explicite de notre part n'interdirait pas d'apporter à la constitution de 1848 les changemens qu'indique l'expérience, et que commande une saine appréciation du caractère français et de la société française. Loin de là, elle faciliterait l'entreprise. Il faut pourtant en venir à cette révision aussitôt que possible : nous ne pouvons demeurer dans ces conditions manifestement révolutionnaires où la constitution de 1848 nous a placés. Pour que la révision soit bien faite, pour qu'elle ait un résultat de quelque durée, pour qu'elle ferme la porte aux déchiremens, il est nécessaire qu'elle s'opère d'un commun accord entre les grandes fractions de la société. L'accord est impossible pourtant, si les classes diverses ou les grands partis nourrissent la pensée de s'annuler mutuellement et de s'arroger seuls l'empire; il devient aisé, s'il est évident que chacune des grandes forces qui sont en présence renonce à l'espoir d'exclure les autres et de les dominer, et si l'on donne des gages de la disposition où l'on est de vivre à côté les uns des autres. La constitution révisée ne doit point être la proclamation du triomphe de l'un des grands élémens de la société sur un autre. Ce doit être un pacte d'alliance, un traité de paix, et les préliminaires d'un traité de paix consistent à prendre une attitude conciliante.

C'est le cas ou jamais pour tous les élémens conservateurs de la société d'agir de concert, de s'organiser autrement que sur le papier, de s'unir par les liens d'une étroite intimité. Que ne prennent-ils mo-

dèle sur leurs adversaires! Qu'ils fassent abnégation de leurs prétentions particulières pour ne plus se souvenir que de leurs désirs communs. Il faut, certes, que, pour traiter avec les élémens novateurs, ils les abordent avec un loyal esprit de conciliation, sans arrière-pensée; mais, à plus forte raison, entre eux, doivent-ils nourrir ces sentimens les uns pour les autres. Être autrement, ce serait se condamner à périr.

Que si l'on dit que la ligne de conduite recommandée ici est loin d'être dégagée de périls, je supplie qu'on nous en montre une autre qui n'en offre pas davantage, qu'on indique, pour sortir des difficultés qui nous pressent, une issue où nous n'ayons pas à laisser plus de notre honneur, de notre autorité dans le monde, de nos richesses publiques et privées. Quand les hommes généreux qui firent la révolution de 1789 prirent la détermination de démolir toute la société, sauf à en reconstruire ensuite une autre de toutes pièces, ils nous jetèrent sur un océan inconnu, semé d'écueils, sujet à être soulevé par de terribles tempêtes. Nous constatons sans cesse, à la sueur de nos fronts, que la carrière de la liberté, quand on y entre de cette façon, est fort périlleuse; mais avec de l'esprit politique, avec du patriotisme, avec les sentimens et les vertus qui forment la substance même de la civilisation, et qui permettent à l'homme de puiser, dans le sein de ses semblables et dans de plus hautes régions, des forces toujours nouvelles, on déjoue toutes les mauvaises chances, on surmonte ou l'on aplanit tous les obstacles. Continuons donc, avec une résolution calme plus bienveillante pour autrui et plus sévère pour nous-mêmes, le laborieux pèlerinage auquel nous ne pouvons nous soustraire. Acceptons-en franchement les épreuves qu'il ne nous est pas donné d'éviter;

Faisons notre devoir, les dieux feront le reste.

MICHEL CHEVALIER.

# CHARLOTTE CORDAY

PAR M. PONSARD.

Le sujet choisi par M. Ponsard présente certainement de graves difficultés; cependant je ne crois pas que la figure de Charlotte Corday doive être bannie du théâtre. Il y a dans le courage viril de cette jeune fille une donnée tragique dont la poésie peut s'emparer. Sans doute cette donnée présente plus d'un écueil; le dénoûment prévu d'avance, gravé dans toutes les mémoires, semble condamner l'action à l'immobilité; les préparatifs du meurtre sont tellement connus, il serait tellement insensé de vouloir les changer, que le poète, au premier aspect, paraît condamné à transcrire l'histoire. Toutefois l'étude approfondie de cette question délicate nous conduit à une conclusion bien différente. S'il n'est pas permis au poète, en effet, d'altérer le témoignage de l'histoire, si le meurtre de Marat est trop près de nous pour que l'imagination la plus hardie ne soit pas obligée d'en respecter, d'en reproduire les circonstances principales, le poète a le droit d'interpréter à sa manière le récit de l'historien. Derrière les faits accomplis, il a le droit de chercher, l'espérance de trouver les idées qui ont servi de germe au projet de Charlotte Corday, les passions qui ont ébranlé son courage, les réflexions qui l'ont raffermi. Et si dans la poursuite et la découverte de ces mobiles mystérieux, indiqués plutôt qu'expliqués par l'historien, il prend pour guide l'austère philosophie, il peut tirer de la vie et de la mort de Charlotte Corday une tragédie émouvante et vraiment pathétique. Non pas que je conseille à l'imagination, en présence de cette grande figure, d'oublier, de méconnaître ses devoirs jusqu'à greffer le roman sur l'histoire : à Dieu ne plaise qu'une pareille folie entre jamais dans ma pensée! mais, sans recourir au roman, il

est permis d'ouvrir devant nous l'ame toute romaine qui a conduit le bras de Charlotte Corday. C'est là la vraie tâche du poète dramatique. Certes, il ne faut pas négliger de nous montrer, de nous peindre à grands traits l'état de la France six mois après la mort de Louis XVI; toutefois ce serait s'abuser étrangement que de subordonner la conduite de Charlotte Corday au tumulte des factions; le drame ainsi compris descendrait fatalement à des proportions mesquines; la jeune fille héroïque ne serait plus qu'un instrument aveugle entre les mains du hasard. Pour que Charlotte nous intéresse, nous émeuve, nous frappe d'admiration et d'épouvante, il faut qu'elle domine l'action générale du poème; il faut que tous les événemens trouvent dans son ame généreuse, non pas seulement un écho plus ou moins retentissant, mais un juge sévère; à cette condition, le drame s'agrandit, et l'héroïne, bien que placée près de nous dans l'ordre des temps, que nos pères ont vue marcher au supplice, se transfigure, et, d'un battement d'ailes, s'élève jusqu'aux régions les plus sereines de la poésie.

Charlotte avait vingt-cinq ans lorsqu'elle conçut le projet de délivrer la France en poignardant Marat. Privée de sa mère par la mort, séparée de son père et de ses sœurs par la pauvreté, éloignée de ses frères qui servaient dans l'armée des princes, confiée aux soins d'une vieille tante, c'est-à-dire livrée à elle-même, Charlotte avait grandi dans la solitude et l'indépendance. Ne consultant pour le choix de ses lectures que sa seule volonté, quittant, reprenant ses études sans recevoir jamais ni conseil ni réprimande, elle se nourrissait de Corneille, dont la sœur était son aïeule, de Plutarque, dont les mâles récits la charmaient, de Raynal, dont les principes généreux enflammaient son cœur. Ainsi, quand la montagne commença contre la gironde cette bataille furieuse qui devait coûter tant de sang à la France, Charlotte s'était déjà préparée depuis long-temps au sacrifice de sa vie; sans savoir encore de quel côté se tournerait son dévouement, elle éprouvait le besoin impérieux de se dévouer. Et comme les passions qui agitent le cœur des jeunes filles se taisaient en elle, comme sa vie solitaire n'avait pas été troublée par les rêves enivrans de l'adolescence, son ardeur de sacrifice devait naturellement s'adresser à la patrie. MM. de Belzunce et de Pontécoulant ne paraissent pas avoir inspiré à Charlotte un sentiment plus tendre que l'amitié. Son ame appartenait tout entière à la France quand les girondins fugitifs vinrent à Caen chercher un asile et des vengeurs. Le cœur de Charlotte s'est-il attendri pour le plus beau, le plus courageux des girondins, pour Barbaroux? En lisant la lettre qu'elle lui écrivait la veille de sa mort, il n'est guère permis de le penser, car cette lettre, charmante au début, grave et solennelle dans les dernières lignes, ne trahit aucun regret, aucun regret du moins qui porte l'empreinte de la passion. Il règne dans toute cette lettre une sérénité et

parfois un enjouement railleur que la passion ne permettrait pas. Quant à la lettre de Charlotte à son père, c'est d'un bout à l'autre le langage d'une Romaine; il est difficile d'imaginer plus de simplicité dans la grandeur. Si l'ame de la jeune fille se sent un instant ébranlée en songeant aux larmes que son père va répandre, elle reprend bien vite son courage et sa vigueur au spectacle de la France délivrée. Elle parle à son père comme une fille qui sent couler dans ses veines le sang de Corneille, le sang d'Émilie.

Une ame ainsi faite, ainsi douée, préparée aux actions héroïques par le commerce familier des ames les plus mâles de l'antiquité, n'est pas, à coup sûr, un champ stérile pour la poésie dramatique; mais si Charlotte n'a jamais aimé, d'où viendra le combat? d'où naîtra la péripétie? Si elle a pu dire à Barbaroux, dire à son père : « Ne pleurez pas ma mort; pourquoi me pleurer? qu'ai-je à regretter? ma nature, je le sens, ne m'appelait pas au bonheur; » si, pour armer son bras du poignard, pour se résoudre au sacrifice de sa vie, elle n'a pas à consommer dans son cœur un premier sacrifice; si elle n'a pas de lutte à soutenir, pas de bonheur à immoler, comment se nouera l'action? Cette question, je l'avoue, a quelque chose de décourageant, et pourtant je crois qu'il n'est pas impossible de la résoudre victorieusement. Si Charlotte, en effet, n'a jamais aimé, si elle a ignoré la seule passion qu'elle ait jamais inspirée, l'amour enthousiaste, la mystique adoration qu'Adam Lux devait sceller de son sang; si elle a rencontré sans émotion les regards ardens qui l'ont suivie jusqu'au pied de l'échafaud, ne croyons pas qu'elle ait quitté la vie sans déchirement. Elle avait pour son père, pour ses sœurs, pour sa vieille tante, une tendre affection; chaque fois qu'elle prenait un enfant sur ses genoux, qu'elle passait la main dans sa blonde chevelure, ses yeux se mouillaient de larmes involontaires; son cœur, que la passion n'avait pas troublé, songeait, à son insu, aux joies de la maternité. Belle et n'ayant pour dot que la pauvreté, quoique jamais aucune plainte ne soit sortie de sa bouche, sans doute elle ne voyait pas sans une secrète amertume ses amies de couvent échanger leur nom contre le nom d'un homme préféré. Malgré les consolations stoïques adressées à son père, tous les témoignages s'accordent à nous montrer Charlotte Corday comme une femme faite pour comprendre, pour aimer la vie de famille, pour jouir pleinement du bonheur que donne le foyer domestique. Si l'héroïsme a triomphé dans son cœur, le triomphe n'a pas été obtenu sans combat, sans blessure; plus d'une fois les affections humaines ont élevé la voix avant de consentir à s'immoler. Eh bien! c'est dans cette lutte intérieure que le poète doit chercher les principaux développemens de l'action dramatique, et cette lutte est assez vive, assez cruelle pour offrir tous les élémens d'une véritable péripétie.

Cependant je ne voudrais pas réduire à cette donnée purement psychologique l'intérêt du drame tout entier. Les trois hommes qui se partageaient alors le gouvernement de la montagne, qui disposaient à leur gré du sort de la France, Robespierre, Danton et Marat, doivent tenir une place importante dans un poème baptisé du nom de Charlotte Corday. Pour amener le spectateur à bien comprendre le dévouement de l'héroïne, il est nécessaire de lui montrer la guerre intestine qui déchirait alors la convention. Si Robespierre, Danton et Marat ne viennent pas expliquer devant lui les passions qui les dévorent, les principes dont la mise en œuvre a coûté tant de sang et de larmes, les rêves insensés qu'on ne peut écouter sans épouvante, la résolution de Charlotte n'est plus que le caprice d'une imagination en délire. Ici se présente un nouvel écueil. La guerre qui déchirait la convention était si terrible, semée d'épisodes si étranges, si imprévus, la France haletante contemplait avec une si cruelle anxiété cette assemblée où l'injure et la menace prenaient trop souvent la place des argumens, qu'il semble bien difficile de mettre aux prises la gironde et la montagne sans absorber l'attention tout entière. Oui, sans doute, c'est là un écueil dangereux, mais que le poète peut éviter. Pour peu en effet qu'il possède le sentiment des proportions, il comprend bien vite que la convention, malgré sa terrible grandeur, ne doit servir qu'à expliquer la résolution de Charlotte. La montagne et la gironde se résument en quelques hommes, et sans nous ouvrir les portes de la convention, sans nous montrer les tribunes furieuses dont les clameurs ajoutaient encore à la colère des combattans, il suffit d'amener devant nous les chefs de la montagne et de la gironde. Quand je parle de les amener devant nous, ce n'est pas sans dessein que j'emploie cette expression. Il faut en effet qu'on les voie, qu'on les entende, il faut qu'ils nous révèlent dans un entretien familier ou dans une querelle acharnée le secret de leurs pensées, de leurs espérances. Laisser à d'autres le soin de nous les peindre, de nous initier aux mystères de leur conscience, serait méconnaître le but naturel, les devoirs évidens de la poésie dramatique. Dans un tel sujet, il faut se défier des portraits, car les portraits les plus habiles, tracés de la main la plus sûre, ne sauraient jamais remplacer l'homme même que le poète a voulu peindre. Quelques vers bien frappés, écrits d'un style précis et sévère, ne produiront jamais sur l'ame du spectateur une impression aussi profonde que la vue même du personnage. Cette pensée, bien qu'elle se trouve dans l'épître aux Pisons, est encore aussi vraie aujourd'hui que le jour où elle fut exprimée pour la première fois, et je ne crains pas en la reproduisant le reproche de plagiat.

Comment nous montrer Robespierre, Danton et Marat, Barbaroux, Buzot et Louvet, sans nous ouvrir les portes de la convention? Pour

les trois derniers, la réponse est toute simple. Les girondins sont proscrits; nous les trouverons à Caen. Quant aux trois chefs de la montagne, il faudra trouver moyen de les réunir dans une délibération sur leurs communs intérêts. La diversité de leurs caractères, l'opposition, la contradiction des systèmes dont ils poursuivent l'accomplissement à travers les ruines amoncelées à leurs pieds, ne tarderont pas à éclater. Une fois en présence, ils ne s'entretiendront pas long-temps avant d'en venir à l'ironie, à la menace. Cette manière de nous les révéler par eux-mêmes n'a rien que la raison ne puisse avouer. Reste la difficulté de mettre dans leur bouche des paroles que l'histoire ne désavoue pas.

Le triumvirat de la montagne offre au poète trois caractères profondément distincts. Robespierre, dont le nom reste attaché au régime de la terreur; Danton, dont le nom rappelle à toutes les mémoires les journées de septembre; Marat, qui se disait l'ami du peuple et qui a demandé, qui a obtenu tant de têtes, réunis pour le triomphe de la révolution, étaient fatalement condamnés à s'entre-détruire, car chacune de ces trois natures devait se défier des deux autres. Robespierre, dévoré de la soif du pouvoir, poursuivait froidement, mais avec une persévérance infatigable, avec une obstination que rien ne pouvait décourager, le but marqué d'avance dans ses desseins. Calme et prudent, profitant habilement des fautes commises par ses adversaires, il n'allait pas volontiers au-devant du danger; affrontant, méritant parfois le reproche de lâcheté, il dédaignait de répondre aux accusations qui ne compromettaient pas l'accomplissement de sa volonté. C'est peut-être la figure la plus terrible de cette époque orageuse, et cependant Robespierre a connu la plus douce des passions humaines. La richesse n'attirait pas cette ame singulière; s'il abat les vieilles institutions, s'il proscrit les grands, ce n'est pas pour se loger dans les palais déserts. Non, il veut régner, il veut tenir la France dans sa main. La douceur même de ses mœurs ajoute à l'effroi qu'il inspire. Il y a dans toute sa conduite un si parfait désintéressement, ses ennemis eux-mêmes sont tellement convaincus qu'il ne garde rien pour lui de la dépouille des victimes, tous ses discours sont dictés par une logique tellement inflexible, que la sérénité de son intelligence au milieu de l'orage lui donne une sinistre grandeur.

Danton, malgré les journées de septembre dont il n'a pas répudié la responsabilité, effraie moins que Robespierre, car l'ambition n'est pas le mobile unique de toute sa conduite. En poursuivant la conquête du pouvoir souverain, ce n'est pas le pouvoir seul qu'il veut conquérir; il veut satisfaire, il veut assouvir toutes ses passions, tous ses appétits, depuis sa gourmandise jusqu'à sa luxure. Arrivé à Paris pauvre et obscur, il veut la popularité, il veut la richesse pour épuiser toutes

les jouissances. Ardent, audacieux jusqu'à la témérité, il joue avec le danger et se complaît à le braver. Il n'est jamais mieux inspiré, plus éloquent, plus abondant en images, plus railleur, plus puissant qu'en face du danger. Il ne choisit pas ses paroles, il ne passe pas son temps à les trier, il ne relit pas, comme Robespierre, les plus belles pages de Rousseau pour préparer ses discours; pour lui, la tribune est un champ de bataille. Il lance ses argumens à la tête de ses ennemis comme un frondeur la pierre qu'il vient de ramasser. Danton semble né pour les révolutions. Il ne cache pas ses vices, il s'en glorifie. Si quelqu'un lui dit qu'il s'est vendu à la cour, il répond hardiment que c'est un marché nul, que la cour ne l'a pas estimé assez haut. Et pourtant, malgré cette misérable jactance, il n'a pas dit un éternel adieu à tous les bons sentimens; il ne verse pas le sang par cruauté, pour le plaisir de le voir couler. Pour lui, la hache n'est qu'un moyen de supprimer les obstacles: il accepte la hache comme une nécessité; mais une fois les obstacles supprimés, rendu à sa nature, il combat avec énergie toutes les mesures violentes qui n'ont pas la nécessité pour excuse.

Marat semble frappé de vertige. Il y a dans sa cruauté quelque chose que la haine la plus ardente ne peut expliquer. Quelque aversion qu'on lui suppose pour l'aristocratie, de quelque jalousie qu'il soit animé contre la société tout entière, qui n'a pas voulu reconnaître en lui le rival, le successeur de Newton, il est impossible de trouver dans l'aversion la plus violente, dans la plus implacable jalousie, la clé de cette étrange et sauvage nature. La folie seule, la plus terrible de toutes les folies, peut résoudre le problème. Aussi comprend-on sans peine que le choix de Charlotte Corday se soit arrêté sur Marat.

Il y a dans le drame de M. Ponsard plusieurs scènes faites avec un remarquable bonheur, une incontestable habileté; mais dans le drame tout entier il n'y a pas trace de composition. On peut louer sans flatterie telle ou telle partie qui se recommande par l'élégance ou l'énergie; avec la meilleure volonté du monde, il est impossible de découvrir dans cette œuvre une idée génératrice qui en domine, qui en relie tous les élémens. On dirait que le hasard seul a présidé à la distribution des scènes. Le banquet chez Mme Roland me semble parfaitement inutile, car rien dans la conversation des convives n'annonce la vengeance qui se prépare. L'accueil dédaigneux fait à Danton par les girondins ne suffit pas pour transporter le spectateur dans le domaine tragique, et puis n'y a-t-il pas quelque chose de singulièrement mesquin à mettre en scène des hommes tels que Sieyès et Vergniaud pour leur confier des rôles de comparses? Le tableau suivant, qu'on peut appeler le tableau des faneuses, n'est à mes yeux, comme le précédent, qu'un véritable hors-d'œuvre. La conversation politique à laquelle nous venons d'assister chez Mme Roland ne

nous a pas appris grand'chose sur le sujet que le poète se propose de traiter; cette idylle, qui, partout ailleurs, pourrait séduire par son élégance, dépayse le spectateur. A quoi bon nous montrer Charlotte Corday occupée de travaux champêtres? A quoi bon la placer sur la route suivie par les girondins fugitifs? Une rencontre ainsi amenée ne manque-t-elle pas à la fois de vraisemblance et de grandeur? Après les terribles journées de mai et de juin, il est probable que Charlotte pensait moins à vendre les foins et les pommes de sa tante qu'à sauver la France en frappant un grand coup. Je veux bien qu'elle fût excellente ménagère, mais je trouve dans cette idylle un caractère puéril. Les girondins proscrits ne devaient pas demander le chemin de Caen; ils savaient très bien se diriger seuls et sans conseil vers l'asile qu'ils avaient choisi. Le poète nous introduit dans la famille de Charlotte. Ici, ici seulement, commence l'intérêt dramatique. Les plaintes, les lamentations du vieillard qui se dispose à émigrer, les soins touchans dont Charlotte entoure sa vieille tante, le bruit des clairons qui annonce la réunion et le prochain départ des volontaires, l'exclamation généreuse qui échappe à la jeune fille, son indignation, son mépris pour les jeux frivoles qui occupent ses hôtes, composent une scène pleine d'attendrissement et de grandeur. Malheureusement la scène suivante, qui se passe à l'hôtel-de-ville de Caen, est loin d'offrir le même mérite. La conversation de Barbaroux et de Charlotte Corday, moitié politique, moitié amoureuse, a le tort très grave d'être beaucoup trop longue. Barbaroux, au lieu de répondre simplement, rapidement, aux questions de Charlotte, se met à réciter sur les chefs de la montagne un morceau très habilement écrit, j'en conviens; mais enfin c'est un morceau, et j'avoue que la patience de Charlotte me semble difficile à comprendre. Alarmée par les dernières nouvelles venues de Paris, tremblant pour le sort de la patrie, comment peut-elle écouter ces portraits tracés d'une main savante? Ne doit-elle pas interrompre Barbaroux dès qu'elle le voit parler pour le plaisir de s'entendre bien plus que pour l'instruire? Ne doit-elle pas tressaillir de dépit, et traiter cette vaine éloquence comme elle traitait tout à l'heure les hôtes réunis chez M^me^ de Bretteville autour des tables de jeu? L'énergie de son patriotisme peut-elle s'accommoder de ces périodes combinées avec tant de coquetterie? J'ai grand'peine à le croire. La déclaration adressée à Charlotte me semble une invention malheureuse. Que Barbaroux, saisi d'admiration pour la beauté, pour l'ame généreuse de la jeune fille, ne puisse se défendre de l'aimer, je le conçois volontiers; mais qu'il choisisse pour lui exprimer son amour le moment où elle l'interroge d'une voix frémissante sur les malheurs et les dangers de la France, je le conçois difficilement. C'est le plus sûr moyen de s'amoindrir aux yeux de la femme qu'il aime. Les railleries

de Louvet sur l'entrevue de Barbaroux et de Charlotte ne sont pas dictées par un goût très délicat. Le souvenir de *Faublas* intervient assez mal à propos. Le pardon de Charlotte se comprendrait plus facilement sans ce malencontreux souvenir, car sans doute Charlotte, qui n'a pas lu *les Amours de Faublas*, en a plus d'une fois entendu parler, et le nom seul de ce livre, rapproché de son nom, doit offenser sa pudeur et sa fierté.

Je n'aime pas la scène qui se passe au Palais-Royal, quoiqu'elle soit applaudie. Ce club en plein vent, cette harangue débraillée, interrompue par de plats quolibets, s'accorde mal avec la gravité du sujet. Il ne sied guère de tourner en ridicule cette foule ignorante que Marat gouverne à son gré, qui obéit aveuglément à tous les caprices de son maître, dont la colère une fois déchaînée ne recule devant aucun crime. Chercher dans les passions, dans les espérances, dans les illusions de la foule, un sujet de rire, est, à mes yeux, une étrange aberration que la morale réprouve aussi bien que le goût. L'achat du couteau en présence du spectateur n'est qu'un détail inutile. Les caresses prodiguées par Charlotte à l'enfant qui vient jouer près d'elle amènent sur les lèvres de l'héroïne des paroles attendrissantes; mais je renoncerais de grand cœur aux petites filles qui dansent en rond, aux petits garçons qui sautent à la corde, et je verrais même disparaître sans regret la jeune mère qui demande à Charlotte son état, ses ressources, et qui, la voyant pour la première fois, lui offre une place dans l'atelier et à la table de son mari. L'amour du simple et du naturel entraîne ici M. Ponsard beaucoup trop loin.

Enfin, nous sommes chez Marat. Danton et Robespierre délibèrent avec lui sur le parti qu'ils doivent prendre. La république leur appartient; que vont-ils en faire? La scène est bien posée, bien conduite. Les trois personnages se dessinent tour à tour, j'allais dire se confessent, avec une franchise qui ne laisse rien à désirer. C'est, à mon avis, la plus belle scène de l'ouvrage. Le langage de Robespierre contraste heureusement avec le langage de Danton et de Marat. Le rhéteur, l'homme d'action et le fou sanguinaire se justifient tour à tour avec adresse, avec audace, avec effronterie, échangent les conseils et les railleries, les reproches et les menaces. Cette délibération suffirait seule pour assigner à M. Ponsard un rang élevé dans la poésie contemporaine. Le monologue de Marat nous révèle pleinement tous les secrets de l'ami du peuple. Quand Marat s'écrie : O mort! attends un peu; quelques têtes encore, et puis tu me prendras, — le frisson vous saisit, et l'on ressent pour le poète une admiration mêlée d'épouvante. Je n'ai rien à dire du meurtre de Marat; l'attitude et les paroles de Charlotte après l'accomplissement de sa résolution héroïque sont ce qu'elles doivent être. Quant à la scène qui termine l'ouvrage, quoi-

qu'elle soit remplie de grandes pensées noblement exprimées, elle n'a qu'un seul défaut, c'est d'être absolument impossible. Danton et Charlotte se jugeant mutuellement, et se jugeant eux-mêmes comme la postérité les jugera, se condamnant, se résignant sans colère aux reproches qu'ils ont mérités, ajoutant une page à la *Science nouvelle* de Vico, aux *Idées* de Herder sur la philosophie de l'histoire, sont une fantaisie par trop hardie et que je ne puis pardonner à M. Ponsard. Danton essayant de sauver Charlotte Corday, lui proposant de haranguer le peuple pour dérober sa tête à l'échafaud, n'est pas une invention moins singulière. Sans doute, il ne fallait pas baisser le rideau sur le meurtre de Marat; mais la conclusion morale ne devait être énoncée ni par Danton ni par Charlotte. Et puis cette conclusion, pour être acceptée, devait tenir compte des personnages qui l'entendent bien plus encore que des spectateurs assis dans la salle. Sieyès lui-même, malgré toute sa pénétration, malgré la sagacité prodigieuse de son esprit, ne pouvait pas juger la convention comme nous la jugeons aujourd'hui, cinquante-sept ans après la mort de Marat. La vérité placée par M. Ponsard dans la bouche de Danton et de Charlotte Corday est une vérité trop vraie, puisque le poète ne tient pas compte du temps.

Il y a malheureusement, dans le drame nouveau, comme dans *Lucrèce*, comme dans *Agnès de Méranie*, plusieurs sortes de style qui s'accordent assez mal. La conversation chez M^me^ Roland est écrite avec une simplicité qui parfois devient prosaïque. La scène des faneuses rappelle André Chénier; le langage de Barbaroux dans son entrevue avec Charlotte manque de franchise, et, par ses nombreuses périphrases, reporte la pensée vers les tirades de la tragédie impériale. La délibération des triumvirs est écrite, d'un bout à l'autre, avec une vigueur toute cornélienne. L'élévation, la noblesse, la familiarité, sont les caractères distinctifs de cette belle et grande scène.

Quant à l'impartialité que M. Ponsard nous annonce dans le prologue par la bouche de Clio, je ne saurais l'approuver, puisqu'elle aboutit dans *Charlotte Corday* à l'impersonnalité. S'il s'agissait du meurtre de Pisistrate, si à la place de Charlotte Corday nous avions devant nous Harmodius et Aristogiton, j'accepterais à peine l'impartialité du poète, car le poète doit toujours prendre parti pour les vainqueurs ou les vaincus; mais lorsqu'il s'agit d'un meurtre accompli à la fin du siècle dernier, d'un meurtre béni par nos pères, et qui pourtant devait hâter la mort des girondins que Charlotte espérait sauver, l'impartialité est-elle permise? Je sais bien que, malgré les promesses du prologue, M. Ponsard n'a pas réussi à déguiser complétement ses sympathies, je sais bien qu'il trahit malgré lui ses affections girondines; mais il ne demeure pas moins vrai que dans *Charlotte Corday* l'impersonnalité

domine. Or l'impersonnalité, à peine acceptable chez l'historien, puisqu'elle le transforme en chroniqueur, puisqu'elle supprimerait le génie de Thucydide et de Tacite, ne peut se concilier avec les devoirs du poète. Il n'y a pas de poésie lyrique, épique ou dramatique, sans passion, et je m'étonne que M. Ponsard ait pu se méprendre aussi étrangement sur les lois de son art. Toutefois, si *Charlotte Corday* n'est pas une composition dramatique, la scène des triumvirs, pour le fond et pour le style, vaut mieux, à mon avis, que les précédens ouvrages de l'auteur.

Si M. Ponsard n'ajoutait pas foi à la justesse de nos remarques, s'il voyait dans notre langage une sévérité excessive, l'attitude du public pendant la représentation de *Charlotte Corday* pourrait servir à lui démontrer que notre opinion n'est pas une opinion solitaire. Si nous réservons nos louanges pour la scène des triumvirs, si nous blâmons sans hésitation, sans ambages, la succession substituée à la génération, nous ne sommes pas seul à blâmer; le public, sans prendre la peine d'analyser l'impression qu'il a reçue, s'est rangé à notre avis. Il a écouté avec bienveillance, avec attention, toutes les parties de cette œuvre que ses deux sœurs aînées, *Lucrèce* et *Agnès de Méranie*, recommandaient hautement; mais il est demeuré froid pendant toute la première moitié de la soirée, et sa froideur est, à nos yeux, une preuve de clairvoyance. Il a compris sans peine qu'une galerie de tableaux, quelle que soit d'ailleurs l'habileté du peintre, n'est pas, ne sera jamais une œuvre dramatique. Il a très vivement applaudi les sentimens élevés que M. Ponsard rencontre sans effort et traduit dans une langue harmonieuse, il a témoigné à plusieurs reprises qu'il s'associait aux grandes pensées présentées sous une forme concise; mais il n'a pas renoncé à ses droits, et son silence pendant les scènes inutiles ou placées au hasard renferme une leçon dont M. Ponsard doit profiter. Si le public pris en masse se préoccupe rarement des questions de style, et l'on concevrait difficilement qu'il en fût autrement, car les questions de style exigent des études spéciales, il juge très sainement tout ce qui se rattache à l'intérêt dramatique. Or l'intérêt dramatique commence trop tard dans l'œuvre de M. Ponsard, et non-seulement il commence trop tard, mais il est permis d'affirmer que l'auteur n'en a pas tiré tout le parti qu'on pouvait espérer. Charlotte une fois armée du poignard, la tragédie ne pouvait plus attendre; mais, avant d'armer la main de l'héroïne, le poète devait nous montrer les combats intérieurs de cette ame généreuse, et c'est ce qu'il n'a pas fait. Il s'est contenté de quelques vagues indications, comme si le temps lui manquait pour dessiner complétement sa pensée; et cependant quel temps n'avait-il pas perdu avant d'aborder le véritable sujet de sa composition! Éclairé par la réflexion, M. Ponsard ne tardera pas à comprendre, s'il ne com-

prend déjà, que ses études, poursuivies d'ailleurs avec une louable persévérance, ne peuvent être acceptées comme une œuvre poétique. Qu'il s'agisse en effet d'une ode, d'un roman ou d'un drame, il ne suffit pas de réunir les élémens de sa pensée et de les offrir au lecteur ou au spectateur comme un échantillon de son savoir; il faut les combiner, les relier ensemble par une étroite alliance. C'est à cette condition seulement que le poète mérite vraiment le nom qu'il porte; c'est à cette condition seulement qu'il invente, qu'il crée. Je sais que l'invention semble se mouvoir moins librement dans l'histoire moderne que dans le champ de l'antiquité, je sais que les événemens dont les témoins vivent encore se prêtent plus difficilement que les souvenirs des siècles lointains aux combinaisons poétiques; toutefois des exemples éclatans, dont l'autorité ne peut être récusée, sont là pour démontrer que les choses et les hommes peuvent être idéalisés par l'imagination fermement résolue à user de tous ses droits. Voyez Shakspeare en effet : il écrit sous le règne d'Élisabeth, et il met en scène Henri VIII aussi librement, aussi poétiquement que Jules César ou Coriolan. Une fois qu'il a pris possession de son sujet, il ne s'inquiète pas de savoir si les témoins de l'action qu'il a choisie vivent encore, s'il est exposé à les coudoyer en sortant du théâtre. Il manie l'histoire d'hier comme l'histoire d'autrefois; sans se permettre jamais d'en altérer les données fondamentales, il agrandit pourtant ce qui lui paraît trop mesquin, il efface ou relègue sur les derniers plans ce qui n'a pour l'expression de sa pensée qu'une importance secondaire. Or, ce que Shakspeare a fait, toute proportion gardée entre le génie et le talent, pourquoi M. Ponsard ne le ferait-il pas aujourd'hui? Pourquoi, en traduisant sur la scène les souvenirs de la révolution française, se montre-t-il plus timide qu'en développant quelques pages de Tite-Live? Que le poète ne s'y trompe pas : le public, loin de voir dans sa réserve une preuve de sagesse, n'y voit qu'un doute, une hésitation contraire à toute poésie. On peut respecter l'histoire sans la transcrire littéralement, et l'auteur de *Charlotte Corday* paraît l'avoir oublié.

Ainsi, ma pensée sur l'œuvre nouvelle de M. Ponsard se réduit à des termes très simples et très clairs. Je lui adresse trois reproches : absence de composition, impersonnalité, absence d'unité dans le style. Quant au premier reproche, je crois en avoir établi nettement la légitimité. Il est impossible, en effet, de se rappeler la galerie de tableaux que M. Ponsard nous a présentée sans se rappeler en même temps tout ce qu'il y a de capricieux, de fortuit dans la succession des scènes offertes à nos regards. Était-il facile de supprimer le caprice, d'effacer le hasard et de soumettre tous les incidens, tous les ressorts du drame à l'empire d'une volonté unique et constante? Non, sans doute; mais le problème d'unité de conception n'est pas plus insoluble pour Char-

lotte Corday que pour Lucrèce ou Agnès de Méranie. Qu'il s'agisse de la convention ou de l'aréopage, du sénat de Rome ou du parlement anglais, partout et toujours il faut, dans une œuvre poétique, une idée dominante, une volonté souveraine qui serve de centre et de pivot à toutes les évolutions de la fantaisie. Or, dans *Charlotte Corday*, cette loi est évidemment méconnue. Il fallait entrer dès le début au cœur du sujet, et ne pas essayer de nous y mener à travers une série d'épisodes. Une fois engagé dans cette voie épisodique, M. Ponsard devait se complaire dans l'achèvement de chaque tableau, et perdre de vue le but véritable, le but unique de son œuvre. Quel que soit le talent empreint dans chacun de ces tableaux, rien ne saurait masquer l'absence de composition générale. L'admiration la plus complaisante ne saurait aller jusqu'à prendre cette suite de scènes pour une œuvre dramatique. La seconde vient après la première, mais non à cause de la première. Or, malgré la différence profonde qui sépare la méthode scientifique de la méthode poétique, il faut, dans la poésie aussi bien que dans la science, dans l'invention aussi bien que dans la démonstration, dans la série des scènes aussi bien que dans la série des argumens, établir et maintenir la relation de la cause à l'effet. Que cette relation, évidente dans la science, soit plus difficile à saisir dans la poésie, je le veux bien; cependant, pour être moins frappante dans le domaine de l'invention, elle n'en est pas moins réelle, moins nécessaire. A cet égard, Sophocle procède comme Euclide; les plus beaux théorèmes de géométrie ne s'enchaînent pas mieux, ne sont pas déduits avec une logique plus rigoureuse que l'*Œdipe roi*.

Le reproche d'impersonnalité est-il moins clairement justifié? Y a-t-il dans l'ouvrage entier une scène qui révèle sans ambiguïté les sympathies politiques de l'auteur? On me répondra qu'il est girondin comme Charlotte Corday. Je consens à le croire; toutefois, à parler franchement, cette opinion, qui se laisse deviner, n'est nulle part affirmée en termes précis. Tous les partis sont traités dans le drame de M. Ponsard avec une indulgence qui équivaut à l'indifférence. Si le cœur du poète préfère la gironde à la montagne, pourquoi n'avoue-t-il pas hautement sa prédilection? Pourquoi enveloppe-t-il sa pensée d'un nuage? Craint-il qu'on ne l'accuse d'injustice envers la montagne? S'il croit avoir contenté les admirateurs de Robespierre et de Danton, il s'abuse étrangement. Les paroles hardies placées dans la bouche des montagnards ne rachètent pas aux yeux de leurs disciples fervens les tirades récitées par Barbaroux, et ces tirades mêmes n'expient pas aux yeux des girondins de notre temps les paroles prononcées par Danton et Robespierre. Je laisse Marat hors de cause, parce qu'il excitait l'horreur et le dégoût parmi les montagnards comme parmi les girondins.

Il faut pourtant, me dira-t-on, que chaque parti parle son langage. Sans cette faculté accordée à tous d'exprimer librement les sentimens

qui les animent, il n'y a pas de vérité. Oui, sans doute, chaque parti doit parler son langage; mais il faut cependant que le poète manifeste sa prédilection pour tel ou tel personnage. Tout en laissant à chacun la libre expression de sa pensée, il peut désigner clairement le personnage qu'il préfère. En poésie, il n'y a pas de préférence sans sacrifice. M. Ponsard n'a-t-il pas méconnu cette vérité tellement évidente qu'elle n'a pas besoin d'être démontrée? A-t-il sacrifié les montagnards aux girondins, ou les girondins aux montagnards? Malgré le meurtre de Marat, poétiquement parlant, la montagne n'est pas sacrifiée, car Robespierre, Danton et Marat confessent leur foi comme des apôtres en possession de la vérité. La gironde n'est pas sacrifiée, car Barbaroux adresse à la montagne les invectives les plus sanglantes, il la flétrit avec l'indignation la plus énergique. Si bien que M. Ponsard, pour avoir voulu contenter tout le monde, n'a contenté personne.

Le style, ai-je dit, manque d'unité. Faut-il essayer de prouver cette dernière affirmation? Dans la conversation politique engagée chez M[me] Roland, le langage des interlocuteurs n'est guère que de la prose rimée. Pas une image, pas une comparaison qui élève la pensée au-dessus de la réalité. Supprimez la rime, et vous aurez le langage de la tribune ou des journaux. Dans la scène des faneuses, le style s'élève, mais à quelle condition? C'est le style de l'élégie ou de l'idylle plutôt que le style dramatique. Dans l'entrevue de Barbaroux et de Charlotte Corday, troisième forme de style, que j'ai déjà caractérisée. Enfin, dans la scène des triumvirs, nous avons le style cornélien. J'admire sincèrement l'énergie, la franchise, la familiarité empreintes dans cette scène. Pourtant, comme en poésie l'originalité est la première, la plus précieuse de toutes les qualités, tout en reconnaissant que M. Ponsard n'a jamais rien écrit qui surpasse ou même qui égale cette scène, je regrette que cette dernière forme de style n'appartienne pas en propre à l'auteur de *Charlotte Corday*. Si le style de Pierre Corneille convient mieux au théâtre que le style d'André Chénier, la critique ne doit pas cependant mettre l'imitation la plus heureuse, la plus habile, la plus savante, au même rang que l'originalité. Le style, pour mériter une approbation sans réserve, doit puiser sa raison d'être dans la pensée même de l'auteur; et quoique le public ne soit pas juge compétent dans les questions de style, il en tient grand compte à son insu. Il ne devine pas, il ne cherche pas à savoir de quels élémens se compose la trame du langage; mais la diversité des styles employés dans un même ouvrage distrait son attention sans qu'il s'en aperçoive, et l'auteur porte la peine de cette distraction. C'est pourquoi M. Ponsard fera bien d'employer pour son prochain ouvrage un style qui lui appartienne, qui n'appartienne qu'à lui seul; c'est l'unique moyen de conquérir une solide renommée.

GUSTAVE PLANCHE.

# L'ÉPOPÉE CHRÉTIENNE

DEPUIS

## LES PREMIERS TEMPS JUSQU'A KLOPSTOCK.

### SANNAZAR ET VIDA.[1]

**Nous avons vu l'épopée du Christ pendant le moyen-âge, et nous en avons étudié les principaux caractères. Comme il est de la nature de cette épopée d'être, pour ainsi dire, aussi éternelle que le christianisme, et que chaque siècle a voulu la faire en y mettant son sentiment et sa pensée particulière, il faut voir quelles couleurs prend cette épopée dans la poésie latine au xvᵉ et au xviᵉ siècles, c'est-à-dire à l'époque de la renaissance.**

**Ici nous ne trouverons plus ce style imparfait et grossier du moyen-âge : la poésie devient plus élégante, le style est meilleur, on sent l'étude des poètes de l'antiquité; mais, en gagnant l'élégance, peut-être l'épopée chrétienne a-t-elle perdu l'originalité. Le style du moyen-âge porte l'empreinte d'une conviction profonde, et je dirais volontiers qu'à cette époque l'épopée chrétienne est toute d'une pièce pour le style comme pour les pensées. Dans le siècle de la renaissance, au contraire, l'expression semble se séparer de la pensée, car la pensée est chrétienne; mais le style, plein du souvenir des auteurs anciens, est païen. La poésie de Sannazar et de Vida est, de ce côté, une poésie singulière. Elle est**

(1) Voyez les deux premières parties dans les livraisons des 1er mai et 15 août 1849.

pleine de réminiscences, et pourtant elle n'est pas sans originalité; c'est une nouvelle langue latine, toute différente de celle du moyen-âge, plus pure, plus correcte, plus élégante, et qui cependant n'est pas non plus la langue de l'antiquité. C'est un mélange bizarre d'idées chrétiennes et de traditions païennes, une sorte de contraste entre la pensée et les mots, tout cela pourtant sauvé par une élégance et une grace originales. Je ne puis mieux comparer cette littérature qu'à la peinture même de cette époque. Ainsi, dans Raphaël (1), les sujets païens font le pendant des sujets chrétiens : l'École d'Athènes est placée en face du Saint-Sacrement, et le Parnasse avec Apollon et les Muses en face du Miracle de Bolsène. Souvent même les sujets chrétiens et païens sont mêlés dans le même tableau. Cependant, malgré ces disparates bizarres, la peinture de cette époque est neuve et originale. Le mérite de l'art couvre le tort des anachronismes. Il en est de même de la poésie : tout est confus et mêlé; mais cette confusion ne manque ni de hardiesse ni d'agrément. On sent une pensée vigoureuse qui, en face de deux grandes sources d'inspiration, l'antiquité païenne et la religion chrétienne, essaie de puiser également dans l'une et dans l'autre.

Il faut, pour étudier et pour imiter l'antiquité, sans perdre soi-même toute originalité, il faut beaucoup de talent et même de génie. Les poètes médiocres échouent dans ce métier; ils deviennent des copistes et des plagiaires; ils font, sans le vouloir, des centons de Virgile ou d'Ovide. Les grands poètes savent seuls porter aisément le poids d'une pareille imitation.

Cette remarque s'applique avec justesse à Sannazar et à Vida; car, selon moi, il y a entre eux une grande différence : l'un, Sannazar, est un poète original, quoique imitateur des anciens, et on sent partout dans ses vers l'inspiration de la poésie moderne, malgré ses mots et ses tournures imités de Virgile; l'autre, Vida, est surtout un imitateur élégant, mais froid, et qui étouffe l'originalité des sujets modernes qu'il chante sous le poids de l'imitation de la phrase antique. L'un, enfin, me semble un poète moderne, quoique latin, et l'autre n'est qu'un versificateur. Justifions ces idées par l'examen de deux poèmes qui rentrent dans l'épopée chrétienne; je veux parler du *De Partu Virginis* (*la Naissance du Christ*) (2) de Sannazar et de la *Christiade* de Vida.

Sannazar ne craint pas, en commençant son poème, d'invoquer les muses : « Et vous, muses, dit-il, divin appui des poètes, laissez-moi approcher de la source qui vous est chère; laissez-moi pénétrer dans vos bois sacrés. N'êtes-vous pas toujours les filles du ciel? n'avez-vous pas maintenu dans le vieil Olympe le culte de la virginité et de la pudeur? Ins-

(1) Voyez les *Stanze*.

(2) Colletet a traduit ce poème sous ce titre : *les Couches de la vierge Marie*.

pirez-moi donc! ouvrez-moi la route; entrez avec moi dans les demeures célestes. Ah! je sais combien est grande la grace que je vous demande; mais qui peut me l'accorder mieux que vous? qui a pu mieux que vous, vierges célestes, contempler la grotte sacrée où la Vierge enfanta le Sauveur, les astres nouveaux qui étincelèrent au ciel, et les rois de l'Orient marchant sur la foi de ces astres (1)? »

Sannazar dans cette invocation, comme Raphaël et Michel-Ange dans leurs tableaux, essaie d'unir les traditions chrétiennes et les traditions païennes. On dirait que les arts, à cette époque, cherchent à faire une sorte de croyance commune du paganisme et du christianisme, et à montrer que, sous des formes différentes, respirent la même pensée et le même sentiment religieux. L'idée de cette singulière association date de loin. Dans les premiers temps du christianisme, les sibylles, ces vieilles interprètes des oracles païens, étaient devenues des personnages presque chrétiens, et c'est ainsi qu'elles ont leur place dans les peintures des églises chrétiennes (2). Les muses sont presque sœurs des sibylles, et je conçois que Sannazar veuille les attirer au christianisme au nom du culte même de la virginité; mais il y a d'autres personnages de la poésie païenne qui ne peuvent guère se prêter à cette alliance. Alors Sannazar, sans paraître se douter du contraste entre le sujet qu'il a choisi et les ornemens qu'il emprunte, devient un poète tout païen. Cerbère hurle de douleur de la défaite des enfers, et ses aboiemens épouvantent encore les ombres coupables. A côté du vieux merveilleux du paganisme, banni depuis long-temps par la religion chrétienne et qui semble rentrer triomphant dans la poésie, paraît une nouvelle sorte d'allégorie, non plus l'allégorie mystique chère au moyen-âge, non plus l'allégorie morale dont Gerson savait si bien se servir, mais l'allégorie poétique et tous ses personnages de convention, la joie, la terreur, l'envie, la colère, ces qualités enfin ou ces vices de l'humanité dont le christianisme avait fait des vertus théologales ou des péchés capitaux, et qui reprennent, dans les poètes de la renaissance, une forme et une parole. Ainsi, dans cette nuit de salut qui donne nais-

(1) Nec minus, o musæ, vatum decus, hic ego vestros
Optarim fontes, vestras, nemora ardua, rupes :
Quandoquidem genus è cœlo deducitis, et vos
Virginitas sanctæque juvat reverentia famæ,
Vos igitur, seu cura poli, seu Virginis hujus
Tangit honos, monstrate viam, qua nubila vincam,
Et mecum immensi portas recludite cœli.
Magna quidem, magna, Aonides, sed debita posco,
Nec vobis ignota; etenim potuistis et antrum
Aspicere, et choreas; nec vos orientia cœlo
Signa, nec eoos reges latuisse putandum est.

(2) Voyez la Sixtine et les mosaïques de Sienne.

sance à Jésus-Christ, comment pensez-vous que Sannazar exprime la joie du monde régénéré? La poésie chrétienne, à l'aide des psaumes de la Bible, avait chanté la joie de la terre *qui enfante son Sauveur*, image grande et simple, qui tenait de la poésie sans cesser d'être la vérité, puisqu'il a plu au Christ de naître sous la forme mortelle. La poésie de la renaissance ne peut pas se contenter de cette simplicité biblique, et, pour célébrer cette nuit de réparation, elle appelle la Joie, personnage allégorique... « la Joie, dit Sannazar, éternelle habitante des demeures célestes et qui rarement vient visiter la terre, jeune et douce vierge qui ignore les soucis et les larmes et qui chasse les soupirs loin du ciel. Docile à l'ordre du Très Haut, elle paraît devant lui, et il lui ordonne de descendre sur la terre. Alors elle adapte à ses épaules ses ailes légères et appelle ses compagnes de voyage. A sa voix, accourent les chants, les danses, les rires et l'amour honnête, et la Foi et l'Espérance, sœurs chéries qui marchent sur les pas de la Joie. Derrière elle s'avancent l'irréprochable volupté et la grace, et la concorde qui inspire la paix. »

Où va tout ce cortége mythologique? Il va éveiller les bergers qui doivent adorer la crèche. J'aime mieux les anges qui descendent du ciel pour annoncer aux pasteurs la venue du Christ. C'est peut-être aussi une mythologie, mais c'est la mythologie du sujet.

Parlerai-je du Jourdain et des nymphes, ses filles, Glaucé, Callirhoé, Phéruse, Lamprothoé, toutes l'épaule et le sein nus, et la belle Anthis, les cheveux parfumés, toutes gracieuses et jeunes, toutes vêtues de blanc, toutes chaussées de cothurnes de pourpre (1)? Un fleuve qui a un pareil cortége de nymphes ne peut manquer d'avoir son urne mythologique, et sur cette urne, invention singulière, est gravé, par une sorte de sculpture prophétique, le baptême de Jésus-Christ; mais le Jourdain contemple, sans en comprendre le sens, ces ciselures merveilleuses, et il faut qu'un autre dieu de la mythologie, le vieux Protée, lui en révèle la signification et lui prédise ce jour dont la gloire l'élèvera au-dessus du Nil aux sept embouchures, au-dessus de l'Indus et du Gange, du Danube aux deux noms, du Tibre enfin et du Pô (2).

Que ces inventions sont petites et mesquines à côté de la scène du baptême du Sauveur, telle qu'elle est racontée dans les Évangiles! Là, point

(1) Nudæ humero, nudis discinctâ veste papillis,
Ore omnes formosæ, albis in vestibus omnes,
Omnes puniceis evinctæ crura cothurnis.

(2) Adveniet, mihi crede, inquit (certissima cœlum
Signa dedit, nec me delusum oracula fallunt),
Qui te olim Nili supra septemplicis ortus,
Supra Indum et Gangem, fontemque binominis Istri
Attollet famâ, qui te Tyberique, Padoque
Præferet, atque tuos astris æquabit honores.

de merveilleux, point de prodiges, rien qui sente la poésie de convention et qui rappelle l'opéra : un solitaire vêtu de peaux, saint Jean-Baptiste, baptisant dans le Jourdain, au fond d'une vallée solitaire, ceux qui viennent à lui ! Tout cela est plus grand dans sa simplicité que les machines poétiques du paganisme, qui sont toutes empreintes d'un caractère particulier de petitesse et d'humanité. Dans le paganisme, en effet, c'est toujours la forme qui est substituée à l'idée, et cette forme, tout élégante et toute gracieuse qu'elle est, n'atteint pas à la hauteur de l'idée toute simple. La pensée de l'homme, en présence de Dieu, sera toujours plus grande et plus belle que tous les personnages allégoriques de la mythologie. A part la bizarrerie des contrastes, n'est-ce pas singulièrement diminuer l'imposante simplicité du baptême du Christ, accompli, selon les prophéties, par les mains du précurseur, que de faire accourir à ce baptême les nymphes du Jourdain, les mains chargées d'encens et de parfums, que de les montrer s'empressant de préparer des bancs de mousse verdoyante et de suspendre aux colonnes de leurs palais de cristal des guirlandes de fleurs tressées de roses, d'hyacinthes et de lis (1)? Le mystère chrétien disparaît sous ces réminiscences mythologiques.

Sannazar et les poètes de son école ne comprenaient pas le ridicule presque sacrilége de ce mélange d'idées diverses. Préoccupés de leurs études antiques, ils dédaignaient de parler le simple langage de l'Évangile, qui leur paraissait incorrect et grossier, et, quand le Christ marche sur les eaux du lac de Tibériade, ils ne manquent pas de faire venir les Néréides, qui nagent auprès de lui, et Neptune, qui, aplanissant sous ses pas les vagues irritées, s'empresse avec son cortége des dieux de la mer, et baise les pieds divins du Sauveur.

Voilà comment l'étude de l'antiquité égarait les poètes de la renaissance, voilà comment, à force de beau style, ils devenaient ridicules et manquaient aux lois du bon goût en croyant y obéir. Parfois cependant ils savaient faire un heureux usage de la poésie antique. Nous en avons déjà vu un exemple dans l'invocation où Sannazar, attestant les Muses, ces vierges antiques, les prie de l'inspirer au moment où il va chanter la Vierge-mère. J'en trouve un autre exemple, et plus curieux encore, dans le poëme de Sannazar.

On sait que la quatrième églogue de Virgile,

Ultima Cumæi venit jam carminis ætas,

(1) Ite citæ, date thura pias adolenda per aras,
Cæruleæ comites, viridique sedilia musco
Instruite, et vitreis suspendite serta columnis;
Purpureas miscete rosas, miscete hyacinthos,
Liliaque, et pulchro regem conspergite nimbo.

a été expliquée par les chrétiens comme une prophétie de la naissance du Christ. Cette églogue, en effet, qui semble annoncer la régénération du monde, s'appliquait admirablement à la venue du Sauveur; aussi était-elle presque devenue un monument chrétien. Sannazar l'applique, en la paraphrasant, à la naissance de Jésus-Christ, et là il n'y a plus, pour ainsi dire, ni anachronismes ni contrastes. J'ajoute, à l'honneur de Sannazar, que les vers qui accompagnent cet emprunt fait à Virgile ne le déparent pas trop. C'est le seul exemple que je connaisse d'un centon qui n'ait pas quelque chose de gêné et de gauche. L'églogue de Virgile s'encadre sans effort et sans peine dans le poème de Sannazar, et, quoique païenne, s'adapte naturellement à l'épopée chrétienne (1).

Après avoir parlé des défauts de Sannazar, je voudrais essayer de faire sentir ce qu'il y a de charme naturel dans sa poésie, en dépit de ses réminiscences païennes; mais, pour cela, il faudrait avoir affaire à un public qui eût quelque peu le goût de la poésie latine moderne. A Dieu ne plaise que, dans ma prédilection pour les vers latins, j'aille aussi loin que Commire, qui, dans une ode faite pour opposer les poètes latins du règne de Louis XIV aux poètes français du temps, ne craint pas de promettre l'immortalité aux poètes latins, parce que, dit-il, ils écrivent dans une langue indépendante désormais des vicissitudes de l'usage et des caprices de la mode, tandis que, dans la poésie française, la langue change, pour ainsi dire, de siècle en siècle (2)! Le mérite

(1) Ultima Cumæi venit jam carminis ætas,
Magna per exactos renovantur sæcula cursus,
Scilicet hæc virgo est, hæc sunt Saturnia regna,
Hæc nova progenies cœlo descendit ab alto,
Progenies, per quam toto gens aurea mundo
Surget, et in mediis palmes florebit aristis,
Qua duce, si qua manent sceleris vestigia nostri,
Irrita perpetua solvent formidine terras,
Et vetitum magni pandetur limen Olympi.
Occidet et serpens, miseros quæ prima parentes
Elusit, portentificis imbuta venenis.
(Lib. III.)

(2) Nescis ut patrio novam
Sermoni faciem quæcumque ferat dies?
Nam quas nunc misere anxias
Scriptor quærere amat delicias, brevi
Usus, si volet, insolens
Spretas rejiciet non sine nausea.
. . . . . . . . . . . . . .
At certus Latiis honos
Et vani haud metuens tædia sæculi
Perstat gratia vatibus.....
(Ode de Commire à Santeuil.)

que je trouve aux vers de Sannazar ne tient pas du tout à l'immobilité de la langue qu'il a choisie. Je suis même tenté de croire que la poésie latine moderne n'est pas plus à l'abri des changemens du temps que la poésie française ou italienne. Ce qui me le fait penser, c'est que le style de Sannazar n'est pas le même que le style de Vida ou de Fracastor, c'est que la poésie latine italienne ne ressemble pas à la poésie latine française, ni celle-ci à la poésie latine anglaise, et que, dans ce genre de poésie, les différences de siècles se font sentir aussi bien que les différences de pays.

Ce que je loue dans Sannazar, ce n'est donc pas, comme le voudrait Commire, la stabilité de la langue qu'il a choisie, mais le bonheur de l'inspiration et de l'expression poétique. Essayons d'en donner quelques exemples. Voici comment, dans la scène de la salutation angélique, il peint l'étonnement de la Vierge, dans une comparaison pleine de grace et de naïveté : « La Vierge demeure étonnée, baisse les yeux et pâlit. Telle, aux rivages de Myconi ou de Sérípho, une jeune fille, occupée à recueillir des coquillages, errant les pieds nus au bord de la mer, si, de loin, elle aperçoit un vaisseau s'avançant les voiles déployées, surprise et n'osant plus remuer, elle oublie d'abaisser son voile et de rejoindre ses compagnes : elle regarde immobile le vaisseau qui fend la mer; mais, pendant qu'elle regarde, le vaisseau s'éloigne, voguant fièrement sur les flots avec ses voiles qui blanchissent sous les rayons du soleil (1). »

Sannazar, dans sa jeunesse, avait, dit-on, voyagé en Grèce, et cette comparaison pleine, pour ainsi dire, de la beauté des mers et des rivages grecs, cette scène paisible et douce fait souvenir des voyages de l'auteur. Peut-être même, pour goûter le charme de ces vers, faut-il avoir touché des yeux ce climat enchanté, avoir vogué entre les îles de l'Archipel, avoir vu, étant soi-même sur le pont de quelque vaisseau, par un beau jour et sous ce beau ciel reflété dans cette belle mer, avoir vu, comme Sannazar, quelque jeune fille qui regarde passer le vaisseau, s'être abandonné à la contemplation de ces enchantemens du ciel, de la terre et des eaux, avoir pensé que cette jeune fille, entrevue à peine dans sa pure et lointaine beauté, les contemple et les ressent

(1) ....... Stupuit confestim exterrita virgo,
Demisitque oculos, totosque expalluit artus.
Non secus, ac conchis si quando intenta legendis,
Seu Micone parva, scopulis seu forte Seriphi,
Nuda pedes virgo, lætæ nova gloria matris,
Veliferam advertit vicina ad littora puppim
Adventare, timet; nec jam subducere vestem
Audet, nec tuto ad socias se reddere cursu;
Sed trepidans silet, obtutuque immobilis hæret.
(Lib. I.)

comme nous, avoir enfin goûté le charme mystérieux et comme la sympathie de ces deux regards, des siens et des nôtres, qui s'unissent dans l'admiration du même spectacle et dans l'émotion du même sentiment. Je l'avoue même, en parlant ainsi, je prête à la comparaison de Sannazar des sentimens qu'elle n'a pas : Sannazar n'a voulu peindre que l'étonnement naïf de la jeune fille qui voit un beau vaisseau passer dans l'azur du ciel et de la mer; mais le paysage où il a placé sa gracieuse figure prête à son tableau un charme indéfinissable, et que ceux-là seulement peuvent bien sentir qui ont goûté ce qu'il y a de douceur dans la contemplation d'un beau lieu sous un beau climat.

Sannazar, plus hardi que beaucoup d'autres poètes, a osé décrire le mystère de l'incarnation, et il a réussi dans sa hardiesse. C'est ici que la traduction est impuissante à rendre la témérité discrète de la poésie; il faut se contenter de citer :

..... Repente nova micuisse penates
Luce videt : nitor ecce domum complerat; ibi illa
Ardentum haud patiens radiorum, ignisque corusci,
Extimuit magis. At venter, (mirabile dictu!
Non ignota cano) sine vi, sine labe pudoris,
Arcano intumuit verbo. Vigor actus ab alto
Irradians, vigor omnipotens, vigor omnia complens,
Descendit; Deus ille, Deus! totosque per artus,
Dat sese miscetque utero. Quo tacta repente
Viscera contremuere; silet natura, pavetque
Attonitæ similis, confusaque turbine rerum
Insolito, occultas conatur quærere causas (1).

Et, comme si c'était peu d'avoir osé décrire ce prodige, il fait plus, il essaie de l'expliquer, et il l'explique, mais en poète, par une image ingénieuse et brillante : « Tel un rayon de soleil pénètre le verre, lumière puissante et forte qui traverse le cristal sans le briser. »

Ce sont là, si j'ose le dire, des difficultés vaincues qui honorent la poésie, non que je fasse grand cas des tours de force qu'on appelle en littérature les *difficultés vaincues*. Si j'admire les vers de Sannazar sur l'incarnation, ce n'est pas parce qu'ils étaient difficiles à faire, c'est parce qu'ils sont brillans et ingénieux, en dépit d'un sujet qui se prête

(1) « Une soudaine lumière remplit et illumine la salle où la Vierge était agenouillée; sous l'éclat de ces rayons ardens, Marie baisse ses regards éblouis; mais en même temps son sein (je chante des prodiges vénérés par la foi), son sein se gonfle, plein du Verbe divin. Sa pudeur n'a ressenti aucune atteinte. C'est une force qui rayonne autour d'elle, une force divine et toute-puissante, une force qui la pénètre : c'est un Dieu, c'est Dieu lui-même qui descend dans son sein, qui s'unit et s'attache à elle. Ses entrailles ont tressailli profondément, et la nature se tait comme interdite d'effroi. Frappée d'une confusion inattendue, elle cherche à pénétrer les causes du mystère qui s'accomplit contre ses lois. »

mieux aux pieuses obscurités de la foi qu'à l'éclat de la description poétique.

Je n'oserais comparer à ces descriptions élégantes et spirituelles qu'une description d'un genre complétement opposé, je veux dire celle des légendes apocryphes. Là, le récit est plein d'imagination à force d'être crédule. Telle est aussi bien la nature de l'imagination : il faut, pour qu'elle plaise, qu'elle croie tout, ou bien, si elle a des doutes, il faut qu'elle les cache sous l'éclat de la poésie. Encore faut-il dire que cette dernière ressource lui réussit moins bien. L'imagination plaît plus quand elle est naïve que quand elle est savante. Les descriptions de l'enfantement de la Vierge que je trouve dans les apocryphes sont bien différentes de celles de Sannazar; mais elles sont aussi chastes, si même elles ne le sont pas plus, parce que l'imagination, dans les apocryphes, jette un voile sur ces descriptions à force de naïveté et de foi, comme, dans Sannazar, à force d'élégance et de grace.

Dans Sannazar, lorsque le Christ est conçu, la nature, interdite et confuse, s'étonne et demande les causes du changement de ses lois ordinaires. Le poète s'est contenté de mettre en scène la nature, être de raison, ce qui sent l'allégorie; l'imagination des apocryphes est plus hardie (1).

« Le Christ allait naître. Joseph vit tout à coup le ciel s'arrêter, l'air rester immobile, et les oiseaux interrompre leur vol. Il regarda sur la terre, il vit une barque pleine de vivres et des paysans qui déchargeaient la barque; mais, quand leurs mains voulaient prendre, elles ne prenaient pas; quand leur bouche voulait saisir la nourriture, elle ne la saisissait pas; et, comme malgré eux, leur visage était tourné vers le ciel. Il vit des brebis dispersées çà et là; elles n'avançaient plus et restaient immobiles; le pasteur levant le bras pour les frapper de sa houlette, le bras restait levé et suspendu. Joseph regarda aussi dans le fleuve, les chèvres penchées sur le bord pour boire ne buvaient pas. Tout restait immobile et interdit. »

Je ne sais si je me trompe, mais cette suspension du mouvement de la nature, ce ciel, cet air, ces oiseaux qui s'arrêtent, ces mains qui restent levées, ces chèvres mêmes penchées sur l'eau et demeurant sans mouvement, tout cela me semble une invention plus hardie et plus poétique peut-être que l'étonnement du personnage allégorique de la nature. Je vois ici comment la foi invente, ailleurs comment l'imagination et l'esprit cherchent à inventer.

Le moment où le Christ naît fait dans Sannazar un tableau plein de grandeur, souvent reproduit par les peintures italiennes. Joseph, prenant entre ses mains l'enfant qui vient de naître, se sent pour ainsi dire inspiré par l'haleine naissante qui sort de la bouche divine :

(1) Évangile de saint Jacques-Mineur, chap. 18.

. . . . . . . . . . . . Ibi auram,
Insperatam auram divino efflantis ab ore,
Ore trahens, subito correptus numinis haustu,
Afflatusque Deo.....

Ainsi, dès sa naissance, le Christ est déjà Dieu; il l'est même aussi dans le sein de sa mère. Ne nous étonnons pas maintenant que les légendaires, dont l'imagination va plus loin que celle des poètes, aient fait parler Jésus dans le sein même de sa mère. Ne nous étonnons pas non plus de lire dans l'Alcoran (1) que, Joseph voyant la grossesse de Marie et ayant conçu des doutes, l'enfant Jésus, élevant la voix du sein de sa mère, dit : « O Joseph ! que veulent dire ces soupçons ? Lève-toi, va à tes affaires, et demande pardon de ton péché. » Chose curieuse, ce n'est pas seulement dans les apocryphes que Mahomet a pris cette tradition de Jésus parlant du sein de sa mère. Les apocryphes l'avaient eux-mêmes peut-être empruntée aux fables répandues sur la naissance d'Apollon et de Diane. Callimaque, dans son hymne sur Délos, raconte que, Latone chassée de Thèbes et songeant à chercher un asile dans l'île de Cos, Apollon prit la parole dans le sein de sa mère pour lui conseiller d'aller chercher asile à Délos.

Sannazar finit son poème par une prédiction des miracles du Christ, prédiction mise dans la bouche de Protée. C'est toujours le même système de confusion et d'alliances qui caractérise l'époque de la renaissance; mais, malgré cet anachronisme, je ne veux point oublier les derniers vers de son poème, vers charmans, pleins du charme du climat de Naples, pleins de la beauté de cette mer d'azur qui vient en caresser les bords : « C'est ici que je termine mes chants sur l'enfantement divin que j'ai osé célébrer. Et maintenant les frais ombrages du Pausilippe, les rivages de la mer, Neptune, ses tritons, le vieux Nérée et ses nymphes m'invitent au repos; vous surtout, bords charmans de Mergellina, avec vos grottes chères aux Muses, avec vos orangers chargés de fleurs odorantes, l'oranger qui donne à nos climats la beauté des bois de l'Orient et ceint mon front d'une couronne plus belle que le laurier (2). »

Je serai plus court sur Vida que sur Sannazar. Les vers de Vida,

(1) On sait que l'Alcoran a beaucoup puisé dans les faux évangiles répandus en Orient.

(2) Hactenus, ô superi, partus tentasse verendos
Sit satis; optatam poscit me dulcis ad umbram
Pausilypus, poscunt Neptunia littora, et udi
Tritones, nereusque senex, Panopeque, Ephyreque,
Et Melite, quæque in primis mihi grata ministrat
Otia, Musarumque cavas per saxa latebras,
Mergellina, novos fundunt ubi citria flores,
Citria Medorum sacros referentia lucos,
Et mihi non solita nectunt de fronde coronam.

dans les six chants de sa *Christiade,* me semblent avoir un grand inconvénient : ils se ressemblent tous, ils sont tous faits, pour ainsi dire, sur le même patron, ils rendent tous le même son. Dans Sannazar, malgré les anachronismes, il y a de l'inspiration poétique. Dans Vida, il y a les mêmes anachronismes, la même confusion de souvenirs païens et de traditions chrétiennes; mais, au lieu d'inspiration poétique, je ne trouve plus que ce que j'appelle la rhétorique poétique. Je ferais dater volontiers de Vida l'introduction, dans la littérature du XV[e] siècle, de la paraphrase et de la périphrase. Ce sont là les deux grandes machines de la poésie de Vida. Tout est paraphrasé, c'est-à-dire que le récit a toujours une sorte de mouvement oratoire au lieu du mouvement libre et aisé de la narration; et, comme si ce n'était pas assez d'altérer les événemens par cette perpétuelle paraphrase, de leur ôter leur caractère particulier pour les métamorphoser en lieux communs, la périphrase est là pour effacer le peu qui resterait de vérité. Ainsi, le mot propre disparaît perpétuellement sous la périphrase, comme l'événement sous la paraphrase. N'espérez plus trouver ici rien qui rappelle la simplicité naïve des scènes de l'Évangile : l'Évangile n'est qu'un texte oratoire.

Citerai-je quelques exemples? J'ai raconté avec plaisir, je l'avoue, la description naïve que les évangiles apocryphes font des miracles qui accompagnent la fuite en Égypte. Déjà, dans Gerson, ces miracles étaient indiqués plutôt que racontés, et ils étaient devenus un sujet de réflexions plutôt que de descriptions. Dans Vida, ils se métamorphosent en descriptions presque banales, faites à l'aide d'hémistiches empruntés aux auteurs anciens :

Auræ omnes terrent pavidos, capitique timentes,
Tam caro; at puero blandiri murmure silvæ
Lauricomæ, et ramis capita accurvare reflexis
Aurarumque leves animæ indulgere susurro.

Les vers sont élégans, mais c'est une élégance vieille et morte. Il n'y a pas, dans Vida un miracle de Jésus-Christ enfant qui ne soit, pour ainsi dire, un plagiat des poètes anciens. L'auréole même que nous sommes habitués à voir autour de la tête du Christ n'est, dans Vida, qu'un reflet de cette flamme mystérieuse qui, dans le deuxième livre de l'Énéide, s'attache à la chevelure du jeune Jules (1).

A la paraphrase et à la périphrase, qui sont déjà les deux plaies de

(1) ..... Quoties sanctos expavimus ignes,
Flammarumque globos, et terrificos fulgores,
Sæpe quibus visus puer est ardere nitentem
Cæsariem, cœli dum splendet luce corusca?
(Lib. III.)

ce poème, ajoutez l'allégorie, et une allégorie qui a toujours soin d'être une imitation de l'antiquité. Les personnages allégoriques me semblent avoir, dans les sujets chrétiens, un inconvénient tout particulier. Dans le paganisme, chaque vice et chaque qualité étaient déifiés, et, quand l'homme agissait, c'était d'après l'inspiration d'une de ces divinités. La liberté de l'ame humaine disparaissait sous l'ascendant de ces divinités fabuleuses. Le christianisme a rendu à l'ame humaine son indépendance et sa responsabilité. L'homme, dans le christianisme, agit en vertu de ses affections et de ses sentimens, et non plus d'après l'ordre de je ne sais quel dieu. Aussi l'introduction de personnages allégoriques dans un sujet chrétien devient une sorte de contradiction choquante. Pourquoi, en effet, faire intervenir une divinité là où l'homme suffit? Que penser, par exemple, de Vida, qui, pour expliquer le reniement de saint Pierre et cette peur si naturelle et si humaine dont le fidèle apôtre est saisi quand il se trouve seul au milieu des serviteurs de Caïphe, que penser de Vida, qui évoque des enfers la Peur, divinité qu'accompagnent, dit-il, l'Engourdissement et la Lâcheté aux yeux baissés (1)?

Jamais l'horreur du mot propre et l'effort pour trouver le mot prétendu élégant n'ont été poussés plus loin. On sait quelles ont été les bizarreries de ce paganisme littéraire du XV^e^ et du XVI^e^ siècles, en Italie surtout, quand l'excommunication devenait, grace au purisme, l'interdiction de l'eau et du feu; quand les saints s'appelaient les dieux immortels, *superi immortales;* quand le bon Dieu prenait le nom du Dieu très bon et très grand; quand enfin des évêques, de peur de gâter leur belle latinité, obtenaient un bref du pape qui leur permettait de lire leur bréviaire en grec. Vida est de cette école de puristes. Dans ses vers, le Saint-Esprit s'appelle *Aura,*

Aura, veni, afflanti Patris omnipotentis ab ore,

parce que, sans doute, le mot *spiritus,* étant le mot théologique, n'est pas assez élégant. L'eucharistie devient le présent de Cérès, *Cerealia dona;* enfin, quand Jésus-Christ, par le miracle de la multiplication des pains, a rassasié la foule accourue pour l'entendre, au lieu de dire le Sauveur ou Jésus, Vida le désigne par ces mots : *Rex optimus,*

Ut compressa fames, surgit rex optimus ipse.

C'est ainsi que, pendant tout le poème, la couleur chrétienne disparaît sous je ne sais quel vernis brillant, mais faux, emprunté à l'antiquité.

(1) Tristior haud ulla est umbrosis pestis in oris
Scilicet, atque hominum egregiis magis æmula cœptis;
Frigus ei comes, et dejecto Ignavia vultu.

La *Christiade* de Vida est le commencement et l'original de ce que j'appelle le poème épique et classique, poème de convention, réglé et taillé sur le modèle de l'ancienne épopée et surtout de l'Énéide, où il y a nécessairement une tempête, parce que Virgile en a une, et un récit qui dure plusieurs chants, en mémoire aussi du récit d'Énée dans Virgile : poèmes où l'étude est tout, qui n'ont ni inspiration ni liberté, littérature de deuxième main, qui semble n'avoir de cause que dans les bibliothèques et non dans les sentimens et les émotions du cœur humain. Non que je refuse à Vida le mérite d'une versification élégante et correcte; ce mérite est presque son défaut. Parfois cependant ce genre de mérite apparaît dégagé des défauts que je lui ai reprochés. Je ne citerai pas, pour donner une idée de la poésie de Vida, la mort de Jésus-Christ, morceau très vanté, et qui me paraît sentir singulièrement la déclamation. Je citerai plutôt quelques traits de l'entrée triomphante de Jésus-Christ aux enfers. Là il y a quelques beaux vers, et il n'y a pas en même temps trop d'anachronismes de langage, je veux dire trop de réminiscences païennes. Peut-être cela tient-il au sujet, car l'enfer a toujours été un peu païen, même dans les croyances chrétiennes, et il n'y a guère de différence entre l'enfer des anciens et l'enfer des modernes. Vida peint d'abord la joie des élus quand ils pressentent l'arrivée du Christ :

« Telles étaient leurs pensées; tous frémissaient de joie et de bonheur. Ainsi, quand les habitans d'une ville long-temps assiégée, après avoir vu l'ennemi ébranler pendant long-temps leurs murailles et menacer leurs demeures, voient de loin arriver l'armée amie qui doit les délivrer, tous tressaillent de joie, et leur ame abattue se reprend à l'espérance. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

« Jésus s'arrête aux portes de l'enfer; il les pousse de sa main. A ce coup, la terre épouvantée tremble et retentit, les astres chancellent, et l'enfer mugit au loin dans la profondeur de ses ténèbres. A ce bruit, du fond des vallées infernales accourent les démons épouvantés (1); c'est en vain qu'ils exhalent de leurs gosiers béans un feu terrible et des tourbillons de fumée : la force du Dieu tout-puissant se fait sentir, et les portes, bondissant sur leurs gonds, s'entr'ouvrent d'elles-mêmes. Alors apparaît l'intérieur de cette maison de confusion; les ténèbres s'éclaircissent, la nuit se dissipe, tant est vive la lumière qui jaillit du visage du Christ... Les démons, reconnaissant la figure du Christ, objet de leur colère, cette figure étincelante de rayons et de lumière, cherchent en vain l'obscurité, et, repliant timidement leurs queues de dragons sous leur corps, poussent dans leurs cavernes de tristes et impuis-

(1) Vida les appelle *Lucifugi fratres*, les frères qui fuient la lumière, et les représente sous la forme humaine jusqu'au milieu du corps, avec des queues de dragon au lieu de pieds.

sans hurlemens. Tels ces habitans barbares des Alpes qui supportent l'effort des vents et des orages déchaînés sur ces monts, si tout à coup une armée romaine, avec ses armes étincelantes, apparaît dans leurs retraites, alors, avançant timidement la tête du fond de leurs cavernes et bientôt se dispersant sur les montagnes, on les voit s'asseoir sur quelques roches escarpées, et de là, immobiles d'effroi, contempler les bandes guerrières qui marchent au fond des défilés (1). »

Outre sa *Christiade*, Vida a fait aussi des hymnes consacrés à Dieu, à Jésus-Christ, au Saint-Esprit, à la Vierge, aux principaux apôtres, et ces hymnes, qui ne sont pas, il est vrai, destinés à être chantés dans l'église, ne sont guère plus chrétiens de forme et d'expression que son poème épique. Ce sont des hymnes faits à l'imitation de ceux d'Homère et de Callimaque. Seulement Callimaque recherchait avec une sorte de curiosité d'antiquaire les légendes mythologiques. Vida, au contraire, fuit avec soin les légendes chrétiennes. Il est d'une piété trop éclairée pour les admettre comme chrétien, et d'un goût trop sévère pour les chanter comme poète. Dans ses hymnes, il est un peu théologien, mais du côté où la théologie touche à la philosophie (2), et surtout il tâche d'exprimer en beau style les mystères de la trinité et de l'incarnation. Il se félicite, en commençant, d'avoir réconcilié le Parnasse avec le Calvaire; il croit même, singulière illusion, avoir créé la poésie chrétienne, au moment où il la défigurait par l'étrange confusion de son style (3).

La philosophie platonicienne et le beau langage ont failli détruire la poésie chrétienne en Italie au xv^e siècle, et, s'ils n'ont pas tout-à-fait arrêté l'essor de cette poésie, ils l'ont au moins beaucoup contrarié. La renaissance a donné à la littérature moderne un esprit païen qui y est

(1) Ut vero in mediis Divum penetralibus hostes
Videre, et faciem invisam agnovere per umbras,
Ardentem radiis ac mira luce coruscam,
Protinus aspectu subito terrentur, et imas
Conjiciunt sese in latebras, linguaque remulcent
Commissas utero caudas, stratique tremendum
Nequicquam umbrosis in speluncis ulularunt.
. . . . . . . . . . . . . . . .

(2) Je citerai quelques-uns de ces vers, moitié théologiques et moitié philosophiques. Ainsi, quand il essaie de définir Dieu :

Quidquid es o, seu vis, seu mens, seu spiritus ille
Qui mare, qui terras, qui cœlum numine comples;
Tu tibi principium, tibimet tu terminus ipse,
Incipis abs te, si incipis; in te desinis ipsum.

(3) Carmina enim mutanda; novo nunc ore canendum;
Jamque alias sylvas, alios accedere fontes
Edico.

resté. Cet esprit a aidé au bon goût, il a nui à la foi. C'est dans Vida et dans les poètes de cette école qu'on peut le mieux observer le travail qui se fait alors dans la littérature. Nous avons vu tout à l'heure combien Vida, dans sa *Christiade*, avait de répugnance à se servir, pour désigner le Saint-Esprit, du mot théologique de *spiritus*; dans ses hymnes, il n'est pas moins embarrassé pour définir le Saint-Esprit d'une manière à la fois philosophique et élégante : « C'est, dit-il, cet amour que dans sa bonté le maître souverain de l'Olympe a pour les mortels, cet amour que dans notre reconnaissance nous avons pour lui à notre tour, que les habitans du ciel et de la terre ont les uns pour les autres, et qui les rend frères, cet amour enfin qui est le mutuel penchant du ciel et de la terre, le feu qui anime tout, le nœud indestructible et doux qui unit les élémens, la force des ames divines, le don infini de Dieu. C'est de là qu'émanent la piété et la vertu. Souffle puissant, amour plein de force, Dieu qui partout respire, esprit enfin, dont les créations sont partout répandues, c'est toi que partout nous voyons, toi que partout nous entendons (1). » Il y a dans ces vers de l'éclat et de l'élévation; mais ils ne se sentent guère de l'inspiration de l'Évangile, et cette divinité partout répandue pour tout animer, cet amour qui unit le ciel et la terre, ressemble beaucoup plus à l'amour, au dieu primitif chanté par le vieil Hésiode, qu'au Saint-Esprit, qui, sous la forme d'une colombe, préside au baptême de Jésus-Christ, ou, sous la forme de langues de feu, vient inspirer les apôtres.

Il y a au XV[e] siècle, en Italie, parmi les lettrés, deux sortes de paganismes, le paganisme qui prête au christianisme ses mots, ses images, ses idées et presque ses sentimens : c'est celui de Vida dans son poème et dans ses hymnes; le paganisme qui emprunte au christianisme ses idées et ses sentimens : ce dernier genre de paganisme est le plus curieux et témoigne de l'étrange confusion qui s'était faite alors dans les esprits. Il y avait des poètes qui, dans leur passion pour l'antiquité, s'étaient élancés du premier bond jusqu'au paganisme littéraire le plus absolu, et qui chantaient Jupiter, Junon, Minerve, Apollon et Vénus plutôt que la Vierge et les saints : tel est, par exem-

(1) Hic amor est quo mortales regnator Olympi
Prosequitur bonus; hic idem quo nos quoque contra
Grati illum ardemus, quo se superique hominesque
Mutuâ amant inter sese pietate foventes.
Hic amor est cœli; terrarum hæc mutua flamma,
Cuncta fovens, nodusque tenax et amabile vinclum,
Cælestum vis magna, dei immemorabile donum.
Hinc omnis pietas, hinc omnis denique virtus;
Aura potens, amor igne potens, spirabile numen,
Spiritus ipse, tui apparent vestigia ubique
Numinis ampla; tuum est quodcumque, ubicumque videmus.

ple, le poète Marullus; mais, arrivés là, les poètes de cette école reculaient bientôt, comme malgré eux, vers les idées chrétiennes, et pendant que Vida dans ses hymnes rapproche Jésus-Christ de Jupiter, et le Saint-Esprit de l'amour primitif, Marullus dans ses hymnes rapproche, au contraire, Jupiter de Jésus-Christ et l'amour mythologique de l'amour divin. Voyez ces vers de l'hymne de Marullus à Jupiter : « C'est lui que nous adorons, le créateur du monde et le maître des cieux, qui n'a ni commencement ni fin, ni naissance ni mort, qui gouverne tout, n'est asservi lui-même à aucune loi, et qui, tout entier en lui-même, échappe aux vicissitudes du temps par son éternité, et donne au monde l'abondance des jours. Il n'a qu'un fils, l'unique objet de son amour, éternel comme lui, pur et sans tache; c'est à lui qu'il a confié le soin de l'univers, la tutelle de son empire; c'est avec lui qu'il partage son pouvoir (1). » C'est ainsi qu'au xv^e^ siècle, par un perpétuel échange d'idées, le Christ est païen et Jupiter est chrétien, tant les deux inspirations du moyen-âge et de l'antiquité se mêlent dans l'esprit des poètes du temps, qui ne peuvent se décider ni à renoncer à l'élévation des idées chrétiennes, même quand ils célèbrent le paganisme, ni à l'élégance et à la beauté de la poésie antique, même quand ils chantent des sujets chrétiens.

SAINT-MARC GIRARDIN.

(1) Et rerum autorem dominumque agnoscimus æthræ,
Quem non principium, non ulla extrema fatigant,
Expertem ortus atque obitus; qui cuncta gubernas,
Nescius imperii, totusque inte ipse vicesque
Despicis æternas et tempora sufficis ævo :
Unigenam sancto prolem complexus amore
Æterno æternam et perfectam, labe carentem,
Cui rerum late custodia credita cessit
Et regni tutela tui consorsque potestas
Temperat acceptas sine fine et tempore habenas.
(Hymnes de Marullus, liv. I^er^.)

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 mars 1850.

« Les élections du 10 mars! la révolution commence! » tel est le titre d'une brochure que nous voyons affichée ces jours-ci sur les murs de Paris. Nous ne sommes pas de l'avis de la brochure ou de son titre. La révolution ne commence pas; elle continue et elle se développe. Nous consentons à croire que le 24 février n'a pas été une révolution. Ç'a été une grande surprise; mais la révolution s'est faite par les décrets du gouvernement provisoire, qui a créé une révolution pour justifier le coup de main qui l'avait porté au pouvoir.

Parmi tous les décrets révolutionnaires du gouvernement provisoire, le plus révolutionnaire est celui qui a établi le suffrage universel et qui l'a organisé tel qu'il est, avec le scrutin de liste et l'élection directe. Ce décret-là, n'hésitons pas à le dire, établit la révolution en permanence, non pas que le suffrage universel, quand il est libre, ne tourne souvent contre ses auteurs; cela s'est vu et pourrait se voir encore. Quand la démagogie s'empare du pouvoir, comme elle fait à l'instant même la misère du pays, le pays, aussitôt qu'il est consulté, vote contre la démagogie et lui ôte le pouvoir; mais supposez un gouvernement honnête et sage, comme ce gouvernement est forcé de contenir et de réprimer les mauvaises passions qui luttent contre la société, comme tout gouvernement est une police, dans le sens élevé de ce dernier mot, le suffrage universel se tourne promptement contre le gouvernement. Le suffrage universel semble avoir pour but de mettre en action le vers de La Fontaine :

Notre ennemi, c'est notre maître.

D'où il suit que le suffrage universel est la révolution en permanence, ce qui est un bien quand on est mal, ce qui est un mal quand on est bien ou passablement bien. Qui ne comprend néanmoins que cette impossibilité même de s'arrêter à

un point quelconque, cette instabilité perpétuelle est une maladie qui doit tôt ou tard tuer la société qui en est atteinte? Au lieu d'employer son activité à travailler, à fabriquer, à commercer, à augmenter la somme de la richesse sociale, la société emploie son activité à changer sans cesse ses institutions. C'est une machine qui dépense sa force à se faire mouvoir elle-même, au lieu de faire mouvoir l'industrie et le commerce. Ajoutez que, si cette société versatile et improductive est en même temps pauvre et besoigneuse, le danger est deux fois plus grand. Les institutions et le suffrage universel en particulier deviennent une arme dont chaque portion de la société se sert pour arracher à l'autre sa subsistance : nous ne parlons pas de l'aisance; il n'en peut plus être question dans une société qui, au lieu de produire du pain, s'occupe à produire des révolutions.

Le suffrage universel n'est pas autre chose que l'action de la multitude. Or, dans tous les temps et dans tous les pays du monde, l'action de la multitude est aveugle et grossière. Par quelle fatuité croyons-nous que la multitude française est éclairée et intelligente? Est-ce à dire que nous voulons condamner l'espèce humaine en bloc et la déclarer incapable de se gouverner? A Dieu ne plaise! La multitude est capable de se gouverner, quand elle est capable de se maîtriser, et elle est capable de se maîtriser, quand elle est encadrée dans les liens d'une société qui a de vieilles mœurs et de vieilles traditions, et où le bon sens de chaque individu, sa modération, ses habitudes sages et régulières font, en se réunissant, la sagesse du peuple. Donnez-moi, dans toute la France, la population de la Bretagne, c'est-à-dire une population pieuse et régulière, point envieuse, point livrée au démon de la concupiscence, et j'adopte volontiers le suffrage universel; mais, avec la population de nos grandes villes, qu'est-ce que le suffrage universel, sinon la facilité de satisfaire ses rancunes, ses envies, ses convoitises? Les institutions démocratiques ont besoin d'être tempérées par les mœurs, et c'est un axiome de tous les temps que la liberté a besoin de la vertu pour contre-poids. Dans nos grandes villes, au contraire, les mœurs gâtent les institutions, loin de les corriger. N'oublions pas surtout que l'organisation de notre suffrage universel le rend encore plus mauvais qu'il ne le serait déjà par lui-même, à cause des mœurs de nos grands centres de population. Le scrutin de liste en altère profondément la sincérité. La constitution veut que tous les Français votent : le scrutin de liste fait qu'il n'y a que quelques hommes dans chaque département qui sont électeurs pour tous les autres. C'est l'oligarchie dans la démagogie.

Pour s'en convaincre, il suffit de voir comment se sont faites les élections à Paris. Nous ne voulons pas ici médire du résultat, nous voulons seulement examiner les procédés électoraux adoptés des deux côtés, dans le parti modéré et dans le parti socialiste, afin de savoir si c'est vraiment là le suffrage direct et universel que proclame l'article 24 de la constitution.

L'union électorale procède avec une grande bonne foi et tâche de corriger de son mieux les défauts du suffrage universel. Son élection préparatoire est une sorte de premier degré, et à ce premier degré les électeurs ne peuvent se plaindre de n'être pas libres : ils peuvent vraiment nommer qui bon leur semble; mais, au second degré, c'est-à-dire à l'élection définitive, à celle qui procède uniquement de la loi et non plus des mesures prises par l'union électorale, il

faut bien, bon gré mal gré, si l'on ne veut pas perdre sa voix, voter pour la liste qu'ont formée par leurs votes les électeurs du premier degré. Que devient alors le suffrage direct de la constitution? Autre observation : dans l'élection préparatoire même, la liste qui est proposée aux suffrages des électeurs par le comité de l'union électorale a de grandes chances pour avoir la majorité des électeurs qui prennent part à cette opération préliminaire. C'est ainsi que, cette année, les trois premiers noms mis sur la liste par le comité de l'union électorale ont été aussi les trois premiers noms qui sont sortis du scrutin préparatoire, si bien que, même à ce premier degré, le suffrage non plus n'est pas direct, et que le comité de l'union électorale est amené, malgré lui, à voter pour les électeurs. Et notez bien que nous ne voulons pas ici blâmer l'union électorale, personne ne reconnaît plus hautement que nous les grands services que rend cette union; mais la nature du suffrage universel l'emporte sur les intentions de l'union électorale. Le suffrage universel ne peut pas agir seul : il a besoin d'être préparé et dirigé, nous allions dire remplacé ou suppléé. Laissé à sa propre force, c'est un chaos; il lui faut pour pouvoir marcher des lisières et des guides; il a besoin, enfin, d'abdiquer entre les mains de quelqu'un. Nous nous félicitons donc que, dans le parti modéré, le suffrage universel ait abdiqué entre les mains de l'union électorale. Nous nous en félicitons, mais nous le constatons.

Dans le parti socialiste, les choses se passent d'une manière bien plus contraire encore à l'article 24 de la constitution. C'est là que le suffrage direct se trouve complétement aboli : il n'y a pas d'élection préparatoire pour former la liste proposée aux suffrages des électeurs définitifs. Ce respect de la liberté des votes ne convient qu'aux hommes qui se rattachent aux habitudes de la monarchie constitutionnelle. Le socialisme a des allures plus oligarchiques et plus dictatoriales. Un comité qui se nomme et s'installe lui-même, à peu près comme s'est nommé et installé le gouvernement provisoire le 24 février 1848, rédige une liste et l'imprime; puis les électeurs sont tenus de la voter, sous peine de perdre leurs voix. N'êtes-vous pas édifiés de la liberté et de la vérité du suffrage universel ainsi enrégimenté, ainsi discipliné? Quelques dictateurs de bas étage au lieu d'un peuple, voilà le suffrage universel, tel que l'entend et le pratique le parti socialiste.

Ne craignons pas de le dire, puisque l'expérience le dit plus haut que nous, le suffrage universel, tel qu'il est organisé chez nous avec le scrutin de liste et le vote au chef-lieu, est un mensonge et un danger perpétuel. Nous sommes même forcés de remarquer que la constitution se contredit d'une manière évidente dans l'organisation du suffrage universel, quand on rapproche l'un de l'autre l'article 23 et l'article 30.

Que dit l'article 23? « L'élection a pour base la population. » Voilà un principe tout-à-fait analogue au principe et à la source même du suffrage universel. Le suffrage universel en effet procède du droit qu'on attribue au nombre. Selon le suffrage universel, on ne vote pas parce qu'on est capable de voter, capable de discerner le bien du mal; on vote parce qu'on est homme. Si on vote parce qu'on est homme, il faut que le vote d'un homme soit égal au vote d'un autre homme, il faut que chaque vote ait un égal effet, comme il a une égale valeur. Il ne faut pas surtout que le vote d'un habitant du Finistère ait

plus ou moins d'effet que le vote d'un habitant de Seine-et-Oise. Or, pour égaliser ainsi les effets des votes, il faut régler le nombre des représentans d'après le chiffre de la population, et, pour cela, faire ce qu'avaient fait les constitutions diverses de la première république, décider par exemple qu'il y aurait un député par chaque cinquante mille ames de population, faire enfin des groupes égaux de population électorale; telle était la conséquence naturelle de l'art. 23. Au lieu de cela, que fait l'article 30? Il fait rentrer tant bien que mal la répartition de l'électorat dans le cadre des circonscriptions administratives. Ce n'est plus chaque groupe électoral qui a un certain nombre de représentans, c'est chaque département. De cette manière, la proportion est arbitraire au lieu d'être exacte et précise, et *l'élection n'a plus pour base la population* du territoire général de la république, mais la population particulière de chaque département; de cette manière encore, les votes n'ont plus une égale valeur, ou plutôt ce sont les départemens qui sont tant bien que mal égalisés les uns aux autres, eu égard au chiffre de leur population, chiffre essentiellement variable d'année en année. Supposez qu'un département gagne en dix ans cinquante mille ames de plus, la constitution ne dit pas qu'il aura droit pour cela à un représentant de plus. Il faudra une loi pour attribuer un représentant de plus à ce département progressif; mais ce représentant que vous donnerez en plus à l'est, je suppose, il faudra l'ôter à l'ouest, car l'article 21 fixe à 750 le nombre des représentans du peuple français, comme si on avait pensé qu'en république la population ne doit pas augmenter. Les États-Unis ne sont pas de cet avis.

Quoi qu'il en soit, entre l'article 23 et l'article 30, il y a une contradiction de principes, sinon de mots, qui est évidente. Or, quand deux articles se contredisent, qui est chargé de les accorder, sinon la loi? Il ne s'agit pas ici de réviser la constitution, il ne s'agit pas non plus de la violer; il s'agit de l'interpréter et de mettre d'accord l'article 30, qui n'est qu'un article réglementaire, avec l'article 23, qui est un article de principe. Le suffrage ne doit pas seulement être universel et direct, il doit être égal. Or il n'est pas égal, il n'a pas des effets égaux, quand l'élection ne se fait pas par groupes égaux de population, mais par départemens, c'est-à-dire par groupes inégaux.

M. de la Rochejaquelein a proposé à l'assemblée de consulter la nation sur le choix à faire entre la république et la monarchie, et, comme on a dit à M. de la Rochejaquelein qu'il semblait avoir mauvaise grace à revenir sur le choix qu'il avait fait lui-même de la république au 24 février 1848, M. de la Rochejaquelein a répondu assez lestement qu'il avait voulu faire l'essai de la république. Il paraît que l'essai n'a pas plu ou n'a pas réussi, selon M. de la Rochejaquelein. C'est pourquoi il pense qu'il serait bon d'adresser au pays une de ces questions qu'on ne fait en général que lorsqu'on est sûr de la réponse. Puisque M. de la Rochejaquelein était en train de questionner le pays sur la constitution, nous aurions voulu qu'il l'interrogeât un peu sur le scrutin de liste et sur l'organisation actuelle du suffrage universel; nous sommes persuadés, en effet, que le nœud de nos destinées sociales est dans l'organisation du suffrage universel. Toute mesure, toute démarche qui aura pour but d'améliorer cette organisation nous paraîtra une mesure décisive, un remède analogue au mal. Toute autre mesure nous laissera indifférens. Nous n'en voulons pas à M. de la Rochejaquelein de sa question; nous serions même disposés

à croire qu'il est bon que le pays comprenne qu'il n'est pas absolument tenu de mourir selon les règles. Oui, cherchons des remèdes, puisque nous nous sentons malades, puisque la phthisie légale qui nous consume a des signes de plus en plus évidens; mais, si nous cherchons des remèdes, cherchons-les qui soient vraiment opposés au mal. Or, le mal actuel, le mal urgent, c'est la mauvaise organisation du suffrage universel. Pourquoi donc hésiter à faire une loi électorale qui corrige les vices incontestables du suffrage universel actuel, qui donne à l'article 23 de la constitution ses conséquences légitimes, et qui substitue à la circonscription administrative des départemens de véritables circonscriptions électorales déterminées par le chiffre de la population? L'art. 76 de la constitution permet à la loi de changer la division administrative; à plus forte raison, il permet, j'imagine, de séparer la circonscription administrative de la circonscription électorale.

Nous avons souvent cherché à nous expliquer pourquoi, tout le monde voyant le mal, personne ne voulait aborder le remède; pourquoi, tout le monde sachant que le suffrage universel, tel qu'il est organisé actuellement, doit nous tuer à jour fixe, personne ne proposait de corriger cette organisation destructive. On nous a dit que le parti légitimiste ne voulait pas qu'on touchât à l'organisation du suffrage universel, parce qu'il croyait que le suffrage universel lui était favorable. A cela nous avons toujours répondu deux choses : la première, c'est qu'il ne s'agissait pas de détruire le principe du suffrage universel. La seconde chose, c'est que le parti légitimiste doit calculer combien de temps encore le suffrage universel lui sera favorable. Il jouit du passé en ce moment, il n'est pas sûr de l'avenir. D'ailleurs, quand même nous supposerions que le parti légitimiste garderait son ascendant électoral dans les provinces où il l'a maintenant, quel avantage y trouverait-il, si partout ailleurs dans la France le suffrage universel donnait la majorité au parti socialiste? Le parti légitimiste viendrait dans l'assemblée jouer le rôle de minorité, et nous doutons beaucoup que la majorité socialiste laissât à la minorité légitimiste la moindre liberté. Dans une assemblée socialiste, la minorité légitimiste aurait le rôle de victime ou de complice. Cela n'est pas tentant.

Il est impossible que le parti légitimiste, éclairé par l'expérience, ne comprenne pas qu'il a le même intérêt que le reste du parti modéré à modifier l'organisation du suffrage universel. Faire des lois sur la presse et sur les clubs, c'est fort bien, et nous serions disposés à les voter, sauf amendemens; mais ces lois auraient besoin, selon nous, d'être précédées d'une autre loi plus décisive, nous voulons dire d'une loi électorale. La loi sur la presse et la loi sur les clubs peuvent bien compléter un système de gouvernement que nous approuvons, puisqu'il est nécessaire; mais elles ne créent pas ce système. Ne voyez-vous pas, en effet, que ces lois que vous proposez et que vous votez à grand'peine, le parti socialiste s'en moque au fond du cœur, parce qu'il croit maintenant que le suffrage universel, tel qu'il l'a organisé, lui donnera infailliblement la majorité, et qu'alors, une fois maître du pouvoir, il balaiera d'un seul coup toutes ces lois si péniblement élaborées? Le calme qu'il garde en ce moment et qu'il impose à sa turbulente armée n'a pas une autre cause. Il espère et il attend. Les lois de la presse et des clubs lui déplaisent, et il les maudit; mais il se gardera bien de venir les combattre dans la rue. Il est patient, parce qu'il

se croit maître de l'avenir. Il se trompe peut-être; mais il se trompera encore bien plus, si vous essayez de modifier l'organisation du suffrage universel. C'est alors que vous l'entendrez crier et menacer; c'est alors qu'il ne pourra plus être patient. Ainsi, dira-t-on, vous voulez provoquer le parti socialiste? Non; mais nous voulons que la société se défende. Si nous en sommes à ce point que tout ce qui est destiné à défendre la société soit une provocation au parti socialiste, il n'y a rien, selon nous, qui décèle mieux la gravité de la crise où nous sommes et l'urgence d'une initiative légale.

Au point de vue où nous nous plaçons, les lois nouvelles sur la presse et sur les clubs n'ont pas l'importance qu'on leur attribue soit en bien, soit en mal. La loi sur les clubs est, en général, approuvée dans la majorité. Elle ne confère pas au gouvernement des pouvoirs beaucoup plus étendus que ceux qu'il avait déjà; seulement, elle les lui confirme. Dans les temps de crise, ces confirmations sont souvent nécessaires. Quant à la loi sur la presse, ou plutôt quant à la loi sur le timbre, elle a excité de grands dissentimens dans la majorité et de grands mécontentemens dans les journaux quotidiens qui soutiennent le gouvernement. C'est pour eux une question d'état, et nous concevons l'importance qu'ils y attachent; mais ce ne sera pas pour eux une question de cabinet et de gouvernement : voilà ce qui est certain et ce qu'il est bon de constater.

Quant aux journaux du parti socialiste, qui déclament contre la loi et qui prétendent qu'on veut par là aristocratiser la presse, nous serions tentés de les prendre au mot et de faire un éloge à la loi de ce dont ils lui font un reproche. Oui, si nous avions un gouvernement stable et régulier, si nous revenions, sauf la forme du gouvernement, à l'état politique de la France de 1823 à 1830, ou de 1835 à 1848, oui, nous aimerions mieux une presse aristocratisée par les frais mêmes de son établissement et de son maintien qu'une presse démocratisée outre mesure par le bon marché et par le rabais; nous aimerions mieux quelques grands journaux de l'opposition que beaucoup de petits. Les temps où il y a de grands journaux sont ceux où il y a aussi de grands partis régulièrement organisés, ayant un esprit de suite, un système, une doctrine; ce sont des temps politiques. Les temps, au contraire, où il y a beaucoup de petits journaux sont des temps où il y a des factions et des émeutes, des temps agités et stériles, des temps révolutionnaires. Autre raison qui nous fait préférer la grande presse à la petite, la qualité des journaux à leur quantité, c'est que nous croyons qu'il est bon que les journaux ne soient pas trop bon marché. On va se récrier; on va dire que nous voulons évidemment diminuer le nombre des lecteurs : notre raison a quelque chose de plus particulier, et qui tient de plus près à l'honneur et à la dignité de la presse. Il est important, selon nous, que les journaux soient vendus ce qu'ils coûtent. Quand le journal est vendu ce qu'il coûte, ce qui est la règle dans tous les commerces, il n'est pas tenté de chercher, pour se soutenir, des moyens étrangers à l'art d'exprimer ses pensées et au devoir de défendre ses convictions politiques.

Quant à nous, quelque bruit qui se fasse autour de la loi sur la presse, nous ne sommes pas disposés à nous associer pour le moment à cet émoi. Ce n'est pas dédain ni indifférence, à Dieu ne plaise, c'est seulement préférence de notre part pour une loi sur l'organisation du suffrage universel, loi que nous trouvons plus nécessaire et plus urgente que les lois récemment proposées.

Mentionnons maintenant quelques-unes des discussions qui ont occupé l'assemblée dans cette quinzaine.

La nouvelle loi du timbre, qui a déjà subi l'épreuve de deux lectures, a vivement ému le monde financier par les dispositions qu'elle contient sur les transferts de rente. Les conséquences de ces dispositions sont faciles à comprendre. Lorsque l'état grève d'un impôt la négociation d'un titre de rente, il agit comme s'il imposait la rente elle-même, car il déprécie le titre entre les mains de celui qui le possède. Or, l'état a-t-il le droit d'imposer la rente? La loi qui a constitué le grand livre dit positivement que la dette consolidée sera exempte de toute retenue, présente ou future. Lorsque l'état impose une retenue sur la rente, ou, ce qui revient au même, sur la négociation du titre de rente, il manque donc à ses engagemens. Il viole le contrat passé entre lui et ses créanciers, et non-seulement il nuit à ses créanciers, mais encore il se nuit à lui-même, car, après avoir touché à l'inviolabilité de la rente, il n'a plus devant lui que des prêteurs défians, qui lui feront perdre dans ses emprunts futurs bien au-delà du revenu qu'une taxe injuste et imprudente aura versé dans sa caisse.

Pourquoi ces vérités si simples, et qui acquéraient une si grande autorité en passant par la bouche de M. Berryer, n'ont-elles pas convaincu la majorité? C'est que beaucoup de gens, même au Palais-Bourbon, se seront dit : Voici une occasion de frapper le capital, profitons-en. D'autres n'auront pas été fâchés de frapper la rente, peu populaire, comme on sait, dans nos départemens. A Paris, la rente est chose sacrée, c'est l'arche sainte; mais allez dans nos provinces, et tâchez de faire comprendre à l'agriculteur, au vigneron, au propriétaire foncier, que l'inscription de rente est un contrat qui oblige l'état envers ses créanciers : vous verrez comme on vous écoutera! Ajoutons que ce titre de rente, ce chiffon de papier, que les gens de la campagne apprécient peu sous beaucoup de rapports, a cependant, à leurs yeux, une vertu qui excite au plus haut point leur jalousie. La rente se paie à échéances fixes; le rentier, à moins d'un cataclysme, est toujours sûr de toucher son terme à chaque semestre; toutes les années sont bonnes pour lui, tandis que, pour le rentier de la terre, il y a de bonnes et de mauvaises saisons. Si la récolte ne se vend pas ou se vend mal, la terre coûte au lieu de rapporter. De là une certaine hostilité de la propriété territoriale contre la rente, et cette hostilité, nous en sommes sûrs, n'aura pas peu contribué à porter malheur aux rentiers dans cette discussion de l'impôt du timbre.

Si la loi passe, et cela est malheureusement probable aujourd'hui, quelques propriétaires ruraux se frotteront les mains; qu'auront-ils gagné cependant? Ne dit-on pas tous les jours que la propriété rurale a besoin de capitaux, que la terre ne trouve pas à emprunter? Et que fait-on par l'impôt sur les transferts de rente? Au lieu d'attirer les capitaux sur le marché français, on les excite à émigrer; au lieu d'abaisser l'intérêt de l'argent en facilitant les transactions, on élève le taux de l'intérêt en grévant la circulation des valeurs. L'argent qui se prête à la Bourse sur les titres de rente, au moyen des reports, coûtera désormais à l'emprunteur 8 pour 100 au lieu de 6. Si l'intérêt de l'argent s'élève à 8 pour 100, nous nous demandons ce que les campagnes auront gagné à l'article du timbre sur les transferts!

Mais, dit-on, il faut bien arrêter le jeu, l'agiotage! Nous craignons bien

qu'on n'ait pas pris pour cela la meilleure voie. Le jeu est souple et inventif; il est par-dessus tout opiniâtre. Quand on le chasse par une porte, il rentre par l'autre. Nous ne voyons pas d'ailleurs les grands crimes qu'ont commis ces malheureux capitalistes de la Bourse depuis deux ans. Toutes les fois que la république a eu besoin d'eux, elle les a rencontrés sous sa main. Elle a trouvé dans leurs écus plus de confiance et de sécurité qu'ils n'en avaient eux-mêmes. Ce n'est pas avec des mesures comme celle d'un impôt sur les transferts de rente qu'on encouragera leur bon vouloir; ils y verront pour le moins un précédent fâcheux, que la logique révolutionnaire ne manquera pas d'exploiter. De pareilles mesures sont nuisibles en temps de prospérité, à plus forte raison sont-elles dangereuses et impolitiques dans des temps de crise, quand on a un budget en déficit, et lorsque les circonstances peuvent d'un moment à l'autre placer le gouvernement dans la nécessité de négocier un emprunt.

La discussion du budget de 1850 a marché jusqu'ici assez rapidement. Selon l'usage, on a parlé un peu de tout dans la discussion générale. Il est juste de dire cependant qu'on ne s'est pas trop écarté, cette fois, du sujet principal, et qu'il a été plus souvent question d'administration et de finances que d'autre chose. La montagne a été sobre de développemens sur ses systèmes économiques. Elle en a dit assez néanmoins pour nous faire comprendre à quoi nous devons nous attendre, si jamais ses théories financières sont appliquées. La montagne, comme on sait, possède plusieurs théories financières de différente nature, et par conséquent plusieurs formes différentes de budget. Elle a d'abord le budget de M. Proudhon, lequel est le plus simple de tous, puisque M. Proudhon ne veut ni administration, ni gouvernement. Elle a ensuite le budget de M. Pelletier. Celui-là coûte plus cher. M. Pelletier est de l'école communiste. Il veut que l'état soit chargé de tout faire, et que nous soyons gouvernés à la manière des fellahs d'Égypte. Pour donner à l'état les moyens de tout faire, M. Pelletier propose un budget d'environ deux milliards par an; ce n'est pas trop : mettons-en trois, et nous serons encore loin de compte. Enfin, après le budget de M. Pelletier, il y a le budget de M. Mathieu de la Drôme, cet honorable montagnard qui vient d'être si rudement traité par M. Mortimer Ternaux. C'est une histoire curieuse, en vérité, que celle du budget de M. Mathieu de la Drôme. Ce grand économiste, qui s'annonce un beau jour à la tribune comme ayant une merveilleuse recette pour rétablir l'équilibre du budget; ce grand financier, qui a découvert un moyen infaillible de procurer au trésor une économie annuelle de 639 millions, et qui, le jour de la discussion, au lieu d'être à son banc, se promène tranquillement avec ses électeurs de la Drôme : quelle comédie, et comme cela peint bien l'une des espèces de nos révolutionnaires modernes, gens qui ne prennent pas même au sérieux leurs idées ni leurs personnes, révolutionnaires de parade, plus hâbleurs encore que méchans! Quoi qu'il en soit, M. Mortimer Ternaux, en homme sérieux qui n'entend pas raillerie sur de pareilles matières, a eu la cruauté d'amener M. Mathieu de la Drôme à la tribune, et de le forcer à s'expliquer. Les explications de l'honorable montagnard, comme on devait s'y attendre, n'ont prouvé qu'une chose : c'est qu'il avait espéré que personne ne viendrait faire violence à sa discrétion, et que son secret mourrait avec lui.

Des attaques très vives ont été dirigées contre le budget par les adversaires

de la centralisation. Il y a du vrai dans quelques-uns des reproches adressés au système administratif et financier de la France par l'honorable M. Hovyn de Tranchère; mais à côté du vrai il y a des exagérations regrettables. Oui, l'intervention de l'état n'a pas toujours produit les effets qu'on aurait pu désirer. L'état n'est pas toujours un bon instituteur, un professeur irréprochable, un astronome assez vigilant. Les astronomes de l'état, quoique très savans, ne sont pas toujours les premiers à découvrir les comètes. L'état n'est pas toujours un constructeur habile, un entrepreneur économe. Nos ingénieurs, au lieu de se borner à faire des ouvrages utiles, ont trop souvent la manie d'élever des monumens. Les usines de l'état sont les plus dispendieuses de toutes. Leurs produits coûtent plus cher que ceux de l'industrie privée. Nous savions tout cela depuis long-temps, et l'administration elle-même n'en disconvient pas. De même, tout le monde est d'accord pour dire que l'intervention de l'état a exercé une influence fâcheuse sur le moral du pays. Elle a énervé les volontés individuelles. Elle a habitué chaque citoyen à ne pas se confier suffisamment dans ses propres forces et à attendre du gouvernement plus que de lui-même. Elle a eu aussi pour résultat, en multipliant les emplois, de surexciter les ambitions, et de créer, à côté d'une classe immense de fonctionnaires, une classe plus nombreuse encore de gens qui veulent à tout prix le devenir et qui font pour cela des révolutions. Voilà les torts de la centralisation administrative et politique : qu'y faire?

C'est une raison sans doute pour corriger les abus de la centralisation; mais est-ce une raison pour détruire la centralisation elle-même et pour mettre le moyen-âge à la place? Veut-on que l'état n'ait plus que la police et la force publique à diriger? Veut-on qu'il n'enseigne plus, qu'il ne professe plus, qu'il ne construise plus rien, pas même des temples et des églises? qu'il ne subventionne plus rien, pas même le Théâtre-Français et l'Opéra? Alors c'est une autre société que l'on veut. Ce n'est plus la société française telle qu'elle est sortie de 89 et telle que l'ont façonnée l'empire et le gouvernement représentatif. La société française est une démocratie, et c'est parce qu'elle est démocratie qu'elle échappera, nous l'espérons encore, à l'immense danger de devenir une démagogie. Dans une démocratie, les individus sont peu de chose par eux-mêmes, et n'ont de puissance que par la force collective qu'ils mettent entre les mains de l'état. La démocratie française ne ressemble pas d'ailleurs à la démocratie américaine. Elle n'est pas exclusivement vouée aux intérêts matériels. Elle a une littérature, une histoire, un passé dont elle s'honore, même en le calomniant. Elle aime à consacrer ses souvenirs dans des monumens. Elle a conservé le sentiment du beau et du grand dans les arts. Et qui pourrait encourager et diriger l'expression de ce sentiment, si ce n'est l'état, qui, s'il ne peut donner le génie, a au moins, pour le découvrir, pour le stimuler, pour le soutenir dans ses épreuves, des ressources que possèdent rarement les particuliers? Par tous ces motifs, la démocratie française a besoin de s'appuyer sur le concours de l'état pour prospérer. Nous ne parlons pas d'ailleurs des raisons d'indépendance territoriale et de susceptibilité nationale qui imposent à la France une forte centralisation politique. Les adversaires du budget et de la centralisation nous citent toujours l'exemple de l'Angleterre. On leur a répondu mille fois que l'Angleterre est une aristocratie, et que si le gouverne-

ment y fait peu de chose relativement, c'est que les individus y sont assez riches et assez puissans par eux-mêmes pour faire beaucoup. Du reste, c'est une erreur de se figurer que l'Angleterre dépense moins que nous pour ses services publics. En Angleterre, la dépense des routes, des canaux et des chemins de fer, celle des musées, des chapelles et des écoles, celle des établissemens de bienfaisance, enfin la plus grande partie des dépenses publiques se dissimule sous les péages ou dans les comptabilités locales, tandis que chez nous tout est porté au compte de l'état. De là une grande différence dans les chiffres comparatifs des budgets de France et d'Angleterre, mais cette différence n'est qu'apparente.

Nous n'avons pas le fanatisme de la centralisation, ni le culte passionné des gros budgets; mais nous avons peu de goût pour les pratiques administratives des temps passés. Il y a une juste mesure à garder dans les éloges et les critiques que mérite le système administratif et financier de la France. Cette mesure, nous la trouvons dans le rapport de l'honorable M. Berryer, organe de la commission du budget. M. Berryer blâme ce qu'il faut blâmer, il attaque ce qui peut être attaqué sans péril; mais il conserve et il respecte ce qui ne peut être supprimé sans que l'unité du pays soit atteinte, et sans que la marche des services soit arrêtée. Les esprits exigeans trouveront que la commission du budget n'a pas tranché dans le vif, qu'elle n'a pas présenté des économies suffisantes. Ils diront que c'est peu de chose d'avoir économisé, sur un budget de 1,500 millions, 40 millions de dépenses ordinaires et 44 millions de dépenses extraordinaires! Nous voudrions les voir à l'œuvre. Quand ils auraient commencé par réduire les chiffres du budget à leur véritable expression, quand ils auraient effacé d'abord un chiffre fictif de 307 millions, qui ne figure que pour ordre au budget; lorsque ensuite ils auraient mis de côté 326 millions pour la dette publique et les pensions, et 122 millions pour acquitter le recouvrement des impôts; lorsque enfin il ne leur resterait plus dans les mains qu'une somme de 612 millions pour solder toutes les dépenses d'administration et de gouvernement, que feraient-ils? Quelles réductions viendraient-ils nous proposer sur la magistrature, sur le clergé, sur l'enseignement, sur les dépenses des préfectures, sur les traitemens de nos agens diplomatiques, si mal rétribués en comparaison des agens étrangers? Quelles économies nouvelles feraient-ils sur lès travaux publics, réduits depuis février de plusieurs centaines de millions, lorsque l'humanité et la politique nous commandent de faire les plus grands sacrifices pour ce budget, qui est le budget des ouvriers? Et la marine, et l'armée, qu'en feraient-ils? Viendraient-ils proposer la destruction de la flotte et l'abandon de l'Algérie? Nous pensons qu'il y a des économies sérieuses à faire sur l'organisation de l'armée; mais ces économies ne sont pas celles qui semblent plus particulièrement désirées par la montagne. Demandez au général Lamoricière, qui s'y connaît, qui a vu les choses de près, et qui doit savoir à quoi s'en tenir sur le véritable sens de l'élection du 10 mars, demandez-lui si le moment est venu de licencier l'armée de Paris!

Le discours du général Lamoricière est une excellente préface de la discussion qui doit avoir lieu bientôt sur l'organisation de l'armée. Cette discussion se trouvera également simplifiée par un ouvrage très remarquable que vient de publier le général Paixhans. Dans ce livre, qui est le fruit de sa longue expérience, et qui est tout-à-fait digne de sa réputation militaire, l'honorable

général propose des économies que nous voudrions voir réaliser, et dont la plupart nous semblent très praticables. Elles ont surtout le mérite de se rattacher à un système qui tend à resserrer la discipline, et à fortifier le commandement au lieu de l'affaiblir, et par là elles répondent au principal besoin du pays.

Disons toute la vérité, ce n'est pas le budget qui est trop lourd pour les forces de la France; la France rendue à sa sécurité, au travail, porterait bien facilement le poids des charges que lui imposent annuellement le soin de sa dignité et de son honneur, le maintien de son indépendance nationale, le mécanisme de son administration et de son gouvernement. 600 millions de dette flottante seraient peu de chose pour un pays dont la rente serait cotée à 120 francs, et qui aurait à sa discrétion tous les banquiers de l'Europe. Ce qui pèse sur les finances de la France, c'est l'anxiété des esprits; la maladie du trésor, c'est cette fièvre qui nous consume et qui nous mine. Voyez le contre-coup du 10 mars sur l'industrie et le commerce. Que de commandes retirées, que de vaisseaux rentrés dans les ports pour n'en plus sortir! et ce chemin de fer de Paris à Avignon, que l'on voulait discuter d'urgence il y a un mois, tant la chose était pressée, tant les capitaux étaient impatiens de se jeter dans cette nouvelle entreprise, la seule qu'on eût osé mettre en avant depuis février, ce projet de loi si ardemment controversé et si vivement défendu, où en est-il aujourd'hui? La discussion sera reprise jeudi prochain, mais au milieu de quel découragement! La raison nous dit cependant qu'il faut reprendre au moins une apparence de confiance et faire de nouveaux efforts pour ranimer l'industrie, qui s'éteint et qui meurt, si l'on ne va pas à son secours. En aidant l'industrie, on servira peut-être la politique. Nous avons déjà exprimé notre pensée sur cette question du chemin de Paris à Avignon. Nous sommes de ceux qui désirent, avant tout, que le chemin se fasse, n'importe par qui et comment. Nous ne voyons que trois systèmes en présence : la construction et l'exploitation par l'état, la concession à une ou deux compagnies financières, la construction et l'exploitation par des compagnies industrielles pour le compte de l'état. Le premier système rallierait aujourd'hui bien peu de sympathies; le second ne peut plus être discuté, s'il est vrai que les compagnies financières ont fait retraite. Dans ce cas, nous nous trouverions aujourd'hui en présence du troisième système, dont on ne reconnaît réellement le mérite que lorsqu'on se trouve dans la nécessité de se prendre corps à corps avec lui. Ce système, c'est la conciliation prudente des deux autres. On leur prend ce qu'ils offrent d'avantageux, on répudie ce qu'ils ont de mauvais ou d'incomplet. L'état reste propriétaire, l'industrie construit et exploite à forfait. Dans cette combinaison nouvelle, le gouvernement n'aliène pas une richesse nationale, il n'abandonne pas 154 millions, il ne garantit pas 13 millions pendant quatre-vingt-dix-neuf ans; connaissant le prix de la construction et celui du fermage, il est à l'abri des mécomptes; se réservant l'application des tarifs, il peut satisfaire librement aux besoins des populations. Ce sont là des avantages qu'il faut sérieusement méditer, et ils seront sans doute pesés dans la discussion.

Disons maintenant quelques mots de la politique extérieure. Nous sommes toujours embarrassés quand nous voulons nous occuper de l'Allemagne. Il n'y a pas, par un contraste singulier, de peuple plus sincère et moins réel. L'Allemagne aime la liberté; qui peut en douter? Elle aime l'unité; personne non

plus ne peut le contester. Depuis deux ans, elle travaille à réaliser ses vœux de liberté et d'unité. Jusqu'ici, elle n'a pas pu y parvenir. Ce n'est pas faute de projets de constitution et faute d'assemblées constituantes assurément; mais les constitutions et les assemblées allemandes s'évaporent et s'évanouissent avant d'arriver à la réalité. Ce sont des ombres qui ne peuvent pas supporter la clarté du jour. L'Allemagne conçoit beaucoup, mais elle accouche peu.

En ce moment, nous sommes en Allemagne en face de deux apparences de constitutions et d'assemblées. Les deux constitutions sont celle que la Prusse propose à l'assemblée d'Erfurth, et celle que les rois de Saxe, de Bavière et de Wurtemberg proposent à l'assemblée qui doit quelque jour, je ne sais pas quand, se réunir à Francfort. Essayons de saisir sous ces apparences de constitutions et d'assemblées ce qu'il y a de réel. Ici nous sommes forcés de revenir aux plus anciens souvenirs de l'histoire d'Allemagne.

Il n'est pas de Teuton et d'ami du teutonisme qui ne sache que la lutte entre l'Allemagne du nord et l'Allemagne du midi a commencé avec la querelle qui s'engagea entre Arminius et Maroboduus, dans les premières années de l'empire romain. Hermann et Marbod ont commencé la lutte. Le roi de Prusse d'un côté et les rois de Bavière, de Saxe et de Wurtemberg la continuent aujourd'hui. Les armes ont changé, les causes de guerre ont changé aussi; mais la même antipathie entre le Rhin et le Danube, entre le nord et le midi, semble encore subsister, et il est curieux de voir comment tant de magnifiques espérances d'unité n'ont abouti qu'à raviver le dissentiment des climats. On a passé par toutes les théories de la philosophie et de la politique pour aboutir au vieux débat géographique.

L'assemblée constituante d'Erfurth est ouverte. Que fera-t-elle? Sera-t-elle le noyau d'une Allemagne unitaire et libérale? sera-t-elle seulement l'instrument de l'ambition du cabinet prussien? La situation de la Prusse en ce moment est vraiment singulière. La Prusse est sur le point non plus seulement d'être une puissance libérale, mais une puissance révolutionnaire, elle qui, l'année dernière, était la puissance réactionnaire. Même destinée pour l'assemblée d'Erfurth. Elle a été inventée pour combattre et pour anéantir l'assemblée constituante de Francfort, voici qu'elle est sur le point de la remplacer. Et comme s'il était décidé que cette pauvre Allemagne aura toujours à choisir entre l'ombre et le corps de son unité, sans jamais pouvoir discerner clairement où est le corps et où est l'ombre, voilà que l'Allemagne du midi présente à l'Allemagne du nord une autre constitution et une autre assemblée que celle d'Erfurth. De même que la constitution d'Erfurth était opposée à la constitution de Francfort, la constitution des trois rois est opposée à la constitution d'Erfuth. Laquelle de ces deux constitutions sera la constitution de l'Allemagne? Ni l'une ni l'autre, voilà notre augure. La constitution d'Erfurth a mangé la constitution de Francfort, et elle n'en est pas plus forte pour cela. La constitution des trois rois mangera la constitution d'Erfurth, et n'en sera pas plus forte non plus. Ces constitutions, qui n'ont de force que pour s'entre-détruire, sont un acheminement au retour pur et simple de l'Allemagne aux institutions de 1815. Ce qui nous fait croire que l'Allemagne est sur le chemin qui la reconduit à 1815, c'est que nous voyons qu'à chaque nouvelle constitution elle s'en rapproche davantage chaque fois. La constitution de Francfort était celle

qui s'éloignait le plus de 1815, et cet éloignement, qui a fait sa popularité en 1848, est ce qui a fait sa perte en 1849. On ne passe pas sans transition d'un régime à un autre, et de la fédération de 1815, qui comportait l'indépendance presque absolue des divers états de l'Allemagne, à la centralisation politique et administrative la plus complète. C'est par là que la constitution de Francfort a péri. La constitution d'Erfurth a beaucoup plus accordé à l'indépendance des états de l'Allemagne, au *particularisme*, pour parler comme on parle de l'autre côté du Rhin. Cependant, comme la constitution d'Erfurth procédait de la constitution de Francfort, tout en étant destinée à la combattre, elle accordait encore beaucoup au pouvoir central. Maintenant, la constitution des trois rois diminue singulièrement les prérogatives de ce pouvoir central, et c'est ainsi que se rapprochant à chaque degré des institutions de 1815, l'Allemagne est tout près d'y revenir. Une fois qu'elle y sera revenue, y restera-t-elle? Nous avouons franchement que si tel devait être le dénoûment du long pèlerinage de l'Allemagne à travers toutes ses théories d'unité, nous plaindrions son sort. Tant tourner et si peu marcher, c'est triste. Nous espérons que la sagesse des princes et du peuple allemands préviendra ce pénible et ridicule dénoûment. Les épreuves des deux dernières années auront prouvé à l'Allemagne que l'unité politique et administrative lui est impossible; mais l'unité de droit civil et criminel est encore à tenter, et c'est de ce côté que l'Allemagne pourra se tourner. Cette fois, nous le pensons, ce ne sera plus vers un horizon qui fuit à mesure qu'on s'en approche.

---

## REVUE LITTÉRAIRE.

### LE THÉATRE ET LES LIVRES.

S'il est vrai, comme l'assure Cicéron, que la littérature compte parmi ses plus précieux priviléges celui de charmer nos ennuis et de nous distraire de nos chagrins, il faut convenir que le théâtre et les livres, depuis quelque temps, s'y prennent mal pour accomplir cette tâche consolatrice. *Qui nous délivrera des Grecs et des Romains?* disait-on il y a trente ans. Qui nous délivrera, dirons-nous aujourd'hui, des Romains de 93 et des Grecs de 1848? Qui nous délivrera des souvenirs, des récits, des héros, des querelles, des noms et des dates révolutionnaires? Croyez-vous donc que ce soient là de bien attrayantes images, de bien aimables délassemens? Quoi! nous sommes poursuivis, assaillis, absorbés par les anxiétés qu'amènent les crises politiques : elles ne nous laissent pas un moment de trêve, elles remplissent nos conversations, elles s'asseoient à notre foyer, elles attristent nos joies, nos projets et nos espérances, elles éclatent jusque dans nos efforts pour leur échapper, et lorsque nous ouvrons un livre ou que nous allons demander à la scène quelques momens de distraction, d'apaisement et d'oubli, qu'y trouvons-nous? Les portraits de famille des révolutions passées ou présentes; des narrations, des discussions et des scènes dans lesquelles reparaissent, sous des formes anciennes ou nouvelles,

sous des noms vieux ou récens, ces réalités qui nous obsèdent! En vérité, c'est cruauté ou maladresse. Comment ne comprend-on pas qu'il ne saurait y avoir pour nous de sujets moins agréables que ceux qui nous remettent ainsi en présence de nos misères? Il est de règle de ne jamais parler devant les gens des choses qui les divisent ou les affligent. Cette règle élémentaire, le théâtre et les livres l'oublient quand ils nous retracent les révolutions qu'ont faites nos pères, ou qu'ils nous racontent celles que nous avons faites nous-mêmes.

On doit donc regretter que M. Ponsard se soit laissé séduire par le sujet de *Charlotte Corday*. N'est-ce pas une téméraire entreprise que de faire parler et agir sur le théâtre des personnages politiques, lorsque l'époque à laquelle ils appartiennent est assez rapprochée de nous pour nous teindre encore de ses couleurs et nous agiter de ses passions? Pour réussir avec éclat, pour donner à son œuvre le mouvement, l'ardeur et la vie des événemens qu'il retrace ou des caractères qu'il peint, il faudrait que le poète se passionnât comme eux, qu'il fît passer dans ses vers un peu de cette fièvre étrange qui, à certains momens, déplace les notions du bien et du mal, frappe de vertige les plus vigoureuses intelligences et pousse une nation vers les hasards et les précipices; il faudrait qu'il se rangeât franchement dans un camp ou dans un autre, qu'il fût partial comme l'est nécessairement un peuple en révolution, tant que cette révolution n'est pas finie, tant que les intérêts qu'elle menace, les inquiétudes qu'elle excite ou les espérances qu'elle attise flottent encore au gré des influences mobiles qui dominent, en ces instans, les pouvoirs établis et les conditions véritables d'ordre et de stabilité. Mais alors quel péril pour l'écrivain qui, en désignant ainsi son ouvrage aux sympathies enthousiastes d'un parti, le désigne aux colères du parti contraire! Quelles rumeurs, quelles collisions peut-être autour de ces peintures où chacun vient chercher l'ennemi qu'il veut haïr ou le modèle qu'il veut imiter! Et comme ce triomphe, en supposant qu'on l'obtienne, est peu digne, après tout, du but sacré de l'art, de la paisible initiative des lettres et de la vraie mission du poète!

L'impartialité est moins dangereuse : est-elle bien possible? Cette immobilité sereine d'un esprit ferme que rien ne fait pencher à droite ni à gauche, peut-on l'espérer sur un terrain où des ébranlemens nouveaux rappellent et continuent les secousses passées? M. Ponsard paraît avoir voulu y croire, et rien ne nous permet de révoquer en doute sa sincérité. Dans un prologue élégamment écrit, et qui promettait des allures plus libres et plus poétiques, l'auteur de *Charlotte Corday*, évoquant la muse de l'histoire, a placé sur ses lèvres une sorte d'appel à cette impartialité austère qui remplace pour la postérité les passions contemporaines. Toutefois, la *postérité* a-t-elle bien réellement commencé pour la révolution française, et n'est-il pas beaucoup plus exact de dire que cette révolution dure encore? Robespierre, Danton, Sieyès, les montagnards, les girondins, sont-ils bien pour nous des personnages historiques? Ne sont-ils pas plutôt des contemporains auxquels des catastrophes récentes donnent une *actualité* posthume et comme une seconde vie? Lorsque M. de Lamartine publia son livre des *Girondins*, les hommes clairvoyans comprirent qu'il y avait tout un élément d'agitations nouvelles dans la puissance magique avec laquelle l'historien avait tout à coup rallumé dans le présent cet incendie du passé, et quelques voix prophétiques s'élevèrent pour demander si ces pages ardentes

n'évoqueraient pas bientôt dans la rue les mouvemens fébriles qu'elles ranimaient dans les esprits. Si cette impression fut réelle et sincère en 1847, lorsque rien n'était dérangé encore à l'ordre établi, ne doit-elle pas être plus vive aujourd'hui que les spectateurs du drame sont placés au même point de vue que les acteurs? M. Ponsard ne s'est pas effrayé de cet inconvénient; il nous a rappelé, par la bouche de Clio, sa poétique patronne, que les Athéniens, nos modèles, aimaient à voir représenter sur leur théâtre les grandes scènes de la vie politique de leur temps. Peut-être ne faudrait-il pas trop abuser de cette comparaison de la France avec Athènes depuis la république de février. Les deux républiques se ressemblent assez peu, et l'érudition la moins pédante pourrait faire là-dessus les plus complètes réserves; en outre, il n'est guère prudent de nous rappeler que s'il y a eu en France, depuis deux ans, quelques velléités attiques, elles se sont trouvées justement chez ceux qui ne tenaient pas à faire de leur atticisme le complément de la forme républicaine, et y cherchaient, au contraire, une sorte de protestation épigrammatique contre des ridicules ou des travers plus spartiates qu'athéniens et plus béotiens que spartiates. A Athènes d'ailleurs, le théâtre offrait-il les mêmes spectacles que ceux que nous présente aujourd'hui l'histoire de notre révolution? Lorsque Eschyle, dans un cadre dont la grandeur, le mouvement et l'audace n'ont jamais été dépassés, déroulait devant son auditoire transporté le magnifique drame des *Perses*, il faisait tressaillir tout un peuple au tableau de ses luttes et de ses victoires contre ses plus terribles ennemis; mais ces ennemis étaient les Perses, ce peuple était homogène, sa république ne condamnait pas une caste au profit d'une autre, ne faisait pas de la consécration d'un principe ou d'un intérêt la ruine d'autres intérêts ou d'autres principes. Xercès ne comptait pas un ami parmi les spectateurs d'Eschyle, et la simplicité sublime de l'action, du spectacle et du langage n'était que l'expression vivante, colorée, irrésistible d'un sentiment patriotique qui vivait dans toutes les ames. Donnez une valeur poétique, une forme vraiment littéraire à ces grands drames qui retracent, sur nos scènes populaires, les épisodes militaires de l'empire; admettez-y même, si vous le voulez, les gloires guerrières de la république: vous aurez quelque chose d'analogue à ces drames athéniens où un poète de génie éveillait les ombres glorieuses de Marathon et de Salamine; mais Danton! Robespierre! Sieyès! Vergniaud! Louvet! Barbaroux! quels que soient vos efforts pour rester équitable, pour observer la proportion et la mesure, vous ne parviendrez jamais à faire de ces noms, des idées qu'ils représentent et des souvenirs qu'ils rappellent, un point de ralliement où puissent se rencontrer et s'unir les spectateurs que vous convoquez. Il y en aura, je le crains, pour qui Robespierre ne sera pas Xercès, et il y en aura aussi, je le crois, pour qui Vergniaud ne sera jamais Thémistocle.

M. Ponsard, par un sentiment moins original que méritoire, ne veut pas qu'on accuse la liberté des excès qui se commettent en son nom : c'est là une vérité pour laquelle, comme pour beaucoup d'autres, le mérite de l'à-propos nous a toujours paru indispensable. Il ajoute que les rois, si l'on y regardait de près, fourniraient aussi leur contingent de crimes, et qu'il y aurait autant d'injustice à rendre la république responsable des forfaits de Robespierre et de Marat qu'à s'en prendre à la royauté des vices de Néron, de Richard III et de Macbeth.

Ce raisonnement est plutôt d'un royaliste que d'un républicain. Si le théâtre a pu sans danger nous montrer des souverains vicieux et criminels, c'est probablement que tout le monde était du même avis sur leurs crimes, que leur exemple ne pouvait faire illusion à personne, et que ces mauvais instincts, développés par la puissance ou inhérens à des natures perverses, devenaient entre les mains de grands poètes les instrumens d'une moralité austère et d'une irréfutable leçon. Racine et Shakspeare n'ont pas, que nous sachions, failli à cette tâche, et leur œuvre venge ou rétablit ces grandes lignes, ces principes immortels que brisent ou altèrent pour un temps les crimes des rois comme ceux des peuples. En est-il de même de ces personnages sur lesquels se débattent encore les contradictions passionnées des partis? Qui sera Macbeth ou Duncan, Néron ou Britannicus, Richard ou Édouard, dans cette poétique des drames révolutionnaires? Vous ferez-vous, comme les poètes de *Britannicus*, de *Macbeth* et de *Richard III*, le vengeur de l'humanité, flétrissant les excès et les crimes, qu'ils partent d'en bas ou d'en haut? Mais où commence-t-elle pour vous, cette humanité? Les girondins votant sans conviction la mort du roi qu'ils auraient pu sauver vous semblent-ils beaucoup plus *humains* que les montagnards, parce qu'ils font de beaux discours et citent Horace? Sieyès ajoutant à son vote cette cruauté laconique : *La mort sans phrase*, vous paraît-il plus *humain* que Danton? Et Danton lui-même, tout sanglant encore des massacres de septembre, mérite-t-il que vous fassiez en son honneur une bien glorieuse exception? Un écrivain très distingué, M. de Molènes, a fort spirituellement remarqué que se faire l'historien d'une révolution, c'est déjà l'accepter, y croire et s'y complaire; nous ajouterons que c'est en subir, à son insu, l'impitoyable logique. Il y a dans ces grandes violations du repos public, des lois établies, des institutions d'une société et d'un pays, je ne sais quel entraînement fébrile qui vous saisit, vous pousse et vous précipite aux extrêmes, dès qu'on y porte la main ou le regard. M. de Lamartine n'avait pas su se garantir de ce péril, et M. Ponsard n'y a pas échappé. Nous sommes persuadé qu'à l'instar de son brillant prédécesseur il s'était mis à l'œuvre avec des prédilections girondines : eh bien! cédant comme lui à la force des choses, à ce *crescendo* révolutionnaire dont on devient le complice en le retraçant, il a fini par s'éprendre de la figure plus accentuée de Danton; même, l'oserons-nous dire? il y a une scène, la scène capitale du drame, où Danton pâlit, et où Marat paraît être le seul logicien de la révolution : logique de cannibale et de bête fauve, mais dont l'énergie sauvage domine la phraséologie sonore de Danton et les réticences hypocrites de Robespierre. Cette préférence, nous le savons, est bien loin de la pensée de M. Ponsard : ne suffit-il pas cependant, pour condamner son système, que les spectateurs superficiels ou vulgaires puissent un instant s'y tromper?

Il existe, selon nous, une impartialité plus haute, plus décisive et plus féconde que celle dont M. Ponsard a fait sa muse : c'est celle qui, écartant les distinctions politiques, les querelles de partis et les passions du moment, peu soucieuse de savoir si les actions qu'elle juge émanent d'un roi ou d'un peuple, soumet ces actions aux lois éternelles qui régissent l'humanité, et y reconnait, comme base de ses arrêts, tantôt la passion étouffant la conscience, tantôt la conscience triomphant de la passion. Que celle-ci soit revêtue de la pourpre souveraine ou de haillons déguenillés, qu'elle profite, pour s'assouvir, de l'om-

nipotence royale ou de l'omnipotence populaire, elle est toujours la même. C'est toujours le *moi* humain, la personnalité enivrée d'orgueil et de pouvoir, se préférant aux règles générales de la conscience. Et voilà pourquoi les révolutions sont si dangereuses, voilà pourquoi les hommes qu'elles mettent en scène méritent si rarement une admiration ou une sympathie sans réserve. Elles favorisent et amplifient ce règne du *moi*, si cher à la vanité, à la révolte intérieure, à toutes les secrètes faiblesses de l'ame sans foi et de l'intelligence sans principes; elles le substituent à ce faisceau de croyances et de devoirs qui unit dans une même tâche et sous une même autorité la grande famille humaine. Abandonné à ce libre arbitre de l'individualisme émancipé, chacun s'y produit avec ses instincts, et l'homme qui mêle au mal qu'il fait ou qu'il accepte un peu de générosité, d'enthousiasme ou de bravoure, obtient, par comparaison, par complaisance ou par peur, des hommages immérités.

C'est là ce qui explique comment certaines renommées révolutionnaires conservent plus de prestige que les autres, comment Danton, par exemple, est jugé avec plus d'indulgence que ses féroces émules, et comment les girondins ont trouvé des admirateurs parmi ceux qui flétrissent la montagne. M. Ponsard n'aurait pas dû tomber dans cette faute, et nous regrettons que Clio ne lui ait pas enseigné une impartialité moins mesquine. Celle qu'il a prise pour règle l'a gêné plutôt que servi. A tous momens, on sent, en écoutant *Charlotte Corday*, l'embarras d'un homme qui se préoccupe, avant tout, de l'effet que produiront sur ses auditeurs les sentimens et les idées qu'il prête à ses personnages. Chose étrange! ce qui a refroidi le succès de ce drame, c'est que l'auteur ne s'y passionne pas, c'est que son ame n'y vibre pas dans le langage de ses héros, c'est qu'il s'est fait, pour ainsi dire, *impersonnel*, afin de ne heurter aucune opinion; et en même temps, ce qui donne à sa pièce une allure si glaciale et si guindée, c'est qu'il n'y abdique jamais, qu'il ne s'en remet pas un instant à ses acteurs du soin de nous émouvoir et de nous entraîner à leur guise, qu'il est sans cesse derrière eux, calculant la portée de chaque hémistiche, donnant à tous les partis des satisfactions successives, leur distribuant une somme égale de concessions, de restrictions et de maximes, s'efforçant en un mot de contenter tout le monde, et, ainsi qu'il arrive d'ordinaire, ne réussissant à contenter personne. Or, s'il est vrai, comme l'a dit un contemporain illustre, que, parmi les ouvrages de l'esprit, les plus excellens sont ceux qui n'ont pas été écrits en vue du public, mais pour répondre à une nécessité du moment ou à une inspiration soudaine, il faut en conclure que, sous ce rapport du moins, le drame de *Charlotte Corday* occupe l'extrémité contraire. Non-seulement cet ouvrage a été écrit en vue du public, mais de plusieurs publics, et c'est ce qui en a altéré les conditions d'entraînement, d'émotion et d'unité.

L'auteur a-t-il réussi du moins à caractériser et à peindre son héroïne d'une façon nette et précise? Est-il parvenu à se rendre compte de cette physionomie de Charlotte, mêlée de tons éclatans et de teintes factices dans le romanesque épisode des *Girondins?* Charlotte Corday appartient à cette famille de caractères qu'il est difficile de juger d'après les lois communes. Aux belles époques, aux époques chevaleresques, où l'héroïsme n'est et ne peut être que l'expression la plus haute et la plus complète du devoir, Charlotte Corday s'appelle Jeanne d'Arc; ses magnanimes instincts la poussent au combat; elle se revêt d'une ar-

mure et livre bataille à l'étranger, à l'ennemi de la France. Dans les temps mauvais, dégénérés, sous la double influence de l'esprit philosophique et de l'esprit révolutionnaire, Jeanne d'Arc devient Charlotte Corday; l'armure se change en poignard, le combat en meurtre; au lieu d'être l'accomplissement suprême du devoir, l'héroïsme s'en isole; il le froisse pour l'agrandir; il manque au nécessaire en visant au superflu. Peut-être ce contraste que nous indiquons eût-il pu former la donnée historique et morale du drame de *Charlotte Corday;* peut-être un penseur austère, un poète préoccupé des grandes vérités de la philosophie et de l'histoire, eût-il pu en faire jaillir une leçon salutaire et féconde; peut-être aussi, pour nous intéresser davantage à Charlotte, eût-il suffi de nous la montrer plus simple, plus naturelle, plus jeune fille, jusqu'au moment où un éclair terrible, une force surhumaine la précipite, un couteau à la main, vers la baignoire de Marat. M. Ponsard, cédant à son goût d'accommodemens, n'a pas pris de parti décisif; il a admis, dans la composition de ce caractère, des élémens divers qui nuisent à l'intérêt de l'ensemble. Ainsi Charlotte nous apparaît au milieu d'une prairie normande; elle prend part aux travaux de la campagne; elle soigne, avec une grace filiale et touchante, sa vieille tante de Bretteville, mais, en même temps, elle lit Rousseau; elle cite l'histoire romaine, elle se livre à des déclamations ambitieuses sur la politique et la liberté, et lorsqu'arrive le moment qui la transforme en héroïne, cette transition, noyée dans un déluge de beaux vers, n'est ni assez préparée pour qu'on y reconnaisse le développement logique du caractère de Charlotte, ni assez soudaine pour qu'on y voie ce coup de foudre, cette inspiration mystérieuse qui imprime à certaines actions humaines le sceau d'une mission divine. Tel est, selon nous, le principal défaut de la Charlotte Corday de M. Ponsard : elle n'est pas assez femme, assez jeune fille; elle nous toucherait davantage, si, avant d'être saisie de cette résolution suprême qui la condamne à immoler dans son ame tout ce qui rêve, aime ou espère, elle s'abandonnait un peu plus aux sentimens naturels, un peu moins aux déclamations politiques.

Presque partout, dans l'œuvre de M. Ponsard, ces déclamations remplacent le drame; c'était l'écueil du sujet, et l'auteur ne l'a pas évité; mais ne pouvait-il pas tirer meilleur parti de cette grande page d'histoire révolutionnaire? Puisqu'il s'affranchissait, dans cet ouvrage, des entraves et des unités classiques, puisque son talent sage, mesuré, correct, séduit, j'allais dire égaré par le livre des *Girondins*, s'y décidait à prendre des libertés shakspeariennes, ne pouvait-il pas s'ouvrir un champ plus vaste, jeter dans le cadre qu'il avait choisi plus de variété, de mouvement et d'ampleur? Là encore, ce qui lui manque, c'est la décision et le parti pris. Nous entendions dire par un homme d'esprit que *Charlotte Corday* lui faisait l'effet de l'*Histoire des Girondins* racontée par Théramène; il y a du vrai dans cette saillie. M. Ponsard a trop recherché, au point de vue du procédé littéraire, cet esprit d'accommodement qu'il apportait dans ses appréciations politiques. Il a compris qu'un sujet aussi actuel, aussi voisin de notre époque, de nos passions et de nos idées ne pouvait s'arranger du rigorisme traditionnel de la forme classique; mais, timide encore dans ses hardiesses, il n'a pas osé aborder de front l'histoire, se prendre corps à corps avec elle, en ouvrir la veine féconde, et en tirer une de ces œuvres puissantes dont la libre allure eût rappelé les tragédies nationales de Shakspeare. Il s'est borné à nous

laisser entrevoir le côté extérieur, sommaire, l'abrégé de son sujet et de ses personnages, nous en donnant comme un *spécimen* écourté et amoindri, ici une miniature d'émeute, là un écho de club, plus loin une musique lointaine jouant *la Marseillaise* dans la coulisse, ailleurs un souper girondin avec accompagnement obligé de souvenirs d'Athènes et de citations d'Horace; enfin il a substitué trop souvent l'entretien politique à la politique elle-même, le récit à l'action, le portrait au caractère.

Faut-il s'étonner, après cela, que l'impression générale de la représentation de *Charlotte Corday* ait été froide, presque triste? Ce n'est jamais impunément que le poète dramatique renonce aux sources naturelles d'intérêt, de curiosité, d'attendrissement ou d'émotion, pour demander le succès à des moyens d'un autre genre, à des idées d'un autre ordre. L'allusion politique est fatale au théâtre, soit qu'elle froisse, soit qu'elle caresse les opinions du public. On peut même, à ce propos, faire une remarque : tout ce qui tient à la passion, à l'étude sincère du cœur humain, tout ce qui repose sur une observation exacte et pénétrante est à l'instant accepté et reconnu comme vrai, comme sympathique, par ceux-là même qui sont le plus étrangers aux passions, aux sentimens, aux situations morales que le poète a décrits. Pourvu qu'il ait frappé juste, l'effet est unanime parmi toutes ces intelligences, toutes ces ames si diverses auxquelles il s'adresse; la vibration gagne de proche en proche, à travers son auditoire, les fibres les plus rebelles. La politique, au contraire, surtout dans les temps où l'on est tourmenté de préoccupations analogues, fatigue, attriste, irrite au théâtre ceux même que l'auteur semble avoir eu le plus en vue en écrivant ses allusions et ses maximes. Pour qu'elle attire à soi les esprits sérieux, les spectateurs attentifs, il faut au moins qu'elle s'élève au-dessus des intérêts mesquins, des questions de détail, des querelles de partis, qu'elle plane dans ces hautes régions où elle cesse d'être l'expression plus ou moins contestable d'opinions passagères ou relatives, pour devenir la morale même de l'histoire, la grande voix du genre humain cherchant, comme le chœur antique, dans les événemens et les catastrophes qui nous épouvantent, un immortel enseignement. Corneille, Shakspeare, Alfieri même et Schiller ont de ces échappées soudaines, de ces généreux coups de main dans le domaine des vérités générales.

Après la représentation de *Charlotte Corday*, il demeure évident que certains événemens et certains hommes, abordés même avec précaution et appréciés avec mesure, trouveront toujours dans les ames une sorte de résistance inquiète, d'antipathie confuse. Ce sentiment d'anxiété et de tristesse qu'a éveillé chez les spectateurs l'œuvre de M. Ponsard a toute la portée d'une leçon qui s'adresse à d'autres encore qu'à l'auteur de *Charlotte Corday*. Il est bon qu'en dehors de toute dissidence, de toute récrimination de parti, une méfiance silencieuse et inflexible s'attache à ce qui ne devrait jamais être qu'un grand et douloureux avertissement donné au présent par le passé, non pas aux dépens de la liberté contre l'autorité, de l'autorité contre la liberté, des rois contre les peuples ou des peuples contre les rois, mais en honneur de cette loi imprescriptible, inaltérable, qui veut que, sous les républiques comme sous les monarchies, le mal ne puisse jamais être pris pour le bien, et le bien pour le mal. Voilà ce qu'ont oublié les personnages révolutionnaires et ce qu'oublient leurs

historiens et leurs poètes. A propos de cette morale éternelle qui domine toutes les opinions politiques, comment ne pas songer à M. de Lamartine? L'historien des *Girondins* n'est pas encore dégoûté du rôle d'éditeur responsable de la république de février; il continue de se raconter à lui-même les destinées de cette république et de se montrer aussi content de son ouvrage que si nous en étions encore à la lune de miel républicaine. Les illusions paternelles ont quelque chose de respectable, et l'on éprouve une certaine répugnance à réveiller ce poétique Épiménide de la révolution de 1848, à l'avertir que nous ne sommes plus tout-à-fait au temps où sa lyre servait de symbole à la démocratie triomphante. Aussi dirons-nous peu de mots de son nouvel ouvrage : *Le Passé, le Présent et l'Avenir de la République*. C'est une centième variation sur ce thème obligé qui défraie les livraisons, les supplémens et les appendices du *Conseiller du Peuple*, et qui consiste à séparer tant bien que mal l'élément démocratique des enjolivemens démagogiques, socialistes et communistes qu'y ajoutent la marche du temps, le progrès des idées et la logique révolutionnaire. Cette séparation serait sans doute chose fort désirable, et nous serions les premiers à remercier M. de Lamartine, s'il nous la donnait. Par malheur, il ne semble pas que nous soyons en voie de l'obtenir, et il est permis de penser, au contraire, que c'est la démocratie intelligente, éclairée, civilisatrice, telle que la conçoit ou que la rêve M. de Lamartine, qui s'apprête à se fondre et à s'annuler dans la démagogie. Quoi qu'il en soit, l'obstiné poète, pour nous préserver de ce péril, nous offre ce nouveau catéchisme de la république honnête, religion bizarre dont il est à peu près le seul dieu, le seul prêtre et le seul fidèle. Sous des formes toujours brillantes, on y sent l'affaiblissement graduel d'une pensée qui s'use et s'amortit en se répétant, et puis il y a dans cette persistance à rappeler toujours la même histoire, à se glorifier dans un événement dont les conséquences funestes frappent tous les regards et navrent tous les esprits, à fouiller d'une main que rien ne lasse dans les cendres d'une gloire éteinte pour y retrouver un reste de lueur et de flamme, quelque chose de puéril qui attriste. Un critique, qui paraît avoir fait de la déification hebdomadaire de M. de Lamartine une spécialité politique et littéraire, assurait l'autre jour que l'illustre écrivain était à l'égard de la république de 1848 ce qu'est le père à l'égard de son enfant qu'il *engendre* autant de fois qu'il lui apporte de sentimens, d'idées et de forces pour développer son existence. Plaignons M. de Lamartine des peines que son enfant lui donne et des louanges que ses flatteurs lui décernent!

Nous ne sommes pas quittes encore avec les souvenirs et les récits de février. Voici Daniel Stern et son nouvel ouvrage : *Histoire de la Révolution de* 1848. Quel est le but de ce livre? Daniel Stern a-t-elle voulu simplement se donner le plaisir de retracer la défaite d'une société qu'elle a sans doute des raisons de traiter en ennemie? A-t-elle voulu marquer d'avance sa place parmi les sibylles démagogiques, s'assurer, en cas de victoire, les bonnes graces du socialisme? On trouverait aisément, nous le croyons, dans les rangs de ces austères démolisseurs du vieil édifice social, de ces fervens consolateurs des souffrances populaires, bon nombre de gens que le peuple serait fort surpris et médiocrement édifié d'avoir pour auxiliaires, s'il savait ce qui lui vaut ces violentes et soudaines amitiés. Que d'anathèmes contre l'inégalité des fortunes et l'oppression des riches qui s'expliqueraient par une fortune perdue et des richesses dis-

sipées! Que de récriminations puritaines, jetées à tout ce que la société renferme d'abusif, de révoltant et d'immoral, dont on découvrirait la cause dans une rupture forcée avec ce monde qu'on cesse souvent de trouver digne de soi, parce qu'on n'est plus digne de lui! Voilà malheureusement ce que le peuple ignore et ce qu'il serait bon de lui rappeler; il serait bon de lui redire que ces volontaires de la croisade socialiste, qui lui arrivent d'un camp opposé, ne sont pas toujours, comme il se l'imagine, de pures et nobles exceptions dans cette société égoïste ou corrompue, que ce n'est pas toujours par haine de l'iniquité, pitié pour les misères ou abnégation personnelle, qu'ils établissent ainsi un contraste entre leurs opinions et leurs intérêts apparens. Une plaie secrète, une blessure de vanité, le besoin de haïr, de calomnier et de combattre des lois qu'ils ont froissées et qui les condamnent, tel est souvent le seul mobile qui pousse ces recrues bizarres à changer de drapeau et de consigne.

Il y a d'étranges disparates dans l'ouvrage de Daniel Stern; çà et là, il semble qu'on y retrouve l'écho lointain, le reflet fugitif d'un temps meilleur; le nouvel historien de la révolution de février conserve encore de son passé je ne sais quelle trace confuse qui rend ses attaques plus doucereuses et plus perfides. En d'autres endroits de son livre, on se demande comment elle a pu être si bien informée, par quelles ramifications mystérieuses elle a pu pénétrer toutes ces régions souterraines de la conspiration de bas étage, avoir accès dans les coulisses de ces tristes comédies d'émeutiers, de factieux et de tribuns. Ces deux élémens singuliers, contradictoires, réminiscences de la grande dame déchue sachant encore ce qui se passe dans les palais, et initiation de la néophyte socialiste n'ignorant rien de ce qui se passe dans les clubs, se croisent et s'entremêlent dans cette *Histoire de la Révolution de* 1848; ils lui donnent un caractère particulier assez analogue au rôle même joué par l'auteur parmi les héros de cette révolution. Ces héros, elle les a vus de près, et elle nous donne successivement leurs portraits avec une complaisance de connaisseur et d'artiste. Ils y passent tous, et tous sont pris au sérieux, même M. Cabet, même M. Sue. Avons-nous besoin d'ajouter que, pour relever encore l'éclat de ces nobles figures, l'auteur a soin de leur opposer, comme contraste, les défenseurs de cette société où ses amis sont venus rétablir l'ordre, la justice, la vertu et l'harmonie? Hélas! la *Revue des Deux Mondes* a sa place dans cette galerie de personnages sacrifiés; elle a sa part de l'indignation vertueuse de l'austère écrivain contre les corrompus st les corrupteurs. Pourquoi faut-il que cette pudeur posthume, à laquelle nous serions heureux de vouer une admiration sans mélange, soit quelque peu gâtée, dans nos souvenirs, par une circonstance que Daniel Stern a sans doute oubliée au milieu des soucis de son apostolat? Pourquoi sommes-nous forcé, bien à contre-cœur, de nous rappeler qu'en 1844, en plein ministère Guizot, l'auteur de *Nélida* s'est livrée aux plus persévérans efforts pour s'introduire et se maintenir dans cette triste phalange de jeunes talens *disciplinés et déprimés par la Revue?* C'est probablement qu'elle espérait nous convertir, ou qu'elle se sentait incorruptible; car supposer que le mauvais succès de ses démarches d'alors est pour quelque chose dans son rigorisme d'aujourd'hui, qu'elle veut nous faire expier à distance le tort de n'avoir pas apprécié à leur juste valeur ses avances réitérées, ce serait donner à ses attaques rétrospectives une explication bien peu digne de ce détachement des

faiblesses et des vanités humaines que doit professer un apôtre du socialisme. Qui sait pourtant? Les blessures de la vanité sont vindicatives, et personne ne le prouve mieux que Daniel Stern. En nous parlant, dans son préambule, des signes précurseurs qui annoncèrent ou préparèrent la révolution de février, elle énumère avec une complaisance perfide ces événemens déplorables, qui, pendant les derniers temps de la monarchie, semèrent dans les salons la stupeur et l'effroi, et contribuèrent, ajoute-t-elle, « à la déconsidération des classes élevées. » Elle a soin de n'omettre aucun fait, de ne taire aucun nom, et, quand elle a bien tout cité et tout nommé, « qu'on m'épargne, s'écrie-t-elle, la triste énumération de ces hontes aristocratiques! » Nous nous trompons; Daniel Stern n'a pas complété cette énumération qui paraît lui être si pénible. Dans cette nomenclature où elle a fait figurer tous ceux qui ont eu le malheur de compromettre, par un acte insensé ou criminel, ces classes élevées dont le discrédit lui inspire une si honorable sollicitude, elle a oublié la patricienne douée de toutes les distinctions de la fortune et du monde, née pour être l'ornement d'une civilisation que tant de dangers menacent, que tant de haines calomnient, et se faisant la complice de ces dangers et de ces haines, reniant son sexe et son rang pour mieux froisser les devoirs de l'un et les intérêts de l'autre, et cessant d'être une femme d'élite pour devenir un sectaire et un démagogue.

Lorsqu'on voit à quels abîmes conduit l'oubli des lois positives, des règles certaines où s'abrite la conscience et le sentiment du devoir, on n'accueille plus qu'avec précaution et méfiance tout ce qui porte l'empreinte de ces théories vagues, indéterminées, où un spiritualisme superbe, mais stérile, remplace les contours arrêtés d'une religion et d'une foi. C'est là l'impression que nous avons éprouvée en lisant un roman tout nouveau, dont l'auteur nous est inconnu, et qui est intitulé *Jeanne de Vaudreuil*. Nous croyons ne pas nous tromper en attribuant ce livre à une femme. Tout, dans le plan comme dans l'exécution, trahit l'inexpérience, l'absence de métier littéraire poussée jusqu'au dédain ou à l'ignorance des plus simples notions du style, de l'arrangement et du récit, et cependant *Jeanne de Vaudreuil* n'est pas, selon nous, une œuvre vulgaire. A côté de pages mal écrites que l'on dirait pensées dans une langue étrangère ou au moins genevoise, on rencontre des passages où la finesse des aperçus révèle une observation pénétrante et une main délicate. *Jeanne de Vaudreuil* a d'ailleurs, à nos yeux, le grand mérite d'appartenir à cette classe de romans où l'analyse psychologique et l'étude du cœur humain sont substituées à ce talent vulgaire qui sollicite la curiosité par l'habile entassement des catastrophes et des péripéties. Il y a très peu d'événemens dans ces pages, où nous voudrions qu'il y eût aussi un peu moins de métaphysique et de dogmatisme. Jeanne, l'héroïne du livre, est une femme d'un noble cœur et d'un esprit éminent, dont l'esprit et le cœur n'ont pas cru déroger en se soumettant au joug austère de la foi et de la pratique religieuses. Elle se rencontre, dans ce milieu de piété et de traditions chevaleresques, avec le marquis de Vaudreuil. Ils s'aiment, et leur amour n'est, pour ainsi dire, que le rayonnement de ces belles croyances qui rendent leur union plus pure, plus enthousiaste et plus intime. Par malheur, M. de Vaudreuil touche à l'arche sainte; il veut se rendre compte de ce qu'il croit : il aborde de front et d'un regard téméraire ces questions redoutables que les esprits les plus fermes n'effleurent jamais sans ébranlement

et sans trouble. Cette périlleuse épreuve le conduit au doute, et le doute devient un élément de désunion et de dissidence entre sa femme et lui. Le roman pourrait devenir pathétique et touchant, lorsque M. et M$^{me}$ de Vaudreuil, perdant leur unique enfant, sont de nouveau rapprochés par le lien d'une douleur commune, et placés en face l'un de l'autre, devant un berceau vide, avec un enthousiasme éteint et une affection brisée; mais l'auteur, au lieu d'entrer franchement dans une situation si favorable au développement des émotions vraies et des sentimens naturels, continue de décrire, chez ses deux principaux personnages, des phénomènes psychologiques qui les isolent, pour ainsi dire, du drame attendrissant dans lequel ils occupent la première place. Les deux époux finissent par revenir l'un à l'autre; hélas! à quel prix? Jeanne de Vaudreuil, frappée au cœur, est atteinte d'une maladie mortelle; son ame, prête à se détacher de ce monde, voit ses horizons s'agrandir, ses croyances perdre de leur aridité dogmatique pour s'élever à l'*esprit* même de l'Évangile. En d'autres termes, elle cesse d'être chrétienne pour mourir spiritualiste et déiste. C'est là un triste dénoûment, et il serait, ce nous semble, plus consolant et plus vrai que, sans entrer dans toutes ces subtilités de théologien ou de philosophe, la perte d'un enfant chéri, la vue d'une femme d'élite lentement conduite au tombeau par de douloureuses dissidences, anéantissent, chez M. de Vaudreuil, toute cette froide enveloppe de raisonnemens et de systèmes, et unissent enfin les deux époux dans une même foi et une même tendresse. On le voit, ce qui manque à ce roman, c'est le naturel : nous approuvons fort que le romancier préfère aux péripéties matérielles la peinture des faits intérieurs, du drame mystérieux dont l'ame humaine est le théâtre; mais, pour éviter un excès, il ne faudrait pas tomber dans l'excès contraire, il ne faudrait pas oublier que ce drame intime ne peut se suffire à lui-même, qu'il doit se lier aux événemens qui l'expliquent, et surtout répondre aux sentimens qu'il éveille chez ceux que l'auteur y fait assister. Ajoutons qu'il serait bien temps d'en finir avec ce lyrisme religieux qui prétend embellir la religion pour se dispenser de la pratiquer, avec ces perpétuelles invocations au grand Être, au Réparateur, au Christ, à l'immortel et universel amour, défigurés jusqu'ici par les traditions ou les dogmes, et rendus à leur pureté primitive par de nouveaux messies qui paraphrasent, assouplissent ou enjolivent à leur guise le catéchisme et l'Évangile. Notre siècle doit savoir à quoi s'en tenir sur la valeur réelle de ces esprits nébuleux ou excessifs qui affectent d'être plus vrais que la vérité, plus justes que la justice, plus moraux que la morale et plus chrétiens que le christianisme. Il y a d'ordinaire, entre ce qu'ils rêvent et ce qu'ils font, un contraste fort instructif : leurs pratiques se mesurent à leurs passions et leurs théories à leur orgueil.

C'est à cette famille d'esprits malades, stériles, tourmentés d'une sorte d'idéal menteur qui ne leur permet de chercher ni le vrai dans leurs idées, ni le bien dans leurs actes, qu'appartient évidemment l'auteur du petit livre intitulé : *la Foi nouvelle cherchée dans l'art, de Rembrandt à Beethoven.* Quand même nous ne saurions pas que l'auteur de ce livre pense et écrit sous l'influence immédiate et presque paternelle d'un de nos prédicateurs de réforme sociale, philosophique et religieuse, nous le devinerions au vague de ses aperçus, au chaos de cette intelligence où les notions d'art se transforment en élémens de croyance,

où l'œuvre des grands artistes devient une manière d'évangile, et où les jouissances et les chimères de l'imagination sont constamment confondues avec les lois austères de la conscience et de l'ame. Rien de mieux assurément que d'admirer Rembrandt et Beethoven, de parler de leurs ouvrages avec cet enthousiasme fécond qui n'exclut pas le discernement. Toutefois nous pensons, jusqu'à meilleur avis, que la *Symphonie pastorale* ou le tableau des *Disciples d'Emmaüs* n'ont rien à démêler avec les vérités qu'il s'agit de croire ou les devoirs qu'il s'agit d'observer. Si nous insistons sur ce point, à propos de quelques pages qui ne méritent ni discussion, ni critique, c'est que cette confusion bizarre et décevante est une des manies de notre époque et peut-être une des causes de nos infortunes. « Dieu et l'art! » s'écrient de prétendus poètes qui ne demanderaient pas mieux que de s'adjuger à eux-mêmes les honneurs exclusifs de cette double formule d'une même divinité. « Dieu et l'art! » répètent de prétendus penseurs, qui, incapables de rien conclure, aiment mieux tout rêver, et cherchent dans une symphonie ou dans une toile ces solutions que leur esprit superbe ne leur donnera jamais. L'artiste, l'homme toujours prêt à substituer aux véritables intérêts de l'humanité, au but sérieux de la raison, un je ne sais quoi qu'il compose de ses admirations, de ses songes et de ses vanités, voilà l'être séduisant et coupable qui, sous mille formes diverses et mille noms différens, étend aujourd'hui son influence dissolvante sur la société tout entière. On le retrouve dans la politique, dans les livres, dans l'atmosphère intellectuelle que nous respirons tous, dans les événemens qui nous passionnent, dans les catastrophes qui nous épouvantent. Il est pour quelque chose dans nos erreurs, nos déceptions et nos fautes, dans tout ce que nous avons souffert, dans tout ce que nous souffrirons encore. Il a remplacé les lois positives qui font l'homme sage et l'honnête homme par des théories flottantes, capricieuses, flexibles, baignées de lumière et d'ombre, pleines d'accommodemens et d'amorces pour les faiblesses du cœur. On comprend que cet être bizarre soit accueilli, choyé, fêté, dans les temps de prospérité et de calme, par une société qu'il charme ou qu'il amuse en l'égarant. Aujourd'hui, ces condescendances ne sont plus permises. Le péril ne s'arrange pas des *à-peu-près* de l'imagination; il exige les notions droites, précises, du bien et du mal, du juste et de l'injuste, de la vérité et du mensonge. Ces notions-là, la société menacée doit les rétablir dans toute leur netteté, si elle veut reconquérir tous ses droits et toutes ses forces dans l'exercice d'une légitime défense. Autrement, la défense serait illusoire et l'attaque irrésistible.

A. de Pontmartin.

V. de Mars.